HAL
open science

État et éducation au Mexique : les enjeux des manuels scolaires gratuits (1960-2013)

Oriane Avezou

To cite this version:

Oriane Avezou. État et éducation au Mexique : les enjeux des manuels scolaires gratuits (1960-2013). Littératures. 2013. dumas-00928185

HAL Id: dumas-00928185

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00928185

Submitted on 13 Jan 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UFR de Langues Etrangères LLCE-LEA

Etat et éducation au Mexique: les enjeux des manuels scolaires gratuits (1960-2013)

Oriane Avezou

Mémoire de master 2 recherche
Langues littératures et civilisations étrangères, Etudes ibériques et ibéro-américaines.

Sous la direction de Mme Almudena Delgado-Larios

Année universitaire 2012-2013

Je remercie Mme Almudena Delgado-Larios, ma tutrice,
qui m'a guidée et encouragée tout au long de ce mémoire.

Je tiens à remercier également ma famille
et mes amis français et mexicains
pour leur soutien et leurs encouragements.

UNIVERSITE Stendhal GRENOBLE 3

Déclaration anti-plagiat
Document **à scanner** après signature
et **à intégrer** au mémoire électronique

DECLARATION

1. Ce travail est le fruit d'un travail personnel et constitue un document original.
2. Je sais que prétendre être l'auteur d'un travail écrit par une autre personne est une pratique sévèrement sanctionnée par la loi.
3. Personne d'autre que moi n'a le droit de faire valoir ce travail, en totalité ou en partie, comme le sien.
4. Les propos repris mot à mot à d'autres auteurs figurent entre guillemets (citations).
5. Les écrits sur lesquels je m'appuie dans ce mémoire sont systématiquement référencés selon un système de renvoi bibliographique clair et précis.

NOM : AVEZOU PRENOM : Oriane

DATE : 22/05/2013 SIGNATURE :

Mise à jour mars 2013

Sommaire

INTRODUCTION……. ...3

CHAPITRE I. Etat-nation mexicain et Education, les antécédents de la création des manuels gratuits de la SEP de 1821 à 1958……9

I. 1821-1823 : Indépendance et Premier Empire……...10
II. 1823-1867 : Guerres d'intervention et Deuxième Empire ……12
III. 1867-1910 : République et Porfiriat ……...15
A. La République (1867-1876) ……15
B. Le Porfiriat (1876-1911) ……..16
IV. 1910-1916 : La Révolution armée ……...19
A. La Révolution madériste ……19
B. La Présidence de Francisco I. Madero (1911-1913) ……...20
C. La Révolution constitutionnaliste (1913-1916) ……...21
V. 1917-1934 : L'institutionnalisation de la Révolution ……23
A. L'article 3 de la Constitution de 1917 ……..……23
B. L'organisation postrévolutionnaire ……25
C. Le Mexique du parti unique (1924-1934) …….……...27
D. Première réforme de l'article 3 de la Constitution ……..……32
VI. 1934-1940 : Cárdenas et l'Education socialiste ……33
VII. 1940-1958 : Le tournant conservateur ……..36
A. La Révolution institutionnalisée ……36
B. La réforme de l'article 3 de 1946 ……..……..41

CHAPITRE II. La création des manuels gratuits de 1960 à 2013 : un paradoxe éducatif ……...45

I. Objectif : homogénéiser l'éducation (1958-1972) ……..46
A. La phase d'élaboration des manuels ……...49
B. La publication et le conflit des manuels gratuits ……50
C. Les événements sociaux de la fin des années soixante au Mexique ……...53
II. Un désir de changement, une réforme ambitieuse (1972-1992) ……...55
A. Les manuels gratuits ……58
B. Le contexte sociopolitique et économique du Mexique des années 80 ……...62
III. La réforme de la modernisation éducative, changement de cap (1988-2009) ……64
A. Programme pour la Modernisation Educative (1989-1994) ……67
B. Réforme de l'article 3 de la Constitution, en janvier 1992 et mars 1993…..…71
C. La Loi Générale de l'Education du 12 juillet 1993 ……..73

D. Les manuels gratuits …….77
E. Fin des années 90 et début des années 2000…….81
IV. Une réforme novatrice ? (de 2009 à nos jours) ……..85
A. Le système éducatif mexicain actuel (2006-2012) ……...89
B. L'article 3 de la Constitution dans sa dernière version du sexennat de Calderón……92
C. La « Reforma Integral de la Educación Básica» ……..93
D. Le "Plan de estudios 2011 Educación Básica" de la RIEB……...98
E. Les conséquences de l'environnement socio-économique sur l'apprentissage scolaire ……...101
F. La place des manuels gratuits dans les années 2010 ……..105
G. Les manuels gratuits actuellement utilisés …….108
V. Le retour du PRI, un retour en arrière? (2012-2013) …….117
A. Les élections présidentielles de juillet 2012 ……..117
B. La réforme de l'Education et de l'article 3 de la Constitution de 2013…..…124

Chapitre III. Les manuels gratuits d'histoire : un enjeu idéologique
La famille Serdán héros et martyrs de la Révolution mexicaine. ……129

I. Les manuels d'histoire : ……..131
A. Les insuffisances de l'enseignement de l'histoire à l'école ……..131
B. Les manuels de la 1ère génération, 1960-1972 : « Mi libro de… » ……..132
C. Les manuels de la 2nde génération, 1972-1992 : « Ciencias sociales » ……137
D. Les manuels de la 3ème génération, 1992-2009 : « Historia » ……..140
E. Les manuels de la 4ème génération, de 2009 à nos jours……...149
II. Etude de cas : La famille Serdán, héros et martyrs de la Révolution …….158
A. La famille Serdán de Puebla ……..160
B. Une analyse quantitative ……161
C. Présence et absence des Serdán dans les manuels …….165
D. Les Serdán dans les manuels des années 90-2000 …….166
E. Les Serdán dans les manuels des années 2010……...178

CONCLUSION …….……185

BIBLIOGRAPHIE ……...188

ANNEXES …….205

Introduction

Mon expérience d'assistante de français au Mexique pendant l'année scolaire 2010-2011 est à l'origine de mon travail sur les manuels scolaires mexicains. En effet, la découverte du système scolaire mexicain et de son patriotisme inhérent a suscité mon désir d'approfondir le sujet. Dans cette optique, les manuels utilisés par les élèves me semblaient être un objet de recherche intéressant. De plus, l'année 2010 a été exceptionnelle pour le Mexique car ce fut une année riche en commémorations: bicentenaire de l'Indépendance et centenaire de la Révolution. Ces deux évènements ont été omniprésents dans l'actualité mexicaine à travers des cérémonies de commémoration très importantes, des distributions par le gouvernement de revues sur le sujet et la frappe de nouveaux pesos entre autres. En outre, dans tous les médias, de nombreuses publicités faisaient référence à ces deux événements historiques. Il y a eu également un grand nombre de publications d'analyses critiques sur les conséquences de ces deux épisodes sur le Mexique actuel. Les publications étaient si foisonnantes qu'il était parfois difficile de s'y retrouver, certaines étant parrainées par le gouvernement:

«[…] los historiadores podrán asumir que la conmemoración se convierte en una plaza pública para sus reflexiones, en la que deben distinguirse las intenciones de las múltiples comisiones oficiales creadas para la conmemoración, unas abiertamente políticas, otras más académicas, que plantean múltiples retos a los historiadores, conscientes del uso político de la historia[1] ».

Le gouvernement de l'époque, celui de Felipe Calderón du PAN, cherchait à montrer les progrès apportés à la société mexicaine par l'Indépendance et la Révolution et à exalter ainsi le sentiment nationaliste et patriotique des Mexicains :

« […] los historiadores que buscan en los acontecimientos que se celebran "las respuestas, orígenes o antecedentes a determinados interrogantes o desafíos de las sociedades actuales", presuponiendo una continuidad sustancial entre el pasado y el presente y, consecuentemente, considerarán que en 1810 se da inicio a una serie de proyectos nacionales que culminan, inevitablemente, en las actuales repúblicas. En este espacio se entenderían los procesos revolucionarios de ese año como una suerte de "mito de los orígenes", que seguiría presente en la memoria pública como culminación de la fundación de la nación[2]».

L'utilisation politique de l'histoire était évidente. Le gouvernement, grâce aux commémorations, avait donc une intention politique qui prétendait légitimer, justifier et renforcer un discours national de "mexicanidad", qui existait depuis déjà deux siècles

[1] TABANERA GARCÍA, Nuria, « Pensar hoy el Bicentenario: sobre las dimensiones actuales de las revoluciones por la independencia de América latina », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 31 décembre 2010: http://alhim.revues.org/index3425.html
[2] ibid.

d'indépendance et donnait l'occasion de se souvenir des mythes constitutifs, fondateurs. Lorsque j'ai appris que les manuels scolaires étaient élaborés et distribués par l'Etat mexicain, il m'a semblé intéressant de chercher à savoir si ces manuels participaient également à cette vision épique de l'histoire. Quels bénéfices l'Etat peut-il retirer de ce procédé ? Avant tout, il était important de connaître les conditions de leur création.

Pour cela, j'ai axé mon étude sur les manuels scolaires officiels de la SEP (Secretaría de Educación Pública) qui sont distribués gratuitement chaque année à tous les élèves mexicains de la République. Ces manuels ont un caractère obligatoire, que ce soit dans les écoles privées ou publiques, mais non exclusif. Ils concernent le niveau du primaire et ont été mis en place à partir de 1960. L'objet de mon étude a porté exclusivement sur les manuels (« libros de textos gratuitos de la SEP ») de 1960 à nos jours et je me suis interrogée sur l'historiographie : Comment s'écrit l'histoire ? Jusqu'à quel point est-elle représentation ? Reflète-t-elle, par ses choix, les préoccupations des époques ultérieures ? Suivant quels critères s'opèrent ces choix ?

Il faut prendre en compte la particularité des manuels d'histoire car ils sont le produit d'une réécriture de l'histoire pour l'enseignement par des didacticiens. Ces derniers doivent effectuer une sélection à partir du travail des historiens, ils la transforment alors pour élaborer un ouvrage pédagogique. Longtemps, pour écrire l'histoire, on récapitulait les grands événements chronologiquement, on mettait en évidence les grands hommes en produisant une histoire « traités-batailles[1] », c'est ce qu'on appelle l'historiographie traditionnelle. Mais ce type d'historiographie rejetait un nombre considérable d'événements, ce qui posait un problème de subjectivité, accentué encore lors du processus de réécriture de l'histoire à but pédagogique. Dans les années 60 survient la *Nouvelle Histoire*, un courant historiographique français, issu de l'Ecole des Annales, dont les principaux représentants étaient Jacques Le Goff, Philippe Aries, Michel Vovelle et Pierre Nora. Le champ historique était élargi, il n'y avait plus cette conception de l'histoire événementielle et encyclopédique, mais ces avancées se traduisaient difficilement dans les classes. C'est ce qu'explique Suzanne Citron pour l'école française des années 70 :

« Paradoxales années 1970 : ces recherches, ces suggestions n'aboutiront jamais à une véritable remise en cause de la conception rituelle des programmes. L'histoire scolaire restait cristallisée dans une représentation immuable, découpant le passé en tranches de la sixième à

[1] ROBIN, Yves, *L'image de la France au Mexique, Représentations scolaires et mémoire collective*, L'Harmattan, Paris, 2011, p. 46.

la troisième. Pourtant, dans ces mêmes années, l'histoire « nouvelle », l'histoire des *Annales* envahissait l'espace savant, public, médiatique et commercial. Mais c'était une histoire éclatée, une histoire des mentalités qui émiettait le réel et ne pouvait répondre à la demande de sens d'une culture scolaire à repenser[1] ».

Depuis, l'enseignement de l'histoire en France a connu beaucoup de progrès avec l'inclusion d'événements jusque-là passés sous silence ou une vision critique de certains événements passés. Cependant, toujours selon Suzanne Citron, l'enseignement actuel garde encore le même schéma traditionnel privilégiant les grands événements et les grands hommes:

« … j'ai souligné la banalisation d'une conscience historiographique, concrétisée par l'expression "roman national". On peut noter des avancées majeures : l'émergence d'une histoire critique de Vichy, de la guerre d'Algérie, de la colonisation, la consécration dans l'espace public de l'histoire de l'immigration. Mais, *in fine*, pourquoi l'histoire de France à l'école élémentaire est-elle restée, malgré quelques ajouts, pratiquement immuable dans son tracé traditionnel, plus figé que jamais dans une chaîne de grands hommes à mémoriser mécaniquement ?[2] »

Ce décalage entre histoire scolaire et recherche était-il aussi présent dans les programmes mexicains ? Le Mexique a-t-il suivi le même schéma que la France pour son enseignement de l'histoire ? Il ne faut pas oublier que le Mexique a été gouverné pendant près de 70 ans (1929-2000) par un parti unique, le PRI (« Parti Révolutionnaire Institutionnel »), qui a cependant connu des changements idéologiques au fil du temps. Dans quelle mesure cela se traduit-il dans sa ligne de conduite éducative ? Le but initial de ma recherche était de comparer histoire savante et histoire enseignée dans les manuels mexicains gratuits du gouvernement à partir du thème de la Révolution Mexicaine. Mais pour arriver à cette analyse, il fallait d'abord étudier l'histoire mexicaine et l'évolution de son système éducatif. En effet, il me fallait situer le contexte historique, politique, socio-économique et étudier l'éducation mexicaine pour comprendre le contenu d'un manuel élaboré dans les années 60 ou celui d'un manuel élaboré dans les années 90 par exemple. Dans quelle mesure l'histoire des manuels se confond-elle avec l'histoire générale de l'éducation du Mexique ? Il fallait faire alors une analyse historiographique des éditions successives des manuels scolaires. L'étude des différentes réformes éducatives allait m'éclairer sur les raisons de l'évolution du contenu de ces manuels à une époque donnée. En avançant dans mes recherches sur l'histoire de l'éducation mexicaine et celle de la création des manuels de la SEP ainsi que leur évolution dans le temps, j'ai pris conscience de l'ampleur du travail à réaliser. Cette partie prit une telle

1 CITRON, Suzanne, préface de *La fabrique scolaire de l'histoire*, par Laurence De Cock et Emmanuelle Picard (dir.), article de la rubrique histoire et colonies > histoire de France, mardi 20 octobre 2009 : http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article3546#nb2

2 ibid.

importance que je n'ai pu arriver à l'étape suivante qui devait être l'analyse des contenus des manuels avec pour fil conducteur cette interrogation : « l'image de la Révolution mexicaine dans les manuels scolaires gratuits a-t-elle évoluée au fil des différentes réformes éducatives? ». Ce projet initial ne put être développé et mon mémoire prit donc un autre tournant ; un travail que je croyais seulement préliminaire m'a demandé beaucoup de recherches et d'analyses et il m'est finalement apparu essentiel. Je me suis ainsi centrée sur le lien entre les différents gouvernements et l'enseignement dispensé dans les écoles primaires à travers les multiples réformes éducatives qui se sont succédé.

Il fallait malgré tout me procurer les manuels scolaires produits par le gouvernement mexicain. Dans un premier temps l'essentiel de mes recherches s'est fait à Puebla où je pensais trouver facilement ces manuels étant donné qu'ils sont gratuits et distribués à tous les enfants mexicains allant à l'école primaire. J'eus alors la surprise de constater, après avoir interrogé les Mexicains de mon entourage, que personne ne les avait gardés : les manuels avaient souvent fini au rebut une fois l'école primaire terminée (en effet, l'élève ne doit pas les rendre après avoir terminé l'année scolaire). La majorité des anciens élèves des écoles privées me déclarèrent les avoir reçus mais leurs professeurs ne les utilisaient pas (ils préféraient utiliser des manuels d'éditions privées). Les manuels étaient introuvables dans les bibliothèques et librairies. Nul ne pouvait me dire où trouver ces fameux manuels. Même à la SEP personne ne pouvait m'indiquer où me les procurer car ils sont distribués directement aux écoles et uniquement aux élèves. Cependant, je pouvais faire une demande officielle au bureau chargé de la distribution des manuels actuels pour en avoir des exemplaires de l'année en cours (même si je n'étais pas élève). Toutefois, pour étudier l'évolution des manuels j'avais également besoin des manuels anciens mais les employés de la SEP savaient encore moins où les trouver. Après presque six mois de recherches, de déplacements et de démarches infructueuses, j'appris grâce à un ami travaillant à l'Université de México (l'UNAM) l'existence d'archives des manuels scolaires de la SEP : elles se trouvent à México, aux archives de la CONALITEG (la « Comisión Nacional de Libros de Texto Gratuitos »), indépendantes de celles de la SEP. Pour y accéder j'ai dû faire des demandes d'autorisation et me déplacer à México, ce qui était difficile à concilier avec mes horaires de travail.

Enfin, c'est là-bas que j'ai trouvé la majorité de mes sources, à la CONALITEG où sont conservés les manuels scolaires depuis 1960 jusqu'à nos jours, au « Departamento de Difusión y Patrimonio Histórico de la SEP». La collection des manuels jusqu'à la fin des années 80 est quasi complète et bien ordonnée mais ce n'est pas le cas pour les manuels de la

réforme des années 90, il m'a donc été plus difficile de trouver ceux de cette génération. Pour les manuels de cette période, j'ai bénéficié de l'aide généreuse d'une amie mexicaine dont la fille avait étudié à l'école primaire publique Vicente Suárez de Puebla et qui possédait encore ses manuels des années 90. Enfin, pour les manuels de la dernière réforme éducative, le gouvernement mexicain a mis à disposition tous les manuels pour chaque niveau et chaque matière sur internet, téléchargeables gratuitement[1]. J'ai donc pu réunir toutes les sources et commencer les recherches sur l'histoire de l'Education au Mexique et la création des manuels gratuits de la SEP.

La période allant de 1821 à la fin des années 70 (traitée dans mon premier chapitre et au début du deuxième) a déjà été étudiée par beaucoup de chercheurs et de spécialistes : on trouve l'étude de cette période dans de nombreux livres sur l'éducation mexicaine. Pour rédiger ces parties du mémoire, j'ai donc pu utiliser les recherches déjà faites mais elles comportaient parfois des informations contradictoires, il me fallait donc aller rechercher d'autres sources fiables pour vérifier l'authenticité des faits. En ce qui concerne les années 60, qui s'ouvrent avec la création des manuels gratuits de la SEP et de la CONALITEG, on trouve beaucoup d'informations et d'études sur ces deux événements marquants de l'éducation mexicaine. Cependant, plus on avance dans le temps, moins il y a d'études concrètes sur l'éducation au Mexique et spécifiquement sur les manuels gratuits. Pour étudier les années 80 et 90, la tâche est devenue plus ardue, les études se faisant rares ou confidentielles. L'accès à l'information ou à certains livres a souvent été difficile, on ne les trouve pas facilement dans les librairies et les bibliothèques. C'est pourquoi j'ai dû faire beaucoup de recherches sur internet où il est parfois complexe de vérifier si les sources sont fiables et cela a nécessité beaucoup de temps. Par ailleurs, on peut remarquer qu'à partir des années 90, les réformes éducatives et celles de l'article 3 de la Constitution se multiplient. Comment expliquer cette augmentation des réformes ? Quel en est l'enjeu pour les différents gouvernements qui se succèdent ? D'ailleurs, y a-t-il une réelle différence idéologique entre ces gouvernements ? C'est la raison pour laquelle la partie du chapitre 2 sur les deux dernières périodes est plus longue car il s'agit de mon apport personnel de recherches et son contenu est inédit car il comporte mon analyse du cadre légal (différentes lois de l'éducation et différentes réformes de la Constitution de 1917). Ce fut donc un long processus de recherches car ce chapitre couvre plus de cinquante ans (de 1958 à 2013) et analyse le contexte politique, économique et

[1] Sur le site officiel de la RIEB : http://basica.sep.gob.mx/reformaintegral/sitio/index.php?act=buscadorlibros

social de chaque période, puis plus précisément le système éducatif correspondant (réformes éducatives et programmes, différentes élaborations des manuels, changement de pédagogies). Pour chaque changement de manuels, j'ai dû étudier la phase d'élaboration, de production et de distribution. Ces manuels ont-ils engendré des polémiques ? Le cas échéant, de quelle nature ? Dans le troisième chapitre qui recouvre la même période que le chapitre 2, j'ai procédé de la même façon mais en me centrant sur les manuels d'histoire en particulier. J'ai terminé le chapitre 3 par l'étude de la famille Serdán dont la geste héroïque fait l'orgueil de Puebla : ces héros de la Révolution mexicaine sont régionaux et présentent d'autant plus d'intérêt que leur présence dans les manuels est sporadique, contrairement aux héros nationaux tels que Madero ou Zapata.

Comment les années de 1821 à 1958 ont-elles abouti à la création des manuels gratuits ? Nous nous interrogerons ensuite sur la nature paradoxale de ces manuels, en effet comment peuvent-ils rendre homogène une éducation nationale dans un pays si hétérogène ? Comment peuvent-ils conserver une neutralité idéologique tout en servant le nationalisme de l'Etat ? Enfin, quel enjeu particulier représentent les manuels d'histoire pour les différents gouvernements ? Pourquoi sont-ils plus que les autres sujets à polémiques ?

Pour tenter de répondre à ces questions, nous organiserons notre travail en trois chapitres. Dans un premier temps, nous allons étudier l'histoire générale du Mexique et de son système éducatif de 1821 à 1958, c'est-à-dire de l'Indépendance jusqu'au dernier sexennat avant la création des manuels scolaires gratuits du gouvernement. Dans un second temps, nous nous intéresserons à ces mêmes sujets cette fois pour la période de 1958 à 2013 : les réformes éducatives et le cadre légal feront l'objet d'une analyse plus approfondie. De plus, ce deuxième chapitre comportera en parallèle une étude sur la création en 1960 des manuels de la SEP - toutes disciplines confondues- et leur évolution dans le temps. Enfin, le troisième chapitre sera axé uniquement sur les manuels d'histoire de la SEP : nous analyserons leur évolution au long de cinquante ans d'existence à travers les différentes réformes établies par les gouvernements successifs. Ce chapitre se terminera par une étude de cas révélatrice du rôle idéologique des manuels de la SEP dans l'élaboration de l'Etat-nation : celle de la famille Serdán de Puebla, érigée en symbole héroïque du début de la Révolution mexicaine, qui illustre en effet le procédé d'édification de modèles pour susciter le patriotisme des élèves. Nous étudierons ainsi l'évolution de la représentation des Serdán dans les différentes générations de manuels de la SEP.

Chapitre I

Etat-nation mexicain et Education
Les antécédents de la création des manuels gratuits de la SEP de 1821 à 1958

La création des manuels gratuits au Mexique en 1960 est le fruit d'un long processus qui commence au lendemain de l'Indépendance. Le pays était devenu un Etat-nation, c'est-à-dire un « État dont les citoyens forment un peuple ou un ensemble de populations se reconnaissant comme ressortissant essentiellement d'un pouvoir souverain émanant d'eux et les exprimant[1] ». Ce concept suppose l'association d'un Etat, en tant qu'organisation politique et souveraine, à une nation, c'est-à-dire les individus se considérant comme liés et appartenant à un même groupe, ce qui sous-entend une adhésion à une identité commune. La volonté du nouvel Etat était de s'imposer face à l'Eglise qui détenait un quasi monopole éducatif. De cette époque date également le désir des élites d'éduquer la population pour construire un Etat prospère.

Quelles étaient les priorités éducatives pour l'Etat-nation mexicain après l'Indépendance ? Comment assumer cette nouvelle identité et la transmettre aux générations futures ? Comment les réformes éducatives de ces années-là vont-elles aboutir à la création des manuels gratuits de la SEP?

Nous allons décrire dans ce chapitre les principes éducatifs mis en place par les différents gouvernements au pouvoir, de l'Indépendance à 1958, et montrer ainsi les antécédents de la création des manuels gratuits, distribués par l'Etat pour la première fois en 1960: nous n'étudierons donc pas ici les manuels publiés pendant la période allant de 1821 à 1958 car ils n'entrent pas dans cette catégorie.

[1] Dictionnaire Larousse : http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/

I. 1821-1823 : Indépendance et Premier Empire

Le 26 septembre 1821, Juan O'Donojú, Gouverneur de la Nouvelle-Espagne, puis le 27 septembre, Agustín de Iturbide, décrétèrent l'indépendance du Mexique. Le lendemain, Iturbide fut désigné par le gouvernement mexicain provisoire premier chef de l'armée impériale des Trois Garanties et président de la Régence, avec le titre de Majesté. Durant cette période, le territoire mexicain avait une superficie de 4 400 000 km2 et une population de sept millions d'habitants, dont 90% vivaient en milieu rural[1]. La distribution géographique de la population était caractérisée par une grande irrégularité : les régions situées au nord et le long des côtes étaient très peu habitées. La population rurale se composait de très nombreuses petites communautés indigènes, métisses, de *rancheros*, d'*hacendados*, etc. A ce manque d'unité géographique et démographique, s'ajoutait la division de la classe politique, poussée par des ambitions personnelles de toutes tendances. L'unité d'un ensemble aussi hétérogène ne pouvait donc se réaliser immédiatement. Face à cette situation, les dirigeants mexicains voulurent forger un sentiment d'unité et d'identité nationale, mais étant donné l'instabilité politique et le manque de moyens, l'Etat eut du mal à y parvenir, en particulier du fait que l'institution scolaire, le lieu où aurait pu se former cette unité, restait majoritairement entre les mains de l'Eglise. Le 24 février 1822 se réunit un comité chargé de rédiger une Constitution. Le 21 mai 1822, le Congrès nomma et confirma Iturbide Empereur constitutionnel de l'Empire Mexicain. Le premier Empire mexicain ne dura que 8 mois (du 21 juillet 1822 au 19 mars 1823).

Au lendemain de l'Indépendance, il était naturel de rendre la longue période coloniale espagnole responsable du retard du pays : en 1822, par exemple, le politicien et futur historien Lucas Alamán dénonçait la mauvaise gouvernance espagnole, qui avait selon lui maintenu la Nouvelle Espagne dans un « estado de abyección y abatimiento…por tres siglos[2]». Une autre critique portait sur le rôle démesuré du clergé dans l'éducation des jeunes : pourtant, l'Eglise était loin d'exercer un monopole éducatif car, dès le XVIIème siècle, une corporation de maîtres séculiers s'était formée ; pendant la Vice-Royauté et jusqu'à la guerre de Réforme, l'enseignement primaire était à la charge soit de la municipalité, soit de la paroisse ou d'un

[1] ROBIN, Yves, *L'image de la France au Mexique, Représentations scolaires et mémoire collective*, L'Harmattan, Paris, 2011, p.65.
[2] STAPLES, Anne, "El entusiasmo por la Independencia" *in La educación en México, Seminario de historia de la educación en México*, Historia mínima El Colegio de México, México D.F., 2010, p. 100

couvent. Selon Anne Staples, le monopole éducatif de l'Eglise serait donc plutôt un mythe[1]. La dernière réforme concernant l'éducation à la fin de la période coloniale fut le Règlement Général de l'Instruction Publique de 1821, promulgué par les Cortes espagnoles pendant le Trienio libéral. Même s'il ne fut jamais appliqué au Mexique du fait de l'Indépendance, il eut par la suite une grande influence: il préconisait par exemple un enseignement pour tous, l'ouverture d'une école dans tout village de plus de cent habitants et l'on constate que la volonté d'alphabétiser tous les jeunes Mexicains sera une des constantes des premières années de l'Indépendance.

A partir de 1822 s'établit à Mexico la Compagnie Lancastérienne : c'était une société de bienfaisance qui réunissait de nombreux politiciens, écrivains et membres du clergé, désireux de réduire l'analphabétisme. La pédagogie des écoles lancastériennes était basée sur l'enseignement mutuel : pour faire des économies, les maîtres étaient remplacés par les élèves les plus avancés ; il s'agissait donc de confier un grand nombre d'élèves à un seul maître, assisté par les élèves les plus anciens, qui devaient transmettre les consignes données par le maître et expliquer les leçons. Le maître n'enseignait pas mais dirigeait l'ensemble des activités de la classe. Le matériel pédagogique était également peu coûteux car il n'était constitué que de tableaux muraux : il n'y avait donc pas besoin de manuels scolaires. Les premières écoles normales furent créées sous la direction lancastérienne à Zacatecas et Oaxaca[2].

La décennie de 1820 fut fertile en projets, presque tous voués à l'échec. Cependant, pendant le XIXème siècle, le nombre d'écoles augmenta significativement dans les villes et les Instituts d'études supérieures furent créés: les études les plus prisées étaient la médecine et le droit ainsi que les formations militaires. En 1822 fut créé le Colegio Militar qui commença à former des ingénieurs qui savaient construire des ponts, des chaussées et édifices publics avec les techniques de pointe apportées d'Europe.

---

[1] ibid., p. 101.

[2] Joseph Lancaster, né le 25 novembre 1778 à Londres et mort le 23 octobre 1838 à New York, est un quaker anglais et un pédagogue. En 1798, il crée un école élémentaire privée destinée aux enfants pauvres, utilisant un modèle pédagogique proche de celui d'Andrew Bell de Madras, connu sous le nom d'École mutuelle. Il écrit en 1803 *Improvements in Education* (Progrès dans l'Education) et voyage aux États-Unis pour promouvoir ses idées. Au début du XIXe siècle, sa méthode devient très populaire et la Société pour la promotion du système lancastérien pour l'éducation des pauvres est créée en 1808. Cependant les écoles qui suivent ce modèle sont très critiquées du fait de la faiblesse des résultats obtenus et de la dureté de la discipline.
Enciclopaedia Britannica: http://global.britannica.com/EBchecked/topic/329001/Joseph-Lancaster

II. 1823-1867 : Guerres d'intervention et Deuxième Empire

Après la chute d'Iturbide, le Mexique entra dans une période de crise politique entre les libéraux et les conservateurs. Période pendant laquelle les présidents allaient se succéder (plus de trente présidents en trente ans), ainsi que les constitutions (1824, 1836 et 1843), et la question du poids de l'Eglise mexicaine allait se poser avec de plus en plus d'acuité : elle était en effet, au début du XIXe siècle, l'une des plus puissante d'Amérique latine et était donc très influente dans l'éducation, comme nous l'avons mentionné plus haut. Après l'abdication d'Iturbide, le gouvernement provisoire libéral formé par le triumvirat Pedro Celestino Negrete, Guadalupe Victoria et Nicolás Bravo (1823-1824), fut le premier à faire une tentative d'organisation de l'Education nationale. L'Eglise maintenait sa position prépondérante dans l'Education, mais la création en décembre 1823 d'une Direction Nationale dédiée à l'instruction fixait des normes établies par l'Etat dont le but était « … establecer, conservar y mejorar la instrucción pública en toda la nación. [La educación] debe ser pública, gratuita y uniforme[1] ». Le pouvoir politique se vit donc conférer légalement des prérogatives en matière d'éducation. Cependant, à cause de la situation politique, économique et sociale chaotique, il ne put jamais les exercer. Cette situation intérieure confuse fut aggravée par des attaques extérieures, comme l'intervention espagnole en 1829, la sécession du Texas en 1836 ou l'expédition française en 1838, la *Guerra de los Pasteles*.

La décennie de 1830 vit l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération d'hommes. En 1833, ce fut le libéral Valentín Gómez Farías qui devint président : cette période, appelée « la Reforma liberal de 1833 », ne dura que neuf mois. Selon Raúl Bolaños Martínez[2], l'Education publique mexicaine naît avec le libéralisme en 1833, avec les lois promulguées par Valentín Gómez Farías, qui déclarait : « La instrucción del niño es la base de la ciudadanía y de la moral social[3] ». Ces lois définissaient en effet clairement, et pour la première fois, les compétences de l'Etat dans le domaine éducatif et R. Bolaños Martínez insiste sur certains des principes qui y sont énoncés car ils apparaissent comme les fondements de la politique mexicaine en matière d'éducation publique :

---

[1] VÁZQUEZ DE KNAUTH, Josefina, *Nacionalismo y educación en México*, México, El Colegio de México, 1970, p. 30.
[2] Fernando Solana, Raúl Cardiel Reyes, Raúl Bolaños Martínez, *Historia de la educación pública en México*, BOLAÑOS MARTÍNEZ, Raúl, "Orígenes de la Educación Pública en México", México, SEP, Fondo de Cultura Económica, 2001, p. 20-21.
[3] ibid, p.20.

1- Affirmation du rôle de l'Etat, qui contrôle l'éducation dans le District Fédéral et l'ensemble des territoires fédérés par l'intermédiaire de la Direction Générale de l'Instruction Publique.
2- Enseignement libre mais qui doit respecter les dispositions et les règlements édictés par le gouvernement.
3- Enseignement retiré à l'Eglise afin de donner une solide formation citoyenne aux enfants et fonder l'éducation sur les connaissances scientifiques les plus avancées.
4- Instruction élémentaire pour les hommes et les femmes, les enfants et les adultes.
5- Création des écoles normales pour former un corps enseignant.

Il s'agissait bien d'un tournant idéologique dans l'histoire de l'éducation mexicaine, mais ces réformes ne furent malheureusement pas appliquées car le général Santa Anna reprit le pouvoir au nom des conservateurs en 1834 et abrogea les lois de Gómez Farias.

En 1843, Santa Anna nomma Manuel Baranda ministre de l'Instruction Publique. Grâce à Baranda, le Congrès approuva cette même année un plan général des études qui mit en place toute l'organisation de l'Education : les écoles, les programmes, les bourses, les budgets, etc. Selon lui, il n'était pas question de former des érudits mais des jeunes gens intelligents et pourvus de bons principes: « [No quería] formar maestros ni sabios, sino jóvenes inteligentes, imbuidos de buenos principios, con las nociones suficientes para conocer lo que debían ser y para que aprendiesen a estudiar[1] ». Il ne s'agissait plus pour l'élève d'apprendre par cœur quantité de textes mais d'apprendre à avoir un sens critique. Baranda avait une vision pédagogique novatrice, mais ne remettait pas en cause le rôle de la religion dans l'Education :

> « Baranda decía que la enseñanza debía tener una finalidad religiosa. Era la ideología oficial e indica hasta qué punto se mantenía el consenso en cuanto al papel que desempeñaba le Iglesia en la sociedad. Seguía firme la alianza entre liberales y tradicionalistas en lo que concierne al uso de la religión como factor de unidad nacional[2] ».

Peu de temps après, un événement tragique contribua à renforcer le sentiment patriotique mexicain: en 1845, le Texas fut annexé par les Etats-Unis, ce qui provoqua une guerre entre les deux pays, guerre qui se termina en 1848 par le traité de Guadalupe Hidalgo, par lequel le Mexique perdit environ la moitié de son territoire. Pendant cette guerre, le patriotisme des Mexicains, unis face à l'ennemi nord-américain, contribua à réduire les luttes fratricides entre libéraux et conservateurs. Après cette défaite désastreuse, l'opposition

[1] STAPLES, Anne, *La educación en México*, op. cit., p. 114.
[2] ibid., p. 115.

libérale et progressiste arriva au pouvoir en 1854, période communément appelée « la Reforma »: de nombreuses réformes furent entreprises et la Constitution de 1857 affirma les libertés individuelles. Mais l'opposition de l'Armée et de l'Eglise au gouvernement libéral de Benito Juárez entraîna le pays dans une guerre civile, la « Guerre de Trois ans » ou « Guerra de la Reforma » (1858-1861).

La victoire des libéraux fut brève : en 1862, l'Espagne, la Grande-Bretagne et la France intervinrent pour réclamer le remboursement des dettes que le gouvernement de Benito Juárez avait suspendu. Finalement, seule la France poursuivit l'intervention et Napoléon III imposa aux Mexicains l'Empereur Maximilien d'Autriche : ce second Empire devait être de courte durée mais l'on peut remarquer que la politique imposée par Maximilien coïncida en de nombreux points avec les mesures prises par le gouvernement de Benito Juárez durant la « Reforma ». Pour Maximilien, ces mesures étaient d'une nécessité indiscutable pour réussir le développement et le progrès du pays. Il réglementa le domaine de l'Education avec la « Ley de Instrucción Pública » du 27 décembre 1865, loi qui provoqua un conflit avec les conservateurs -qui l'avaient toujours soutenu auparavant- scandalisés par son inspiration libérale et son imitation du modèle éducatif français. Cette loi établissait une instruction primaire gratuite obligatoire, sous le contrôle des municipalités et du Ministère de l'Instruction Publique. Dans l'article 3, on demandait aux autorités locales d'obliger les parents à envoyer leurs enfants à l'école primaire publique dès l'âge de cinq ans. En ce qui concernait l'enseignement secondaire, qui devait être contrôlé par l'Etat, la « Ley de Instrucción » de 1865 organisait les études sur le modèle des lycées français de l'époque, avec un programme d'études sur sept ou huit ans. Comme on peut le voir, le contrôle que l'Empire mettait en place sur l'Education était plus sévère que celui que les libéraux mexicains les plus radicaux auraient pu proposer.

La guerre entre les Mexicains et les Français se termina en 1867 par la victoire mexicaine et l'exécution de Maximilien. La République mexicaine était restaurée mais elle sortait très affaiblie de cet épisode. En ce qui concerne la politique éducative, le gouvernement libéral de Benito Juárez appliqua la réforme sur l'éducation publique et gratuite proposée par Farias en 1833, réforme reprise en 1855 avec le triomphe de la Reforma mais jamais véritablement mise en œuvre.

III. 1867-1910 : République et Porfiriat

A. La République (1867-1876)

Le gouvernement de Benito Juárez (1867-1872) décida d'appliquer la Constitution de 1857 et organisa dans ce but les élections de 1867, que lui-même remporta : il voulut alors mettre en œuvre ses réformes mais se heurta à une forte opposition des conservateurs. Ainsi, en 1867, une commission fut chargée par le ministre de la Justice et de l'Instruction Publique, Antonio Martínez de Castro, d'étudier le problème éducatif. Gabino Barreda, l'un des principaux représentants du positivisme[1] au Mexique, joua un rôle très important dans cette commission car il considérait que seul le positivisme pourrait organiser un véritable système d'éducation populaire qui constituerait l'instrument le plus efficace pour une réforme sociale. Après quelques mois de travail, la commission remit le document, qui fut publié le 2 décembre 1867 sous le nom de « Ley Orgánica de Instrucción Pública para el Distrito Federal y Territorios ». Cette loi proposait de réorganiser l'instruction publique en uniformisant et unifiant l'enseignement primaire. De plus, elle affirmait le caractère obligatoire et gratuit de l'enseignement primaire et permit la création de nombreuses écoles. En 1869, une autre loi vint compléter la première en supprimant l'enseignement religieux à l'école et en proclamant, pour la première fois, la laïcité de l'enseignement public. Comme le souligne l'historienne mexicaine Josefina Zoraida Vázquez, l'Etat remplaça l'Eglise pour imposer à la société une morale civique :

« Desde luego desaparecía totalmente del plan de estudios la enseñanza religiosa. […] los planteles hablaban de los deberes de las mujeres en la sociedad, de las madres con relación a la familia, o de moral a secas. Y, como agudamente observa O'Gorman, "lo de moralizar al pueblo es una discreta alusión al catolicismo: ni esta iglesia, ni ninguna religión eran indispensables para la existencia de una ética social"[2] ».

La période du gouvernement de Juárez fut riche en innovations pédagogiques, les méthodes lancastériennes et leur enseignement mutuel étant en effet remises en question et remplacées par un enseignement simultané : dans ce système pédagogique, le maître s'adresse à l'ensemble des élèves de la classe, qui exécutent en même temps les mêmes tâches. Cela

---

[1] « Doctrine philosophique pour laquelle sont seules valides les théories énonçant les lois des phénomènes. Son fondateur est Auguste Comte (1798-1857) dont la loi des trois étapes énonce que l'humanité est passée d'un âge théologique, où l'explication fait appel à des divinités, à un âge métaphysique, où l'explication utilise des entités abstraites, puis à un âge positiviste où l'on établit des lois qui sont une corrélation entre des faits ».
Le Petit Robert des Noms Propres, sous la direction de Paul Robert, rédaction dirigée par Alain Rey, Dictionnaires Le Robert, édition mai 2002.

[2] ZORAIDA VÁZQUEZ, Josefina, *Nacionalismo y educación en México*, El Colegio de México, México, 1975, p.55.

suppose que les élèves soient répartis en classes de niveaux homogènes et disposent du même matériel pédagogique, en particulier de manuels scolaires identiques. Une figure importante de cette période fut le pédagogue Antonio P. Castilla qui se préoccupa de la qualité des manuels scolaires. Lui-même, dans l'intention de les améliorer, en rédigea quelques-uns pour l'enseignement primaire : *Lecciones de religión y moral*, *Catecismo de gramática*, *Nociones de retórica y poética*, etc. De plus, Castilla proposa la création des Ecoles Normales, car il était conscient de la nécessité d'avoir des professeurs formés à l'enseignement.

La fin du gouvernement de Juárez fut assombrie par l'insécurité, la paix interne étant menacée par le banditisme : le gouvernement décréta alors l'état de siège et la suspension des droits individuels. La popularité de Juárez s'effrita mais grâce à des fraudes, il remporta les élections de 1871 devant Lerdo de Tejada et Porfirio Díaz. Le 18 juillet 1872 Juárez mourut brusquement d'un infarctus. Sebastián Lerdo de Tejada, ministre de la Cour suprême de Justice, le remplaça alors, puis trois mois après, fut élu face à Porfirio Díaz pour un mandat de quatre ans. Les lois anticléricales du gouvernement de Lerdo de Tejada déclenchèrent en 1873 la guerre des Religioneros (antécédent de la guerre Cristera de 1926 à 1929 sous Calles) qui se termina en 1876 grâce à un accord avec le gouvernement de Porfirio Díaz. Le gouvernement de Lerdo de Tejada poursuivit la politique libérale de Juárez. Dans cette dernière partie du XIXe siècle, le positivisme devint l'idéologie directrice dans toutes les politiques éducatives. De plus, en ce qui concerne l'éducation, Lerdo de Tejada voulut appliquer réellement la laïcité. Pour ce faire, il publia en 1874 une nouvelle loi dont l'article 4 interdisait l'enseignement religieux dans les écoles officielles et imposait à la place l'enseignement d'une morale laïque. Par ailleurs, son ministre de l'Education, José Díaz Covarrubias, encouragea l'éducation intégrale, qui visait à développer toutes les facultés intellectuelles et affectives des enfants.

B. Le Porfiriat (1876-1911)

En 1876, Porfirio Díaz, adversaire politique de Juárez et de Lerdo, devint président du Mexique, inaugurant la longue période du Porfiriat, qui devait durer jusqu'en 1911. En matière d'éducation, le Porfiriat poursuivit une politique libérale et au Congrès Hygiénique Pédagogique (1882) fut reconnu le travail de pédagogues tels que Carlos A.Carrillo, Enrique Laubscher ou Enrique Rébsamen : il s'agissait de placer l'enfant au centre des préoccupations pédagogiques. Carrillo, dans sa revue pédagogique *La Reforma de la Escuela Elemental,*

critiquait l'usage exclusif des manuels scolaires, qui ne sollicitait chez l'élève que la mémoire et non la réflexion : « los libros que se usan en la escuela, y como se usan en la escuela, no edifican sino que destruyen, no dan la vida, sino que dan la muerte…[1] ». En septembre 1882, Joaquín Baranda, qui partageait les préoccupations de ces pédagogues, fut nommé ministre de la Justice et de l'Instruction Publique. Il fut le ministre qui resta en fonction le plus longtemps (presque 19 ans). Sous sa direction, il y eut d'importants congrès de l'Instruction publique, le nombre et la qualité des écoles augmentèrent et plusieurs lois furent votées pour veiller à la bonne mise en œuvre des progrès éducatifs sous le contrôle de l'Etat. Le 1er décembre 1889, Baranda inaugura le 1er Congrès d'Instruction publique dont les travaux se terminèrent le 31 mars 1890. Ce Congrès fut appelé par Baranda lui-même, « Congreso Constituyente de la Enseñanza », nom qui resta par la suite, étant donné son importance. Dans son discours inaugural, Baranda déclarait:

> « Nadie duda ya de que la base fundamental de la sociedad es la instrucción de la juventud […] La República, para existir, necesita de ciudadanos que tengan la conciencia de sus derechos y de sus deberes, y esos ciudadanos han de salir de la escuela pública, de la escuela oficial, que abre sus puertas a todos para difundir la instrucción e inculcar, con el amor a la Patria y a la libertad, el amor a la paz y al trabajo, sentimientos compatibles que hacen grandes y felices a las naciones…[2] ».

Ce 1er congrès, ainsi que le 2ème en 1890, eurent comme président des travaux Justo Sierra (1848-1912), figure intellectuelle du Porfirisme. En 1905, Porfirio Díaz accepta de séparer l'Instruction publique du Ministère de la Justice, et créa la « Secretaría de Instrucción Pública y Bellas Artes », dont il donna la direction à Justo Sierra, qui la conserva du 1er juillet 1905 au 24 mars 1911. Une fois ministre, Sierra s'attela à un projet déjà envisagé auparavant par d'autres : transformer l'Ecole primaire en la rendant non plus seulement instructive, mais éducative. Une définition de l'instruction donnée par le dictionnaire Larousse étant: « action d'instruire quelqu'un, un groupe, de leur donner des connaissances, de leur délivrer un enseignement[3] ». Quant au mot « éducation » il est défini ainsi : « Formation de quelqu'un dans tel ou tel domaine d'activité ; ensemble des connaissances intellectuelles, culturelles, morales, acquises dans ce domaine par quelqu'un, par un groupe[4] ». Sierra, en distinguant l'instruction de l'éducation, montrait sa volonté de changer la manière d'enseigner : il ne

---

[1] LOYO, Engracia et STAPLES, Anne, "Fin del siglo y de un régimen" in *La educación en México*, op. cit., p. 131.
[2] MORENO Y KALBTK, Salvador, "III. El porfiriato. Primera etapa (1876-1901)" in Fernando Solana, Raúl Cardiel Reyes, Raúl Bolaños Martínez, *Historia de la educación pública en México,* op. cit., p. 59-60.
[3] Dictionnaire Larousse en ligne : http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/instruction/43455?q=instruction#43376
[4] ibid: http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/%C3%A9ducation/27867?q=education#27722

s'agissait donc pas seulement pour l'élève d'acquérir des connaissances mais de développer harmonieusement toutes ses différentes facultés. La « Ley de Educación Primaria » de 1908 résumait bien l'idéal éducatif de Justo Sierra qui déclarait:

«...el estado debe encargarse de buscar en el niño al hombre físico, moral e intelectual, debe procurar el desarrollo armónico de sus facultades, de estos tres modos de ser, y añadir otro, el modo estético, es decir, educar la facultad de concebir lo bello y formar el gusto[1] ».

Un autre aspect important de cette loi fut l'apparition du concept d'Education nationale : on introduisit à l'école l'étude de l'histoire du Mexique, de la géographie élémentaire du pays et du civisme constitutionnel mexicain. De plus, même l'enseignement de l'espagnol devint « enseignement de la Langue Nationale » (nom qui restera même dans les manuels gratuits de la SEP des années 1960). Ces disciplines étaient essentielles pour créer un sentiment d'appartenance nationale. Il s'agissait de différencier la formation de l'élève mexicain par rapport à celle des élèves des autres pays, en ajoutant à sa formation les éléments nécessaires pour en faire un citoyen mexicain, libéral et progressiste. C'est dans ce but que la loi recommandait expressément aux éducateurs de veiller à développer chez leurs élèves l'amour de la patrie mexicaine, la fidélité à ses institutions et l'enthousiasme pour le progrès de la Nation. Par ailleurs, la loi confirmait la laïcité de l'école, qui devait rester neutre dans son enseignement. Justo Sierra ménagea toujours le pouvoir religieux car, pour Porfirio Díaz, l'Eglise faisait partie du processus de formation de l'identité nationale.

Dans la plupart des manuels de la première décennie du XXe siècle on trouve l'empreinte de Sierra : il écrivit plusieurs manuels d'histoire, comme *Historia Patria* pour les écoles primaires ou *Historia General* pour le lycée. Tous présentaient l'histoire du Mexique selon trois événements principaux (la Conquête, l'Indépendance et la Réforme) et mettaient en évidence les efforts du régime pour former de bons citoyens patriotes. Plus que tout autre, Justo Sierra*, « El Maestro »*, fut le témoin de la fin du XIXème siècle et du début du XXème siècle mexicain, comme l'affirme Luis Álvarez Barret :

« La instrumentación de un nacionalismo liberal educativo viene a ser la línea política de Justo Sierra en la secretaría a su cargo. Nadie, como él, refleja de un modo tan completo las largas etapas de la historia de México, que van del liberalismo a la Revolución mexicana, con su intermedio el Porfirismo[2] ».

---

[1] ÁVILA, Ana Verónica, "Reforma educativa de Justo Sierra", 2003. Disponible sur Archivo de Tiempo y Escritura: http://www.azc.uam.mx/publicaciones/tye/reformaeducativadejustosierra.htm

[2] ÁLVAREZ BARRET, Luis, "IV. Justo Sierra y la obra educativa del Porfiriato, 1901-1911" in Fernando Solana, Raúl Cardiel Reyes, Raúl Bolaños Martínez, *Historia de la educación pública en México,* op. cit., p. 97.

IV. 1910-1916 : La Révolution armée

A. La Révolution madériste

Le processus révolutionnaire commence lorsque le président Porfirio Díaz, interviewé par le journaliste américain Creelman en 1908, déclare que le peuple mexicain est désormais mûr pour la démocratie et que lui-même ne souhaite plus continuer à diriger le pays. Une intense activité politique agite alors le Mexique et cette même année est publié un livre écrit par Francisco Ignacio Madero : *La succession présidentielle en 1910*. Ce livre devient le manifeste des opposants à la dictature : les classes moyennes, les paysans et les ouvriers, opposés à la réélection de Díaz pour un nouveau mandat présidentiel, opposés également aux habitudes aristocratiques et à la francophilie des élites, à la politique économique de soumission aux intérêts étrangers et au manque de liberté politique sous un régime dictatorial.

En avril 1910, Madero fut désigné candidat à la présidence pour représenter le Parti National Antiréélectionniste, fondé un an auparavant avec un programme en faveur du suffrage universel et de la non-réélection. Ce programme ne comportait cependant pas de directives précises sur la politique sociale et économique (en particulier sur l'épineuse question agraire). En mai 1910, dans l'état de Morelos, commença l'insurrection d'Emiliano Zapata à la tête de paysans qui occupèrent des terres pour exiger une réforme agraire. Quelques jours avant les élections du 26 juin, Díaz fit arrêter Madero et gagna les élections. Après 45 jours de détention, Madero fut libéré sous caution et assigné à résidence. Mais il s'échappa et se réfugia à San Antonio, au Texas : il y rédigea au mois d'octobre le Plan de San Luis Potosí où il déclara la nullité des élections et sa présidence provisoire et s'engagea pour la non-réélection. Il appela à l'insurrection générale pour le 20 novembre et fit des promesses concernant la restitution des terres (il déclara en fait que seraient soumis à « révision » les cas d'usurpations de terres dus aux lois de colonisation porfiristes). La famille madériste Serdán à Puebla commença l'insurrection deux jours plus tôt, le 18 novembre 1910, elle fut assiégée dans sa maison en pleine ville et cela se termina tragiquement. Le 20 novembre 1910 débuta l'insurrection de Francisco (Pancho) Villa (de son vrai nom José Doroteo Arango Arámbula) et Pascual Orozco dans l'état de Chihuahua, suivi par les états de Coahuila et Durango. En janvier 1911 les frères Flores Magón se soulevèrent en Basse-Californie et les frères Figueroa dans le Guerrero. Le 10 mai 1911 les révolutionnaires occupèrent Ciudad Juárez, où fut signé le traité qui mettait fin aux combats et prévoyait la démission de Díaz. Porfirio Díaz démissionna et quitta le pays. Il mourut à Paris où il fut

enterré en 1915. Francisco León de la Barra, ancien collaborateur de Díaz, fut nommé président provisoire et il laissa en place les fonctionnaires et les militaires favorables à Díaz.

Le 30 mai 1911, la Loi des Ecoles d'Instruction Rudimentaire fut approuvée par décret par F. León de la Barra. Cette loi autorisait le pouvoir fédéral à ouvrir dans tout le pays des écoles primaires. Ces écoles devaient être ouvertes à tous, de préférence aux indigènes, sans distinction de sexe, et pour encourager l'assistance aux cours on allait distribuer des aliments et des vêtements. Ces écoles furent dénommées les "rudimentarias". La loi transformait le gouvernement central en un agent fédéral d'éducation et elle fut généralement bien acceptée. Il s'agissait d'une tentative tardive d'intégrer les indigènes, qui représentaient 20% de la population totale et parlaient 72 langues. Leur diversité les isolait entre eux et du reste du pays: dans les états du Yucatán et d'Oaxaca, par exemple, la moitié de la population ignorait la langue nationale. La loi allait permettre de combattre un analphabétisme considérable (69,7% en 1910) et d'affirmer la présence de l'Etat dans des régions reculées.

B. La Présidence de Francisco I. Madero (1911-1913)

Le gouvernement exigea le désarmement des révolutionnaires mais les Zapatistes de l'état de Morelos refusèrent et demandèrent des garanties sur le problème agraire : le général Victoriano Huerta fut chargé de les réprimer en juillet et août 1911, les mettant en déroute à Cuautla et les obligeant à se réfugier dans les montagnes de Puebla. Le 6 novembre 1911, Madero prit ses fonctions comme président. Il ne réussit pas à trouver un accord avec Zapata ni avec les autres chefs des insurrections rurales, en raison de son manque d'intérêt pour les problèmes sociaux des paysans.

Sous le gouvernement de Francisco I. Madero, la loi de mai 1911 de León de la Barra fut appliquée et donna lieu à un débat acharné: elle était considérée comme anachronique sur le plan pédagogique et nombreux étaient ceux qui pensaient que dispenser le même enseignement abstrait à une population hétérogène pouvait transformer les écoles rudimentaires en "fabriques de zapatistes". En outre, les indigènes étaient souvent méprisés par une partie de la population blanche et métisse qui les considérait comme indolents et paresseux et comme un poids pour le pays. Il y eut pourtant un consensus sur l'importance d'étendre l'hispanisation car elle représentait une base pour consolider un état démocratique. Selon Gregorio Torres Quintero, responsable de la Sección de Instrucción Rudimentaria, « las

lenguas locales obstaculizaban la "civilización" y la formación del alma nacional[1] ». Il recommandait un enseignement directement en espagnol, sans traduction, « tal como hemos aprendido la lengua materna[2] ». D'autres critiques portaient sur le rôle du gouvernement fédéral qui ne devait pas s'occuper de l'éducation car cela était contraire à l'autonomie des états, dont certains approuvaient cependant la centralisation. Par ailleurs, des intellectuels, réunis dans l'Ateneo de la Juventud, une association civile, voulurent éduquer les travailleurs afin d'améliorer leur vie quotidienne et créèrent en 1911 l'Université Populaire.

Le 25 novembre 1911, Zapata proclama le « Plan de Ayala », où étaient proposées la répartition des terres et la poursuite de la lutte révolutionnaire. Orozco, après avoir été nommé par les agraristes chef suprême de la révolution, se souleva dans le Chihuahua en mars 1912, ce que firent également les généraux Bernardo Reyes et Félix Díaz, l'un au Nuevo León et l'autre à Veracruz. L'Armée Fédérale, menée par Prudencio Robles et Victoriano Huerta, réprima férocement les soulèvements. Dans la ville de Mexico eut lieu en février 1913 la « décade tragique », qui vit pendant dix jours des affrontements entre les insurgés et les troupes du général Huerta, le bilan des victimes s'élevant à près de 2000 morts et 6000 blessés. Par la médiation de l'ambassadeur des Etats-Unis, Henry Lane Wilson, le général Huerta arriva à un accord avec le général Félix Díaz, destitua Madero et s'autoproclama président le 18 février 1913. Le 22 février, le président Madero et le vice-président Pino Suárez furent assassinés sur ordre de Huerta.

C. La Révolution constitutionnaliste (1913-1916)

Le gouvernement de Huerta ne fut pas reconnu par le gouverneur du Coahuila, Venustiano Carranza, qui proclama le 26 mars 1913 le « Plan de Guadalupe », emblème de la Révolution Constitutionnaliste. Carranza s'y déclarait le continuateur de l'œuvre de Madero et procédait à la formation de l'Armée Constitutionnaliste, que rejoignirent le colonel Álvaro Obregón au Sonora, et Pancho Villa dans le nord, pendant que Zapata dominait à nouveau dans le sud et l'est du pays. L'opposition à Huerta dans la capitale se fit par l'intermédiaire de la Maison de l'Ouvrier Mondial, de tendance anarchiste, qui défendait les classes ouvrières urbaines, tout en étant proche des thèses agraristes du mouvement zapatiste : La Maison de l'Ouvrier Mondial l'avait d'ailleurs doté d'une idéologie plus définie et du slogan « Terre et

[1] LOYO, Engracia, "La educación del pueblo" in *La educación en México*, op. cit., p. 155.
[2] ibid. p. 155.

Liberté », qui l'opposait autant à Huerta qu'à Carranza. Les troupes constitutionnalistes, formées par des paysans et des gens du peuple, mirent en déroute l'Armée Fédérale sur tout le territoire national : Villa occupa le Chihuahua et Durango avec la Division du Nord, Obregón remporta la victoire au Sonora, Sinaloa et Jalisco avec le Corps d'Armée du Nord-Ouest. Les Etats-Unis, prenant parti pour les opposants à Huerta, firent débarquer leur infanterie de Marine à Veracruz le 21 avril 1914. Après la victoire constitutionnaliste de Zacatecas, le 24 juin de cette même année, et l'occupation de Querétaro, Guanajuato et Guadalajara, Huerta présenta sa démission le 15 juillet et quitta le pays. Par le Traité de Teoloyucan la dissolution de l'Armée fédérale fut décrétée et le 15 août 1914 eut lieu l'entrée des Constitutionnalistes dans la capitale.

Sous le gouvernement de Victoriano Huerta (1913-1914) et pendant la période de combats, il y eut peu de créations d'écoles et dans les écoles rudimentaires, le manque de programme et les mauvaises conditions d'enseignement causèrent une désertion constante. Cependant, dans les congrès qui avaient lieu au niveau national et local, on ne cessa de débattre, même pendant les années les plus dures de la guerre, sur le rôle du gouvernement central, la modernisation et le développement de l'enseignement ainsi que sur le contenu des études. Les états légiférèrent selon leurs besoins et leurs intérêts. Sous les gouvernements de Madero et de Huerta, il n'y eut pas de projet particulier pour l'éducation dans les zones urbaines. Cependant, il y eut de nouveaux projets éducatifs, comme par exemple l'école rationaliste dans le Yucatán, inspirée par l'Ecole Nouvelle de Francisco Ferrer Guardia à Barcelone. Ce concept arriva au Mexique par l'intermédiaire d'écrits anarchistes et influença un groupe de travailleurs de la Maison de l'Ouvrier Mondial de la capitale. L'Ecole Nouvelle était basée sur la liberté et la raison, il s'agissait de former une jeunesse sans préjugés ni fanatisme. Par ailleurs, pendant la période de la lutte armée, la plupart des écoles étant fermées, des instituteurs alphabétisaient les combattants.

Très vite apparurent des dissensions entre les révolutionnaires constitutionnalistes : les Villistes proposaient un programme politique peu clair, les Zapatistes maintenaient les principes formulés dans le Plan de Ayala et les Carrancistes, liés à la bourgeoisie, voulaient préserver leurs avantages. A la Convention d'Aguascalientes, en novembre 1914, fut décidée la révocation des trois caudillos : Carranza comme Chef de l'Armée Constitutionnaliste, de Villa comme Commandant de la Division du Nord et de Zapata comme chef de l'Armée de Libération du Sud, et à la place, on donna le pouvoir exécutif à Eulalio Gutiérrez qui fut nommé président provisoire. Carranza n'accepta pas les termes de la Convention et se retira à

Veracruz ; Gutiérrez établit le gouvernement à San Luis Potosí et la ville de Mexico resta sous le pouvoir de Villa et Zapata, dont la collaboration termina un mois plus tard avec leur départ de la capitale et la reprise des hostilités. Avec les décrets de fin 1914 et la Loi Agraire de 1915, Carranza gagna à sa cause de larges secteurs de la population, tandis que les troupes carrancistes sous le commandement du général Obregón, occupaient Puebla le 4 janvier 1915 et mettaient en déroute Villa à Celaya, Guanajuato, León et Aguascalientes, entre avril et juin de la même année. Face à cette situation, les Etats-Unis reconnurent le gouvernement de Carranza au mois d'octobre.

Dans le nord, Villa commença une guerre de guérilla et tenta de créer des conflits avec les Etats-Unis, dont le gouvernement, en 1916, envoya des troupes à sa poursuite : elles cherchèrent vainement à le capturer. Au sud, Zapata mit en œuvre des répartitions de terre et décréta quelques mesures légales pour tenter de consolider les réformes agraires et les conquêtes sociales obtenues mais les Zapatistes finirent par être également vaincus par les troupes constitutionnalistes sous les ordres de Pablo González et durent se replier dans les montagnes entre juillet et septembre 1915.

V. 1917-1934 : L'institutionnalisation de la Révolution

A. L'article 3 de la Constitution de 1917

En septembre 1916, Carranza convoqua un Congrès Constituant à Querétaro, où fut élaborée la Constitution de 1917, qui consolidait quelques-unes des réformes économiques et sociales prônées par les révolutionnaires, en particulier la propriété de la terre, la régulation de l'économie ou la protection des travailleurs. L'article 3 de cette Constitution concernait l'Education et y était défini l'idéal éducatif auquel voulait se référer l'Etat. Cette Constitution de 1917 est toujours en vigueur en 2013, malgré des réformes qui impliquèrent certains changements d'orientation. Les luttes idéologiques autour de cet article furent parfois très violentes (comme lors de l'insertion du terme d'«éducation socialiste » dans les années trente), comme le souligne Rafael Segovia, l'article 3 a toujours eu une place centrale dans les conflits qui agitèrent la société mexicaine :

«Los peores conflictos, quizá los únicos que pusieron realmente en peligro la vida de los gobiernos revolucionarios, se originaron en las decisiones en materia de educación y el artículo 3° ha sido conflictivo a un punto tal que no sólo ha sido reformado radicalmente en

varias ocasiones, sino que a través de sus distintas redacciones se puede leer la naturaleza de los gobiernos que los promulgaron[1] ».

Il fallut donc attendre 1917 et cette Constitution révolutionnaire, dite de Querétaro, pour voir établi dans l'article 3 des notions très novatrices telles que le caractère laïc et public de l'éducation et la gratuité pour l'enseignement primaire :

« La enseñanza es libre; pero será laica la que se dé en los establecimientos oficiales de educación, lo mismo que la enseñanza primaria, elemental y superior que se imparta en los establecimientos particulares. Ninguna corporación religiosa, ni ministro de algún culto, podrán establecer o dirigir escuelas de instrucción primaria. Las escuelas primarias particulares sólo podrán establecerse sujetándose a la vigilancia oficial. En los establecimientos oficiales se impartirá gratuitamente la enseñanza primaria[2] ».

L'éducation élémentaire officielle était déclarée laïque et gratuite: il s'agissait d'imposer des limites au pouvoir de l'Eglise dans l'éducation, car la loi stipulait précisément que l'éducation devait être laïque même dans les établissements privés, qui étaient en général tenus par des religieux. Cet article de la Constitution déclencha de nombreux débats sur la laïcité et le rôle du gouvernement central, le problème étant que cette réforme ne créait pas de loi pour réguler les relations entre l'ordre fédéral et l'ordre local. L'éducation passa à nouveau à la charge des municipalités, qui étaient incapables d'appliquer la loi.

Aux élections suivantes, Carranza fut élu président de la République et prit ses fonctions le 10 mai 1917, mais dans le Morelos, Zapata ne désarmait pas: ce fut seulement après la trahison de Pablo González et l'embuscade de l'hacienda de San Juan Chinameca qu'il tomba assassiné le 10 avril 1919. Il faut signaler que la Constitution de 1917 avait repris certaines des exigences du Plan de Ayala sur le plan agraire : l'article 27 rendait en effet la propriété de la terre et du sous-sol à la Nation et reconnaissait la propriété communale, contrairement à la Constitution de 1857. Même si cet article ne fut pas ou très peu appliqué, il donna le sentiment aux partisans de Zapata et de Villa que leurs revendications avaient été écoutées et contribua ainsi à les démobiliser, la mort du principal leader agrariste ne pouvant qu'accentuer cette démobilisation.

En 1917, l'anthropologue Manuel Gamio (1883-1960) fut nommé pour diriger la "Dirección de Antropología", organisme chargé par le pouvoir révolutionnaire de participer à l'intégration des populations indigènes. Sa politique au service de l'unité de la nation mexicaine était en accord avec les idéaux des membres de l'Ateneo de la Juventud (dont avait

[1] SEGOVIA, Rafael, *La politización del niño mexicano*, El Colegio de México, México, 1975, p. 2.
[2] Constitution de 1917 publiée dans le Journal Officiel le 5 février 1917: http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_orig_05feb1917_ima.pdf

fait partie Vasconcelos avant la dispersion de l'Ateneo en 1913). Dans son livre publié en 1916, *Forjando Patria*, il posa les bases d'une identité mexicaine, critiqua l'européanisme de la classe dominante porfirienne, se prononça contre le positivisme et réhabilita la culture indienne. Ce livre eut un grand retentissement, comme l'explique l'universitaire Ángeles González Gamio:

> « En plena juventud, al gestarse el movimiento revolucionario, fue uno de los ideólogos del nacionalismo que se gestó asimismo con pasión en ese período. Sus ideas las plasmó en *Forjando patria*, libro que tuvo fuerte impacto entre los intelectuales y artistas de la época. Su influencia se vio reflejada en todos los aspectos de la vida cultural: en las artes plásticas, que tuvieron su máxima expresión en el muralismo; en la música, con las composiciones de Silvestre Revueltas, Pablo Moncayo y Blas Galindo, y desde luego en la literatura[1] ».

Il reconnaissait les performances des systèmes éducatifs européens mais selon lui, ils n'étaient pas applicables tels quels à la société mexicaine, caractérisée par une grande hétérogénéité de la population. Il rejetait la thèse évolutionniste des libéraux qui pensaient que le processus du métissage intègrerait les indigènes. De 1913 à 1916, il avait été inspecteur général des Monuments archéologiques de la Secretaría de Instrucción Pública. Il considérait, comme Franz Boas, qui avait été son professeur, que les problèmes de la population indigène pouvaient être résolus grâce à l'anthropologie.

B. L'organisation postrévolutionnaire (1920-1924)

En avril 1920, le général Alvaro Obregón, ministre de la Guerre et de la Marine, se souleva et proclama le « Plan de Agua Prieta » pour présenter sa candidature officielle aux élections fédérales suivantes. Carranza fut tué le 21 mai 1920 alors qu'il fuyait vers Veracruz. En décembre 1920, Alvaro Obregón devint président de la République. Il réussit à pacifier le pays et mena à bien certaines réformes sociales en maintenant son contrôle sur le syndicalisme par l'intermédiaire du syndicat officiel, la C.R.O.M (Confédération Régionale Ouvrière Mexicaine). L'aspect le plus positif de la présidence d'Obregón fut l'entreprise de formation des citoyens par l'éducation et la culture. L'action de son ministre de l'Education, José Vasconcelos, fut essentielle. En effet, José Vasconcelos (1882-1959) synthétisera et matérialisera la pensée de Sierra et de Gamio. C'est le personnage emblématique de

[1] GONZÁLEZ GAMIO, Ángeles, "Manuel Gamio: el amor de un mexicano", *La Jornada Semanal*, México, 26 août 2012, http://www.jornada.unam.mx/2012/08/26/sem-angeles.html

l'éducation mexicaine car il réussit à concrétiser de manière remarquable le lien entre éducation et nationalisme. En 1921, il créa la Secretaría de Educación Pública (SEP) qui existe toujours sous ce nom. On remplaça le concept d'« instruction » par celui d' « éducation », ce qui reprenait les idéaux éducatifs de Justo Sierra. La SEP était divisée en cinq départements: l'enseignement, les bibliothèques, les beaux-arts, la culture et l'intégration des indigènes. Vasconcelos s'inspira des expériences réalisées en Union Soviétique. Le but de ce ministère était la fédéralisation de l'éducation publique, qui renforçait donc le pouvoir des gouvernants en matière éducative. Conscient de l'immensité de la tâche, Vasconcelos fit du problème éducatif une véritable croisade nationale, menant des campagnes d'alphabétisation au cours desquelles il se chargeait lui-même de livrer des ouvrages aux écoles et aux bibliothèques. Un recensement de 1921 avait révélé que 66.2% de la population était analphabète et Vasconcelos vit dans l'expression muraliste un moyen de toucher ce peuple encore en majorité analphabète. Certains considèrent qu'il fut l'initiateur du grand courant artistique que fut le muralisme. En ce qui concerne ce courant, Jean Meyer pense que Vasconcelos n'en fut pas l'initiateur, il ne fit qu'accélérer un phénomène dû à la convergence entre « …le nationalisme aigu, une mode furieuse pour tout ce qui était indien, encore exacerbée par certains touristes prestigieux (dont D.H. Lawrence), la découverte de l'art populaire et de l'ouvriérisme[1]». Le muralisme s'exprimait par la production de fresques monumentales peintes sur les édifices publics, destinées au peuple. Les artistes de ce mouvement, dont les principaux représentants furent Diego Rivera, José Clemente Orozco et David Alfaro Siqueiros, retraçaient sur ces fresques l'histoire de la société mexicaine à travers les luttes politiques et sociales. Il s'agissait d'un courant artistique mais aussi politique, qui visait à promouvoir les idéaux révolutionnaires et éducatifs par la mise en images de l'histoire dans un pays au taux d'analphabétisme élevé. Ce fut aussi, un mouvement nationaliste car il faisait la promotion d'une histoire mexicaine commune. Ce fut enfin un mouvement au service de la revalorisation des cultures indiennes et de l'unité mexicaine : ce mouvement était en cela fidèle à la pensée de Gamio.

A travers sa politique éducative, Vasconcelos voulut forger une identité multiculturelle correspondant à la diversité de la nation mexicaine[2]. Sous sa direction, les efforts de la SEP portèrent surtout sur l'école rurale car les paysans représentaient 75% de la population. Pour former une unité nationale, on tenta de changer les habitudes des communautés, ce qui créa

[1] MEYER, Jean, *La révolution mexicaine*, Calman-Lévy, Paris, 1973, p. 124 à 126.
[2] VASCONCELOS, José, *La raza cósmica*, Editions Espasa Calpe, México, 1925.

des résistances. Les pères de famille rejetaient l'école, qui leur semblait étrangère, inutile et nuisible à leur mode de vie à la campagne. En 1923 furent créées des Missions Culturelles: il s'agissait d'étudiants qui partaient former des maîtres ruraux pendant quatre semaines. On peut remarquer que le terme de « Mission » connote l'idée d'un rôle civilisateur auprès des indiens. Parfois les étudiants « missionnaires » étaient mal reçus dans les communautés. Le Département de la Culture Indigène se limita à donner des notions d'espagnol aux indigènes pour leur permettre de s'inscrire à l'école car Vasconcelos voulait intégrer les communautés indiennes à l'Education mexicaine : «Vasconcelos se negaba "a mantener a los indios en reservaciones a la manera de los vecinos de Estados Unidos"[1]». Cette politique de Vasconcelos d'imposer un modèle unique inspiré de la culture occidentale s'opposait aux propositions de Manuel Gamio qui, lui, voulait hispaniser tout en conservant les langues locales.

Cependant, grâce à l'engagement et à l'action de Vasconcelos, le système éducatif public allait se développer durablement avec l'appui des dirigeants issus de la Révolution, conscients de l'enjeu de la politique éducative. A partir de ce moment, on allait assister à une étatisation croissante du système scolaire. Il faudra attendre le ministre Torres Bodet (1903-1974) pour retrouver un ministre de l'Education nationale ayant une conception aussi totale de l'éducation que Vasconcelos, et pour que la distribution de manuels scolaires gratuits soit réalisée par l'Etat de façon systématique.

C. Le Mexique du parti unique (1924-1934)

En juillet 1924, Plutarco Elías Calles (1877-1945) fut élu président de la République. Il poursuivit la tâche d'Obregón mais son anticléricalisme provoqua la très violente guerre Cristera (1926-1929). Pour Calles, l'éducation représentait le pilier d'un programme économique nationaliste et de développement rural. Ses réformes avaient pour but de "civiliser" les indigènes en homogénéisant leurs coutumes. Il désirait rendre le travailleur plus productif et efficace. Il développa l'enseignement technique: il s'agissait d'enseigner les connaissances directement utiles pour un développement économique. En cela il s'opposait à Vasconcelos qui était partisan d'une éducation intégrale.

[1] LOYO, Engracia, "La educación del pueblo" in *La educación en México*, op. cit., p. 164.

Moisés Sáenz, sous-secrétaire à l'Education pendant presque dix ans, créa l'Ecole de l'Action inspirée des idées du philosophe américain John Dewey (1859-1952) où l'on associait l'étude et le travail. Les activités manuelles étaient très importantes, la devise étant "Apprendre en faisant". Ce type d'école fut implanté entre 1924 et 1934, car l'époque immédiatement postérieure à la révolution armée (1910-1916) fut une période d'expérimentation en ce qui concerne le type d'enseignement pédagogique à appliquer dans le pays:

« La cultura institucional educativa para aquel entonces era muy poca y muy endeble como para ser un elemento insoslayable a la hora de emprender proyectos nuevos, al momento de trazar otros caminos para integrar a los mexicanos todos, y en especial a aquellos que vivían en el campo y en comunidades indígenas, al México revolucionario. Por ello brotan las ideas en materia de educación y métodos para educar en la medida que escasas son las certezas al respecto. El país se convierte de alguna manera en un laboratorio para experiencias y proyectos de toda índole ya que la complejidad sociocultural del país requiere de procedimientos sensatos, abiertos y tentativos para, a la postre, echar a andar un programa educativo válido y aceptable en todos los rincones del país[1] ».

La pédagogie de l'école de l'action sera donc appliquée dans les écoles rurales où l'on intégrait des travaux agricoles, et dans les écoles urbaines où étaient organisées des activités manuelles et des tâches ménagères. Ce changement désorienta les maîtres et beaucoup d'entre eux abandonnèrent les activités académiques pour se consacrer surtout aux travaux manuels. Les parents réagirent fortement pour approuver ou refuser ces changements éducatifs, ce qui augmenta encore la tension entre les autorités, les maîtres et les communautés. Le projet de Calles révéla l'incapacité de l'Etat à contrôler les écoles et à évaluer l'influence de l'environnement social et culturel.

Des Ecoles rurales furent créées en 1925 (en s'inspirant des "Maisons du Peuple", déjà existantes) pour transformer les habitudes quotidiennes, moderniser les techniques agricoles, combattre les superstitions et les pratiques jugées archaïques. On y enseignait les règles d'hygiène et de santé, les arts et le sport. Les maîtres manquaient néanmoins de formation: ils pouvaient enseigner même s'ils n'avaient pas terminé le cycle d'études primaires (six niveaux), le minimum requis étant de quatre ans d'école primaire. Le gouvernement de Calles négligea donc la formation des maîtres, qui devaient en général improviser avec l'aide des Missions culturelles qui se multiplièrent. En 1926, pendant la guerre Cristera, les Missions tentèrent d'appeler à la conciliation mais elles étaient mal acceptées par les populations.

[1] SCHAFFHAUSER MIZZI, Philippe, "El proyecto Carapan de Moisés Sáenz: Una experiencia educativa entre indigenismo y desarrollo rural", Colegio de Michoacán, México, 2010: http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/50/40/50/PDF/PSchaffhauser.pdf

De 1926 à 1928 fonctionnèrent six Ecoles Centrales Agricoles destinées à former des agriculteurs modernes, mais les conflits politiques entre les élèves, les directeurs et les autorités municipales empêchèrent leur bon fonctionnement. En 1933, elles furent intégrées à la SEP et l'Ecole Centrale Agricole devint l'Ecole Régionale Paysanne. Calles avait hérité du plan éducatif de Vasconcelos et c'est ainsi qu'il créa en 1925 l'école secondaire et en 1926, à l'intérieur de la SEP, le département de l'enseignement secondaire. Pendant ce temps les écoles secondaires privées, confessionnelles ou non, se multipliaient. Un Département de l'Enseignement Technique, Industriel et Commercial fut créé à la SEP, qui coordonnait les écoles professionnelles et techniques où l'on donnait des règles de vie aux élèves (hygiène, moralité…). Dans les écoles de filles on formait les élèves à être de bonnes mères et maîtresses de maison mais le régime créa aussi l'école industrielle de Malinaxochitl, où l'on enseignait aux femmes l'électricité, l'horlogerie, la joaillerie, la gravure, etc…

Le Département de Culture Indigène devint le Département des Ecoles Rurales et d'Intégration Indigène. Seul le nom changea, la politique restant la même qu'auparavant: on considérait qu'il suffisait d'un même système éducatif pour tous. Sáenz avait pour obsession de créer une culture commune à partir de la mosaïque culturelle du Mexique. Les maîtres appliquaient la politique intolérante du gouvernement pour "civiliser" les indigènes. L'apprentissage forcé de l'espagnol, l'interdiction de parler les langues indigènes en classe, les punitions que subissaient les élèves, provoquèrent le rejet de l'école par les familles. Pourtant, le président Calles affirmait: « Mientras los reaccionarios creen que las razas indígenas de nuestro país son un lastre para blancos y mestizos, yo soy un enamorado de las razas indias de México y tengo fe en ellas[1] ».

On mena des expériences pour prouver que les indiens étaient intelligents et avaient des aptitudes artistiques. Ainsi, au DF fut créé en janvier 1926 la "Casa del Estudiante Indígena", un internat pour des indiens de toute la république (200 indiens de "race pure") pour les civiliser: « De lo que se trataba era de hacer un experimento psicológico en que el material había de ser indios puros[2]». Ils devaient ensuite, à leur retour dans leurs communautés, y apporter la civilisation. Nombreux furent ceux qui ne rentrèrent pas dans leurs villages, honteux de revenir à la vie indigène: les autorités se vantaient malgré tout du

[1] LOYO, Engracia, "La educación del pueblo" in *La educación en México*, op. cit., p. 171.
[2] GIRAUDO, Laura, « "Para la redención de la raza indígena" entre México y Bolivia y desde la capital hacia las regiones indígenas. Una comparación entre los proyectos de escuelas especiales para indígenas en la primera mitad del s. XX." », Universidad de Milán, Italia, 2008, p.10: https://digital.csic.es/handle/10261/30698

succès de ce projet. En effet, le ministre de l'Education de l'époque, José Manuel Puig Casauranc, déclarait: « llegaron en un estado absoluto de abandono, sin aspecto de seres civilizados, pero en unos meses no se podían distinguir por su aspecto inteligente de niños escandinavos. Ya tenían en su cara y en su cuerpo la vivacidad, la atención, el interés de cualquier niño europeo[1] ». Il y eut cependant un progrès car on encourageait les élèves à parler leurs langues en dehors des cours et à apprendre l'espagnol en s'aidant de traductions, ce qui favorisait le bilinguisme. L'internat du DF eut en réalité peu de succès car les indiens ne retournaient pas dans leur communauté, leur intégration à la culture "blanche" ayant trop bien fonctionné, et il ferma en 1932 (l'état de l'internat était déplorable, les élèves n'ayant même pas d'eau pour se laver). La SEP décida alors d'ouvrir plutôt des internats au sein même des communautés indigènes, où les éducateurs étaient choqués par les conditions de vie des indigènes.

L'Eglise et les familles s'étaient toujours opposées à l'article 3° de la Constitution mais il ne fut pas vraiment appliqué sous les gouvernements précédents: en 1926, avec le gouvernement Calles, la situation changea radicalement. En effet, pour Calles, l'Eglise représentait une rivale et une entrave à ses projets modernisateurs: son gouvernement établit alors le Règlement Provisoire des Ecoles primaires privées du DF et des territoires fédérés. Les parents d'élèves faisant partie de l'organisation Unión Nacional de Padres de Familia, formée au début du XXème siècle et qui était une organisation ultraconservatrice et catholique de droite, refusèrent énergiquement ce règlement. La loi Calles contre l'enseignement religieux provoqua la réaction de l'Eglise qui suspendit les messes et appela les familles à ne pas envoyer les enfants à l'école. Le gouvernement réagit à son tour en poursuivant les pratiques religieuses et les écoles clandestines. Le conflit dégénéra et la "querelle scolaire" fut l'un des détonateurs de la guerre Cristera (1926-1929).

A la fin de son mandat, le gouvernement de Calles fut très efficace pour étendre la présence de l'éducation fédérale dans presque tous les états mais la qualité de l'enseignement était cependant mauvaise. Dans les écoles fédérales, les classes étaient composées d'élèves d'âges différents et seulement 12% des élèves arrivaient en 4ème année.

[1] LOYO, Engracia, "La empresa redentora. La Casa del Estudiante Indígena", El Colegio de México, México, 1996: http://codex.colmex.mx:8991/exlibris/aleph/a18_1/apache_media/RNVDQL1Y97TCBB8DCIV8T8AMDVAHJP.pdf

En juillet 1928 Obregón réussit à se faire réélire (grâce à l'allongement du mandat présidentiel de 4 à 6 ans) mais il fut assassiné peu après par un cristero fanatique. Ce fut la mort du dernier grand caudillo révolutionnaire. Emilio Portes Gil fut déclaré président (1928-1930). En mars 1929, Calles créa le Parti National Révolutionnaire (P.N.R), chargé d'assurer la cohésion des élites politiques et de désigner les candidats aux élections. Le P.N.R plaçait au-dessus des institutions le « Chef Suprême » (Máximo) du parti, Calles. Sous le Maximato, de 1928 à 1934, il y eut des présidents manœuvrés par Calles : Emilio Portes Gil (1928-1930), Pascual Ortiz Rubio (1930-1932) et Abelardo Rodríguez (1932-1934).

La même année que la création du PNR, le 10 juillet 1929, Portes Gil concéda l'autonomie à l'Université (aujourd'hui l'UNAM). Il satisfaisait ainsi une très ancienne revendication des universitaires, le président conserva cependant de grandes prérogatives sur l'Université. La décennie de reconstruction (les années 20) ne changea pas beaucoup la vie socioéconomique du Mexique. Avec Portes Gil furent créées de nombreuses écoles fédérales, « escuelas de circuito », soutenues par les paysans. Portes Gil utilisa la revue *El Sembrador* pour promouvoir plusieurs campagnes d'alphabétisation. Cependant, en 1930, 59,3% de la population était encore analphabète mais ce chiffre avait tout de même baissé de 7% en comparaison de celui de 1921. Le Ministre de l'Éducation nationale de 1931 à 1934, Narciso Bassols (1897-1949), très antireligieux, demanda une plus grande intervention de l'Etat dans la société et un contrôle des activités de l'Eglise en matière d'éducation par l'application plus stricte de l'article 3° de la Constitution de 1917. Bassols se fit des ennemis à cause de deux projets: la laïcisation de l'école secondaire et le projet d'éducation sexuelle. L'Union Nationale des Parents d'Elèves réussit à obtenir sa démission.

En 1933, la SEP publia le livre de lecture *Fermín*, écrit par le maître Manuel Velázquez Andrade et illustré par Diego Rivera. Ce livre était dédié aux enfants de la campagne et servait de propagande pour montrer le triomphe de la Révolution. Le livre racontait l'histoire du petit Firmin, fils de journaliers d'une hacienda. Son père s'enrôla dans l'armée zapatiste et avec le triomphe de la Révolution, la famille de Firmin vit la réalisation de ses rêves d'une vie meilleure.

A la fin du gouvernement d'Abelardo Rodríguez (1932-1934), dernier du gouvernement du Maximat, fut approuvé le Plan Sexennal du PNR, conçu par le groupe calliste pour canaliser et limiter les actions du futur président Lázaro Cárdenas. Après des

mois de débats, de protestations et de manifestations pour ou contre le Plan Sexennal, les efforts d'un groupe de radicaux, qui orientèrent le débat de la Deuxième Convention Ordinaire du PNR vers une direction et des idées différentes de celles conçues par les callistes, portèrent leurs fruits. Les organisations d'étudiants et de professeurs s'allièrent aux travailleurs dans leurs luttes et soutinrent les souhaits de réformes sociales et de changement d'idéologie pour le Plan Sexennal: depuis des années ils luttaient ensemble pour une éducation d'orientation socialiste, considérant qu'une éducation laïque n'était pas suffisamment révolutionnaire. C'est ainsi que l'éducation socialiste naquit sous l'influence de ces radicaux qui luttaient pour une éducation populaire et laïque:« La escuela socialista pretendía transformar la sociedad capitalista en una sociedad socialista mediante la educación[1]».

C'est durant ces discussions qu'eut lieu en septembre 1933 le débat sur le rôle de l'Université Nationale. Comme l'éducation socialiste choisie par le gouvernement ne put être imposée à l'Université, Bassols, dans la réforme de la Loi Organique de l'Université de 1929 de Portes Gil, dégagea la responsabilité de l'Etat en réaffirmant la pleine autonomie de l'Université, dorénavant gouvernée par ses membres. Ce fut une victoire des universitaires qui réussirent à préserver la liberté de l'enseignement et l'autonomie de l'Université.

D. Première réforme de l'article 3 de la Constitution

Il fut modifié, pour la première fois depuis 1917, en octobre 1934 (deux mois avant la présidence de Lázaro Cárdenas) au moment de la lutte idéologique pour « l'éducation socialiste » et il stipulait que :

« La educación que imparta el estado será socialista, y además de excluir toda doctrina religiosa combatirá el fanatismo y los prejuicios, para lo cual la escuela organizará sus enseñanzas y actividades en forma que permita crear en la juventud un concepto racional y exacto del universo y de la vida social. Sólo el Estado -Federación, Estados, Municipios- impartirá educación primaria, secundaria y normal. Podrán concederse autorizaciones a los particulares que deseen impartir educación en cualquiera de los tres grados anteriores, de acuerdo en todo caso con las siguientes normas:
I-Las actividades y enseñanzas de los planteles particulares deberán ajustarse, sin excepción alguna, a lo preceptuado en el párrafo inicial de este artículo […]. En tal virtud, las corporaciones religiosas, los ministros de los cultos, las sociedades por acciones que exclusiva o preferentemente realicen actividades educativas, y las asociaciones o sociedades ligadas

[1] VILLA LEVER, Lorenza*, los libros de texto gratuitos*, Universidad de Guadalajara, Guadalajara, 1988, p. 34.

directa o indirectamente con la propaganda de un credo religioso, no intervendrán en forma alguna en escuelas primarias, secundarias o normales, ni podrán apoyarlas económicamente.
II-La formación de planes, programas y métodos de enseñanza corresponderá en todo caso al Estado. […]
La educación primaria será obligatoria y el Estado la impartirá gratuitamente. […]»[1]

Une éducation socialiste proche du marxisme était alors demandée par les autorités gouvernementales pour les écoles publiques et privées (justice sociale et lutte des classes pour une société égalitaire), ce qui créa beaucoup de conflits. De plus, l'Etat réaffirmait la laïcité de l'Education publique et privée et interdisait à nouveau, mais plus précisément et clairement, à toute congrégation religieuse d'enseigner. Enfin, l'Etat étendait son influence et son autorité dans le domaine de l'Education en stipulant que les programmes et les méthodes d'enseignement seraient fixés par lui et lui seul et que les écoles publiques et privées devraient suivre ses dictats.

Le Plan Sexennal du PNR fut donc finalement le triomphe de l'orientation socialiste et le renforcement du pouvoir du président, contrairement aux premiers desseins des callistes.

VI. 1934-1940 : Cárdenas et l'Education socialiste

Elu en décembre 1934, le président Lázaro Cárdenas obligea Calles à s'exiler. Cárdenas unifia le mouvement syndical et fut à l'origine de la création de la Confédération Nationale Paysanne (C.N.C), de la Confédération des Travailleurs du Mexique (C.T.M) et de la Fédération de Syndicats des Travailleurs au Service de l'Etat (F.S.T.S.E). Ces centrales syndicales, comme auparavant la C.R.O.M, étaient sous la tutelle de l'Etat. Cárdenas voulut aussi unir toutes les forces nationales dans une structure capable d'institutionnaliser la révolution.

En 1938, le Parti National Révolutionnaire fut transformé en Parti de la Révolution Mexicaine (P.R.M) qui intégrait les syndicats et devenait donc ainsi corporatif. Voici un extrait du manifeste, daté du 18 décembre 1937, du Président Cárdenas lors de la transformation du PNR en PRM :

[1] Réforme de l'Article 3 de la Constitution de 1917 publiée dans le Journal Officiel le 13 décembre 1934: http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_020_13dic34_ima.pdf

« Es preciso rectificar [...] para tranquilidad de nuestras masas y para fortalecimiento de nuestra vida política, haciendo que el PNR se transforma en un partido de trabajadores en que el derecho y la opinión de las mayorías sean la forma fundamental de su propósito, y el bienestar general y el engrandecimiento de la Patria la liga que los una al poder público, haciendo de éste una prolongación de las determinaciones de la colectividad organizada[1] ».

Sur le plan économique, l'action de Cárdenas fut décisive : le 18 mars 1938, il décréta la nationalisation des pétroles mexicains. Il fut également le président qui mit en œuvre la réforme agraire en distribuant environ 18 millions d'hectares pendant son sexennat. Ce fut aussi le président Cárdenas qui accueillit au Mexique les Républicains espagnols de la Guerre Civile de 1936-1939 en Espagne: aucun gouvernement mexicain ne reconnut ensuite le régime franquiste (suivant l'exemple de Cárdenas, le 11 septembre 1973, le président Echeverría accueillera les Chiliens, victimes de la junte militaire). On retiendra encore du président Cárdenas son importante politique éducative, qui dépassait le cadre scolaire pour entreprendre la laïcisation de la société, la lutte contre les superstitions et l'alcoolisme, l'éducation sexuelle ou la formation des indigènes et des femmes.

Le fait de vouloir établir une éducation socialiste et laïque provoqua des conflits et des débats sur le sens du mot "socialiste". Le gouvernement créa l'Institut d'Orientation Socialiste qui organisait des formations afin de donner un enseignement socialiste. Les autorités se référaient alors au socialisme comme à un régime de plus grande équité ou en termes marxistes, comme à une société sans classes. Les textes et les programmes parlaient de justice sociale et de lutte de classes, d'une société équitable et de nationalisme. On suivait le modèle soviétique d'un enseignement rationnel et scientifique. Le combat contre l'analphabétisme se poursuivit au moyen de la Campagne Nationale d'Education Populaire. On imprima des documents de toutes sortes et plusieurs textes de lecture pour enfants et adultes, les séries SEP (pour la population urbaine) et *Simiente* (pour les paysans). Il s'agissait de textes illustrés par des membres de la Ligue des Ecrivains et des Artistes Révolutionnaires, fondée en 1933. Dans ces textes, la société était représentée de façon manichéenne (les "bons" étant les travailleurs et les "méchants", les bourgeois), on y exaltait les valeurs prolétariennes (solidarité, justice, libération féminine, combats des travailleurs) ainsi que les succès de Cárdenas (nationalisation du pétrole et réforme agraire). La nouvelle orientation éducative influença de façon inégale la vie scolaire, souvent désorganisée. L'intense répartition agraire

[1] Archives du site officiel du PRI : http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http://www.pri.org.mx/PriistasTrabajando/pri/historia/Default.aspx&title=Breve%20Historia%20del%20PRI%C2%A0%3A%20PRM%20(1938-1946)

cardéniste transforma l'instituteur en leader et agitateur politique. Certains maîtres étaient très anticléricaux et les communautés étaient divisées face à l'action de ces derniers (surtout les actions menées contre la religion) et pour montrer leur désapprobation, les familles retirèrent les enfants des écoles. Les maîtres furent menacés, parfois assassinés. Cárdenas dut fournir des armes à beaucoup d'entre eux. Le 1er janvier 1937 fut créé le Département d'Education Ouvrière pour donner aux ouvriers une éducation révolutionnaire ainsi qu'une éducation primaire et secondaire. Des Brigades Culturelles furent créées au sein des syndicats. L'Institut Polytechnique National fut créé et le développement de l'enseignement technique fut spectaculaire.

En ce qui concerne les indigènes, le Département des affaires indigènes avait été créé en 1936 mais il n'avait qu'un caractère consultatif. On assista à un changement de cap dans la politique pour les assimiler avec le Congrès indigéniste de Pátzcuaro en 1940. On déplaça le "problème" de l'aspect économique à l'aspect culturel. On reconnut la valeur des différentes cultures et l'acceptation des langues maternelles et de l'enseignement bilingue fut unanime. Sáenz exprima le besoin pour le Mexique d'avoir « una política de ida y vuelta, de hacer más mexicano al indio y más indio al mexicano[1] ».

Cárdenas créa la Comisión Permanente de Libros de Texto y de Consulta sous l'autorité de la Secretaría de Educación Pública. Cette institution exerçait un certain contrôle sur les manuels utilisés dans les écoles. Les manuels autorisés avaient donc un caractère officiel mais un grand nombre de manuels non autorisés circulaient dans les écoles.

Les réformes de 1934 avaient laissé le contrôle administratif et technique au pouvoir fédéral et les écoles devaient suivre les programmes de la SEP. A la fin de la décennie, malgré la résistance des Etats pour leur souveraineté, douze Etats signèrent des accords avec le gouvernement fédéral. Cela représentait un immense succès pour les maîtres des Etats qui avaient lutté pour la fédéralisation et obtenaient ainsi de meilleures conditions de travail. Le nombre d'écoles primaires fédérales augmenta considérablement, il y en avait plus du double que d'écoles municipales. L'école avait gagné sa place dans la vie quotidienne des communautés paysannes et des populations urbaines et l'analphabétisme avait baissé, si l'on regarde son évolution de 1900 à 1940[2].

---

[1] LOYO, Engracia, "La educación del pueblo" in *La educación en México*, op. cit., p. 185.
[2] Tableau réalisé à partir des données exposées par LOYO, Engracia, "La educación del pueblo" in *La educación en México*, op. cit., p. 179.

Années	% d'analphabètes de 10 ans ou plus
1900	74.2
1910	69.7
1921	66.2
1930	59.3
1940	51.6

Les programmes fédéraux d'éducation socialiste devinrent la norme mais les conflits continuèrent entre les trois instances éducatives: fédérale, de chaque état et municipale. La fédéralisation de l'éducation faisait partie du processus centralisateur de l'Etat. La construction de l'Etat post-révolutionnaire se fit très souvent en minant les bases du pouvoir régional. Face à la menace de la Guerre mondiale, Cárdenas modéra sa politique. L'éducation socialiste perdit du terrain et sous le gouvernement de Manuel Ávila Camacho (1940-1946), elle disparut.

VII. 1940-1958 : Le tournant conservateur

A. La Révolution institutionnalisée

Dans les années quarante se produisit un changement d'idéologie avec un virage conservateur lors de la présidence de Manuel Ávila Camacho (1940-1946), l'école socialiste étant remplacée par une école de l'unité nationale. Ávila Camacho adopta l'unité nationale comme emblème idéologique du régime. Il y eut aussi un clair rapprochement du gouvernement avec l'Eglise :

« "A partir de la época de Ávila Camacho –el primer presidente revolucionario que se declara católico–, la Iglesia va recuperando su influencia en la educación y en el propio gobierno; grupos numerosos de católicos se organizan en partidos y movimientos con ideologías conservadoras e incluso fascistas", tales como el Partido de Acción Nacional y la Unión Nacional Sinarquista. La vieja polémica Iglesia-Estado que había alcanzado grandes dimensiones en la década de los treinta, se diluye poco a poco. Mientras que en enero de 1932 el arzobispo de México Pascual Díaz envió una carta pastoral ordenando a los padres de familia católicos, abstenerse de mandar a sus hijos a escuelas secundarias laicas, ya para 1940 las cosas habían cambiado; así, el día de la toma de posesión del presidente Ávila Camacho,

el arzobispo Martínez manifestaba: "En particular quiero que se percaten del hecho de que el general Ávila Camacho es el único presidente que, en muchos años, ha declarado que es católico y que reconoce que el pueblo mexicano tiene ciertas necesidades espirituales que puede satisfacer sólo con la libertad religiosa"[1] ».

La tactique d'Ávila Camacho fut d'exercer un sévère contrôle sur les diverses factions politiques considérées comme un obstacle pour réussir l'unité nationale. La consolidation d'un Etat fort, corporatif, soutenu par le parti officiel, le PRM qui prendra le nom de Partido Revolucionario Institucional (PRI) en 1946, fut la pièce maîtresse de ce processus. De plus la Seconde Guerre mondiale aida à justifier le changement idéologique. Une nouvelle rhétorique apparut dans le discours officiel: l'exaltation d'un sentiment nationaliste dont le rôle était de neutraliser les profonds antagonismes de la société. Il fallait pour cela changer le contenu de l'éducation pour former un homme nouveau (le but étant d'éliminer les tendances de gauche, ce qui fut difficile car de nombreux enseignants en étaient sympathisants).

Le nouveau ministre de l'Education, Luis Sánchez Pontón (un ancien cardéniste) voulut conserver quelques éléments de la réforme de Cárdenas mais les conservateurs réussirent à obtenir sa démission, dix mois après sa prise de fonctions. Le ministre qui prit la suite, Octavio Véjar Vázquez, était un conservateur et opéra un changement radical, définissant un nouvel ordre éducatif à partir de deux points fondamentaux: le combat contre l'école socialiste et la réconciliation avec l'Eglise catholique; pour le ministre, qui portait le pistolet à la ceinture, il ne pouvait y avoir d'éducation « sin la señal de la cruz tras ella[2] ». Véjar Vázquez se chargea d'expulser du système éducatif toutes les personnes communistes ou de tendances de gauche. Il prônait cependant une "école de l'amour", une école étrangère à la haine et à la division entre les Mexicains, c'est à dire une école authentiquement mexicaine où l'individu, et non la collectivité, était le centre d'attention et où le rôle de la famille était essentiel. On supprima l'école mixte avec pour argument que la politique socialiste, qui éduquait les hommes et les femmes ensemble, était un système " répugnant" pour la nation. Il y eut des protestations contre cette réforme, qui fut difficile à appliquer par manque de moyens financiers.

En 1942 fut votée une nouvelle Loi Organique, qui permettait de commencer la réforme de l'article 3 de la Constitution. Le terme d'« éducation socialiste » prit un nouveau sens: on se référait au socialisme forgé par la Révolution mexicaine, une doctrine de solidarité et de

[1] Propos cités de Pablo González Casanova et de l'archevêque Martínez dans *La Gaceta UNAM*, 2004: http://www.dgcs.unam.mx/gacetaweb/suplementos/75aniversario/pdf/75_15.pdf
[2] GREAVES, Cecilia, "La búsqueda de la modernidad", in *La educación en México, op.cit.,* p. 190.

respect de la collectivité, pour diminuer les inégalités sociales et économiques. Cette interprétation était différente de celle de la réforme de 1934 où il s'agissait de socialisme scientifique. Il s'en suivit une nouvelle pédagogie: la priorité ne fut plus la campagne, ni les droits des travailleurs, mais l'industrialisation, l'éducation ayant à s'adapter aux besoins du développement économique du pays. On n'abandonna pas la terminologie révolutionnaire mais on la nuança. L'Eglise commença à reprendre le terrain qu'elle avait perdu dans l'éducation :

« Todos estos cambios, junto con la decisión de Ávila Camacho de eliminar los inspectores federales de las escuelas privadas, lo que se hacía con objeto de asegurarse de que no se enseñaran doctrinas religiosas, fueron suficientes para permitir el resurgimiento de las escuelas católicas en todo el país y surgió un sistema de escuelas confesionales similar al que existió antes de 1934, que proliferó poco a poco en todos y cada uno de los niveles educativos[1]».

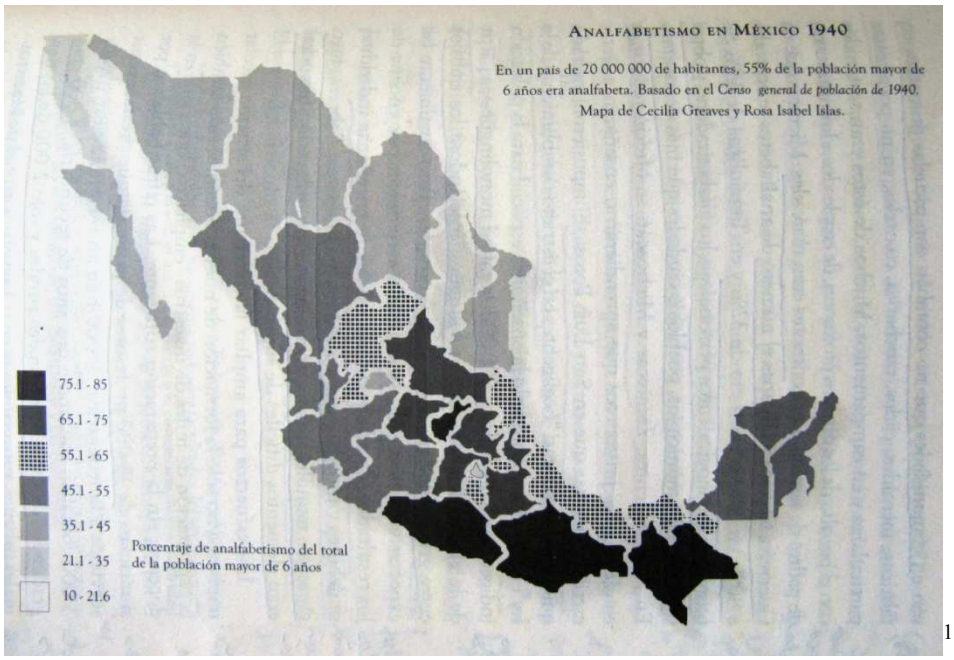
Dans le souci d'unité nationale, on élabora les mêmes programmes pour la ville que pour la campagne. Les nouveaux programmes étaient courts, adaptables, progressifs et nationaux, les châtiments corporels furent interdits. La centralisation continua, ainsi que l'opposition constante des autorités des Etats à cette centralisation et la pression des maîtres pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail. En 1940 le nombre des écoles fédérales dépassait le nombre de celles des états: plus des trois-quarts étaient rurales mais elles n'accueillaient que 40% de la totalité des élèves inscrits dans le pays (les écoles urbaines ayant plus d'inscrits, 60% du total des élèves inscrits dans le pays, et ne souffrant pas autant de la désertion scolaire que dans les campagnes). Sur 100 élèves de la campagne qui commençaient l'école primaire, quatre seulement arrivaient à la sixième année tandis que dans 55% des écoles urbaines, les élèves terminaient le cycle entier. Dans les écoles des villes, on suivait les programmes, mais c'était plus difficile dans les campagnes car le calendrier officiel ne tenait pas compte des activités agricoles et des festivités religieuses locales. Les maîtres des écoles rurales étaient peu formés et peu efficaces. Ils jouissaient malgré tout d'un certain prestige dans les communautés, même s'ils devaient lutter pour survivre avec des salaires beaucoup plus bas que ceux des instituteurs urbains. Le manque de moyens dans les campagnes était énorme et les autorités ne construisaient pas d'écoles. Les paysans se cotisaient pour en construire. Dans les villes, le niveau de scolarité était supérieur. Les différences entre les écoles correspondaient aux quartiers riches ou pauvres.

[1] "La unidad nacional de Ávila Camacho", *La Gaceta UNAM*, México, 2004: http://www.dgcs.unam.mx/gacetaweb/suplementos/75aniversario/pdf/75_15.pdf

La nouvelle politique éducative se refléta bientôt dans les manuels scolaires: on assista au retour d'ouvrages traditionnels, comme des livres de lecture au ton neutre, écrits deux ou trois décennies auparavant (*Leo y escribo, Poco a poco, Rosita y Juanito*, etc…). En Histoire, on cessa d'enseigner les aspects de l'histoire nationale qui pouvaient être sources de conflits pour insister sur ce qui était censé réunir tous les Mexicains autour des mêmes valeurs et symboles, une histoire sans controverses.

En 1943, Jaime Torres Bodet fut nommé Secrétaire de l'Education: c'était un excellent conciliateur et son œuvre demeure la pièce maîtresse de l'actuel système éducatif mexicain. Pour lui, l'école ne devait être « ni un anexo del templo ni un arma que apuntara deliberadamente contra la autenticidad de la fe[1] ». Il voulait la reconnaissance à l'école des valeurs et traditions de la culture nationale. En décembre 1943 fut créé le Syndicat National des Travailleurs de l'Education (SNTE), de tendance modérée de gauche. Torres Bodet commença alors une nouvelle campagne contre l'analphabétisme, qui affectait encore 55% de la population de plus de six ans en 1940. Tout le pays se mobilisa et la presse, la radio, le cinéma et le théâtre de marionnettes furent des relais efficaces pour cette entreprise. Les enseignants, les parents, les employés administratifs, organisèrent des centres d'enseignement dans les communautés où il n'y avait pas d'école. En 1940, les contrastes entre les états étaient importants: il y avait par exemple près de 80% d'analphabètes au Guerrero, Oaxaca et Chiapas ou 35% au Tamaulipas, alors que le D.F. avait entre 10 et 21% d'analphabètes.

[1] GREAVES, Cecilia, "La búsqueda de la modernidad", in *La educación en México, op.cit.,* p. 196.



[1]

Cependant, malgré la mobilisation, cette campagne n'eut pas les résultats escomptés, essentiellement à cause de la pauvreté, du monolinguisme et du manque de voies de communication. Avec cette campagne fut lancé également un plan de formation des enseignants: en effet, sur 18 000 instituteurs, seuls 4000 étaient diplômés d'écoles normales rurales et 2000 seulement d'écoles normales urbaines. L'institut Fédéral de Formation des Maîtres (Instituto Federal de Capacitación del Magisterio, IFCM) fut créé pour régulariser la situation professionnelle des maîtres et des milliers d'enseignants s'y inscrivirent car la certification garantissait un titre professionnel et de meilleurs revenus. Le processus de centralisation et fédéralisation de l'éducation, dont l'objectif était de renforcer l'identité nationale au moyen d'une pédagogie uniforme, élaborée et contrôlée par l'Etat, se poursuivait et les manuels scolaires gratuits allaient devenir le fer de lance de cette politique. Dès 1944, Torres Bodet souhaita la publication par l'Etat de manuels scolaires gratuits pour l'école primaire car ils représentaient un facteur de stabilité pour le système éducatif national.

En janvier 1946, le Parti de la Révolution Mexicaine prit le nom de Parti Révolutionnaire Institutionnel (P.R.I) : il était censé poursuivre les réalisations révolutionnaires sous une forme institutionnalisée et l'article 7 de la déclaration de principes du PRI le définissait comme un parti social démocrate, qui avait en fait la fonction d'agir comme un mécanisme électoraliste permettant d'obtenir l'unanimité des suffrages.

[1] Carte de Cecilia Greaves et Rosa Isabel Islas.

La réforme pour l'unité nationale qui avait été amorcée en 1942 avec la Loi Organique, commença concrètement en 1945 avec la proposition de réforme de l'article 3 de la Constitution. Le processus de réforme fut facilité par le fait que les secteurs conservateurs étaient en progression et la gauche affaiblie. On supprima le terme "socialiste" et on adopta une terminologie supposée neutre pour favoriser l'unité mais qui fut en réalité marquée par le nationalisme. La réforme de l'article 3 de la Constitution fut acceptée en octobre 1946.

B. Réforme de l'article 3 de la Constitution en 1946

L'article 3 de la Constitution se présentait ainsi après sa publication dans le Journal Officiel le 30 décembre 1946 :

« La educación que imparta el Estado - Federación, Estados y Municipios- tenderá a desarrollar armónicamente todas las facultades del ser humano y fomentará en él, a la vez, el amor a la Patria y la conciencia de solidaridad internacional, en la independencia y en la justicia.
I-Garantizada por el artículo 24 la libertad de creencias, el criterio que orientará a dicha educación se mantendrá por completo ajeno a cualquier doctrina religiosa y, basado en los resultados del progreso científico, luchará contra la ignorancia y sus efectos, las servidumbres, los fanatismos y los prejuicios. Además:

a) –Será democrático […]
b) –Será nacional […]
c) –Contribuirá a la mejor convivencia humana […] aprecio para la dignidad de la persona y la integridad de la familia, […] sustentar los ideales de fraternidad e igualdad de derechos de todos los hombres, evitando los privilegios de razas, de sectas, de grupos, des sexos o de individuos.

II-Los particulares podrán impartir educación en todos sus tipos y grados. Pero por lo que concierne a la educación primaria, secundaria y normal […] deberán obtener previamente, en cada caso, la autorización expresa del poder público. […]
III-Los planteles particulares dedicados a la educación en los tipos y grados que especifica la fracción anterior deberán ajustarse, sin excepción, a lo dispuesto en los párrafos inicial, I y II del presente artículo y, además, deberán cumplir los planes y los programas oficiales; […]
VI-La educación primaria será obligatoria;
VII-Toda la educación que el Estado imparta será gratuita; […][1] »;

L'article 3 gardait toujours une Education gratuite, laïque et obligatoire pour la primaire et ajoutait de grands principes pour aider à l'unité nationale, entre autres développer harmonieusement toutes les facultés de l'homme, avoir l'amour de la Patrie mais aussi faire preuve de solidarité internationale, du sens de la justice, de la démocratie , de la fraternité ... A cette époque, la tendance politique générale était plutôt au virage à droite, une des preuves en

[1] Réforme de l'Article 3 de la Constitution de 1917 publiée dans le Journal Officiel le 30 décembre 1946: http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_041_30dic46_ima.pdf

étant la politique de conciliation avec l'Eglise, qui se traduisit par l'existence d'un double système éducatif: d'un côté une école officielle qui suivait les programmes du gouvernement et de l'autre les écoles privées, qui dispensaient des cours d'instruction religieuse, bien que cela fût interdit par la loi.

En 1946, le nouveau président, Miguel Alemán Valdés (1946-1952), suivit la même idéologie que le gouvernement antérieur et décida d'éradiquer toute tendance de gauche : le discours officiel fut caractérisé par le nationalisme, l'exaltation de la patrie, de ses héros et des symboles patriotiques. Le but du gouvernement était d'éduquer le peuple pour développer l'économie du pays: il fallait donc faire correspondre l'éducation aux besoins industriels du pays. Il était urgent d'avoir des techniciens formés, dans un pays où la moyenne de scolarisation des jeunes de plus de 15 ans n'était que de 2 ans. On continuait à privilégier les établissements urbains au détriment des ruraux, mais il y eut plus d'efforts pour développer l'enseignement secondaire et universitaire, toujours dans le but de former des techniciens. Le gouvernement voulait donc développer une école productive qui orienterait l'enseignement en fonction du rendement économique du pays. Pour le nouveau ministre de l'Education, Manuel Gual Vidal, la réponse à ce besoin était le concept de "l'école unifiée" qu'il fit appliquer de la maternelle à l'université. Ce concept se développa au Mexique sous l'influence de Francisco Larroyo, qui publia en 1943 *Les fondements de l'école unifiée*, livre qui suivait les principes du philosophe allemand Paul Natorp:

« Para Larroyo se requería conformar un sistema de educación pública que acabara con el desorden anterior, el cual estaría organizado y planificado "...bajo la base de una diferenciación progresiva de centros de enseñanza metódicamente graduados, según las aptitudes y vocación de los miembros de la comunidad."[1] ».

Ce système pédagogique voulait donc organiser de manière minutieuse toutes les institutions éducatives de la maternelle à l'université de manière cohérente et progressive et selon les aptitudes des élèves, sans faire de distinction de classe sociale, de religion, etc. Pour Manuel Gual Vidal, il s'agissait de former de bons citoyens mexicains ayant reçu une éducation homogène sans prendre en compte la pluralité ethnique et linguistique nationale :

« Todo ello para lograr la mexicanidad la cual presupone una "homogeneidad de cultura y de voluntad colectivas." El maestro juega entonces un papel fundamental como

[1] ESPINOSA CARBAJAL, Eugenia, "La escuela primaria en el siglo XX. Consolidación de un invento", UNAM: http://biblioweb.tic.unam.mx/diccionario/htm/articulos/sec_26.htm

“agente social encargado de educar e instruir al pueblo” por lo cual tienen una “importante significación [...] para el Estado Mexicano”[1] ».

Dans la pratique, cette "école unifiée" s’avéra être un échec selon Cecilia Greaves[2]. En effet, c’était une période d’instabilité politique et d’essor économique mais aussi d’explosion démographique, la population ayant doublé en deux décennies: le gouvernement ne pouvait de ce fait faire face à la demande éducative; de plus le budget de l’éducation était passé de 14% des dépenses publiques en 1947 à 10% en 1952. La campagne de construction d’écoles se poursuivit par l’intermédiaire de la Comisión Administradora del Programa Federal de Construcción de Escuelas (CAPFCE). Le président Alemán demanda une aide économique au secteur privé, dont la présence ainsi que celle de l’Eglise devenait de plus en plus importante.

En définitive, le bilan éducatif des gouvernements révolutionnaires ne semble pas très convaincant: en 1950, la moitié seulement des six millions d’enfants scolarisables recevait un enseignement élémentaire et parmi ceux-là, moins de 25% terminaient la scolarité élémentaire, et la moitié de la population était toujours analphabète. En 1952, le nouveau président, Ruiz Cortines, poursuivit la même politique avec le nouveau secrétaire de l’Education, José Ángel Ceniceros. On insista particulièrement sur l’importance des symboles patriotiques et des héros nationaux et le calendrier scolaire fut surchargé de fêtes civiques. L’explosion démographique accentua les difficultés: 92% des élèves inscrits l’étaient dans l’enseignement primaire, l’enseignement secondaire ne représentant que 2,2% et le supérieur seulement 1,2%. A la fin des années 50, la SEP était devenue un organisme gigantesque qui comptait plus de 150 000 enseignants et administratifs, ce qui favorisa la bureaucratisation. L’Education était en crise: en 1958, plus de 50% des enfants de milieu rural n’étaient pas scolarisés. L’effort se porta sur l’enseignement secondaire dans les villes afin de former des cadres nécessaires au développement économique de la nation. L’Université Nationale Autonome de México (UNAM) et l’Institut Polytechnique National (IPN) furent les piliers de l’Enseignement supérieur. Avec le soutien de l’état, l’UNAM et l’IPN diversifièrent leurs filières. De nouvelles universités furent créées ainsi que des institutions privées comme la Universidad Iberoamericana, l’Institut Technologique d’Etudes Supérieures de Monterrey (ITESM), l’Institut Technologique Autonome de México (ITAM), et les Instituts Technologiques Régionaux.

---

[1] ESPINOSA CARBAJAL, Eugenia, “La escuela…, op. cit.
[2] GREAVES, Cecilia, “La búsqueda de la modernidad”, in *La educación en México, op.cit.,* p. 201.

Cependant dans les zones rurales il y avait toujours peu de possibilités d'accéder à l'enseignement supérieur. Le gouvernement négligeait les écoles normales rurales et les écoles agricoles étaient également insuffisantes. En 1952, il n'y avait que douze écoles agricoles pour une population de 26 millions qui résidait en majorité à la campagne. Le nombre d'étudiants inscrits était à peine de 2000 et ceux qui avaient terminé les études agricoles étaient 654. Les Missions culturelles furent rétablies en 1942 dans les zones rurales mais ne réussirent pas à faire face à l'extrême pauvreté des paysans. L'inégalité s'accentuait dans les zones indigènes. Le Congrès de Pátzcuaro de 1940 n'avait pas été d'une grande utilité. On peut retenir cependant qu'en 1948 avait été fondé l'Institut National Indigeniste (INI), sous la direction d'Alfonso Caso, qui entreprit un vaste programme de réforme sociale et guida le travail des Centres Coordinateurs de l'INI: de jeunes indigènes bilingues devaient utiliser la langue maternelle de l'élève avant de commencer son hispanisation, le but étant de promouvoir le développement de la communauté.

Dans ce chapitre 1, nous avons vu qu'après l'Indépendance, les priorités éducatives pour l'Etat-nation mexicain étaient la formation d'une identité nationale. Il s'agissait d'une tâche complexe à réaliser pour les différents gouvernements en place depuis l'Indépendance. Une étape importante dans la formation de l'identité nationale fut l'homogénéisation de l'enseignement par la Loi Organique de 1942 qui établit l'égalité de l'enseignement primaire dans tout le pays. Cependant, la réalité fut très différente de la théorie: l'hétérogénéité du pays et du système scolaire empêchait l'uniformisation désirée et les pratiques pédagogiques restaient les mêmes malgré les discours officiels sur les changements. L'élève continuait à faire uniquement des exercices de mémorisation et l'enseignement manquait de vigueur et de créativité. Dans les zones rurales surtout, le maître se contentait d'appliquer docilement les directives du syndicat, le SNTE, où régnait une gigantesque bureaucratie. De leur côté, les inspecteurs de l'éducation étaient inefficaces et dans leurs rapports ils ne parlaient même plus des difficultés rencontrées tant la situation était critique. La transmission de cette identité nationale aux générations futures était donc problématique à l'école. Une des solutions à ces difficultés fut la création des manuels gratuits de la SEP en 1960.

Chapitre II

La création des manuels gratuits de 1960 à 2013 : un paradoxe éducatif

Comme nous l'avons vu jusqu'ici, depuis l'Indépendance, les gouvernements successifs n'ont cessé de s'intéresser au problème de l'identité nationale. Chaque réforme éducative révèle cette préoccupation et la création des manuels gratuits, en 1960, en est l'exemple le plus évident. A partir de cette date, ce sera l'Etat qui prendra en charge leur élaboration, leur production et leur distribution dans toute la république mexicaine. Comme nous l'avions mentionné antérieurement, l'idée de produire et de distribuer des manuels avait déjà été envisagée (avec Vasconcelos ou Cárdenas) mais n'avait jamais pu être appliquée réellement et systématiquement dans tout le pays. C'est donc durant la présidence d'Adolfo López Mateos (de 1958 à 1964) et sous l'impulsion de Jaime Torres Bodet, le ministre de l'Education de l'époque, que va être réalisée une réforme sans précédent visant à créer et distribuer des manuels produits par l'Etat, qui seront donnés gratuitement à tous les élèves mexicains de primaire. La SEP est fière de cette initiative et plus de cinquante ans après la création des manuels gratuits, elle continue à les élaborer, produire et distribuer chaque année pour les six niveaux de primaire dans chaque matière. On doit considérer le fait que la conception des manuels, en particulier ceux d'histoire, doit prendre en compte la contrainte idéologique que la construction nationale exerce sur l'enseignement.

Pour rédiger les deux premières parties de ce chapitre, nous avons pu utiliser les recherches déjà faites sur l'Education au Mexique. En effet, il était facile de trouver des études rédigées par des chercheurs et spécialistes, analysant l'éducation au Mexique et la création des manuels de la SEP. Il y a eu en particulier des études sur la première génération de manuels et l'éducation durant cette période. Sur la deuxième génération de manuels, créés en 1972, il y a déjà moins de recherches portant spécifiquement sur les manuels mais plutôt seulement sur l'éducation. Comme elles se contredisaient souvent, il fallait trouver des informations avec des sources fiables, souvent difficiles d'accès. Nous avons donc cherché le plus souvent possible dans les sources officielles des différents gouvernements qui avaient été au pouvoir. Sur la période des années 80, il a été plus difficile de trouver des recherches sur l'éducation (il en existe mais elles sont souvent moins complètes) et les manuels de cette époque. L'objet de notre recherche a été donc particulièrement centré sur ces deux dernières

périodes (les années 80 à nos jours), qui se prêtaient davantage à une recherche inédite : c'est pourquoi les deux premières périodes occupent un nombre de pages plus réduit et les deux dernières sont beaucoup plus développées. Enfin, il faut signaler que pour rédiger la partie de présentation des manuels gratuits, il a fallu se les procurer, ce qui fut un véritable défi, surtout s'agissant des plus anciens.

Nous nous interrogerons sur la nature paradoxale de ces manuels, dont la distribution dure depuis plus de cinquante ans et ne semble pas prête de s'arrêter. Comment peuvent-ils répondre à l'objectif d'homogénéiser l'éducation dans un pays hétérogène dans tous ses aspects (géographiques, économiques, sociaux, culturels, linguistiques, etc.) ? Tout au long de ces années, les gouvernements se sont succédé et ont cherché à s'approprier les outils de formation idéologique que peuvent être les manuels afin d'y laisser leurs empreintes et de les marquer de leur politique. Comment sous cette contrainte les manuels peuvent-ils rester neutres idéologiquement? Les promesses de changements annoncées dans chaque réforme ont-elles été tenues ? Les manuels, en dépit du paradoxe mentionné ci-dessus, ont-ils réussi à remplir leur mission éducative ?

Le plan du chapitre se divise en quatre parties, qui correspondent aux quatre générations des manuels gratuits de la SEP (1958-1972, 1972-1992, 1992-2009, de 2009 à nos jours) et à leurs contextes politiques et socio-économiques. Pour chacune de ces périodes on s'intéressera à l'éducation et à ses réformes ainsi qu'aux manuels utilisés.

I. OBJECTIF : HOMOGENEISER L'EDUCATION (1958-1972)

Le Président Adolfo López Mateos du PRI (de 1958 à 1964), imposa un effort budgétaire sans précédent pour l'Education (23% du budget de l'Etat) et confia le ministère de l'Education nationale à Jaime Torres Bodet, homme de fortes convictions. Né en 1903 à Mexico, poète, écrivain, il fut professeur de littérature française puis diplomate. Ce n'était pas la première fois que Jaime Torres Bodet s'était vu confier le poste de ministre de l'Education. Déjà sous le sexennat de Manuel Ávila Camacho (1940-1946), il l'avait été de 1943 à 1946, lançant une campagne de lutte de grande ampleur contre l'analphabétisme. Puis il fut Directeur Général de l'UNESCO de 1948 à 1952.

Durant son mandat comme ministre de l'Education de 1958 à 1964, sa politique volontariste se concrétisa par une importante réforme éducative : le « Plan National pour le Développement et l'Amélioration de l'Enseignement Primaire » appelé aussi « Plan de once años » (1959-1970). Son objectif principal était de garantir à tous les enfants mexicains une éducation primaire obligatoire et gratuite, conformément à l'article 3 de la Constitution. En effet, Torres Bodet voulait concrétiser le rêve ancien et utopique des nombreux gouvernements précédents, celui d'une éducation populaire, c'est-à-dire, égalitaire. En effet, en 1958, encore 40% des enfants d'âge scolaire (de 6 à 14ans) n'étaient pas scolarisés. A cause de la croissance démographique toujours en augmentation, le gouvernement annonça qu'il devenait indispensable de résoudre ce problème, qui mettait en péril le développement économique du pays. Il était donc nécessaire de construire des écoles, de former des maîtres et d'élaborer, puis distribuer gratuitement des manuels scolaires, supports indispensables de cette politique.

De nouveaux professeurs non formés furent donc engagés pour pallier la demande : même s'ils enseignaient déjà, ils devaient s'inscrire à l'« Instituto Federal de Capacitación del Magisterio » jusqu'à l'obtention de leur diplôme. De plus, le nouveau gouvernement voulut contrôler les leaders du syndicat des professeurs. Comme le mentionne Cecilia Greaves, les leaders du syndicat étaient corrompus et ne s'intéressaient pas à la situation difficile de ses adhérents. Les postes de la direction du syndicat servaient à amasser de grandes fortunes ou servaient de tremplins politiques.[1] C'est pour cela que fin 1958, les professeurs, voyant leurs aspirations réprimées depuis des années par le syndicat, se mobilisèrent et protestèrent pour établir la démocratie syndicale et faire valoir leurs droits. Des groupes de différentes tendances politiques se mobilisèrent. Othón Salazar, un ancien leader étudiant, devint le meneur de la dissidence. La majorité des écoles de la capitale se mirent en grève, à cela s'ajoutèrent des manifestations des paysans et des ouvriers. Ces manifestations représentaient une sérieuse menace pour la stabilité du pays et il y eut une violente répression de la part du gouvernement et Salazar et autres leaders furent emprisonnés.

Ce fut dans ce contexte que la création des manuels gratuits par l'Etat fut annoncée et que se développa le conflit des manuels. Jusqu'à cette époque-là, les manuels scolaires étaient inaccessibles pour beaucoup d'élèves à cause de leurs prix trop élevés ou de leurs tirages insuffisants. Les manuels étaient rédigés par des auteurs privés et étaient publiés par différents

[1] GREAVES, Cecilia, "La búsqueda de la modernidad" in *La educación en México, Seminario de historia de la educación en México*, Historia mínima El Colegio de México, México D.F., 2010, p. 203.

éditeurs et achetés par les familles en librairie. C'est pour cette raison que Torres Bodet proposa au président Mateos la publication et la distribution gratuite par l'Etat des manuels scolaires pour tous les élèves inscrits à l'école primaire, leur usage devenant obligatoire. Cette dernière caractéristique permettait d'assurer une base culturelle homogène et d'avancer dans le processus d'unité nationale.

Le 13 février 1959 fut donc créée la « Comisión Nacional de los Libros de Texto Gratuitos » (CONALITEG). Le décret de création de la CONALITEG précisait que le gouvernement fédéral éditerait et distribuerait les manuels à tous les élèves de l'enseignement primaire afin de rendre effective la gratuité et l'égalité des enfants devant l'enseignement comme précisé dans son article deux :

« **ARTICULO 2o**.- Para el cumplimiento de su objeto la Comisión tendrá las siguientes funciones:
I.- Editar e imprimir los libros de texto gratuitos y toda clase de materiales didácticos similares, mediante sus propias instalaciones, por concursos o de otro modo si estos resultaren insuficientes; […]
IV.- Distribuir los libros y toda clase de materiales didácticos similares que produzca[1]»

L'Etat s'offrait la possibilité de transmettre certaines normes et valeurs :

« […] desarrollar armónicamente las facultades de los educandos, […] y, muy principalmente, a inculcarles el amor de la patria, alimentado con el conocimiento cabal de los grandes hechos históricos que han fundamentado a la evolución democrática de nuestro país… ».[2]

Il s'agissait de forger un sentiment national à travers une personnalisation de la nation qui devait être « aimée » et d'autre part faire reposer l'enseignement de l'histoire sur la connaissance des « grands événements historiques ». Pour Lorenza Villa Lever, le fondement de la création des manuels se trouve dans l'article 3 de la Constitution dans sa version de 1946, toujours en vigueur dans les années 60, dont l'objectif principal était la formation de l'unité nationale.[3]

Le manuel gratuit devint un lien entre tous les enfants mexicains ; le but étant de faire disparaître les inégalités éducatives et de forger un sentiment d'appartenance nationale à travers la formation d'une mémoire collective commune et donc la mise en place d'un

[1] Decret officiel de création de la CONALITEG dans sa version de 1980 car nous n'avons pas trouvé l'original de 1959: http://www.sep.gob.mx/work/models/sep1/Resource/5f081c03-5ef8-415b-a1df-35b660088c24/decreto_conaliteg.htm
[2] Extrait du journal officiel du 13 février 1959, reproduit dans l'ouvrage de VILLA LEVER, Lorenza, *Los libros de texto gratuitos*, Guadalajara, Jalisco, México, El Colegio de México, 1975, p. 60.
[3] VILLA LEVER, Lorenza, *Los libros de texto gratuitos*, Guadalajara, Jalisco, 1988, p. 60 et 61.

enseignement homogène. La distribution de ces livres fut la première opportunité pour des millions de Mexicains, isolés ou sans ressources économiques, de se confronter à un support culturel écrit.

A. La phase d'élaboration des manuels

Ces nouveaux manuels allaient remplacer des ouvrages publiés antérieurement, devenus obsolètes du point de vue pédagogique et idéologique, et des ouvrages plus récents mais qui copiaient des modèles étrangers (surtout nord-américains). Par exemple, en 1959, le manuel *El método onomatopéyico* de Gregoria Torres Quintero, en était à sa 117e édition, après avoir été initialement publié en 1904.

Pour l'élaboration des manuels, la CONALITEG organisa des concours pour sélectionner les manuels qui allaient être publiés et invita tous les Mexicains à participer, même si finalement ceux qui proposèrent leur candidature étaient des professeurs, pédagogues ou spécialistes d'une matière. Le président de la Commission nommé en 1959 fut l'écrivain mexicain Martín Luis Guzmán. La Commission était composée du secrétaire général, six membres, douze pédagogues et de représentants de l'opinion publique comme les parents d'élèves, tous choisis par le président López Mateos. Ils devaient analyser le contenu et approuver les nouveaux manuels:

« Su principal tarea fue cuidar que las publicaciones cumplieran con los principios constitucionales; es decir, que contribuyeran a desarrollar armónicamente todas las facultades de la niñez y que fomentaran, en los futuros ciudadanos, el amor por su país y los lazos solidarios entre los mexicanos. »[1]

Sept séances eurent lieu entre 1959 et 1967 pour obtenir tous les manuels des six niveaux dans chaque matière. Un guide technique et pédagogique fut créé pour orienter l'élaboration des manuels. La préoccupation essentielle de la Commission au sujet de la formation des enfants y apparaissait clairement:

« Las guías revelaban el carácter fundamentalmente público del nacionalismo con el que se formaría el niño mexicano; en ellas, era claro que las consideraciones políticas precedían a

[1] SEP, *Comisión Nacional de los Libros de Texto Gratuitos, 35 años de historia*, CONALITEG, México, 1994, p.21.

las propiamente pedagógicas o escolares. […] el interés de las autoridades educativas era la creación de una identidad cívico-nacionalista, y no tanto la transmisión de conocimientos.»[1]

Le contenu de ces guides technico-pédagogiques fut élaboré en fonction des programmes scolaires de 1957. Selon Enrique González Pedrero et Soledad Loaeza, ces ouvrages étaient profondément marqués par une idéologie nationaliste et plutôt conservatrice, car les programmes de 1957 étaient axés sur la citoyenneté, la famille et la construction de la nation.[2]

B. La publication et le conflit des manuels gratuits

En 1960, le ministère de l'Education nationale (la SEP) déclarait donc ces manuels obligatoires et exclusifs dans toutes les écoles primaires. Ils étaient accompagnés de livres des professeurs et de cahiers d'exercices qui, selon le ministère, étaient une innovation pédagogique. L'élaboration, la fabrication et la distribution des manuels destinés à l'école primaire devenaient donc un monopole d'Etat (on trouve le même système dans quelques pays comme en ex-URSS, en Chine, au Vietnam, en Egypte, en Syrie ou au Maroc). Ce fut lors de l'annonce du caractère obligatoire et de l'usage exclusif dans les écoles de ces ouvrages que débuta le conflit des manuels gratuits. Des protestations commencèrent à s'élever du côté des auteurs de manuels privés, des libraires, des éditeurs et de l'association de parents d'élèves, la Unión Nacional de Padres de Familia, organisation ultraconservatrice et catholique (associée au parti politique conservateur « Partido de Acción Nacional », PAN). Selon eux, cette décision (les manuels obligatoires et exclusifs) était anticonstitutionnelle, antidémocratique et anti-pédagogique[3]. Peu à peu les protestations contre le gouvernement s'amplifièrent et se diversifièrent : les manuels étaient associés à une supposée intervention communiste dans le système éducatif (il faut rappeler que c'était la période de la révolution cubaine qui triompha en janvier 1959). Les protestations venaient de groupes hétérogènes, dont faisaient partie les secteurs privés ayant un pouvoir économique : ils essayaient de récupérer du pouvoir et de limiter celui de l'Etat. Ces protestations ne concernaient plus vraiment le caractère obligatoire et exclusif des manuels, le débat avait dévié sur la défense de la liberté de l'enseignement inscrite dans la Constitution.

---

[1] LOAEZA, Soledad, *Clases medias y política en México. La querella escolar, 1959-1963*, El Colegio de México, México, 1988, p. 234.
[2] GONZALEZ PEDRERO, Enrique, *Los libros de texto gratuitos*, SEP, México, 1982, p. 5 et LOAEZA, Soledad, *Clases medias y política en México*, op.cit., p.234.
[3] GREAVES, Cecilia, *La educación en México, op.cit.*, p. 204.

L'Eglise prit le commandement des forces conservatrices et utilisa des lettres pastorales[1] pour avertir la société sur le danger du communisme au cri de « Cristianismo sí. Comunismo no. »[2] ; cela entraîna de grandes manifestations contre le gouvernement. En 1962, les tensions ayant débouché sur une crise, le président López Mateos annonça que les manuels gratuits resteraient obligatoires dans les écoles mais n'auraient plus un caractère exclusif, les professeurs ayant la possibilité de compléter leur enseignement avec d'autres manuels privés en plus des manuels gratuits de l'Etat. La crise s'atténua en quelques mois : en réalité, le cœur du problème avait été l'intervention croissante de l'Etat dans le domaine de l'éducation.

La production et distribution des manuels gratuits continua donc : il aura fallu presque neuf ans (de 1960 à 1969) pour réaliser et produire tous les manuels de chaque matière dans les six niveaux de primaire (37 manuels et 37 cahiers d'exercices, plus les manuels pour les professeurs) car plusieurs propositions avaient été déclarées non recevables, la Commission n'étant pas satisfaite des manuels, elle chargea des spécialistes de l'élaboration de certains manuels (ce fut le cas du manuel de géographie du sixième niveau). Les matières enseignées à l'époque pour chaque niveau étaient : Langue nationale, Arithmétique et Géométrie, Géographie, Sciences naturelles, Histoire et Civisme. Pour faire face à l'augmentation de la population, le Plan de Onze Ans avait pour objectif de distribuer les manuels pour les six niveaux de primaire dans toutes les écoles du pays, mais à cette époque le marché éditorial n'était pas prêt à faire face à la production et distribution que cela impliquait : « a pesar de la cantidad de textos y de las 36 empresas editoriales que disputaban el mercado, la producción de libro será insuficiente para cubrir las necesidades de todos los niños mexicanos que estudiaban la primaria[3] ». Il est vrai que le décalage qu'il y avait entre le nombre d'élèves de l'époque et le nombre de manuels gratuits disponibles était flagrant : en effet, en 1959, il n'y avait eu que 625 000 manuels produits pour un nombre d'élèves total de 5 350 478 ! La création de la CONALITEG fut donc nécessaire pour organiser tout ce travail d'élaboration, de production et de distribution des manuels pour les années qui allaient suivre et elle

[1]Lettre adressée par un évêque aux fidèles de son diocèse et lue en chaire par les curés durant la messe. http://www.mediadico.com/dictionnaire/definition/lettre

[2] MARTHA PACHECO, María, *Estudios de Historia Moderna y Contemporánea de México*, *"¡Cristianismo sí, comunismo no! Anticomunismo eclesiástico en México"*, Martha Beatriz Loyo (editora), Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Históricas, v. 24, México, 2002, p. 143-170. http://www.historicas.unam.mx/moderna/ehmc/ehmc24/296.html

[3] ÁVILA, Ana Cristina et MUÑOZ, Virgilio, *Creación de la Comisión Nacional de Libros de Texto Gratuitos. La perspectiva escolar 1958-1964*, Noriega Editores, México, 1999, p.92.

accomplit sa mission de façon plutôt satisfaisante : en 2008, 175 millions de manuels furent produits et répartis à un total de 24.5 millions d'élèves de l'éducation primaire.

Les manuels de cette première génération furent appelés « Libros de la Patria », pseudonyme donné après 1962, lorsque Luis Guzmán, président de la CONALITEG, décida d'uniformiser les couvertures des manuels (auparavant, chaque manuel avait une couverture avec une image différente) pour faire des économies et pour identifier tous les manuels par une même présentation. Le ministre de l'Education et Luis Guzmán choisirent une œuvre créée à leur demande pour cette occasion, de Jorge González Camarena, « La Patria ». Cette allégorie de la Patrie représentait une femme aux traits indiens portant une tunique blanche (dont l'attitude fait penser à une Marianne), accompagnée des symboles de l'agriculture, de l'industrie et de la culture :

> « una mujer de tez morena, rasgos indígenas y mirada valerosa que, apoyada en la agricultura, la industria y la cultura -simbolizadas en las imágenes del escudo y la bandera nacionales, un libro y diversos productos de la tierra y la industria-, representaba el pasado, presente y futuro de nuestra Nación[1]».

Cette couverture marqua toute une génération d'élèves et sera toujours associée à la première génération des manuels de la SEP des années soixante :

> « Esta portada […] imprimió su sello distintivo en los libros de texto durante diez años. Por la fuerza de esta alegoría que tan cabalmente remite a nuestras raíces, la Comisión la adoptó como emblema, añadiéndola así a su logotipo oficial formado por un árbol con seis raíces que se unen al mismo número de libros abiertos. Entre el follaje del árbol se distinguen frutos rojos que asemejan manzanas y, flanqueando al árbol, a la derecha, aparece un niño vestido de blanco y rojo; mientras que, a la izquierda, se halla una niña con ropas verdes y blancas. Ambos se disponen a recibir los frutos que les brinda el árbol. Atribuido a Luiz Martin Guzman, este emblema oficial es de interpretación muy accesible y remite de inmediato a la sabiduría que se alimenta de seis libros (símbolo de los seis grados de educación elemental) y que, al mismo tiempo, nutre a la niñez[2]».

[1] Site officiel de la CONALITEG: http://www.conaliteg.gob.mx/index.php/historia
[2] SEP, *Comisión…, op. cit.*, p.44.

"La Patria" de Jorge González Camarena et le logo officiel de la CONALITEG.

La production de ces manuels devait couvrir la totalité des besoins de toutes les écoles primaires du pays : de 1960 à 1964, la Commission avait distribué 114 000 000 manuels et cahiers d'exercices.[1] Grâce à cette réforme, l'Etat respectait le précepte de la gratuité de l'éducation inscrit dans l'article 3 de la Constitution et maintenait son hégémonie dans le domaine de l'éducation. Pour beaucoup d'enfants mexicains, les manuels gratuits ont été et continuent d'être l'unique instrument de leur apprentissage.

Ces manuels furent réédités jusqu'en 1972 sans subir de grandes modifications en douze ans il s'agissait simplement de mises à jour (par exemple en 1969 dans le manuel de Sciences naturelles fut ajouté le fait que l'homme avait marché sur la lune).

C. Les événements sociaux de la fin des années soixante au Mexique

Le phénomène d'explosion de la démographie et de l'urbanisation était visible dès la fin des années cinquante, c'est pour cette raison que Torres Bodet avait programmé avec son « Plan de onze ans » une planification de l'organisation de l'éducation à long terme (plus d'écoles, de maîtres formés et la publication des manuels gratuits). Cependant, les prévisions démographiques furent dépassées par la réalité et l'on mit en place des moyens d'urgence

[1] GREAVES, Cecilia, *La educación en México, op.cit.*, p. 205

pour répondre aux besoins de la demande en éducation mais ce fut au détriment de la qualité de l'enseignement (énormément de professeurs sans formation furent engagés par exemple). De plus, le syndicat principal des professeurs, le SNTE (Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación) était devenu le plus important de toute l'Amérique Latine et eut suffisamment de pouvoir et d'influence pour faire de la résistance aux nouvelles réformes et selon Josefina Zoraida Vázquez, se transformer en véritable fardeau[1].

Le système politique né en 1929 avec un seul parti au pouvoir[2] commença à entrer en crise dès la fin des années cinquante avec l'ouverture du Mexique vers l'étranger, il y eut par exemple l'influence de la révolution cubaine ou des mouvements des droits civils aux Etats-Unis. Ces mouvements éveillèrent des aspirations démocratiques et plus d'inquiétude sociale. Les protestations sociales culminèrent lors du mouvement étudiant de 1968 qui se termina de manière tragique. Cette année-là, les manifestations contre l'autoritarisme présidentiel se multiplièrent et il y eut des mouvements de protestation innombrables lors de l'été 1968. Le président de l'époque Gustavo Díaz Ordaz (1964-1970) et son gouvernement n'arrivaient pas à trouver une solution aux conflits et l'ouverture des jeux olympiques de Mexico approchait. Il y eut une répression violente de l'armée contre les manifestants, le gouvernement donnant comme explication qu'il s'agissait d'une conspiration communiste qui menaçait la stabilité nationale. Le 2 octobre 1968 fut le jour de la « Matanza de Tlatelolco » à dix jours de l'ouverture des jeux olympiques, l'armée mexicaine ouvrit le feu sur des étudiants rassemblés sur la place des Trois Cultures de Tlatelolco. Le nombre de victimes est toujours sujet à controverse : les sympathisants du mouvement étudiant estiment qu'il y a eu entre 200 et 300 morts parmi les manifestants, les sources gouvernementales indiquent entre 40 et 50 morts. Le nombre de personnes arrêtées et « disparues » n'est pas non plus clairement connu. Les principaux leaders qui étaient des professeurs et des étudiants furent mis en prison.

---

[1] ZORAIDA VAZQUEZ, Josefina, "Renovación y crisis" in *La educación en México, Seminario de historia de la educación en México*, Historia mínima El Colegio de México, México D.F., 2010, p. 219. Cette opinion est partagée par beaucoup de chercheurs, journalistes ou autres, depuis les années soixante où le SNTE s'est affirmé : « El SNTE se consolidaba como un formidable grupo de presion al aumentar con rapidez el numero de sus afiliados, constituyéndose en un poder paralelo al gubernamental y, por tanto, en una organización clave para el control político del país»(GREAVES Cecilia, *La educación en México, op.cit.*, p.214.) Jusqu'à maintenant: GALÁN, José, « El SNTE, lastre para elevar la calidad de la enseñanza: OCDE» *La Jornada*, México, 28 octobre 2006: **http://www.jornada.unam.mx/2006/10/28/index.php?section=sociedad&article=037n1soc**).

[2] le PNR: Partido Nacional Revolucionario, puis le PRM : Partido de la Revolución Mexicana, et enfin le PRI : Partido de la Revolución Institucional.

Avec cette répression le mouvement étudiant prit fin. Pour le président Díaz Ordaz, le véritable problème de ces conflits étudiants étaient les déficiences du système éducatif. La rébellion étudiante était donc attribuée à une formation civique inadéquate des jeunes à laquelle il fallait remédier par une réforme de l'éducation. Déjà, depuis 1965 le ministre de l'éducation Agustín Yáñez avait créé une commission pour analyser les problèmes du système éducatif et chercher des solutions mais le rapport de cette commission fut mis aux archives lorsqu'éclata le mouvement étudiant.

A la fin du sexennat de Díaz Ordaz en 1970, il n'y eut aucun changement important dans l'éducation. Dans sa réforme on parlait de « nouvelles » méthodes pédagogiques comme « apprendre en faisant » et « enseigner en produisant », des idées reprises de la pédagogie de John Dewey qui datait des années vingt[1]. La « telesecundaria », système d'éducation à distance par la télévision (pour les zones rurales difficiles d'accès par exemple) fut créée pour répondre à la demande scolaire toujours plus forte due à l'augmentation de la population. Des écoles professionnelles furent également créées pour former les techniciens dont le pays avait besoin pour se développer économiquement.

Les séquelles de 1968 étaient évidentes, les inquiétudes sociales et les critiques étaient très fortes envers le régime, le modèle du système à parti unique continuait de se détériorer. De plus, le modèle de développement économique, en place depuis les années quarante, fut remis en question car les déséquilibres régionaux s'accentuaient (le Sud était plus pauvre que le Nord). Ceci se reflétait dans un système scolaire (les villes étant plus favorisées que la campagne) qui n'arrivait pas à surmonter ses importantes déficiences. Le sexennat de Díaz Ordaz (1964-1970) se termina donc dans une grande frustration.

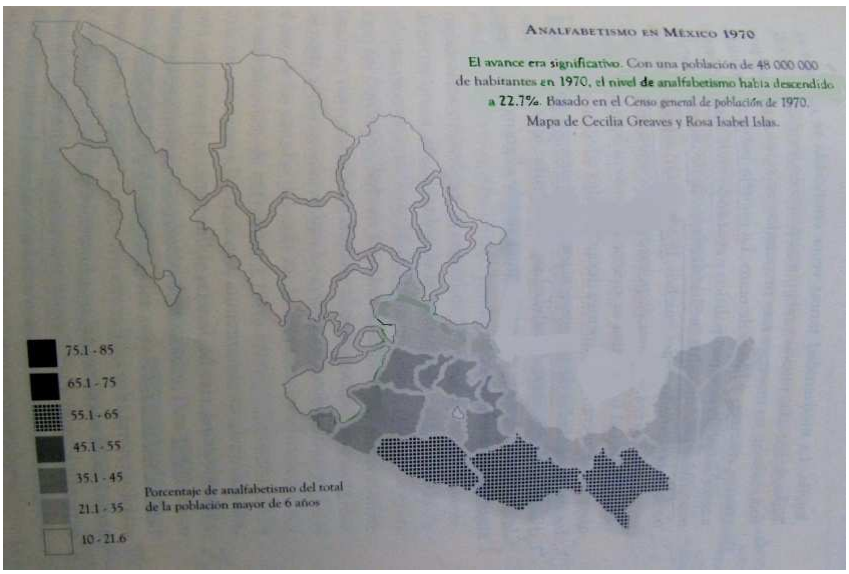
II. UN DESIR DE CHANGEMENT, UNE REFORME AMBITIEUSE (1972-1992)

Après ces événements de la fin des années soixante, les mentalités commençaient à changer au début des années soixante-dix: changement de coutumes et d'attitude des Mexicains, comparables à ceux des autres pays, baisse du nombre d'enfants par famille (la

[1] GREAVES, Cecilia, *La educación en México, op.cit.*, p. 206

devise de l'époque: « la familia pequeña vive mejor[1] ») et une forte migration vers les villes et vers les Etats-Unis s'accentuait. On passa d'un Mexique rural à un Mexique urbain, industrialisé et moderne. Cependant, le pays présentait toujours d'immenses contrastes entre les pauvres et les riches qui se rassemblaient en un petit groupe social, une situation qui s'accentua avec l'ouverture du marché et du néolibéralisme. Des groupes isolés continuaient à exister, ce qui faisait du Mexique un pays toujours pluriethnique avec une population qui parlait plus de cinquante langues différentes (surtout dans le centre et dans le sud du pays). Ce grand contraste économique et culturel entre les régions augmentait le défi de la tâche éducative.

Il y eut de grandes avancées dans le domaine éducatif, si l'on compare aux années quarante : plus de nouvelles écoles équipées, plus de professeurs formés, plus de matériels, de nouveaux programmes et des manuels gratuits pour tous les élèves de primaire. L'unification de l'enseignement avait avancé dans une population culturellement hétérogène. L'analphabétisme avait diminué de plus de la moitié : de 55% en 1940 pour la population âgée de plus de six ans, à 22.7% en 1970. Cependant, le retard dans le milieu rural continuait (seuls 20% des écoles rurales dispensaient les cours des six niveaux complets de primaire) et le déséquilibre régional déjà existant se maintenait (le Nord plus riche et le Sud plus pauvre, avec les plus hauts taux d'analphabétisme).



L'analphabétisme au Mexique en 1970[2].
Les disparités régionales sont bien représentées, surtout la différence Nord/Sud.

[1]Etude démographique de l'INEGI (Institut national de statistiques), p.28, http://www.inegi.org.mx/inegi/contenidos/espanol/prensa/contenidos/Articulos/sociodemograficas/ondas.pdf
[2] Carte de Cecilia Greaves et Rosa Isabel Islas (*La educación en México*, *op.cit.*, p. 215).

L'éducation continuait à être un privilège; la pauvreté, l'isolement et l'hétérogénéité linguistique restaient des barrières infranchissables. Le grand défi des autorités éducatives continuait à être le même : surmonter les grandes inégalités éducatives, augmenter les opportunités éducatives pour toutes les couches sociales grâce à une éducation de qualité.

En ce qui concerne la politique indigène, il y eut des avancées significatives : au milieu des années soixante, l'éducation bilingue devint officielle et le Servicio Nacional de Promotores Indígenas fut créé. En 1973, la SEP élabora des manuels gratuits en langues indigènes. Malgré ces changements, le schéma homogénéisateur de l'éducation de la part de l'Etat continuait (enseignement bilingue pour mieux hispaniser). Même à la fin des années soixante-dix, le gouvernement n'arrivait pas à combiner cultures et langues, traditions et désir de progrès. Les autorités ne remirent pas en question le concept de progrès ni le fait d'imposer un seul modèle éducatif dans une société hétérogène.

En 1970, le nouveau président Luis Echeverría (1970-1976) décida d'avoir un discours plus souple et plus à gauche (sans abandonner le contrôle dur du parti officiel) pour calmer les esprits ; le mal être de la société était devenu si profond qu'il n'était plus possible de retarder des changements. Le gouvernement d'Echeverría engagea donc une politique dite « d'ouverture démocratique[1] ».

Le ministre de l'éducation de l'époque, Víctor Bravo Ahuja, décida de mettre en place une réforme complète du système éducatif dès 1970. Le principal objectif de cette réforme était de consolider l'unité nationale en déclarant offrir des chances de réussite à tous les Mexicains, en particulier les plus défavorisés. Il voulait aussi moderniser l'éducation et rendre plus fonctionnelle l'organisation du ministère (la SEP) en commençant la décentralisation du système pour une meilleure organisation (le pays fut divisé en neuf régions et 37 sous-unités). Le 13 décembre 1973, dans le cadre de la nouvelle réforme éducative, une nouvelle Loi Fédérale de l'Education fut publiée (elle remplaça la Loi Organique de l'Education Publique de 1941). Cette nouvelle loi redéfinit l'éducation comme « institución del bien común »[2], elle reprit les principes traditionnels de l'article 3 de la Constitution, et elle vit l'éducation comme

[1] Entre guillemets car Echeverría aurait participé à la « guerra sucia » : période des années 70 et 80 durant laquelle des opposants au régime du PRI, ont été torturés, assassinés ou ont disparu du fait des militaires ou des forces de sécurité. ROBIN, Yves, *L'image de la France au Mexique, Représentations scolaires et mémoire collective*, L'Harmattan, Paris, 2011, p.81.
[2] L'éducation au Mexique sur le site officiel du gouvernement:
http://www.diputados.gob.mx/cesop/Comisiones/2_educacion.htm

un moyen d'atteindre des objectifs sociaux : transformer l'économie et la société pour moderniser les mentalités et promouvoir une organisation juste pour répartir les chances de manière égalitaire.

A cause de la persistance de l'analphabétisme (22.7% en 1970), la SEP créa en 1971 les "Centros de Educación Básica para Adultos" (aujourd'hui INEA "Instituto Nacional de Educación para Adultos") pour donner aux adultes de plus de quinze ans qui n'avaient pas été à l'école ou au collège la possibilité d'y retourner ; c'était une formation extrascolaire qui s'appuyait sur l'autodidactisme, la SEP ayant élaboré et produit des manuels spécialement pour ces cas-là. De plus, en 1976, la Loi Nationale de l'Education pour Adultes fut promulguée pour régulariser ce type d'éducation. Par ailleurs, la formation des maîtres devenait plus complète, se transformant en licence avec la création de la « Dirección General de Mejoramiento Profesional del Magisterio ». L'éducation de masse via la radio, la télévision, les livres et revues fut largement utilisée (la SEP publia 315 livres dans la collection « SEP-setentas » et produisit 42 courts métrages éducatifs).

A. Les manuels gratuits

Après plus de 12 ans d'existence des manuels gratuits sans changement, le gouvernement décida d'actualiser et d'améliorer les manuels : pour cette nouvelle réforme de l'éducation, c'est une équipe de spécialistes qui rénova les méthodes pédagogiques et les manuels gratuits de primaire, contrairement à ce qui avait été fait pour les manuels de première génération que tous les Mexicains étaient invités à élaborer. Ces spécialites voulaient développer chez les enfants un esprit scientifique et une attitude active, une conscience historique, un sens de la relativité de la connaissance pour l'adapter à l'avenir, et créer une vie commune tolérante[1]. Pour cela, le but était de faire participer davantage l'élève pour en finir avec les cours de type magistral : « Un concepto fundamental en esta reorientación fue la participación activa del alumnado en los procesos de aprendizaje. Era necesario eliminar actitudes y material que propiciaran la pasividad de los alumnos o que alimentaran el memorismo. »[2] Il fallait permettre aux élèves d'appliquer les connaissances scientifiques apprises à l'école dans la vie de tous les jours:

[1] ZORAIDA VAZQUEZ, Josefina, *La educación en México*, *op.cit.*, p. 221
[2] SEP, *Comisión…,* op.cit., p.47.

« Los conocimientos debían trasmitirse, no en función de un grado escolar, sino de su utilidad y aplicación práctica, a lo largo de la vida de cada estudiante. El segundo concepto ratificó el carácter científico de la escuela. Toda enseñanza debía fundamentarse en hechos comprobados. El alumnado conocería y aplicaría los pasos del método científico para explicar los fenómenos naturales dentro y fuera del ámbito escolar[1]».

Par ailleurs, les nouveaux programmes soulignaient l'importance de la conservation des traditions spécifiquement mexicaines, le but étant de développer l'intégration et l'unité des Mexicains. Ces nouveaux manuels gratuits furent élaborés en 1971 et publiés entre 1972 et 1974.

Le grand changement d'un point de vue didactique, presque révolutionnaire, fut de « supprimer », en quelque sorte, les matières pour les regrouper en deux spécialités (langues et sciences) divisées en quatre domaines : les sciences naturelles et les sciences sociales (qui faisaient partie de la spécialité sciences), l'espagnol et les mathématiques (qui étaient du domaine des langues). Les dénominations « histoire », « géographie » ou « éducation civique » disparurent pour être intégrées dans le champ des « sciences sociales ». On ajoutait à ces quatre domaines l'éducation physique, artistique et technologique. Tous ces domaines avaient pour but de former intégralement les habitudes et attitudes des élèves mexicains pour une application de ces connaissances dans la vie quotidienne. Les cahiers d'exercices qui accompagnaient les manuels de la première génération disparurent également, mais pour le niveau 1 de primaire (« 1er grado ») la Commission créa un cahier de découpage en plus du manuel pour pratiquer l'écriture et les travaux manuels. Cette nouvelle organisation venait concrétiser l'idée que l'Ecole, plus que transmettre des connaissances, devait développer des attitudes d'expérimentation, de réflexion et d'auto-apprentissage. Ce programme fut appliqué à l'école primaire et seulement en partie pour le collège à cause des réticences du syndicat, le SNTE, face à cette nouvelle réforme.

Pour se démarquer des « Libros de la Patria » des années soixante, la Commission décida de changer les couvertures des manuels. Chaque manuel aurait une couverture différente selon son niveau et son domaine mais avec un thème commun : les jouets et l'artisanat mexicain (pour mettre les élèves en contact avec l'art populaire qui caractérise le Mexique). L'artiste mexicain Juan Ramón Arana réalisa les couvertures (des photos de collages).

[1] SEP, *Comisión…,* op.cit., p.48.

Les couvertures des manuels gratuits de 1972 de la SEP.
La première couverture à gauche du manuel de sciences sociales du « 3er grado » représente l'emblème national (avec l'aigle et le serpent), la deuxième couverture, aussi de sciences sociales, de « 2do grado » représente une cloche en forme de bilboquet (jouet typiquement mexicain) et la troisième de mathématiques de « 4to grado » représente une piñata (c'est un récipient, qui peut prendre la forme d'une figurine ou de tout autre objet, que l'on remplit de sucreries et de jouets).

Les manuels gratuits issus de cette réforme allaient rester en vigueur jusqu'en 1992, même s'ils subirent quelques modifications, en particulier lors de la réforme de 1980, lorsque la Commission décida la refonte des manuels de première et de deuxième année : les contenus restèrent identiques mais toutes les matières furent regroupées en un seul ouvrage, avec l'argument que les enfants de six ans avaient du mal à faire la différence entre les matières (différencier les sciences sociales des mathématiques par exemple). Ils allaient donc apprendre tout le programme sans faire de différence entre les matières puis à partir du « 3er grado», ils étudiaient avec les manuels comportant les différents domaines ou matières (sciences sociales, mathématiques, etc.). Le nombre de manuels pour les deux premières années se réduisait donc à deux par année (« Mi libro de primero 1 », « Mi libro de primero 2 », etc.).

En 1982, la Commission décida de changer les couvertures des manuels de première et deuxième année qui avaient été fusionnés et fit appel au concepteur graphique uruguayen Carlos Palleiro et à l'artiste mexicain Felipe Dávalos. Ce fut la première fois que des dessins furent utilisés ; ils représentaient des enfants avec de la faune et de la flore, des arcs en ciel et des cerfs volants.

Couvertures réalisée par Carlos Palleiro et Felipe Dávalos en 1982 des manuels de la SEP des deux premiers niveaux de primaire et du manuel de sciences naturelles du troisième niveau.

Enfin, en 1987, nouveau changement des couvertures des manuels gratuits, cette fois la Commission reprit l'idée de Martín Luis Guzmán dans les années soixante et fit appel à des peintres de différents courants artistiques afin de faire connaître aux élèves mexicains l'art mexicain contemporain : « Geometrismo, neofiguración, surrealismo, abstracción y la escuela mexicana de pintura fueron algunos de los movimientos que dejaron su impronta en las portada[1] ».

Quelques exemples de couvertures des manuels gratuits de la SEP de 1987.

[1] SEP, *Comisión…,* op.cit., p.60.

B. Le contexte sociopolitique et économique du Mexique des années 80

Sous la présidence de José López Portillo (1976-1982) le Mexique connut sa plus grave crise économique depuis la Révolution, du fait de la dilapidation des moyens publics et des trop nombreux emprunts pour le traitement du pétrole. Cette crise causa une inflation des prix et une augmentation des taux d'intérêts des prêts, ce qui obligea le Mexique à faire des emprunts supplémentaires qui multiplièrent par quatre la dette externe. López Portillo prit la décision de nationaliser les banques du pays, ce qui entraîna la dévaluation du peso, des faillites, du chômage et une inflation croissante.

Le président suivant, Miguel de la Madrid Hurtado (1982-1988), un bureaucrate qui venait du Banco de México, était convaincu qu'il fallait faire de grands sacrifices pour faire entrer le pays dans une globalisation croissante afin d'améliorer sa situation. Il réussit à signer un accord avec le FMI (Fonds Monétaire International) pour avoir un sursis dans le remboursement des dettes et faire de nouveaux crédits. Ce fut à partir de ce gouvernement que les orientations politiques et économiques du PRI commencèrent à changer avec l'arrivée des technocrates[1] au gouvernement[2] :

« Con el gobierno de Miguel de la Madrid (1982-1988), casi todo cambió. Frente al juego metafórico y el idealismo, se opusieron la frialdad del cálculo y una retórica mesurada y pragmática; en él se abandonaron los grandes proyectos económicos neopopulistas del pasado inmediato. El gran objetivo consistiría desde entonces en la reestructuración del Estado y sus dimensiones. […]Se empezó a hablar de la necesidad de reemplazar al Estado obeso e incapaz por uno fuerte y eficiente, en clara alusión a los sexenios de estrategia económica teniendo como soporte y centro de acción al crecimiento de la actividad económica del Estado. […] Así, desde la presidencia de Miguel de la Madrid, ya no el Estado sino el empresariado nacional sería el encargado de reactivar y llevar a cabo el nuevo impulso económico del país. Especialmente con la profundización del programa de privatizaciones y la venta de los bancos al sector privado, se dieron cambios también importantes en este sector. No solo los antiguos grupos empresariales salieron beneficiados por el proceso de privatizaciones de las empresas paraestatales, acentuado en la presidencia de Salinas de Gortari, sino también emergió un nuevo grupo de empresarios que cobijados por la reorientación económica del gobierno consolidó su posición en la década de los 80 y mediados de los 90[3]».

---

[1] « Homme, femme politique ou haut fonctionnaire qui fait prévaloir les données techniques ou économiques sur les facteurs humains. », http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/technocrate

[2] WARD, Peter, "De clientelismo a tecnocracia: cambios recientes en la gestión municipal en México", in *Política y Gobierno*, vol. V, núm. 1, primer semestre de 1998, México, http://www.politicaygobierno.cide.edu/num_anteriores/Vol_V_N1_1998/Ward.pdf

[3] VILLAFANE LOPEZ, Víctor, *La transición de México a fin del siglo*, ITESM, Campus Monterrey, http://www.mty.itesm.mx/dhcs/deptos/ri/ri-802/lecturas/lecvmx108.html

Cette situation de crise dans le pays eut pour conséquence une baisse du budget de l'éducation. De 1970 à 1981, le pourcentage du PIB destiné à l'éducation avait augmenté de 1.76% à 5.5% ; cependant de 1982 à 1988 il fut réduit de 3.25% à 2.84%. Les deux ministres de l'éducation qui se succédèrent durant ce sexennat, Jesús Reyes Heroles puis à partir de 1985 Miguel González Avelar, durent mettre de côté d'importants projets pour l'éducation (le développement de la recherche éducative, en particulier, ou l'évaluation des professeurs, ne purent se mettre en place à cause de la crise mais également à cause de la résistance du SNTE). Il y eut donc un recul des avancées dans le domaine de l'éducation durant cette période :

« La crisis también afectó la demanda de escolaridad en la población de menores ingresos y acrecentó sus niveles de reprobación escolar. En esas condiciones, el sistema educativo mexicano interrumpió las tendencias expansivas que lo habían caracterizado en décadas anteriores[1].»

Les objectifs de la SEP durant ce sexennat (1982-1988) étaient de continuer la décentralisation de l'éducation (c'est-à-dire de mettre l'éducation davantage à la charge des Etats plutôt qu'à celle du gouvernement fédéral), d'élever la qualité de l'éducation, de combattre le décrochage scolaire et de réussir une meilleure cohérence dans les programmes, car les autorités s'étaient rendu compte que l'objectif de diminuer l'analphabétisme n'était plus suffisant et qu'il fallait améliorer la vie quotidienne des individus :

« Este programa introdujo el concepto de calidad como un elemento central para consolidar la política educativa. Este nuevo énfasis marcó la diferencia con los gobiernos anteriores que se habían preocupado exclusivamente por incrementar la capacidad física del sistema educativo, dejando de lado la calidad de los servicios educativos[2]».

Ce fut dans ce but que l'INEA (institut dédié à l'éducation des adultes de plus de 15ans) publia douze nouveaux manuels et élargit son système d'éducation : il ne concernait plus seulement le niveau du primaire, mais aussi du collège et des formations professionnelles débouchant plus facilement sur un travail furent créées. De plus, la SEP publia quarante manuels en langues indigènes pour favoriser la lecture et l'écriture en langue maternelle des communautés indigènes qui souffraient d'un énorme retard dans l'éducation à cause de l'absentéisme, l'objectif étant de les hispaniser ensuite.

En plus des dettes et de l'inflation, en septembre 1985 il y eut le désastre du grand tremblement de terre à Mexico D.F. Des milliers de bâtiments scolaires furent détruits ou

[1] CASTREJON, Jaime, *Ensayos sobre política educativa*, INAP, México, 1986, p.124.
[2] L'éducation au Mexique sur le site officiel du gouvernement: http://www.diputados.gob.mx/cesop/Comisiones/2_educacion.htm

détériorés ce qui affecta l'éducation publique qui avait déjà un budget très faible. A ce désastre, s'ajoutèrent des affrontements entre les autorités de la SEP et le groupe *Vanguardia Revolucionaria del Magisterio* mené par Carlos Jonguitud, leader du SNTE (depuis quelques années, le syndicat s'opposait par exemple aux tentatives de décentralisation de la SEP car cela risquait de lui faire perdre du pouvoir). La campagne de la SEP contre le décrochage scolaire eut un certain succès mais il n'y eut pas d'élévation de la qualité de l'enseignement. De la Madrid donna un peu d'argent pour les bibliothèques (les 351 bibliothèques qui existaient en 1982 s'étaient multipliées par dix en 1988) et pour équiper les laboratoires d'université afin de développer la recherche, en plus des bourses de recherche.

La crise économique et la globalisation obligèrent le gouvernement De la Madrid à une plus grande ouverture vers les marchés extérieurs pour favoriser la compétitivité des produits mexicains, ce qui provoqua la faillite des entreprises qui se développaient grâce à la politique de protectionnisme. Ces changements drastiques affectèrent le système politique qui avait essayé de se moderniser avec une représentation de plusieurs partis au Congrès (les députés se multiplièrent ainsi que le budget pour les entretenir). La pauvreté et l'érosion du parti officiel créèrent une plus grande politisation de la population, ce qui rendit les élections de 1988 très concurrentielles.

III. LA REFORME DE LA MODERNISATION EDUCATIVE, CHANGEMENT DE CAP (1988-2009)

Avant les élections de 1988, l'intention politique du PRI était claire : maintenir à tout prix sa position hégémonique. C'est dans ce contexte que fut adopté le Code Fédéral Electoral qui allait être en vigueur pour les élections de 1988:

« Este código reglamentaba y precisaba las reformas constitucionales en materia electoral, las cuales habían sido diseñadas para impedir que el PRI perdiera el control de la Cámara de Diputados. […] El secretario de Gobernación controlaba y nombraba a todos los funcionarios encargados de la elección y esta ampliación de facultades favorecía evidentemente al partido en el poder, el cual logró la mayoría de los votos en la Comisión Federal Electoral (CFE), al establecerse que el mecanismo de integración se basara en un sistema de representación proporcional acorde con los sufragios obtenidos en la elección federal anterior. Con esta nueva regla, los partidos de oposición, aun unidos, no tenían capacidad para oponerse a una

decisión del partido en el gobierno. […] La ley hacía casi imposible poder comprobar el fraude[1] ».

Avec la crise économique, les débats s'intensifièrent sur les stratégies économiques mises en place avec le gouvernement de Miguel de la Madrid (une politique de privatisations et d'ouverture du marché au monde extérieur, une économie libérale) qui rompaient avec la politique nationaliste révolutionnaire du PRI originel. C'est pour cette raison que certains membres du PRI se séparèrent du parti pour former des partis indépendants de droite ou de gauche, en plus des autres partis. Ce fut le cas de "Corriente Democrática" un groupe dissident formé par des représentants du PRI, dont Cuauhtémoc Cárdenas (fils du président Lázaro Cárdenas 1934-1940):

« A partir de agosto de 1985 cobraron forma organizativa con la conformación de la Corriente Democrática. Las banderas originales de este grupo surgido en el interior del PRI representaban la democratización del partido y la crítica al alejamiento de los principios revolucionarios. Se cuestionaron los mecanismos utilizados para elegir al candidato presidencial y se demandó democracia interna para elegirlo[2]».

En 1987, la nomination de Carlos Salinas de Gortari comme candidat officiel du PRI pour les élections présidentielles sans qu'il y ait eu de véritables élections provoqua la séparation des membres de Corriente Democrática du PRI. Salinas représentait une vision économique néolibérale avec privatisations et une politique modernisatrice, alors que les dissidents du PRI voulaient garder une politique économique nationaliste et une politique corporatiste.

La modification des règles institutionnelles fut un retour en arrière au niveau législatif, car le pouvoir en place acquérait plus d'emprise et de contrôle sur les élections mais cette modification eut aussi des conséquences non prévues par le PRI. Ce fut l'opportunité pour un des partis de l'opposition de faire son apparition, le Frente Democrático Nacional (FDN) qui est l'ancêtre de l'actuel Partido de la Revolución Democrática (PRD). Cuauhtémoc Cárdenas séparé du PRI depuis peu, accepta d'être candidat du Partido Auténtico de la Revolución Mexicana (PARM) mais ensuite ce parti s'allia au FDN et Cárdenas fut le candidat officiel du FDN. Ce parti fut une alliance de plusieurs organisations politiques de gauche: «los Partidos Auténtico de la Revolución Mexicana, Popular Socialista, Frente Cardenista de

[1] CAMPUZANO MONTOYA, Irma,"Las elecciones de 1988", in *Estudios de Historia Moderna y Contemporánea de México*, Martha Beatriz Loyo (editora), Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Históricas, v. 23, México, 2002, p. 207-241, http://www.historicas.unam.mx/moderna/ehmc/ehmc23/286.html
[2] CAMPUZANO MONTOYA, Irma, *ibid.*

Reconstrucción Nacional y por el Partido Mexicano Socialista[1] ». En changeant les règles électorales le PRI n'avait plus besoin du soutien des petits partis satellites pour gagner des élections, c'est pour cela que tous ces partis s'allièrent et formèrent le FDN. De plus, le PAN (parti de droite conservateur) aussi commençait à s'imposer grâce à des victoires régionales et nomma comme candidat pour les élections présidentielles Manuel J. Clouthier, un entrepreneur du Nord qui venait de se joindre au parti depuis peu (auparavant, il avait essayé d'être candidat du PRI aux élections du maire de Culiacán, sans y parvenir).

Durant la campagne, la popularité de Cárdenas augmentait. La campagne du FDN se basait sur la critique du parti au pouvoir, le PRI, sur le besoin de retrouver des valeurs démocratiques et contre l'économie néolibérale soutenue par Salinas : « Construir una opción popular, nacionalista y democrática contribuyó a definir su identidad como partido de oposición. »[2] Cette popularité du FDN commença à inquiéter les représentants du PRI. Peu de temps avant les élections, deux leaders du FDN furent assassinés :

« Desde un primer momento, la campaña de Cuauhtémoc Cárdenas prendió y fue creciendo paulatina y consistentemente. El sistema político mexicano, sin embargo, no estaba dispuesto a perder: cuatro días antes de las elecciones, el 2 de julio, Xavier Ovando y Román Gil, responsables del cómputo electoral del FDN, fueron asesinados en la ciudad de México[3]».

Le jour des élections, les résultats des votes qui arrivaient peu à peu donnaient Cárdenas comme vainqueur jusqu'à ce que le président de la Commission Fédérale Électorale de l'époque, Manuel Bartlett Díaz, annonçât le report de l'annonce des résultats en raison d'une panne du système de comptage vers 20h30. Plus personne n'eut accès aux résultats jusqu'au lendemain où le candidat officiel du PRI apparut victorieux avec 50,36% des votes contre 31,12% pour Cuauhtémoc Cárdenas du FDN et 17.07% pour Manuel J. Clouthier du PAN[4]. En plus de ces résultats incertains, le pourcentage d'abstention pour ces élections était anormalement élevé :

« Otro elemento de interrogante fue el incremento de la abstención electoral, que en 1982 fue de 25%, mientras que en las elecciones de 1988 fue superior a 48%. Fue difícil explicar por qué en una elección presidencial la abstención alcanzaba prácticamente a la mitad de la población empadronada, particularmente cuando la elección se dio en un contexto de gran movilización y competencia[5]».

---

[1] RAMALES OSORIO, Martín Carlos, "México: fraudes electorales, autoritarismo y represión. Del Estado benefactor al Estado neoliberal", in *Contribuciones a las Ciencias Sociales*, juillet 2009, http://www.eumed.net/rev/cccss/05/mcro.htm
[2] CAMPUZANO MONTOYA, Irma, *Estudios de Historia Moderna y Contemporánea de México*, *op.cit.*
[3] Site officiel du PRD, *Historia del PRD*, http://www.prd.org.mx/portal/documentos/historia_PRD.pdf
[4] RAMALES OSORIO, Martín Carlos, *op.cit.*
[5] CAMPUZANO MONTOYA, Irma, *Estudios de Historia Moderna y Contemporánea de México*, *op.cit.*

Tous les candidats de l'opposition dénoncèrent les résultats et appelèrent à annuler le scrutin. Malgré les protestations Salinas de Gortari prit ses fonctions de Président du Mexique le 1er décembre 1988 ; il le restera jusqu'en 1994. Durant son sexennat, sa politique économique libérale commença par la vente des banques nationalisées ainsi que celle de beaucoup d'entreprises qui appartenaient au gouvernement mais qui étaient mal gérées. Même si la privatisation continuait, l'Etat continuait de prendre les décisions:

« Lo interesante de este período fue el hecho de que en realidad no entró en acción un nuevo liberalismo económico, sino que el intervencionismo presidencial fue mayor en la asignación de los recursos, en los procedimientos de las privatizaciones, etc. En realidad, el desmantelamiento del Estado populista no significó una pérdida del poder presidencial; por el contrario éste fue fortalecido, internamente por las fuerzas del viejo priísmo que se aliaron a este proyecto frente a la amenaza de la corriente democratizadora enarbolada por Cárdenas y Muñoz Ledo, que atentaban contra las bases del viejo poder; externamente, por el apoyo decidido de los Estados Unidos que vieron en Salinas de Gortari un paradigma para los proyectos de desregulación en todo el mundo[1]».

En 1992, Salinas signa avec les Etats-Unis et le Canada l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) ou en espagnol, el Tratado de Libre Comercio de América del Norte (TLCAN), ce qui fut l'aboutissement de cette politique économique. Cet accord avait pour but de faciliter le commerce et les investissements entre les trois pays mais il s'est avéré désavantageux pour le Mexique : « Sin considerar las diferencias estructurales entre los tres países, era, en cierto modo, desfavorable para México[2]».

A. Programme pour la Modernisation Educative (1989-1994)

En ce qui concerne l'éducation, Salinas voulait développer la recherche de pointe pour avoir plus de Mexicains formés mais la Banque Mondiale lui conseilla de se concentrer sur l'éducation « de base ». Un nouveau programme d'éducation se mit donc en place pour trouver des solutions aux problèmes de l'éducation, l'absentéisme, la mauvaise qualité de l'enseignement, les inégalités géographiques et sociales, la mauvaise organisation du système éducatif. La solution fut la décentralisation:

« Se elaboró una agenda de « modernización de la educación », que repetía los tradicionales objetivos de mejorar la calidad, aumentar la escolaridad, descentralizar por completo el sistema e intentar que la sociedad participara en la tarea[3]».

[1] VILLAFANE LOPEZ, Víctor, *La transición de México a fin del siglo, op.cit.*
[2] ZORAIDA VAZQUEZ, Josefina, *La educación en México*, *op.cit.*, p. 231.
[3] ZORAIDA VAZQUEZ, Josefina, *La educación en México*, *op.cit.*, p. 231.

La nouveauté fut d'impliquer dans le processus enseignement-apprentissage les parents d'élèves, les professeurs et d'autres groupes de la société (les syndicats ou l'Eglise, par exemple) qui formeraient des « Consejos de Participación Social » dans chaque école et ville pour résoudre des problèmes concrets de l'éducation: « para hacer a la tarea educativa integral y comprometida en la solución de los problemas nacionales, de acuerdo con viejos ideales de la década de los veinte[1]».

Cette nouvelle réforme éducative s'appela « Programme pour la Modernisation Educative » (1989-1994) dont l'idée principale était d'intégrer le processus éducatif au développement économique du pays. Une des grandes difficultés de ce programme était la décentralisation du système éducatif ; le but de Salinas était donc de gagner le défi de la décentralisation. Il avait dans son point de mire les syndicats qui représentaient pour lui un obstacle au développement du pays. Salinas fit emprisonner La Quina (le leader du syndicat pétrolier) et fit destituer le leader du syndicat de l'éducation, le SNTE, Carlos Jonguitud. Ce coup porté au syndicat ne réussit pas à le démanteler ; Elba Esther Gordillo prit la place de Jonguitud à la tête du syndicat : «su hábil discípula, quien desplazó a Vanguardia y la reemplazó por su propio grupo[2]». De 1989 à 2013, elle fut la présidente, élue à vie[3] du plus grand syndicat d'Amérique avec plus d'un million sept cent cinquante mille affiliés. La SNTE continua donc de boycotter la décentralisation de l'éducation ce qui retarda le processus.

Salinas choisit Manuel Bartlett comme ministre de l'Education en décembre 1988 (ancien ministre de l'Intérieur, « secretario de Gobernación ») ; il occupa ce poste durant trois ans et demi pour le laisser et postuler comme candidat aux élections de gouverneur de Puebla ; durant ces trois années, il ne réussit pas à s'entendre avec le SNTE et échoua donc dans la réalisation de la décentralisation. Son remplaçant, Ernesto Zedillo démissionna après presque deux ans (janvier 1992-novembre 1993) comme ministre de l'Education pour diriger la campagne du candidat officiel du PRI à la présidence, Luis Donaldo Colosio (Zedillo le remplacera comme candidat officiel après son assassinat). Fernando Solana prit la place de Zedillo seulement pendant quelques mois ; Ángel Pescador le remplacera et terminera le sexennat comme ministre de l'Education. De si nombreux changements de ministres ne favorisèrent pas une action cohérente.

---

[1] ZORAIDA VAZQUEZ, Josefina, *La modernización educativa (1989-1994)*, El Colegio de México, México, http://zona-bajio.com/La%20Modernizacion%20Educativa.pdf

[2] ZORAIDA VAZQUEZ, Josefina, *La educación en México*, *op.cit.*,, p. 230.

[3] Lorsque l'on parle d'elle, elle est toujours appelée « Presidente vitalicia del SNTE ». Les dernières "élections" pour la présidence du SNTE datent du 20 octobre 2012 où elle fut réélue présidente pour la période 2012-2018, mais elle était l'unique candidate à la présidence. En 2013 elle a été arrêtée pour corruption.

Zedillo fut le ministre de l'Education qui réussit à trouver un accord avec le SNTE pour la décentralisation avec la signature entre le SNTE et le gouvernement de l'Accord National pour la Modernisation de l'enseignement « de base » (Acuerdo Nacional para la Modernización de la Educación Básica) en 1992:

«Para algunos autores, aunque los procesos de descentralización educativa se anunciaron desde el gobierno de Miguel de la Madrid, se formalizaron durante el periodo sexenal de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994) con la firma del Acuerdo Nacional para la Modernización de la Educación Básica en el año de 1992. A partir de ese momento, los gobiernos estatales se hicieron cargo de la dirección de los centros educativos que el gobierno federal tenía a su cargo. El gobierno federal, por su parte, continuó con la obligación de vigilar en toda la República el cumplimiento del artículo tercero constitucional, así como de promover y programar la extensión y las modalidades del sistema educativo nacional; formular planes y programas, y concertar con las entidades federativas las acciones necesarias para abatir y superar los rezagos en la materia[1]».

Le contrôle de l'enseignement "de base" et des "normales" (écoles de formation des maîtres) allait être à partir de cette date à la charge des gouvernements des Etats même si la SEP, donc le gouvernement fédéral, garda le pouvoir sur les réformes, les programmes et les matériels éducatifs dans tout le pays. Il y eut donc un transfert des ressources: les Etats durent assumer financièrement une grande partie de l'éducation sur leurs territoires (salaires des professeurs mais aussi de tous les responsables d'éducation, investissement dans les structures et les bâtiments, etc.) mais le SNTE resta le bénéficiaire du contrat collectif (il ne perdit donc pas ses privilèges) et obtint une augmentation des salaires. Le contrat collectif, dont le SNTE était le bénéficiaire, existait depuis la création officielle du syndicat en accord avec le gouvernement de l'époque en 1944 et est toujours en vigueur :

« El registro definitivo del SNTE y la obtención de la titularidad del contrato colectivo se dio, según Aurora Loyo, el 15 de julio de 1944 por el Tribunal Federal de Conciliación y Arbitraje. Los principales privilegios se otorgaron al SNTE poco después de su creación mediante el acuerdo presidencial que estableció el Reglamento de las Condiciones Generales de Trabajo de 1946, que está todavía vigente (¡!). He aquí los privilegios: 1. El SNTE fue designado como "la agrupación gremial legalmente reconocida". 2. La SEP se obliga a contratar su personal de base a través del SNTE. 3. Son trabajadores de base —ergo, miembros del sindicato— los directores federales de educación (cap. II-C) .

[1] L'éducation au Mexique sur le site officiel du gouvernement: http://www.diputados.gob.mx/cesop/Comisiones/2_educacion.htm

4. Son trabajadores de base docentes, todos aquellos "que realicen funciones pedagógicas", a saber: maestros, directores, inspectores, jefes de sector, etcétera (cap. II, art. 6)[1] ».

Cela veut dire que ceux qui font partie du syndicat de l'éducation ne sont pas seulement les professeurs mais aussi ceux qui ont des postes de direction dans l'éducation comme les directeurs d'école, les inspecteurs, les chefs de secteur, etc. Par exemple, un directeur n'est pas plus haut hiérarchiquement qu'un professeur ; si un professeur a un problème avec son directeur ou vice versa, pour résoudre leur problème, les deux personnes devront appeler un délégué du syndicat qui arbitrera le litige pour l'un ou l'autre. Le directeur n'a aucune autorité. C'est donc un contrôle total qu'a le SNTE sur tous les travailleurs de l'éducation et sur les postes à haut rang : la SEP doit engager des membres du SNTE pour les postes en général (c'est pour cela que le SNTE est le syndicat de l'éducation le plus important et puissant d'Amérique Latine, puisque presque tous les professeurs ou travailleurs de l'éducation y sont affiliés s'ils veulent un poste, et le SNTE récupère 1% du salaire de chaque travailleur affilié[2]). Le syndicat n'a plus vraiment le rôle de défenseur des travailleurs mais davantage le rôle de patron :

« En buena lógica administrativa, la dirección de la escuela debería estar controlada por la autoridad educativa (SEP federal o SEP estatal). De esa manera los Consejos Técnicos Escolares deberían ser espacios de representación académica donde los docentes podrían negociar cotidianamente sus ideas, proyectos e intereses pedagógicos frente a la autoridad escolar (el director). Sin embargo, estos espacios le han sido sustraídos a los docentes por el sindicato, porque éste ha diluido la figura de la autoridad escolar; como consecuencia, los Consejos Técnicos —cuando existen— son estructuras planas y sin una real dinámica de trabajo colegiado[3]».

Le fonctionnement du SNTE est donc particulier, il est étroitement lié à la politique des Etats et de l'Etat Fédéral, et le syndicat maintient son influence alors que les présidents se succèdent. C'est pour cela que la tâche de la décentralisation fut si compliquée à appliquer pour les gouvernements, le SNTE faisant pression pour ne pas perdre ses privilèges. Ce fut donc avec le ministre de l'éducation Zedillo sous le sexennat de Carlos Salinas, qu'un accord fut enfin trouvé avec le SNTE sur la décentralisation, comme mentionné plus haut, l'Accord National pour la Modernisation de

[1] GUEVARA NIEBLA, Gilberto, " Leyes que sustentan el poder del SNTE", *Nexos* , México, 1 juin 2012; http://www.nexos.com.mx/?Article=2102721&P=leerarticulo
[2] MARGENA, "Por cuotas mensuales, el SNTE obtiene unos 10 mdp de maestros de Guerrero", *La Jornada Guerrero,* Guerrero, 9 mars 2009: http://www.lajornadaguerrero.com.mx/2009/03/09/index.php?section=sociedad&article=010n1soc
[3] GUEVARA NIEBLA, Gilberto, *Nexo, op.cit.*

l'enseignement « de base » de 1992. De cet accord découlèrent les réformes constitutionnelles de 1992 et 1993 et la création de la Loi Générale de l'Education du 12 juillet 1993.

B. Réforme de l'article 3 de la Constitution, en janvier 1992 et mars 1993

Une des plus grandes réformes constitutionnelles de la Constitution de 1917 date de cette période. En 1992 et en 1993, le gouvernement réforma plusieurs articles : l'article 4 (l'Etat reconnaît constitutionnellement la nature pluriculturelle et le plurilinguisme du Mexique), l'article 102 (création d'une Commission Nationale des Droits de l'Homme pour combattre les injustices dans le pays), et les articles 3, 5, 24, 27 et 130 (tout ce qui concerne les nouvelles relations entre l'Etat et l'Eglise : les membres du clergé peuvent voter, ce qui leur était interdit auparavant, ils ont une représentation juridique, ils sont autorisés à célébrer le culte à l'extérieur des temples, des ordres monastiques sont autorisés à s'installer, etc.). Toutes ces réformes constitutionnelles restaient toujours dans la ligne conductrice du gouvernement de Salinas dont l'objectif était la modernisation de l'Etat.

Lors de ces réformes constitutionnelles, le vrai grand changement fut la relation entre l'Etat et l'Eglise. Depuis les années quarante, les lois en vigueur qui donnaient une norme par rapport à l'Eglise ne s'appliquaient presque plus, et les gouvernements qui se succédaient avaient une attitude tolérante envers l'Eglise, la laissant célébrer le culte à l'extérieur des temples ou enseigner religieusement dans leur propriétés, ce qui était légalement interdit. Avec ces réformes constitutionnelles, Salinas rendit légal ce qui devenait évident (il y avait un gouffre entre les lois et la réalité) et se faisait en toute impunité depuis les années quarante. Le sexennat de Salinas marqua un changement dans les relations entre l'Etat et l'Eglise puisque le gouvernement se rapprocha de l'Eglise catholique officiellement. En effet, il en avait besoin pour avoir des soutiens : après ces réformes, le Mexique renouera des relations diplomatiques avec le Vatican, interrompues depuis plus d'un siècle. Carlos Salinas sera le premier président mexicain à recevoir le Pape Jean-Paul II en tant que chef d'état du Vatican, en août 1993.

La réforme constitutionnelle qui nous intéresse est celle de l'article 3 en rapport avec l'éducation. Ci-dessous un extrait de l'article 3 de la Constitution publié dans le journal officiel du 5 mars 1993, dernière réforme constitutionnelle faite lors du sexennat de Carlos Salinas :

«Todo individuo tiene derecho a recibir educación. El Estado - Federación, Estados, Municipios – impartirá educación preescolar, primaria y secundaria. La educación primaria y la secundaria son obligatorias.
La educación que imparta el Estado tenderá a desarrollar armónicamente todas las facultades del ser humano y fomentará en él, a la vez, el amor a la Patria y la conciencia de solidaridad internacional, en la independencia y en la justicia.
I.- Garantizada por el artículo 24 la libertad de creencias, dicha educación será laica y, por tanto, se mantendrá por completo ajena a cualquier doctrina religiosa;
II.- El criterio que orientará a esa educación se basará en los resultados del progreso científico, luchará contra la ignorancia y sus efectos, las servidumbres, los fanatismos y los prejuicios. […]
III.- Para dar pleno cumplimiento a lo dispuesto en el segundo párrafo y en la fracción II, el Ejecutivo Federal determinará los planes y programas de estudio de la educación primaria, secundaria y normal para toda la República. Para tales efectos, el Ejecutivo Federal considerará la opinión de los gobiernos de las entidades federativas y de los diversos sectores sociales involucrados en la educación, en los términos que la ley señale.
IV.- Toda la educación que el Estado imparta será gratuita; […]
VI.- Los particulares podrán impartir educación en todos sus tipos y modalidades. En los términos que establezca la ley, el Estado otorgará y retirará el reconocimiento de validez oficial a los estudios que se realicen en planteles particulares. En el caso de la educación primaria, secundaria y normal, los particulares deberán:
a) Impartir la educación con apego a los mismos fines y criterios que establecen el segundo párrafo y la fracción II, así como cumplir los planes y programas a que se refiere la fracción III, y
b) Obtener previamente, en cada caso, la autorización expresa del poder público, en los términos que establezca la ley;[1]».

Lorsque Zedillo était ministre de l'Education, il annonça que l'éducation « de base » serait la maternelle, la primaire, et le collège inclus et non plus seulement l'éducation primaire comme avant (les deux derniers niveaux étant obligatoires, il faudra attendre les années 2000 pour que la maternelle soit obligatoire) ; le grand changement fut donc de rendre obligatoire le collège (la secundaria). Ce changement fut officiel avec la réforme de l'article 3 de la Constitution où l'éducation de base dispensée par l'Etat se compose des trois niveaux (« preescolar, primaria y secundaria »). De plus le changement dans les rapports entre l'Eglise et l'Etat qui se sont officialisés dans la réforme de plusieurs articles de la Constitution apparaît aussi dans l'article 3: l'interdiction aux ordres religieux ou ministres du culte d'intervenir dans les écoles primaires, collèges, écoles de formation des maîtres, et dans les établissements agricoles et techniques, disparaît. Il sera seulement nécessaire d'avoir une autorisation officielle. De plus, dans les établissements privés, l'enseignement laïc n'est plus imposé mais il devra être conforme aux programmes officiels de la SEP et aux principes énoncés dans les sections II et III de l'article 3° de la Constitution. Enfin, les études faites

[1] Réforme de l'article 3° de la Constitution de 1917 publiée dans le Journal Officiel le 5 mars 1993 : http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_124_05mar93_ima.pdf

dans des séminaires sont reconnues officiellement par l'Etat s'il y a équivalence avec les études supérieures. Avec ces réformes, l'Eglise put donc avoir à nouveau officiellement un rôle dans l'éducation du pays, effaçant plus ou moins les avancées ou les « problèmes » selon le gouvernement, de l'époque de la Réforme et de la Révolution avec la Constitution de 1917:

« Con dichas modificaciones se abrió nuevamente un espacio para la participación de la iglesia en la educación, dejando atrás todos los problemas que tuvieron conservadores y liberales en el siglo XVIII y los inconvenientes que surgieron entre la iglesia y el gobierno con la Constitución de 1917.»[1]

C. La Loi Générale de l'Education du 12 juillet 1993

Cette loi remplace la Loi Fédérale de l'Education de 1973 et la Loi Nationale de l'Education pour les Adultes de 1976, et elle est toujours en vigueur actuellement en 2013[2]. Elle garde le même concept d'éducation que la loi antérieure mais elle introduit un nouveau chapitre appelé « Fédéralisme Educatif » où naît officiellement le nouveau système de fédéralisation et de décentralisation du système éducatif public. Elle vient compléter et réglementer l'article 3 de la Constitution en réaffirmant ses grands principes (obligation scolaire, laïcité, gratuité), comme nous pouvons le voir dans les articles 3, 4, 5 et 6 de la Loi Générale de l'Education:

«**Artículo 3o.-** El Estado está obligado a prestar servicios educativos. […]
Artículo 4o.- Todos los habitantes del país deben cursar la educación preescolar, la primaria y la secundaria. […]
Artículo 5o.- La educación que el Estado imparta será laica y, por lo tanto, se mantendrá por completo ajena a cualquier doctrina religiosa.
Artículo 6o.- La educación que el Estado imparta será gratuita. […][3]».

Elle réaffirme aussi le caractère national de l'éducation dans son article 7:

«**Artículo 7o**.- La educación que impartan el Estado, sus organismos descentralizados y los particulares: […]
III.- Fortalecer la conciencia de la nacionalidad y de la soberanía, el aprecio por la historia, los símbolos patrios y las instituciones nacionales, así como la valoración de las tradiciones y particularidades culturales de las diversas regiones del país; […] [4]».

---

[1] L'éducation au Mexique sur le site officiel de la Chambre des Députés: http://www.diputados.gob.mx/cesop/Comisiones/2_educacion.htm
[2] La description de la loi qui va suivre est dans sa version actuelle, la dernière réforme datant du 9 avril 2012 ; en effet, je n'ai pas pu trouver la version de 1993.
[3] Ley general de educación: http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/137.pdf
[4] Ley general de educación, op. cit.

Comme dans l'article 3 de la Constitution, l'article 8 de la Loi Générale déclare que l'enseignement devra se baser sur des connaissances scientifiques et lutter contre l'ignorance et les superstitions et pour l'égalité des genres :

«**Artículo 8o.-** El criterio que orientará a la educación que el Estado y sus organismos descentralizados impartan […] se basará en los resultados del progreso científico; luchará contra la ignorancia y sus causas y efectos, las servidumbres, los fanatismos, los prejuicios, la formación de estereotipos, la discriminación y la violencia especialmente la que se ejerce contra las mujeres, niñas y niños […].
I.- Será democrático […]
II.- Será nacional […]
III.- Contribuirá a la mejor convivencia humana […], sustentar los ideales de fraternidad e igualdad de derechos de todos los hombres, evitando los privilegios de razas, de religión, de grupos, de sexos o de individuos[1]».

La Loi Générale de l'Education reprend les grands principes de l'article 3 de la Constitution et de plus, décrit de façon détaillée les fonctions de chaque acteur de l'éducation. Dans le chapitre II "Del federalismo educativo", fraction 1 "De la distribución de la función social educativa", l'article 12 de la Loi normalise les fonctions attribuées exclusivement au gouvernement fédéral et à la SEP ; ils sont responsables de l'élaboration des programmes pour l'enseignement primaire, secondaire et la formation des maîtres et de l'élaboration du calendrier scolaire. De plus, cet article rappelle le statut législatif des manuels scolaires gratuits, la SEP étant toujours responsable de l'élaboration et de l'actualisation des manuels scolaires gratuits ainsi que de l'autorisation de l'utilisation d'autres manuels scolaires pour la maternelle, le primaire et le secondaire :

« **Artículo 12.-** Corresponden de manera exclusiva a la autoridad educativa federal las atribuciones siguientes:
I.- Determinar para toda la República los planes y programas de estudio para la educación preescolar, la primaria, la secundaria, la normal y demás para la formación de maestros de educación básica, a cuyo efecto se considerará la opinión de las autoridades educativas locales y de los diversos sectores sociales involucrados en la educación en los términos del artículo 48; *Fracción reformada DOF 10-12-2004*
II.- Establecer el calendario escolar aplicable en toda la República para cada ciclo lectivo de la educación preescolar, la primaria, la secundaria, la normal y demás para la formación de maestros de educación básica; *Fracción reformada DOF 10-12-2004*
III.- Elaborar y mantener actualizados los libros de texto gratuitos, mediante procedimientos que permitan la participación de los diversos sectores sociales involucrados en la educación;
IV.- Autorizar el uso de libros de texto para la educación preescolar, la primaria y la secundaria; *Fracción reformada DOF 10-12-2004* […][2]».

[1] Ley general de educación, op. cit.
[2] ibid.

Quant à l'article 13 de la Loi, il normalise les fonctions attribuées exclusivement aux autorités locales éducatives (Etats et Municipalités) qui peuvent adapter le calendrier officiel ou proposer au ministère les contenus régionaux qui font partie des programmes depuis la réforme de 1992 (comme nous allons le voir par la suite dans la présentation des manuels de cette génération) :

« **Artículo 13**.- Corresponden de manera exclusiva a las autoridades educativas locales, en sus respectivas competencias, las atribuciones siguientes:

I.- Prestar los servicios de educación inicial, básica incluyendo la indígena, especial, así como la normal y demás para la formación de maestros,

II.- Proponer a la Secretaría los contenidos regionales que hayan de incluirse en los planes y programas de estudio para la educación preescolar, la primaria, la secundaria, la normal y demás para la formación de maestros de educación básica;

Fracción reformada DOF 10-12-2004

III.- Ajustar, en su caso, el calendario escolar para cada ciclo lectivo de la educación preescolar, la primaria, la secundaria, la normal y demás para la formación de maestros de educación básica, con respeto al calendario fijado por la Secretaría;

Fe de erratas a la fracción DOF 29-07-1993. Reformada DOF 10-12-2004 […]

VI.- Otorgar, negar y revocar autorización a los particulares para impartir la educación preescolar, la primaria, la secundaria, la normal y demás para la formación de maestros de educación básica;

Fracción reformada DOF 10-12-2004, 28-01-2011 […][1]».

Même si les autorités locales peuvent proposer au ministère les contenus régionaux des manuels, le pouvoir central reste le seul à diriger l'élaboration de ces manuels à contenu régional à travers la Comission Nationale des Manuels Scolaires Gratuits.

Pour ce qui est des manuels gratuits, la seule responsabilité qu'ont les autorités locales est celle de la distribution de ces manuels, comme mentionné dans l'article 19:

«**Artículo 19.-** Será responsabilidad de las autoridades educativas locales realizar una distribución oportuna, completa, amplia y eficiente, de los libros de texto gratuitos y demás materiales educativos complementarios que la Secretaría les proporcione[2]».

De plus, l'article 25 de la Loi établit la répartition du budget que chacun (les Etats, les municipalités, le gouvernement fédéral) doit consacrer au système éducatif, cette fonction n'étant plus à la seule charge du gouvernement fédéral :

« **Artículo 25.-** El Ejecutivo Federal y el gobierno de cada entidad federativa, con sujeción a las disposiciones de ingresos y gasto público correspondientes que resulten aplicables, concurrirán al financiamiento de la educación pública y de los servicios educativos. El monto anual que el Estado -Federación, entidades federativas y municipios-, destine al gasto en educación pública y en los servicios educativos, no podrá ser menor a ocho por ciento del producto interno bruto del país, destinado de este monto, al menos el 1% del producto interno

[1] Ley general de educación, op.cit.
[2] ibid.

bruto a la investigación científica y al desarrollo tecnológico en las Instituciones de Educación Superior Públicas. […][1]».

Par ailleurs, les différents niveaux obligatoires de l'éducation « de base » y sont aussi définis dans l'article 37:

« **Artículo 37.-** La educación de tipo básico está compuesta por el nivel preescolar, el de primaria y el de secundaria. *Párrafo reformado DOF 10-12-2004*[…][2] ».

On peut remarquer que cette loi reconnaît la diversité des langues et des cultures indigènes et propose un enseignement bilingue pour les communautés indigènes, dans son article 7 section IV :

« **IV.-** Promover mediante la enseñanza el conocimiento de la pluralidad lingüística de la Nación y el respeto a los derechos lingüísticos de los pueblos indígenas.
Los hablantes de lenguas indígenas, tendrán acceso a la educación obligatoria en su propia lengua y español. *Fracción reformada DOF 13-03-2003*[3] ».

L'espagnol n'est pas la langue officielle du Mexique, la Constitution actuelle (de 1917) ne fait aucune allusion au statut de l'espagnol, elle reconnaît seulement les langues indigènes comme nationales dans l'article 2, aucune constitution après l'Indépendance, de 1821 à 1917, ne déclare l'espagnol comme officiel, il n'y a aucune référence au statut de la langue espagnole[4], elle est simplement une langue nationale, au même titre que les langues indigènes ou autochtones, comme mentionné dans l'article 4 de la Loi Générale des Droits Linguistiques des Peuples Indigènes (« Ley General de Derechos Lingüísticos de los Pueblos Indígenas », LGDLPI) créée en 2003:

«**Artículo 4.** Las lenguas indígenas que se reconozcan en los términos de la presente Ley y el español son lenguas nacionales por su origen histórico, y tienen la misma validez en su territorio, localización y contexto en que se hablen[5]».

Le fait que l'espagnol ne soit toujours pas reconnu comme langue officielle du Mexique prête à débats, surtout depuis que Jaime Labastida est devenu directeur de la « Academia Mexicana de la Lengua » en février 2011 et qu'il proposa de déclarer l'espagnol

---

[1] Ley general de educación, op. cit.
[2] ibid. Le niveau "secundaria" qui correspond au collège est obligatoire depuis cette Loi en 1993 et le niveau "preescolar" qui correspond à la maternelle est obligatoire depuis 2004.
[3] Ley general de educación, op.cit.
[4] Constituciones generales de México, Cervantes virtual: http://www.cervantesvirtual.com/portal/constituciones/pais.formato?pais=Mexico&indice=constituciones
[5] Ley General de Derechos Lingüísticos de los Pueblos Indígenas: http://site.inali.gob.mx/LGDPI/pdfs/Ley_GDLPI.pdf

langue officielle au Mexique ainsi que les langues indigènes pour chacun des états où elles sont parlées :

« Cabe preguntar, ¿por qué México carece de lengua oficial? Es necesario que, en apoyo de la defensa y del desarrollo de las lenguas originarias de México, ya reconocidas en la Constitución en su carácter de lenguas nacionales, se les otorgue, además, el rango de oficiales en aquellas entidades federativas en las que sean habladas. Junto con esa demanda justa, es necesario que nuestra lengua materna, la lengua española, sea elevada al rango de lengua oficial. No es posible que México, el primer país de la lengua española; aquel que tiene el mayor número de hablantes del español en el mundo (uno de cada cuatro hablantes de la lengua española en el mundo es mexicano), carezca de lengua oficial. El español lo habla el 95% de nuestro pueblo, ya que en él se expresan también los pueblos amerindios[1]».

La langue espagnole reconnue comme langue officielle pourrait être un outil pour l'étatisation et la centralisation qui restent à l'ordre du jour. Le fait que cette Loi Générale de l'Education créée en 1993 soit toujours appliquée en 2013 montre, en effet, que l'Etat fédéral a la charge de la presque totalité de l'éducation. Le changement principal de ces dix dernières années a été la décentralisation. Les autorités locales (Etats et villes) administrent aujourd'hui 71 % des effectifs scolaires, ce qui constitue une évolution notable par rapport à la situation existante avant la réforme de 1992. La décentralisation a permis de modifier la conception et la gestion des politiques publiques ; elle a également abouti à une redistribution des rôles et des responsabilités au sein du système éducatif. Le gouvernement central (l'Etat fédéral) a transféré des fonctions importantes, mais il continue d'exercer un contrôle sur certaines questions de fond comme la définition des programmes, l'élaboration des manuels et le système d'évaluation.

D. Les manuels gratuits

Avec la réforme éducative pour la modernisation, dès 1989, la SEP commença à réfléchir aux changements à réaliser dans l'éducation. Les objectifs principaux de cette réforme comme nous l'avons dit antérieurement, étaient d'élever la qualité de l'enseignement et de diminuer l'absentéisme scolaire, surtout dans les premières années du primaire, conséquence du nombre élevé de redoublants. En plus de ces objectifs, un des autres buts de cette réforme était de consolider l'enseignement de la lecture et l'écriture, domaine où le niveau des enfants mexicains restait bas. En rapport avec ces lignes directrices, une des tâches était de créer un

[1] LABASTIDA, Jaime, "Propuestas sencillas (carta abierta a Enrique Peña Nieto)", *La Jornada Semanal,* México, 16 décembre 2012, http://www.jornada.unam.mx/2012/12/16/sem-jaime.html

rapport logique entre les niveaux de l'éducation « de base » (le collège étant devenu obligatoire et faisant partie de l'éducation « de base ») et donc d'intégrer la pédagogie du primaire dans les actions éducatives qui commençaient en maternelle et qui se concluaient à la fin du collège. De 1989 à 1990 le ministre de l'Education de l'époque, Manuel Bartlett, fit plusieurs consultations nationales et demanda la participation des professeurs, directeurs et spécialistes des différentes matières enseignées pour annualiser sur les trois niveaux de l'éducation « de base » les contenus de l'éducation qui devaient être transmis aux élèves (les habitudes, les aptitudes et les savoirs). Ces consultations portèrent aussi sur les méthodes d'enseignement, le système éducatif et la participation de la société à l'éducation. De plus il y eut des consultations auprès d'organisations nationales et internationales.

En 1991, un nouveau programme éducatif fut établi. Ce fut lorsque Zedillo remplaça Bartlett et fit signer en 1992 l'Accord National pour la Modernisation de l'éducation « de base » (Acuerdo Nacional para la Modernización de la Educación Básica, ANMEB), qui en plus de la décentralisation, avait pour but de revaloriser le travail des professeurs dans la société en les formant, aussi la SEP distribua-t-elle des guides, « Guías para el maestro », dans tout le pays pour les professeurs pour l'année 1992-1993. En 1993 commença donc le "Programa de Carrera Magisterial" pour favoriser le perfectionnement professionnel des professeurs et la qualité éducative. De plus le nombre de jours de classe dans l'année fut augmenté.

Dans l'Accord National pour la Modernisation de l'Education « de base » de 1992, la rénovation des manuels gratuits avait une place primordiale. Dans le but de refléter le nouveau modèle éducatif, il fut décidé de changer les manuels gratuits ; la SEP organisa des concours pour leur élaboration et fit appel à des spécialistes mexicains. Il y eut plusieurs problèmes durant cette période: Le manuel d'Histoire du niveau 5° publié et distribué dans les écoles dès 1992 fut retiré l'année suivante suite aux critiques des professeurs et des parents d'élèves par rapport à son contenu, puis pour les manuels choisis pour l'Espagnol niveau 1° et l'Histoire niveaux 4°, 5° et 6°, la SEP décida de ne pas les publier, ce qui créa une autre polémique. Nous parlerons par la suite, plus en détail, des cas de ces manuels d'Histoire. De plus, les propositions des manuels de Géographie pour les niveaux 5° et 6° furent déclarées non recevables. Les nouveaux manuels gratuits furent publiés à partir de 1992 jusqu'à 1993 pour les niveaux 1°, 3° et 5° de l'école primaire, considérés comme des niveaux plus difficiles à cause des nouvelles notions présentées aux élèves. Les années suivantes, 1994 et 1995, les

manuels des niveaux 2°, 4° et 6° furent distribués, ces niveaux étant considérés comme ceux où sont consolidés les savoirs acquis.

Le changement le plus significatif pour les manuels fut l'abandon des quatre domaines qui structuraient l'enseignement des disciplines depuis la réforme des années soixante-dix. La SEP justifia ce réaménagement par les progrès de la pédagogie et par le fait que la conception précédente n'avait pas fait ses preuves, comme l'indique un extrait du livre du maître d'histoire, publié en 1994 :

« Durante las dos décadas pasadas los contenidos de historia formaron parte del área de Ciencias Sociales. […] Sin embargo, diversos estudios han demostrado que la formación básica de los estudiantes para comprender y analizar el mundo social, durante ese tiempo, fue escasa y desarticulada[1]».

En effet, les manuels de 1972 qui étaient pluridisciplinaires étaient souvent très volumineux (jusqu'à 220 pages) et couvraient un programme très vaste sur une mosaïque de domaines (sociologie, histoire culturelle, histoire institutionnelles, géographie) d'une manière dispersée. Pablo Latapí souligne que durant les années 70, la formation des maîtres à cette nouvelle pédagogie fut loin d'être suffisante[2], de plus il faut ajouter que durant ces vingt années (1972-1992), le Mexique passa par une crise économique qui fit baisser le budget de l'éducation de 28% à 18% de la dépense nationale. Ce fut donc difficile de mettre en œuvre une politique éducative généreuse et ambitieuse comme le voulait la réforme des années soixante-dix. Après 20 ans d'application d'une réforme éducative, l'institution scolaire reconnaissait officiellement son échec et rétablissait l'enseignement spécifique de l'espagnol, des mathématiques mais aussi de la géographie et de l'histoire.

Ces manuels accordaient une place plus grande à l'iconographie au détriment du texte (ils devenaient plus attractifs pour les élèves par leur présentation de qualité) :

« Gracias a la incorporación de avances tecnológicos, los libros distribuidos en ese año, presentaron un nuevo estilo editorial. Cambios en formato, tipografía, ilustraciones e incluso papel de mejor calidad dieron como resultado un producto innovador[3]».

---

[1] *Libro para el maestro. Historia. Cuarto grado,* ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère édition de 1994, p. 7.

[2] LATAPÍ, Pablo, *Análisis de un sexenio de educación en México, 1970-1976*, Editorial Nueva Imagen, México, 1980, p. 99.

[3] SEP, *Comisión…,* op.cit., p.68.

Ils s'inscrivaient dans une modernité symbolisée plus tard par l'adhésion du Mexique, en 1994, au traité de libre échange avec les États-Unis et le Canada. Le rapprochement économique fut accompagné d'un rapprochement didactique avec les Etats-Unis, comme le souligne l'historienne mexicaine Josefina Zoraida Vázquez:

« El doctor Ernesto Zedillo, quien de inmediato anunció cambios en el proyecto de modernización educativa. Entre ellos […] estuvo promover una reformulación de los contenidos y materiales educativos, con un aire del "back to basics" estadounidense[1]».

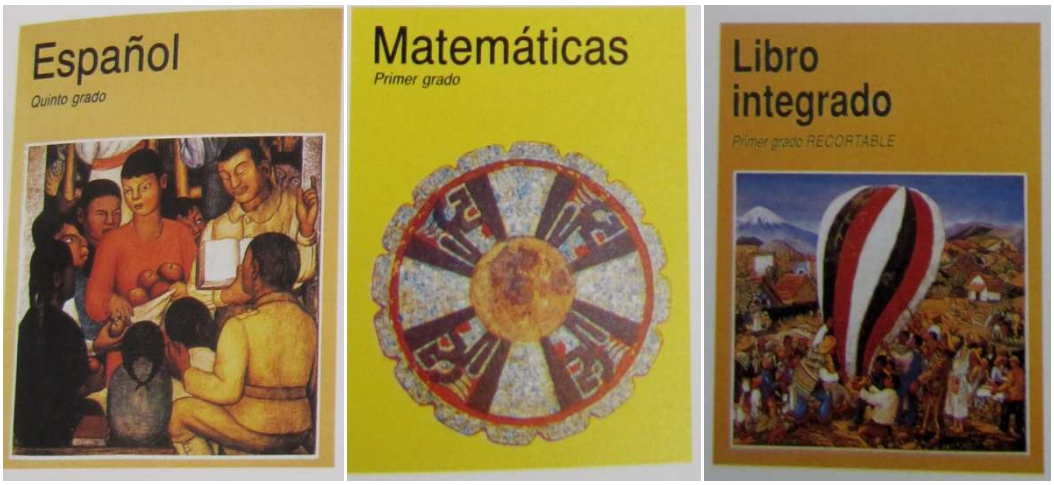
C'est pour cela que Zedillo annonça un retour à l'enseignement des bases de l'éducation : la lecture et l'écriture ainsi que l'arithmétique. Cette initiative montrait que si la forme éducative s'était effectivement modernisée (comme la conception des manuels), les contenus, eux, étaient marqués par une conception traditionnelle de l'éducation qui ignorait toutes les avancées en matière de didactique et de pédagogie. Cependant, lors de l'élaboration des manuels, quelques nouveaux changements d'idéologie de la réforme furent tout de même pris en compte dans le contenu, comme par exemple l'égalité entre les sexes (les manuels antérieurs montrant une vision traditionnelle et machiste) :

« En la elaboración de los libros de texto gratuitos se buscó incorporar los cambios que se realizaron al currículo respecto a la promoción de equidad y género en tres vertientes: contenido, iconografía y lenguaje. Para la modificación de los contenidos se desarrollaron lecciones completas que abordan el tema desde una perspectiva equilibrada, utilizando un lenguaje de no discriminación hacia las mujeres, mientras que en la iconografía se reforzó el uso de imágenes con mujeres realizando actividades tradicionalmente asignadas a los hombres[2]».

En ce qui concerne la présentation des manuels où la composition et l'iconographie ont grande importance, toutes les photographies et les illustrations utilisées étaient l'œuvre d'auteurs mexicains. Les couvertures reprenaient des œuvres représentatives de l'histoire de l'art mexicain (les couvertures ayant toujours eu une stratégie didactique), et chaque niveau se distinguait par une couleur de fond sur la couverture. Ainsi par exemple, les livres du niveau 1° étaient jaunes, alors que ceux du niveau 3° étaient rouges.

---

[1] ZORAIDA VAZQUEZ, Josefina, *La modernización educativa (1989-1994)*, op.cit.
[2] Miembros del Seminario "Los materiales educativos en la sociedad de la información", *Los Materiales Educativos en México, Aproximación a su génesis y desarrollo,* p.13, http://www.ite.educacion.es/formacion/materiales/80/cd_1_2_3/cd2/paises/mexico/los_materiales_educativos_en_mexico.pdf



Couvertures des manuels de la SEP de la réforme de 1992 : la première est celle du manuel d'Espagnol du niveau 5° de primaire, la seconde de celui de Mathématiques du niveau 1° qui représente un disque rituel de la culture maya du Xe siècle, et la troisième est celle du livre de découpages du niveau 1° qui représente une peinture à l'huile de Ramón Cano Manila de 1830 intitulée *El globo*.

Cette réforme éducative impliqua un changement par rapport à la production des manuels qui dut être augmentée. En 1994 la Commission acquit deux nouvelles rotatives et cela permit d'augmenter le nombre de manuels produits, même si elle dut tout de même faire appel à des maisons d'édition privées pour imprimer la majorité des manuels. Au milieu des années quatre-vingt-dix, pour la première fois depuis la création des manuels gratuits, les manuels arrivèrent dans les écoles avant la rentrée scolaire, grâce aussi à la coordination nouvelle entre les différentes autorités fédérales, des Etats et municipales. Ces manuels restèrent en vigueur jusqu'à la réforme de 2009 de l'école primaire avec la rénovation des manuels. De 1992 à 2009 ils ne subirent presque pas de modification. Ce fut seulement en 1999 que tous les livres de Sciences naturelles furent produits et distribués pour tous les niveaux. Entre 1997 et 1999 la Commission produisit de nouveaux manuels d'activités pour l'apprentissage de l'espagnol pour les niveaux 1° à 4°.

E. <u>Fin des années 90 et début des années 2000</u>

Même si la part du budget de l'Etat consacrée à l'éducation augmenta à nouveau (6% du PIB), l'éducation publique mexicaine en 1994 n'avait toujours pas atteint tous les objectifs du

plan de modernisation de Salinas. L'absentéisme restait important et l'inégalité entre les Etats considérable:

«La educación pública dejaba mucho que desear al fin del sexenio, pues todavía es reflejo de la terrible desigualdad social del país y no sólo injustamente distribuida en el territorio nacional, sino concentrada en las áreas urbanas […] En los últimos diez años el déficit de atención en educación primaria se duplicó (de 319000 a 695000 niños), con una preocupante concentración en algunos estados. Así, mientras el Distrito Federal, Chihuahua, Nuevo León y Sonora atienden a 100% de la demanda, Aguascalientes, Colima, Chiapas, Michoacán, Oaxaca, Puebla y San Luis Potosí tienen índices menores a 90%. Esta baja eficiencia del sistema, hace que de 100 niños que entran a primaria, sólo 62 la terminen y de éstos, 80%, o sea, 52 entren a la secundaria y la concluyan 42[1]».

De plus, la formation des professeurs pour améliorer la qualité de l'éducation était un problème encore non résolu à la fin du sexennat: «… y la defectuosa capacitación de maestros, ya que los estímulos salariales no tardaron en quedar presos de la corrupción del sindicato[2]».

En 1994, après l'assassinat du candidat officiel du PRI à la présidence Luis Donaldo Colosio, Ernesto Zedillo Ponce de León, qui était le directeur de campagne de Colosio et l'ancien ministre de l'Education durant le sexennat de Salinas, fut choisi comme candidat officiel du PRI pour remplacer Colosio. Zedillo fut élu président en juillet 1994 pour un sexennat allant jusqu'à 2000 avec 48,7% des votes. Il commença sa présidence dans une période de conflits politiques avec l'assassinat de Colosio et le soulèvement quelques mois plus tôt au Chiapas, de l'armée zapatiste de libération nationale (el Ejército Zapatista de Liberación Nacional, EZLN) qui revendiquait une plus grande reconnaissance des indigènes. De plus, la dévaluation du peso, peu de temps après son arrivée à la présidence, entraîna le pays dans une nouvelle crise économique et cela provoqua la baisse du budget pour l'éducation. Il fut demandé une plus grande participation économique aux autorités municipales et des Etats pour l'éducation et la santé ; la fédéralisation du système scolaire commencée avec Salinas fut consolidée durant le sexennat de Zedillo. Le budget de la SEP baissa à 4,2% du PIB, ce qui était insuffisant pour couvrir la demande éducative.

Le gouvernement et le ministre de l'Education de l'époque, Miguel Limón, concentrèrent les efforts principalement sur le combat contre l'analphabétisme et l'absentéisme dans l'éducation « de base », particulièrement dans les zones marginalisées, et spécialement sur le

[1] ZORAIDA VAZQUEZ, Josefina, *La modernización educativa (1989-1994)*, op.cit.
[2] ZORAIDA VAZQUEZ, Josefina, *La educación en México*, *op.cit.*, p. 233.

collège dans tout le pays, le collège étant devenu obligatoire depuis peu. Pour soutenir cet objectif, en 1997, un programme de bourses pour les enfants pauvres de primaire et du collège fut créé et le champ d'application des manuels gratuits de la SEP fut étendu à l'enseignement secondaire (les premières années, ce programme fut appliqué pour les élèves les plus marginalisés et pauvres puis il fut étendu ensuite à tous les élèves étudiant au collège).

C'est la résolution numéro 236 du 18 décembre 1997[1], publié dans le Journal Officiel du gouvernement, qui détermine les fondements sur lesquels doit s'appuyer le processus d'autorisation et d'utilisation des manuels gratuits destinés aux collèges. La CONALITEG avait pour mission d'acheter, à un prix inférieur à celui du marché, les manuels élaborés par les éditeurs privés afin de les distribuer gratuitement aux élèves de collège des établissements publics. L'objectif de ce programme était d'éviter la désertion scolaire des élèves dont les familles n'avaient pas les moyens financiers de se procurer les manuels. De plus, l'extension du champ d'action des manuels au niveau du collège contribuait au renforcement du pouvoir de l'Etat en matière éducative:

« Dicho proceso se instituyó con el fin de que los libros de texto sometidos a la consideración de la Secretaría de Educación Pública se apeguen al enfoque, propósitos y finalidades de la educación básica en el nivel de educación secundaria[2]».

Un effort fut aussi fait pour développer l'éducation supérieure et la recherche en créant des bourses.

A la fin de son sexennat, Zedillo réussit à rétablir l'économie du pays et à le sortir de la crise. En 2000, le budget pour l'éducation était remonté à 5% du PIB. De plus, étant conscient du mal être politique au Mexique à cause de la crise du fonctionnement du parti unique, Zedillo autorisa réellement les autres partis politiques à participer de façon compétitive aux élections de 2000. Cela permit au candidat du PAN, Vicente Fox, de gagner les élections présidentielles avec 42,5% des votes et de mettre fin à soixante-dix ans d'un parti officiel qui était le PRI. Cependant, les espoirs mis dans ce changement politique historique pour le Mexique ne se réalisèrent pas :

« Fox fue bienvenido por la mayoría de ciudadanos y despertó muchas esperanzas de solución a viejos problemas. Por desgracia, la incapacidad, la falta de experiencia y de voluntad política hicieron que Fox desperdiciara la legitimidad que acompañó su elección[3]».

---

[1] Acuerdo número 236 pour la CONALITEG, Journal Officiel du gouvernement du 18 décembre 1997 : http://www.sep.gob.mx/work/models/sep1/Resource/42b00ee7-33da-4bff-85e3-ef45b0f75255/a236.pdf
[2] Miembros del Seminario "Los materiales educativos en la sociedad de la información",op.cit., p.15.
[3] ZORAIDA VAZQUEZ, Josefina, *La educación en México*, *op.cit.*, p. 237.

Reyes Tamez, docteur en chimie, fut choisi comme ministre de l'Education : l'idée principale de son programme était d'améliorer la qualité de l'éducation et d'augmenter le budget du PIB consacré à l'éducation. Lors de sa campagne, Fox insistait sur l'enseignement de l'anglais à l'école et sur la nécessité de fournir aux écoles publiques des ordinateurs et il promit une éducation de qualité et équitable mais il ne tint pas sa promesse durant son sexennat et il se contenta de concentrer ses efforts pour faire face à la demande en éducation: « En la práctica se redujo a empezar a cubrir la demanda de educación preescolar […], de secundaria y educación superior. […] y hacer que los alumnos no abandonaran sus estudios[1] ».

Pour améliorer le travail des professeurs, il fut décidé de leur donner un poste dans une seule école (et non pas dans plusieurs comme c'était le cas) et de leur accorder du temps libre pour préparer les cours et assurer un tutorat auprès des élèves mais les syndicats, le SNTE et son adversaire depuis 1979, le CNTE (Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación) qui ne se considérait pas comme syndicat, s'opposèrent à cette décision qui ne fut finalement pas appliquée. En 2001 commença le programme PEC (Programa de Escuelas de Calidad) dans certaines écoles pour améliorer l'éducation : les horaires furent rallongés dans ces écoles, et on demanda une plus grande participation du gouvernement, des Etats et de la société. Pour cela, en 2002, un accord fut signé pour un engagement de toute la société dans l'éducation nationale:

«El 8 de agosto se firma el Compromiso Social por la Educación, en el que los gobiernos federal y estatales, los poderes de la nación, el SNTE, los padres de familia, las instituciones educativas, los organismos religiosos y civiles y los medios de comunicación se comprometen a actuar en favor de la educación nacional.»[2]

De plus, une nouvelle réforme de l'article 3 de la Constitution fut approuvée le 12 novembre 2002 déclarant l'éducation maternelle (« preescolar ») obligatoire. Ce niveau étant ajouté dans les différentes sections de l'article, le gouvernement s'engagea à élaborer les programmes de la maternelle en plus de l'école primaire, du collège et des « Normales ». C'est ainsi que l'article était rédigé dans sa version de 2002 :

« **Artículo 3o.** Todo individuo tiene derecho a recibir educación. […] La educación preescolar, primaria y la secundaria conforman la educación básica obligatoria. […]

[1] ZORAIDA VAZQUEZ, Josefina, *La educación en México*, *op.cit.*, p. 237.
[2] Site officiel des 90 ans de la SEP : http://www.90.sep.gob.mx/index.php/lineadetiempo/siglo-xxi

III. […] el Ejecutivo Federal determinará los planes y programas de estudio de la educación preescolar, primaria, secundaria y normal para toda la República. […][1]».

Enfin, en 2003, fut créée la "Enciclomedia" pour les niveaux 5° et 6° de primaire avec en plus, l'enseignement de l'anglais. Ce programme est basé sur l'usage de la technologie et des ordinateurs et c'est une ressource qui complète l'information donnée dans les manuels gratuits de la SEP.

Ces différents programmes n'eurent pas de résultats tangibles sur l'éducation, comme le souligne Josefina Zoraida Vázquez en dressant le bilan du sexennat de Fox en 2006 :

« Resulta evidente que México entra al siglo XXI sin lograr renovar la educación. La simple extensión de sus servicios para enfrentar la creciente demanda no ha mejorado la calidad ni ha vencido el rezago. Aunque hay esfuerzos admirables en todos los niveles y el analfabetismo se ha reducido, persiste el analfabetismo funcional. Las instituciones de educación superior, tanto oficiales como privadas, muestran logros reconocidos, pero insuficientes para proveer la ciencia y la tecnología necesarias para liberar al país de la dependencia del exterior. El crecimiento desbordado de la población escolar se ha convertido en un gran obstáculo para mejorar la calidad y aumentar la permanencia de los alumnos en el aula. El empeño sexenal por imponer su sello a la educación ha contribuido también a privar al sistema de continuidad, al tiempo que el sindicato se ha convertido en el principal obstáculo para llevar a cabo las reformas y hacer evaluaciones al desempeño de los docentes. Y como sentenció con mucha justicia un evaluador internacional, en una visita reciente a México, "la calidad de un sistema educativo no puede exceder la calidad de sus maestros"[2]».

IV. UNE REFORME NOVATRICE ? (de 2009 à nos jours)

En juillet 2006 débutèrent les élections présidentielles pour la succession de Vicente Fox, les deuxièmes élections libres dans l'histoire du Mexique après celles de 2000. Des cinq candidats officiels, deux était favoris durant la campagne : Andrés Manuel López Obrador (AMLO) du PRD, parti de gauche, et Felipe Calderón du PAN, parti conservateur de droite comme l'ancien président Fox. Le candidat du PRD était favori dans les sondages jusqu'à un mois avant les élections où la tendance changea et le candidat du PAN passa devant. Ce furent les élections les plus serrées et disputées de toute l'histoire du Mexique. Ces

[1] Réforme de l'article 3 de la Constitution de 1917 publiée dans le Journal Officiel le 12 novembre 2002: http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_153_12nov02_ima.pdf
[2] ZORAIDA VAZQUEZ, Josefina, *La educación en México*, *op.cit.*, p. 237.

élections furent marquées par une campagne médiatique de « propaganda negra »[1] pour porter préjudice au candidat López Obrador : des publicités à la télé, des mails, etc., du PAN décrivaient le candidat de gauche comme dangereux et menteur et prédisaient qu'il endetterait le Mexique :

« En 2006, para poder remontar la ventaja que mantenía Andrés Manuel López Obrador sobre Felipe Calderón en la intención del voto ciudadano, el PAN decidió apostar por una intensa campaña de "propaganda negra", en la cual Internet representó un medio de comunicación estratégico. […] para presentarle como un "grave peligro para México" [2]».

De plus, les médias laissaient plus de place à la campagne du PAN qu'à celle d'un autre parti à cause d'une réforme des lois fédérales des Télécommunications, des radios et de la télé, que les députés votèrent le 26 novembre 2005 ; elle fut plus connue sous le nom de « loi Televisa » du nom de la principale chaîne de télévision mexicaine qui avait le monopole, étant donné que la loi fut élaborée par les bureaux juridiques de Televisa. Les différents partis politiques devant négocier avec la chaîne pour avoir du temps de diffusion pour leur campagne, le plus offrant étant favorisé.

Lors du décompte des votes le 3 juillet, l'IFE (Instituto Federal Electoral de México) chargé des élections reporta l'annonce du vainqueur et déclara les deux candidats du PAN et du PRD en ballottage « technique »[3] pour faire un recompte des voix. Le 7 juillet 2006, le candidat du PAN, Felipe Calderón, fut déclaré officiellement par l'IFE Président des Etats-Unis du Mexique avec 35,89% des voix contre 35,31% des voix pour López Obrador (seulement 0,57 d'écart), le candidat du PRI, Roberto Madrazo Pintado, termina troisième avec 22,26% des voix.[4] López Obrador dénonça une fraude électorale et demanda le recompte des votes, demande qui fut rejetée par le TRIFE (Tribunal Electoral del Poder Judicial de la Federación)[5]. Des chercheurs en socio-physique de l'UNAM (Universidad Nacional

---

[1] ISLAS, Octavio, "Elecciones presidenciales en México, 2006: Cuando los medios desplazan a los electores", *Revista latinoamericana de comunicación Chasqui*, numéro 98, México: http://redalyc.uaemex.mx/pdf/160/16009809.pdf

[2] ISLAS, Octavio, *Razón y palabra*, "El PAN apuesta por la propaganda negra en internet", México, 8 mai 2009: http://www.razonypalabra.org.mx/espejo/2009/abr06.html

[3] GARCÍA, Jacobo, *El Mundo*, "Un empate técnico obliga a aplazar el anuncio del resultado de las presidenciales en México", Espagne, 03/07/2006: http://www.elmundo.es/elmundo/2006/07/02/internacional/1151821866.html

[4] Résultats officiels de l'IFE des élections présidentielles de 2006 : http://www.ife.org.mx/documentos/Estadisticas2006/presidente/nac.html

[5] ISLAS, Octavio, *Elecciones presidenciales en México, 2006: Cuando los medios desplazan a los electores*, op.cit.

Autónoma de México) étudièrent les résultats des votes publiés par l'IFE et démontrèrent des anomalies[1].

Le bilan du sexennat du président Calderón (2006-2012) qui vient de se terminer est plutôt négatif sur beaucoup d'aspects économiques et sociaux selon les différentes études journalistiques et universitaires. Il pourrait se résumer grossièrement comme le sexennat de la pauvreté et de l'insécurité due à la guerre contre le narcotrafic. Cette guerre eut des conséquences catastrophiques pour le pays car la violence en général et les agressions envers les personnes ne firent qu'augmenter ainsi que le nombre de morts :

« Este gobierno emprendió una lucha frontal en contra del crimen organizado como una vía de legitimidad a la autoridad y para intentar restablecer la seguridad, trastocada por movimientos internos en las células del crimen organizado. El saldo, de acuerdo con organizaciones civiles y especialistas en temas de paz y derechos humanos, es una catástrofe social en la que las garantías individuales se han visto seriamente deterioradas, coinciden activistas y especialistas en el tema. Según datos de Organizaciones de la Sociedad Civil, se han contabilizado 80,000 muertos, 250,00 desplazados de manera forzada, 30,000 desaparecidos, 20,000 huérfanos y 5,000 niños asesinados[2]».

Ces chiffres ne concernent "que" les violences dues au crime organisé, et non pas tous les assassinats dans le pays, un chiffre qui est plus élevé.

Le gouvernement donna à l'armée et à la marine la tâche de veiller à la sécurité nationale et pour cela leur donna plus de pouvoir et de fonctions. Elles remplacèrent pour cette tâche la police fédérale, ce qui eut pour conséquence l'augmentation des atteintes aux droits de l'homme :

« La entrada del Ejército y la Marina para las tareas de combate a la delincuencia organizada significó el uso excesivo de la fuerza, que a su vez se ha traducido en ejecuciones extrajudiciales, desapariciones forzadas, torturas y tratos crueles, agrega Leopoldo Maldonado, abogado del Área de Defensa del Centro de Derechos Humanos, Agustín Pro Juárez (Centro Prodh)[3]».

Ces atteintes restèrent impunies par les institutions, ce qui encouragea la violence (la torture et les disparitions ayant augmenté sous ce sexennat, particulièrement la violence faite aux femmes).

---

[1] Programa de Investigación en SocioFísica - Departamento de Sistemas Complejos Instituto de Física Universidad Nacional Autónoma de México, *Análisis Forense de Procesos Electorales, Anomalías Numéricas, Elecciones presidenciales México 2006*: http://www.fisica.unam.mx/octavio/

[2] LANGNER, Ana, "Calderón, la tragedia en derechos humanos", *El Economista,* México, 12 novembre 2012: http://eleconomista.com.mx/sociedad/2012/11/19/calderon-tragedia-derechos-humanos

[3] ibid.

En ce qui concerne l'économie, le Mexique dut se confronter à la crise économique mondiale de 2008 et son PIB chuta de 6.1% fin 2009 ; il réussit cependant à se rétablir en 2010 : « se logró crecer 5.5% en 2010, aunque con un costo social muy elevado, coinciden economistas[1]». A la fin du sexennat, le pays ne perdit finalement rien au niveau économique, il récupéra les pertes de la crise mais ne réussit pas à progresser. Alberto Montoya Martín del Campo (chercheur à l'Université Iberoamericana) souligne que le gouvernement de Calderón resta dans la continuité de l'esprit des technocrates installés au pouvoir depuis les années 80 avec le gouvernement De la Madrid (1982-1988), comme expliqué antérieurement. Il s'agissait d'une politique économique libérale qui rompait avec les principes de la Constitution de 1917 pour un développement national et qui rendait le Mexique dépendant de l'économie des Etats-Unis en crise depuis 2008 (80% des exportations sont destinées aux Etats-Unis):

« El gobierno de Felipe Calderón Hinojosa, se puede entender como continuación y profundización de un proyecto histórico, que desde hace tres décadas, ha subordinado el desarrollo de México a la expansión de las corporaciones globales y a la integración dependiente de los Estados Unidos de América. Este proyecto histórico busca nulificar el pacto social resultado de la Revolución Mexicana y codificado jurídicamente en la Constitución de 1917; y sustituirlo por otro en el que se disminuye y subordina el poder nacional y al Estado nación, a las necesidades e intereses de la expansión de las corporaciones globales. La naturaleza de este proyecto histórico, que no corresponde al interés nacional, es la causa profunda que explica el semi estancamiento económico, con un crecimiento promedio del orden del 2.1% anual y un estancamiento del producto por habitante durante los últimos treinta años; independientemente de los partidos políticos gobernantes. Este desempeño contrasta con los cincuenta años, de 1932 a 1982, en que el producto creció a un promedio anual del 6.2% y el producto per cápita 3% anual, cuando se gobernó sobre la base del proyecto constitucional de desarrollo y el mercado interno[2]».

Durant le sexennat la privatisation continua et l'économie nationale (les entreprises mexicaines) fut démantelée peu à peu au profit des entreprises étrangères :

«Desde el año 2000, se perdieron 15,000 industrias manufactureras y un millón de empleos en las manufacturas. Este vacío productivo, resultado necesario del TLCAN[3] y del sistema de tratados internacionales de libre comercio, inversión y de carácter fiscal; ha resultado en la sustitución de los agentes y productos económicos nacionales, por extranjeros. Como consecuencia, México se convirtió en una potencia importadora y no exportadora[4]».

---

[1] MAYORAL JIMÉNEZ, Isabel, "Los claroscuros del sexenio de Calderón", *CNNExpansion,* México, 01 septembre 2011: http://www.cnnexpansion.com/economia/2011/08/30/los-claroscuros-del-sexenio-de-calderon

[2] MONTOYA MARTÍN DEL CAMPO, Alberto, *Sexenio en perspectiva. Análisis académico del gobierno de Felipe Calderón,* Universidad Iberoamericana de la Ciudad de México, décembre 2012, p.5-6.

[3] Tratado de Libre Comercio de América del Norte, ou ALENA en français, signé en 1992 comme mentionné plus haut.

[4] MONTOYA MARTÍN DEL CAMPO, Alberto, *Sexenio en perspectiva,* op.cit., p.9.

A cause de cette économie, l'agriculture fut progressivement abandonnée et la création d'emplois ne fut pas suffisante pour la population mexicaine, c'est ainsi que l'économie informelle se développa. Actuellement, en 2013, le Mexique est un exemple de stabilité en micro-économie : les petits commerces, la majorité informels, aident au développement du pays, mais c'est insuffisant pour la croissance du pays qui elle, stagne. C'est ce qu'explique l'économiste José Antonio Cerro Castiglione: « la economía interna no crece lo suficiente para dar trabajo en cantidad y calidad a los mexicanos, un problema que no ha sido mayor por la existencia de dos válvulas de escape: la migración y la informalidad[1]».

Le sexennat de Calderón fut marqué par les célébrations du Bicentenaire de l'Indépendance et du Centenaire de la Révolution en 2010, les commémorations étant à la charge de la SEP (de nouveaux manuels avec de nouvelles couvertures furent élaborés par la CONALITEG pour l'occasion). Enfin, les domaines de la Santé, de l'Education et de la Sécurité furent particulièrement mis en avant durant ce sexennat. Nous allons donc analyser l'Education au Mexique durant cette période, de 2006 à 2012, et voir les différentes réformes et avancées dans ce domaine.

A. Le système éducatif mexicain actuel (2006-2012)

Depuis les années soixante, la scolarisation a sensiblement progressé au Mexique malgré une pression démographique toujours importante. Toutefois, la principale préoccupation des gouvernements en matière d'éducation reste l'analphabétisme, qu'ils réussissent tout de même à faire passer de 10,3% en 1970 à 5,5% entre 1990 et 2010.

[1] MUÑOZ IZQUIERDO, Carlos, "Analizan sexenio de Felipe Calderón expertos de la Ibero", *INIDE*, México, 24 janvier 2013: **http://www.inidedelauia.org/2013/01/analizan-sexenio-de-felipe-calderon.html**, (chercheur en économie et en éducation à la Universidad Iberoamericana) résume en ces mots les idées de l'article de José Antonio Cerro Castiglione dans *Sexenio en perspectiva.Análisis académico del gobierno de Felipe Calderón.*

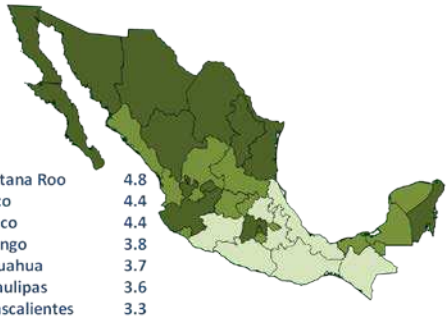
Chiffres officiels donnés par l'organisme gouvernemental chargé des statistiques sur l'éducation : Instituto Nacional de Estadísticas, Geografía e Informática (INEGI) http://www.inegi.org.mx/

Nous pouvons remarquer que même s'il y a une baisse de l'analphabétisme durant ces vingt dernières années (de 1990 à 2010), c'est surtout entre 1970 et 1990 qu'il a baissé presque de moitié, passant de 22,7% d'analphabètes en 1970 à 12,4% en 1990.

Même si le taux d'analphabétisme des Mexicains de plus de 15 ans est descendu à 6,9% en 2010, les grandes disparités régionales persistent (de 17,8% dans l'Etat du Chiapas à 2,1% dans le District fédéral[1]), toujours marquées en général par un écart Nord/Sud, bien qu'il y ait eu des avancées pour les Etats de Campeche, Tabasco, Yucatán et Quintana Roo.

Tasa de analfabetismo de la población de 15 años y más por entidad federativa

Entidad	Porcentaje
Chiapas	17.8
Guerrero	16.7
Oaxaca	16.3
Veracruz	11.4
Puebla	10.4
Hidalgo	10.2
Michoacán	10.2
Yucatán	9.2
Campeche	8.3
Guanajuato	8.2
San Luis Potosí	7.9
Tabasco	7.1
Morelos	6.4
Querétaro	6.3
Nayarit	6.3
Zacatecas	5.5
Tlaxcala	5.2
Colima	5.1
Sinaloa	5.0
Quintana Roo	4.8
Jalisco	4.4
México	4.4
Durango	3.8
Chihuahua	3.7
Tamaulipas	3.6
Aguascalientes	3.3
Baja California Sur	3.2
Sonora	3.0
Coahuila	2.6
Baja California	2.6
Nuevo León	2.2
Distrito Federal	2.1



2

En 2010, le système éducatif scolarisait 33,9 millions d'élèves de l'école maternelle à l'université, dont 87% dans des établissements publics. Sur les 33,9 millions d'élèves, 75,5% étaient inscrits de l'école maternelle au collège, ce qui correspond à « l'enseignement de

[1] Chiffres officiels de l'INEGI : http://www.inegi.org.mx/
[2] Carte créée a partir des données de l'INEGI de 2010.

base », qui est obligatoire ; il n'y avait donc qu'une minorité qui poursuivait les études après le collège (24,5%).

L'enseignement à l'école maternelle, « preescolar », comporte trois niveaux (pour les enfants de trois à cinq ans), théoriquement obligatoires depuis la réforme de l'article 3 de la Constitution en 2002, mais cela n'est pas vraiment appliqué. L'école primaire, « primaria », comporte six niveaux (pour les enfants de six à douze ans, mais parfois jusqu'à quinze ans) et le collège, « secundaria », comporte trois niveaux pour les élèves de douze à quinze ans : il est obligatoire depuis 1993. Toute l'éducation « de base » dispose de services qui s'adaptent aux besoins linguistiques et culturels des communautés indigènes (il existe soixante-sept langues parlées au Mexique en plus de l'espagnol).

L'enseignement peut être prolongé par un enseignement « moyen supérieur » (« medio superior ») qui correspond au lycée (« preparatoria » au Mexique) et qui comporte trois niveaux, à l'issue desquels on débouche sur l'équivalent d'un baccalauréat. Il existe aussi une formation professionnelle et technique (lycées professionnels) qui se fait également en trois ans. Cet enseignement « moyen supérieur » n'était pas obligatoire jusqu'à une réforme récente de l'article 3 de la Constitution du 9 février 2012, qui déclare le lycée obligatoire à partir de l'année scolaire 2012-2013 (le gouvernement se donne jusqu'à l'année scolaire 2021-2022 pour que toute l'organisation et le budget correspondant soient mis en place et que tous les Mexicains en âge de l'être soient scolarisés au lycée).

L'obtention du baccalauréat permet d'intégrer l'enseignement supérieur soit à l'université (en passant des examens d'entrée), soit dans des instituts de technologie ou encore dans des écoles supérieures appelées « normales », préparant à la profession d'enseignant. La licence s'obtient en quatre ans (ou plus). Ce système est complété par un enseignement pour les adultes de plus de quinze ans qui n'ont pas suivi ou pas terminé l'enseignement primaire.

B. L'article 3 de la Constitution dans sa dernière version du sexennat de Calderón

Le sexennat de Calderón est celui qui a connu le plus de réformes constitutionnelles, 110 au total, ce qui correspond à presque 20% du total des réformes de la Constitution faites entre 1917 et 2012[1]. En ce qui concerne l'article 3, il a été réformé deux fois durant le sexennat mais pour l'essentiel il n'a presque pas changé : il définit toujours le droit de tout citoyen à recevoir une éducation. Cette éducation publique est « laïque », « gratuite », « démocratique » et devra contribuer au développement des facultés de l'être humain et renforcer son amour de la patrie et la conscience de la solidarité nationale. Malgré la décentralisation de l'éducation (entreprise depuis 1992, l'Etat fédéral déléguant aux municipalités et ne se chargeant pas de toute la logistique et du financement), le centralisme éducatif n'est pas remis en cause puisque c'est toujours le pouvoir exécutif fédéral qui détermine les plans et les programmes pour l'enseignement élémentaire et secondaire, et la formation des maîtres pour toute la République. Cet article constitutionnel, qui sert de base juridique à toutes les lois éducatives, consacre le monopole de l'Etat en matière éducative et une éducation publique au service de l'unité nationale. La première réforme de l'article 3° durant le sexennat de Calderón a été promulguée le 10 juin 2011, lorsque la notion des Droits de l'Homme a été intégrée dans l'éducation (le titre du premier chapitre de la Constitution de 1917 est modifié, passant de « TÍTULO PRIMERO, CAPÍTULO I, De las Garantías Individuales » à « TÍTULO PRIMERO, CAPÍTULO I, De los Derechos Humanos y sus Garantías). Rendre obligatoire par la loi le respect des droits de l'homme était une initiative louable, mais comme mentionné antérieurement, il y eut dans la pratique un recul du respect des droits de l'homme durant le sexennat. Le 9 février 2012 était approuvée la deuxième réforme de l'article 3°, qui rend obligatoire l'enseignement « moyen supérieur », ce qui correspond au lycée. On a ajouté de plus dans cette réforme que l'enseignement donné par l'Etat doit prendre en compte la diversité culturelle du pays, et la phrase de la section II c) "igualdad de derechos de todos los hombres", fut modifiée par "igualdad de derechos de todos" pour ne pas discriminer lexicalement les femmes. Enfin, la section V, où l'Etat s'engage à appuyer l'enseignement supérieur et à encourager la recherche universitaire, a été modifiée.

[1] VELÁZQUEZ, Rogelio, "La Constitución desfigurada", *Contralínea,* México, 05 février 2013: http://contralinea.info/archivo-revista/index.php/2013/02/05/la-constitucion-desfigurada/

La dernière mouture de l'article 3 de la Constitution, dans sa version du 9 février 2012, est la suivante :

« **Artículo 3o.** Todo individuo tiene derecho a recibir educación. El Estado –Federación, Estados, Distrito Federal y Municipios–, impartirá educación preescolar, primaria, secundaria y media superior. La educación preescolar, primaria y secundaria conforman la educación básica; ésta y la media superior serán obligatorias.
La educación que imparta el Estado tenderá a desarrollar armónicamente, todas las facultades del ser humano y fomentará en él, a la vez, el amor a la Patria, el respeto a los derechos humanos y la conciencia de la solidaridad internacional, en la independencia y en la justicia.
I. Garantizada por el artículo 24 la libertad de creencias, dicha educación será laica y, por tanto, se mantendrá por completo ajena a cualquier doctrina religiosa;
II. El criterio que orientará a esa educación se basará en los resultados del progreso científico, luchará contra la ignorancia y sus efectos, las servidumbres, los fanatismos y los prejuicios. […] **c)** Contribuirá a la mejor convivencia humana, a fin de fortalecer el aprecio y respeto por la diversidad cultural, la dignidad de la persona, la integridad de la familia, la convicción del interés general de la sociedad, los ideales de fraternidad e igualdad de derechos de todos, evitando los privilegios de razas, de religión, de grupos, de sexos o de individuos; […]
III. Para dar pleno cumplimiento a lo dispuesto en el segundo párrafo y en la fracción II, el Ejecutivo Federal determinará los planes y programas de estudio de la educación preescolar, primaria, secundaria y normal para toda la República. […]
IV. Toda la educación que el Estado imparta será gratuita; […]
V. Además de impartir la educación preescolar, primaria, secundaria y media superior, señaladas en el primer párrafo, el Estado promoverá y atenderá todos los tipos y modalidades educativos –incluyendo la educación inicial y a la educación superior– necesarios para el desarrollo de la nación, apoyará la investigación científica y tecnológica, y alentará el fortalecimiento y difusión de nuestra cultura; […][1]».

C. La « Reforma Integral de la Educación Básica[2]»

La Réforme Intégrale de l'Enseignement « de base » (ou RIEB), commencée en 2004 lors de la présidence de Vicente Fox Quesada (2000-2006), appartenant au PAN, était une réforme ambitieuse qui visait à améliorer la qualité éducative (qui reste un problème au Mexique même après des décennies de réformes) et qui concernait la formation des élèves de maternelle, du primaire et du secondaire. C'était l'élève qui se trouvait au centre de cette « nouvelle » éducation qui devait, grâce à des programmes établis par périodes scolaires et au développement de compétences chez l'élève, lui permettre de réussir ses apprentissages et d'atteindre le profil de diplômé de l'enseignement « de base ». Les objectifs à l'origine de cette réforme, étaient donc de développer le système éducatif de manière équitable (plus d'infrastructures pour tous), de donner une éducation de bonne qualité pour satisfaire les

[1] Réforme de l'article 3 de la Constitution de 1917 publiée dans le Journal Officiel le 9 février 2012 : http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_201_09feb12.pdf
[2] Toutes les informations sur le site officiel de la réforme : http://basica.sep.gob.mx/reformaintegral/sitio/

besoins de tous les Mexicains, de développer le fédéralisme éducatif, la planification, la coordination, l'intégration, la gestion institutionnelle et la participation sociale dans l'éducation. Les raisons de cette réforme étaient multiples, entre autres le fait que pour la première fois, en 2000, le PAN accédait au pouvoir et voulait donc laisser son empreinte après 70 années de PRI.

A l'heure actuelle, le Mexique est un des pays de l'OCDE qui consacre la part la plus élevée de son PIB au financement de l'éducation (pour l'année scolaire 2012-2013, 5% de son PIB est destiné à l'éducation publique ; il était de 4,9% du PIB pour l'éducation publique en 2000 et de 2,3% pour l'éducation publique en 1990).[1] A titre de comparaison, le Japon avait consacré 3,8% de son PIB en 2010 à l'Education[2]. Même si le financement de l'éducation a un coût élevé, sa qualité et le niveau des élèves restent bas car la gestion des dépenses publiques dans l'éducation est mauvaise. Selon les études de l'OCDE, presque la moitié des élèves mexicains de quinze ans (44.2% en 2000) ne comprennent pas bien ce qu'ils lisent, deux élèves sur trois (65.9% en 2003) n'utilisent pas de manière adéquate les mathématiques et la moitié (50.1% en 2006) ont des compétences et des connaissances insuffisantes en sciences[3]. De plus, même s'il y a eu une amélioration dans les années 90, les problèmes de déscolarisation demeurent : en 2000 le taux de scolarisation des enfants entre 6 et 14ans était de 92,4%. Pour ce qui est du lycée, seuls 59% des élèves inscrits obtenaient leur Baccalauréat général (d'où la réforme de l'article 3° de la Constitution en 2012 rendant obligatoire le lycée)[4]. La violence à l'école est une des raisons de la déscolarisation : selon la « Consulta Infantil y Juvenil » de 2003, 16% des enfants entre six et neuf ans déclaraient subir des violences à l'école. La déscolarisation était aussi due en partie à un manque de lien logique entre le primaire et le secondaire. Cette réforme voulait donc améliorer l'efficacité, l'articulation et la continuité entre les différents niveaux, et aussi créer plus d'interdisciplinarité. De plus, il devenait urgent de faire une réforme pour tenir compte des avancées de la recherche pédagogique et de l'évolution des diverses disciplines scientifiques. En effet les manuels scolaires gratuits avaient des contenus datant de la réforme de 1992.

En 2004 commença "la Reforma de Educación Preescolar" sous la présidence du ministre de l'Education (secretario de Educación), Reyes Támez Guerra (qui le fut pendant

[1] Source INEGI : http://www.inegi.org.mx/sistemas/sisept/default.aspx?t=medu59&c=21818&s=est
[2] Données de la Banque Mondiale : http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.XPD.TOTL.GD.ZS
[3] Rapports de l'OCDE: http://www.diputados.gob.mx/cesop/doctos/ocde-educacion-2.pdf
[4] Chiffres de la SEP : http://www.sep.gob.mx/es/sep1/sep1_Estadisticas

tout le sexennat de Vicente Fox). En 2006, avec le nouveau président Felipe Calderón Hinojosa, la réforme fut poursuivie avec "la Reforma de la Educación Secundaria" sous la présidence du ministre de l'Education, Josefina Vázquez Mota, première femme à ce poste et qui le resta jusqu'en 2009, date à laquelle elle commença à préparer sa campagne comme candidate officielle du PAN à la présidence du Mexique pour 2012. En 2009, la réforme fut terminée avec "la Reforma de Educación Primaria" sous la présidence du ministre de l'Education Alonso Lujambio, les trois niveaux de l'enseignement de base étant réformés pour avoir une continuité entre chaque niveau (preescolar, primaria, secundaria), tous trois étant centrés sur le développement des compétences des élèves (pédagogie des compétences).

En 2006 furent élaborés le « profil de diplômé de l'enseignement de base » (« perfil de egreso de la educación básica ») et les « compétences pour la vie », pour permettre à chaque élève mexicain terminant l'enseignement de base (fin du collège) d'avoir toutes ces compétences et de les appliquer dans la vie quotidienne. En 2008, le gouvernement fédéral et le Syndicat National des Travailleurs de l'Education (la SNTE) créèrent la « Alianza por la Calidad de la Educación » (ACE), qui complèta la RIEB pour promouvoir une école de meilleure qualité , le but étant de créer plus d'infrastructures, de professionnaliser les professeurs avec des formations et des augmentations de salaires pour les meilleurs, et d'évaluer les élèves, mais aussi les professeurs, ce qui crée encore actuellement la polémique (ce n'est qu'en mai 2011 qu'il y eut un accord entre le gouvernement fédéral et le syndicat des professeurs (SNTE) sur l'évaluation des professeurs)[1].

Quant aux programmes de l'école primaire en vigueur depuis 1993, ils servirent de base à la conception de la réforme des programmes de l'école primaire de 2009. Ce nouveau programme définit les champs formatifs et les matières qui devaient modeler « el mapa curricular »[2] c'est-à-dire la maquette des programmes de l'enseignement de base ayant pour but de mettre en œuvre les objectifs formatifs établis dans le « profil de diplômé » de l'enseignement de base. Les traits principaux du programme de primaire de 2009, qui le distinguaient de celui de 1993 (selon le site de la RIEB), résidaient dans la continuité de la conception du programme de l'enseignement du secondaire de 2006 et dans le fil conducteur de la réflexion et de la pratique éducative à l'école par rapport à trois éléments : la diversité et l'interculturel (l'anglais comme deuxième langue allait être enseigné à partir de la maternelle), l'insistance sur le développement de compétences et l'incorporation de thèmes

[1] Site officiel de la « Alianza por la Calidad de la Educacion » : http://alianza.sep.gob.mx/i2.html
[2] Cf. annexes : *Mapa curricular de la RIEB*

abordés dans plusieurs matières (l'interdisciplinarité). Les objectifs de la RIEB étaient les suivants: "Ofrecer a las niñas, niños y adolescentes de nuestro país un trayecto formativo coherente y de profundidad creciente de acuerdo con sus niveles de desarrollo, sus necesidades educativas y las expectativas que tiene la sociedad mexicana del futuro ciudadano." Ses aspects fondamentaux étaient: "Articulación entre los niveles que conforman la educación básica, continuidad entre la educación preescolar, primaria y secundaria, y énfasis en temas relevantes para la sociedad actual y en la formación para la vida". Les points forts de la RIEB étaient de pouvoir compter sur des " planes y programas de estudio actualizados, con enfoques de enseñanza pertinentes y con la definición de los aprendizajes esperados por grado y asignatura, fortalecer la formación de directivos y docentes, e impulsar procesos de gestión escolar participativos"[1].

Le ministre de l'Education en charge en 2009, Alonso Lujambio Irazábal, déclarait à l'époque, qu'à la fin du sexennat du président Calderón en décembre 2012, tout l'enseignement de base serait amélioré: «al concluir este sexenio se habrá logrado una modificación "cabal" de la educación básica». Il avait également déclaré que « la RIEB es una nueva cruzada por la calidad educativa, la cual, con las modificaciones efectuadas en preescolar y secundaria, garantizará tener "maestros(as), alumnos(as) de primera». De plus, il avait affirmé à propos de l'alliance avec les syndicats sur la qualité de l'enseignement « no tiene ni debe tener regreso, porque se pone en juego el futuro de México». Avec cette réforme et l'alliance sur la qualité de l'enseignement « se modificará de raíz la educación básica de México […] se dará un cambio radical en la manera de concebir el proceso de enseñanza-aprendizaje». Lujambio avait aussi insisté sur le fait que les professeurs étaient « los actores fundamentales de la ACE […] porque para tener alumnos de excelencia, necesitamos maestros de excelencia[2]».

En 2011, les résultats de cette réforme commencée en 2004 sont plutôt nuancés. Selon l'INEGI et l'OCDE, presque la majorité des enfants mexicains de trois à quinze ans sont scolarisés (environ 92%), ce qui représente une grande avancée :

« Educación preescolar: entre el ciclo 2005-2006 y 2010-2011, la cobertura para la población entre los tres y los cinco años aumentó de 66.9 a 81.1 por ciento.

[1] Site officiel de la RIEB: http://basica.sep.gob.mx/reformaintegral/sitio/index.php?act=rieb
[2] GÓMEZ MENA, Carolina, "Comienza este año la generalización de la reforma a la educación básica", *Universia,* México, 07 juillet 2009: http://noticias.universia.net.mx/ciencia-nn-tt/noticia/2009/07/07/14708/comienza-ano-generalizacion-reforma-educacion-basica.html

Educación primaria: entre el ciclo 2005-2006 y el 2010-2011, la cobertura para la población entre los seis y los 12 años aumentó de 94.1 a 100 por ciento.
Educación secundaria: entre el ciclo 2005-2006 y el 2010-2011, la cobertura para la población entre los 13 y los 15 años aumentó de 91.8 a 95.9 por ciento[1]».

C'est la première fois dans l'histoire du Mexique que le pourcentage d'enfants en âge d'être inscrits à l'école primaire (de six à douze ans) a atteint 100% selon le rapport de 2011 de la SEP. Cependant, le retard persiste dans l'enseignement « moyen-supérieur » (lycée) et supérieur (université) : seuls 66,7% des jeunes de 16 à 18ans sont scolarisés en 2010-2011 (10% de plus qu'en 2000 mais c'est encore insuffisant par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE qui est de 82%). Et enfin, seulement 11% des Mexicains entre vingt et vingt-neuf ans sont inscrits à l'université (26% est la moyenne pour les pays de l'OCDE). De plus, Le Mexique est un des pays de l'OCDE qui a le plus de jeunes inactifs : 18,4% des 15-19 ans le sont (ceux qui n'étudient pas et ne travaillent pas, les « ninis »), et dans ce pourcentage la proportion des femmes est 3,6 fois supérieure à celle des hommes, et cela va en augmentant avec l'âge. Le pourcentage d'inactivité des femmes au Mexique est le plus élevé de tous les pays de l'OCDE en 2011.

Pour ce qui est des résultats de PISA[2]2009, le Mexique reste le pays le moins performant de l'OCDE: il obtient un score moyen de 425 points pour ce qui est de la compréhension écrite. Parmi les pays de l'OCDE, l'écart entre le pays le plus performant (la Corée avec 539 points) et le pays le moins performant s'établit donc à 114 points, soit l'équivalent de plus de 2 années d'études. On peut tout de même remarquer que le score du Mexique s'améliore un peu : il était en effet en 2003 de 400 points pour la compréhension écrite[3]. Des 34 pays de l'OCDE, le Mexique arrive à la dernière place dans tous les tests de PISA 2009, que ce soit en compréhension écrite, en culture mathématique ou en culture des sciences ; il a cependant amélioré tous ses scores par rapport à 2000.

La différence de niveau et de qualité entre les écoles de milieu urbain et rural au Mexique reste un problème : les élèves qui fréquentent un établissement urbain affichent de

[1] Quinto informe de la SEP 2011 : http://dgpp.sep.gob.mx/rendicion_de_cuentas/INFORME%20LABORES/INFORME_LABORES/5to_Informe_Labores.pdf
[2] Enquête menée tous les trois ans auprès de jeunes de 15 ans dans les 34 pays membres de l'OCDE et dans de nombreux pays partenaires qui teste l'aptitude des élèves à appliquer les connaissances acquises à l'école aux situations de la vie réelle, plutôt que de tester la maîtrise d'un programme scolaire précis.
[3] Source OCDE 2011 : http://www.oecd.org/mexico/48667648.pdf

meilleurs scores. De plus, même si l'investissement dans l'éducation a augmenté comme nous l'avons précisé antérieurement (pour l'année scolaire 2012-2013, 5% du PIB est destiné à l'éducation publique) selon l'organisation civile « México Evalúa » dans son « *Evaluación del gasto en educación, salud, infraestructura social 2010* », le Mexique utilise 15% de son budget national pour l'éducation (bien au dessus des 9% de moyenne des pays de l'OCDE) mais sur ces 15%, plus de 90% sont utilisés pour les salaires de l'Education nationale, ce qui affecte le reste des autres besoins de l'éducation (le budget pour la construction de nouvelles écoles, pour la maintenance et pour le fonctionnement de l'école, est minime) ; l'Etat dépense trois fois moins que les autres pays de l'OCDE pour un élève de primaire (2,1 dollars en moyenne pour chaque élève, alors que la moyenne de l'OCDE est de 6,7 dollars)[1]. C'est pour cette raison qu'a été réalisé le « Plan de estudios 2011 Educación Básica », destiné à faire des ajustements et à améliorer la RIEB. Les autorités éducatives ont reconnu le besoin d'une réforme, la dernière datant de 1992 (presque vingt ans): « La transformación social, demográfica, económica, política y cultural del país en los últimos años del siglo XX y los primeros años del XXI marcó, entre otros cambios importantes, el agotamiento de un modelo educativo que dejó de responder a las condiciones presentes y futuras de México[2]».

D. Le "Plan de estudios 2011 Educación Básica" de la RIEB

Dans le programme officiel du plan, après avoir fait référence à l'article 3 de la Constitution et à la création de la SEP en 1921, après avoir rendu un hommage à José Vasconcelos, à Jaime Torres Bodet pour la création des livres scolaires gratuits et son « Plan de once años » et à Víctor Bravo Ahuja et Fernando Solana Morales (les deux furent ministres de l'Education) pour leur rôle actif dans la création d'institutions encore en activité (comme le « Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología » pour le premier ou « el Instituto Nacional para la Educación de los Adultos » pour le second) et à Jesús Reyes Heroles (autre ministre de l'Education) pour ses idées libérales et humanistes, dans ce programme, donc, est réaffirmé le caractère nationaliste de l'éducation :

[1] Auteur non mentionné, "OCDE: México gasta 3 veces menos que otros países por alumno de primaria", *CNN México*, 07 septembre 2010: http://mexico.cnn.com/nacional/2010/09/07/ocde-mexico-gasta-3-veces-menos-que-otros-paises-por-alumno-de-primaria

[2] Plan de Estudios 2011, Educación Básica, SEP, p. 11: http://basica.sep.gob.mx/reformaintegral/sitio/pdf/primaria/plan/PlanEstudios.pdf

« Es importante preservar y orientar hacia un mismo rumbo a la RIEB, las necesidades de desarrollo económico y social, y la herencia ética y cultural de nuestros pueblos que, como mexicanos, nos dan y seguirán aportando una identidad singular y valiosa entre las naciones del mundo[1]». […] « También precisa fomentar en los alumnos el amor a la Patria y su compromiso de consolidar a México como una nación multicultural, plurilingüe, democrática, solidaria y próspera en el siglo XXI[2]».

Même si ce plan parle d'éducation nationale, il n'oublie pas l'importance des relations internationales:

« El sistema educativo debe organizarse para que cada estudiante desarrolle competencias que le permitan conducirse en una economía donde el conocimiento es fuente principal para la creación de valor, y en una sociedad que demanda nuevos desempeños para relacionarse en un marco de pluralidad y democracia internas, y en un mundo global e interdependiente. La escuela debe favorecer la conciencia de vivir en un entorno internacional insoslayable: intenso en sus desafíos y generoso en sus oportunidades[3]».

Ensuite, les auteurs du plan expriment, au nom du gouvernement, leur volonté d'intégrer toutes les composantes de la nation et d'appliquer ce programme pour les vingt prochaines années :

«Desde la visión de las autoridades educativas federales y locales, resulta prioritario articular estos esfuerzos en una política pública integral capaz de responder, con oportunidad y pertinencia, a las transformaciones, responsabilidades, necesidades y aspiraciones de maestros, niñas, niños y jóvenes, y de la sociedad en su conjunto, con una perspectiva abierta durante los próximos 20 años; es decir, con un horizonte hacia 2030 que oriente el proyecto educativo de la primera mitad del siglo XXI[4]».

On observe que la principale préoccupation des dirigeants mexicains, à travers ce plan, demeure la scolarisation de tous et la qualité de l'enseignement, car malgré des avancées dans ces domaines, il reste encore beaucoup à faire:

« Un sistema educativo nacional que tuvo la capacidad de crecer en la atención de la cobertura y la calidad, simultáneamente, aunque no con el dinamismo necesario, frente a las exigencias del México presente y, sobre todo, del de los próximos años[5]».

Tout Mexicain doit pouvoir bénéficier du système national d'éducation. Il apparaît indispensable de mettre en place un outil éducatif capable de développer les capacités de chacun. La scolarisation de tous les Mexicains permettrait aussi sans doute de soumettre tous les individus de la nation au discours idéologique dominant.

[1] Plan de Estudios 2011, op.cit, p. 10.
[2] ibid, p. 12.
[3] ibid. p. 12.
[4] ibid. p. 13.
[5] ibid. p. 15.

Il est aussi rappelé l'importance de l'Accord National pour la Modernisation de l'enseignement primaire (Acuerdo Nacional para la Modernización de la Educación Básica) de 1992, dans le cadre duquel la révision des livres scolaires gratuits a une place primordiale, ainsi que la scolarisation et la décentralisation du système éducatif, bien que l'Etat reste responsable de la régulation des éléments essentiels de l'organisation de l'enseignement de base et de la formation des maîtres : les plans, les programmes, la distribution générale et gratuite du matériel didactique, le calendrier scolaire et l'évaluation des résultats de l'enseignement. Dans ce plan 2011, est réaffirmée la nécessité d'actualiser la réforme de 1992 même si beaucoup de ses objectifs ont été atteints ; la scolarisation de tous, par exemple, est presque atteinte mais la qualité de l'enseignement reste la préoccupation principale.

Le contenu de ce programme de 2011 reprend toutes les idées de la RIEB (la pédagogie par compétences, les nouveaux programmes dont les contenus sont inspirés de ceux des autres pays, le profil de diplômé de l'enseignement « de base », l'évaluation des élèves et des professeurs, etc.) mais il est réactualisé selon les résultats obtenus depuis 2004 :

« Es el documento rector que define las competencias para la vida, el perfil de egreso, los Estándares Curriculares y los aprendizajes esperados que constituyen el trayecto formativo de los estudiantes, y que se propone contribuir a la formación del ciudadano democrático, crítico y creativo que requiere la sociedad mexicana en el siglo XXI, desde las dimensiones nacional y global, que consideran al ser humano y al ser universal[1]».

De plus, il y est reconnu que l'équité dans l'enseignement « de base » est un des composants essentiel pour la qualité de l'éducation, c'est pourquoi la diversité linguistique, sociale et culturelle qui existe dans la société mexicaine est prise en compte. Cependant, dans la pratique, les écoles pour les communautés indigènes n'ont pas assez de professeurs formés et bilingues ; en général les professeurs ne parlent qu'espagnol, et les manuels scolaires en langues indigènes ne sont pas produits en nombre suffisant pour répondre à une demande importante et ils ne couvrent que les quatre premiers niveaux de l'école primaire, le but étant seulement l'alphabétisation initiale des communautés indiennes, ce qui rend difficile le maintien de la scolarisation de ces élèves à des niveaux supérieurs.

Il est aussi indiqué que les valeurs qui doivent être consolidées sont : la démocratie (le respect de la loi, l'égalité, la liberté, le dialogue, la tolérance, la laïcité, l'humanisme et les sciences), le goût pour le travail (se donner des défis intellectuels, sociaux, affectifs et

[1] Plan de Estudios 2011, op.cit., p. 25.

physiques dans une ambiance de travail respectueuse et de collaboration), le développement des compétences qui forment un être humain universel, citoyen d'un monde compétitif, responsable, actif, capable de profiter des progrès techniques et d'apprendre tout au long de sa vie.

Une autre caractéristique de cette réforme est qu'elle prend en compte l'évaluation, qui devra permettre à l'école de détecter les retards scolaires de manière anticipée et de développer une stratégie d'apprentissage centrée sur l'élève et évitant le décrochage scolaire. En ce qui concerne les tests PISA 2012 de l'OCDE, leurs résultats ne seront publiés qu'à partir de décembre 2013, ils permettront de voir l'évolution du niveau des élèves mexicains ayant terminé l'enseignement « de base » et d'évaluer véritablement l'efficacité de la RIEB.

E. Les conséquences de l'environnement socio-économique sur l'apprentissage scolaire

Une particularité du fonctionnement du système scolaire mexicain est que les écoles primaires sont utilisées par des groupes d'élèves et d'enseignants différents le matin et l'après-midi. Les écoles privées en général et quelques écoles publiques ont un seul "turno", soit elles fonctionnent le matin, soit l'après-midi ; c'est le cas dans les lieux où la demande en éducation n'est pas énorme. Cependant, dans la majorité des régions au Mexique, la demande de scolarisation en primaire est importante, d'où la nécessité d'avoir plus d'infrastructures. Une des solutions à ce problème fut de créer à la fin des années 50, avec le « Plan de Once Años », les écoles de « doble turno » (à doubles sessions, qui fonctionnent le matin et l'après-midi avec des groupes d'élèves différents) dans le but de scolariser tous les enfants en âge de l'être. L'objectif de ces écoles était donc d'augmenter les inscriptions d'élèves, de doubler la capacité d'accueil dans un même établissement, ce qui permettait de faire des économies en rentabilisant les constructions existantes. Dans tous les cas, le nombre d'heures en général dans une journée d'école publique est de 4h30 (récréation incluse). Les enfants qui effectuent leur « journée » de classe durant la matinée (el turno matutino) vont à l'école à partir de sept ou huit heures jusqu'à 11h30 ou midi et demi ; ceux de l'après-midi (el turno vespertino), de treize heures à dix-huit heures environ. Le soir, ces mêmes écoles peuvent être destinées à

l'enseignement pour les adultes. Ce système continue jusqu'au lycée inclus (matutinos/vespertinos).

Plusieurs études sur les différences entre les horaires montrent une inégalité sociale dans les écoles publiques : les élèves qui vont à l'école l'après-midi sont en général enfants de familles plus pauvres. Les parents qui ont un peu plus de moyens financiers insistent pour que leurs enfants soient dans l'horaire du matin car la qualité de l'éducation y est meilleure:

« El hecho es que, por el bajo desempeño de sus profesores, que suelen doblar turno y por tanto llegan cansados y sin tiempo para preparar las clases, la ineficiencia administrativa, o las desventajas socioeconómicas del alumnado, el turno vespertino termina siendo una opción educativa de segunda categoría. […] Así, las escuelas vespertinas presentan niveles de desempeño académico más bajo, mayores tasas de reprobación y extra-edad, y mayor deserción. En el caso de la Ciudad de México, las desventajas acumuladas implican que, al finalizar la secundaria, quienes asistieron a escuelas públicas vespertinas tengan el doble de probabilidades de no continuar la educación media superior que quienes fueron a secundarias públicas matutinas[1]».

Ainsi, à cause de leurs bas salaires, la plupart des enseignants mexicains font une « journée » de classe le matin et une autre l'après-midi, souvent dans des écoles différentes (publiques et/ou privées) et parfois avec des fonctions différentes (par exemple, un instituteur dans une école le matin peut exercer les fonctions de directeur dans une autre école l'après-midi). Cela leur permet parfois de doubler leurs salaires. Ces conditions de travail ne sont pas sans conséquences sur la manière d'enseigner: « los [puestos] de doble turno afectan el desempeño [de los maestros] porque tienen que viajar a una escuela distinta en menos de una hora al mediodía. Esta condición afectaría el ambiente en las escuelas de doble turno y, probablemente, el nivel de compromiso de los docentes[2]».

A partir de l'année scolaire 2007-2008, sous l'initiative du gouvernement du président Calderón, fut créé le programme « Programa Escuelas de Tiempo Completo (PETC) » pour toute l'éducation « de base » (du primaire au collège) où la journée scolaire fut rallongée. Le nombre d'heures par semaine dans une école primaire à temps complet fut fixé à 35h, pour une journée de sept ou huit heures, et des journées de neuf heures au collège. En effet, le peu d'heures de cours de l'école au collège serait un des facteurs des bas résultats obtenus par les

[1]SOLÍS, Patricio, "Desigualdad educativa y turno vespertino", *Educación a debate,* México, 27 novembre 2012, http://educacionadebate.org/41002/desigualdad-educativa-y-turno-vespertino/#disqus_thread

[2] CÁRDENAS DENHAM, Sergio, "Escuelas de doble turno en México, Una estimación de diferencias asociadas con su implementación", *Revista Mexicana de Investigación Educativa,* México, 2011, p. 807 : http://www.seg.guanajuato.gob.mx/ceducativa/documents/2011/septiembre/06092011/escuelas%20de%20doble%20turno%20en%20m%C3%A9xico.pdf

élèves mexicains : « La OCDE reconoce que en México […] la jornada escolar es corta, con tiempo de enseñanza efectiva insuficiente, y porque en muchas escuelas la enseñanza y el liderazgo son de baja calidad[1]».

Avant même la création du PETC, certains recommandaient de changer le système actuel des horaires scolaires, ce fut le cas de Pablo Latapí Sarre, docteur en philosophie, spécialisé dans les sciences de l'éducation et ambassadeur du Mexique à l'Unesco en 2006-2007, qui écrivait en 1997 :

« El día en que México lleve a cabo la gran revolución educativa que requiere tendrá que ampliar sustancialmente el tiempo de la jornada escolar en su educación básica. Recuperar aquella escuela "de mañana y tarde" (de siete horas diarias que significaban 35 horas semanales) que hace 30 años algún secretario de educación redujo… a cuatro horas y media (22.5 horas semanales) argumentando la conveniencia de aprovechar mejor los locales escolares y optando por establecer el doble turno en vez de elevar los salarios de los maestros. Ésta será una de las condiciones indispensables para reformar a fondo la educación nacional[2]».

Les objectifs du programme des écoles à temps complet sont les suivants:

« Ampliar las oportunidades de aprendizaje y fortalecer el desarrollo de competencias de los alumnos conforme a los propósitos de la educación básica, aprovechando la extensión de la jornada escolar[3]».

La tâche sera complexe car il faudrait construire beaucoup d'établissements pour pouvoir accueillir tous les élèves mexicains dans des écoles à temps complet, l'objectif du programme étant qu' en 2021, entre 20% et 50% des écoles primaires publiques fonctionnent à temps complet. Actuellement, pour l'année scolaire 2012-2013, 4751 écoles dans le pays sont à temps complet (sur les 7000 écoles annoncées pour cette année scolaire dans le programme de 2011), une goutte d'eau en comparaison du nombre d'écoles dans le pays. Un des objectifs énoncé dans le programme de 2011 est donc d'investir dans les infrastructures pour que la journée scolaire soit complète:

«Vinculado a este esfuerzo, es importante reforzar la atención a escuelas de doble turno para que dispongan del equipamiento tecnológico, los materiales didácticos y la infraestructura que fortalezca su servicio y brinde una atención de calidad. Resulta prioritario establecer, como meta nacional, que antes del 2021 todas las escuelas que funcionen en el

[1] OCDE, *Mejorar las escuelas: estrategias para la acción en México. Establecimiento de un marco para la evaluación e incentivos para docentes: consideraciones para México*, México, 2010, http://www.oecd.org/edu/school/48599568.pdf
[2] LATAPÍ, Pablo, "La ampliación de la jornada escolar", *Proceso,* núm. 1072. México, 17 mayo de 1997.
[3] SEP, Orientaciones pedagógicas para las Escuelas de Tiempo Completo, p.16: http://alianza.sep.gob.mx/evidencias/EjeI/2010/EjeI/I16_OrientacionesPedagogicas.pdf

turno vespertino se instalen en edificios propios y transiten de la escuela de medio tiempo, instalada en los años 70, a Escuelas de Tiempo Completo[1]».

Un des problèmes actuels de l'enseignement au Mexique est donc le nombre démesuré d'heures de travail des maîtres : ceux qui font les deux « turnos » donnent environ une cinquantaine d'heures hebdomadaires de cours. Ils n'ont donc pas le temps nécessaire pour se former, s'informer et préparer leurs cours. Ils utilisent exclusivement les manuels et la plupart du temps n'ont jamais recours à d'autres matériels didactiques. En général les effectifs des classes sont d'une quarantaine d'élèves (parfois une cinquantaine), les cours sont souvent magistraux, le professeur se limite souvent à résumer, lire ou faire lire les manuels en demandant aux élèves de retenir les notions principales[2]. Un cours d'histoire en 2009, avec les nouveaux manuels scolaires de la SEP, est ainsi décrit:

« El desarrollo de la clase se realiza siempre de la misma forma : lectura, explicación de la lectura, comprobación de resultados. Es una visión tradicional, de corte acumulativo y lineal, acerca de la educación, del conocimiento y del aprendizaje. […] Hay la pervivencia de elementos del enfoque factual debido a su fuerte arraigo en la práctica de los docentes con alumnos en el aula[3]».

Avec la réforme de la RIEB, une série de matériels éducatifs a été éditée en plus des manuels scolaires (les livres pour la bibliothèque de la classe, les TICE, le guide pour les professeurs, etc.) pour aider au processus d'actualisation et d'organisation de l'activité éducative ; cependant, comme le constatent Verónica Arista, Felipe Bonilla et Laura Lima dans leur enquête sur les résultats de la RIEB et l'utilisation des manuels, les professeurs étant surchargés de travail, ils n'appliquent pas vraiment les nouvelles méthodes de la réforme, ou la SEP n'envoie pas à temps tous les matériels pour l'année scolaire :

« Algunos profesores se quejan porque no les han llegado todos; otros porque llegan muchos documentos y no tienen tiempo para revisarlos y/o utilizarlos en el desarrollo del trabajo en el aula. […] Los docentes refieren que es tal la cantidad de materiales que deciden de manera arbitraria solo basar su planeación en alguno de ellos, como es el caso de los libros de textos[4]».

De plus, dans les manuels actuels, il est conseillé d'aller consulter en plus de la leçon des sites internet, or toutes les écoles n'ont pas de matériel informatique et beaucoup de maîtres n'ont pas la formation et les connaissances pour utiliser les TICE. Parfois il est

[1] Plan de Estudios 2011, op.cit.
[2] Ces constatations sont reprises par Victoria Lerner ou par V. Arista, F. Bonilla y L. Lima (2010) « Los libros de texto y la enseñanza de la Historia en México ». J'ai pu faire les mêmes constatations lors de mes expériences comme assistante de français dans des lycées publics et comme professeur de français à l'université publique de Puebla.
[3] LIMA, Laura, BONILLA, Felipe, ARISTA, Veronica, « Los libros de texto y la enseñanza de la Historia en México », *Clío,* México, Numéro 36, 2010, http://clio.rediris.es
[4] ibid.

conseillé de lire certains livres de la bibliothèque de la classe, mais beaucoup de professeurs déclarent qu'ils ne les ont pas reçus, la livraison de matériels n'étant pas uniforme dans tout le pays.

Comme le confirme Victoria Lerner dans son enquête, les manuels scolaires de la SEP sont utilisés systématiquement, voire exclusivement, dans la plupart des écoles primaires (surtout les publiques) :

« Los maestros no tienen tiempo para leer sobre cada tema de historia que deben impartir, ni de su didáctica para orientarse en la forma de hacerlo. Dadas estas condiciones, los maestros relegan su tarea y utilizan solo los libros de texto que, aunque debieran ser de primera calidad, dejan mucho que desear[1]».

Pour la plupart des enfants mexicains, ces manuels constituent donc l'unique source de connaissance historique. Cette situation explique pourquoi la maîtrise de leur élaboration est un enjeu politique important et pourquoi les gouvernants sont hostiles à toute réforme effective de leur contenu.

F. La place des manuels gratuits dans les années 2010

La place du manuel gratuit élaboré par la SEP est définie dans le paragraphe 1.6 du chapitre 2 du « Plan de estudios 2011 », intitulé « Usar materiales educativos para favorecer el aprendizaje[2]». Les auteurs remarquent que dans la société du XXIe siècle, les matériels éducatifs se sont diversifiés et que l'école actuelle doit tous les utiliser, le manuel scolaire n'occupant plus une place essentielle : « una escuela en la actualidad debe favorecer que la comunidad educativa, además de utilizar el libro de texto, emplee otros materiales para el aprendizaje permanente[3]». C'est le seul endroit où le manuel scolaire est mentionné dans le programme, un grand changement par rapport au Programme de Développement de l'Education pour la période 1995/2000, où les auteurs réaffirmaient le rôle essentiel des manuels scolaires gratuits dans l'enseignement primaire :

« El libro de texto gratuito es uno de los atributos más valiosos de nuestra educación primaria. Establece un punto de partida común en la formación de los alumnos y es un

[1] LERNER Victoria, "La enseñanza de la historia de México en la actualidad. Problemas y aciertos en el nivel básico*", in Historia y Nación, Historia de la educación y enseñanza de la historia*, Pilar Gonzalbo Aizpuru (coord.), El Colegio de México, México, 1998, p. 205.
[2] Plan de Estudios 2011, op.cit., p.64.
[3] ibid. p.30.

elemento indispensable para la equidad en el acceso a las oportunidades educativas. Por ello, el libro gratuito seguirá desempeñando un papel central en el proceso de enseñanza[1]».

Dans le programme de 2011 étaient énumérés comme matériels éducatifs en plus du manuel scolaire gratuit les éléments suivants : les livres de la bibliothèque de l'école, ou de la bibliothèque de la classe, les matériels audiovisuels (il existe une chaîne de télévision de la SEP : Televisión Educativa), multimédias et internet ; on peut trouver le site internet officiel créé par la SEP, HDT (Habilidades Digitales para Todos) qui fait partie de la nouvelle réforme pour inciter à utiliser les TICE en classe : sur le site, les professeurs peuvent trouver des « materiales educativos digitales[2]» pour diversifier les activités en cours au niveau primaire et secondaire.

On pourrait donc penser que le contrôle de l'Etat en matière éducative n'est plus aussi fort, le manuel gratuit n'ayant plus un rôle essentiel : il reste cependant souvent le seul livre utilisé comme manuel dans les écoles publiques, et les autres matériels éducatifs comme ceux d'internet sont aussi élaborés par l'Etat central, plus précisément par la SEP, ce qui fait finalement que l'Etat central continue à avoir une grande influence dans l'éducation des élèves mexicains. De plus, même si la SEP a élaboré de nouveaux programmes de formation pour que les professeurs déjà en activité depuis plusieurs années aient une formation continue et qu'ils connaissent les nouveaux programmes (Sistema Nacional de Formación Continua y Superación Profesional de los Maestros en Servicio), tous les professeurs du pays ne sont pas encore formés selon les programmes de la RIEB (pour utiliser les TICE en classe par exemple).

Selon les chiffres de la SEP de 2010[3], le Mexique comptait 1 803 678 professeurs (12,27% étaient professeurs en maternelle, 31,60% étaient professeurs en primaire et 20,95% étaient professeurs au collège). Parmi tous ces professeurs, 1 171 498[4] avaient suivi une ou plusieurs des options formatives proposées sur le Catalogue National de Formation Continue et de Promotion Professionnelle pour les Professeurs d'Enseignement de Base 2008-2012 (il s'agissait de formations dans une matière particulière, sur l'administration éducative, sur la

[1] SEP, Programa de Desarrollo Educativo 1995/2000: http://info4.juridicas.unam.mx/ijure/nrm/1/331/default.htm?s=iste
[2] SEP, Site officiel du programme HDT : http://www.hdt.gob.mx/hdt/materiales-educativos-digitales/
[3] SEP, Cuarto informe 2010: http://www.sep.gob.mx/swb/sep1/Cuarto_Informe_Labores#.ULPe7uT8I-w
[4] SEP, "Logros y resultados obtenidos del programa del sistema de formación continua y superación profesional de maestros de educación básica en servicio": http://formacioncontinua.sep.gob.mx/sites/transparencia/Docs/Logros_Y_Resultados_2006-2012.pdf

RIEB, ou dans un autre domaine). Donc un peu moins de 65% des professeurs avaient eu une formation entre 2008 et 2012. Ces chiffres ne sont pourtant pas très révélateurs car nous ne connaissons pas le pourcentage de professeurs qui avaient suivi, par exemple, une formation sur la RIEB et sur les TICE et nous ne savons pas non plus si ce chiffre correspond aux inscrits ou à ceux qui avaient réussi la formation finale.

Dans le Plan National de Développement de 2007/2012 du gouvernement, il était reconnu le manque de qualité du travail des professeurs et du personnel de l'administration de l'Education. En 2006, seuls 16.5% des professeurs de l'enseignement « de base » étaient formés aux nouveaux programmes de la RIEB, 2.2% pour l'enseignement des mathématiques, 18.5% pour l'usage des TICE et 26.7% avaient passé les examens nationaux de remise à niveau des professeurs en exercice (Exámenes Nacionales de Actualización de Maestros en Servicio, ENAMS), cela implique que sept professeurs sur dix avaient enseigné sans avoir passé d'examen d'actualisation de leurs connaissances.

En 2010, le manque de participation des professeurs à des formations continues restait un problème. Seuls 30.6% des professeurs de « l'enseignement de base » avaient participé à des formations ; de plus, sur dix professeurs, seuls deux avaient passé leur examen national d'actualisation des connaissances des professeurs en exercice, deux avaient échoué et six ne s'étaient pas présentés à l'examen[1]. Enfin, la SEP n'a pas de rapports qui permettent de déterminer dans quelle mesure les formations d'actualisation et de professionnalisation des professeurs de « l'enseignement de base » contribuent à améliorer la réussite scolaire des élèves, sachant que ceux qui forment ne sont pas professeurs mais plutôt des théoriciens de la réforme.

En ce qui concerne la place des manuels gratuits, on peut conclure que même si officiellement ils n'ont plus une place fondamentale dans les matériels éducatifs, ils restent l'objet principal utilisé lors des cours, la majorité des professeurs n'étant toujours pas formés aux nouveaux matériels éducatifs. De plus, les manuels scolaires gratuits étant actualisés, ils servent les objectifs de la RIEB, comme ils sont définis sur le site officiel de la réforme : « Libro de texto gratuito: integra estrategias innovadoras para el trabajo en el aula,

[1] SEP, Audit de 2010 : http://educacionadebate.org/wp-content/uploads/2012/02/www.asf.gob_.mx_Trans_Informes_IR2010i_Grupos_Desarrollo_Social_2010_0924_a.pdf

favoreciendo el desarrollo de competencias en los estudiantes[1]». En plus des manuels scolaires gratuits pour les élèves, le professeur a un livre pour l'utilisation du manuel en classe, et un guide (« guía articuladora ») qui lui donne des informations supplémentaires sur d'autres matériels imprimés, audiovisuels ou informatiques qu'il peut utiliser en classe pour enrichir ses activités avec les élèves.

G. Les manuels gratuits actuellement utilisés

Pour l'élaboration des nouveaux manuels gratuits, la SEP a appliqué les nouveaux principes pédagogiques de la RIEB à leurs contenus. Selon le plan de 2011, les exercices dans les manuels étaient orientés pour favoriser le développement de compétences chez l'élève, le manuel aidait à la formalisation des connaissances et les évaluations favorisaient l'analyse et la réflexion. Toujours selon le plan de 2011 de la SEP, les manuels élaborés correspondaient au niveau et à l'âge des élèves :

«• Claridad expositiva y comprensiva de texto e imagen.

• Redacción sencilla, breve y clara, adecuada para el nivel y grado escolar, y a la capacidad cognoscitiva y de comprensión de los alumnos.

• Proporción texto-imagen según el nivel y el grado.

• Tipografía adecuada para las capacidades lectoras de cada nivel y grado[2]».

Les manuels furent élaborés par des spécialistes dans chaque matière concernée, des spécialistes en pédagogie et des professeurs de primaire et de maternelle. En octobre 2008 les manuels des niveaux 1°, 2°, 5° et 6° étaient prêts et furent distribués dans 4868 écoles primaires pour une étape expérimentale durant l'année scolaire 2008-2009. Ils furent aussi donnés à réviser et à évaluer par différentes institutions, associations, universités (la UNAM et l'Université Pédagogique Nationale entre autres).

Pour l'année scolaire 2009-2010, de nouveaux manuels furent soumis à évaluation dans des écoles pour les niveaux 2°, 3°, 4° et 5°, et la même année, les manuels des niveaux 1° et 6° furent distribués officiellement. Puis pour l'année scolaire 2010-2011, les manuels des niveaux 3° et 4° continuèrent à être évalués et ceux des niveaux 2° et 5° furent distribués

[1] Site officiel de la RIEB : http://basica.sep.gob.mx/reformaintegral/sitio/index.php?act=primatedu
[2] Plan de Estudios 2011, op.cit., p. 22.

officiellement. Enfin, pour l'année scolaire 2011-2012, tous les manuels de tous les niveaux furent approuvés et distribués. Selon la SEP et la réforme de la RIEB, ces manuels doivent être évalués et mis à jour constamment :

« Se construyó un proceso de revisión y mejora continua de los materiales para vigilar su concordancia con el programa (enfoque y contenidos), su calidad (veracidad), la pertinencia de las actividades, del lenguaje, de las imágenes, la secuencia lógica de la propuesta didáctica y la transversalidad de tópicos de preponderancia nacional, como la equidad de género, productividad, educación financiera, seguridad y salud, y educación ambiental, entre otros[1]».

En août 2009 se développa une nouvelle polémique par rapport aux nouveaux manuels gratuits de la SEP, qui, selon le Mouvement Mexicain pour l'Ecole Moderne (adepte de la méthode Freinet), étaient les plus déficients de tous les manuels gratuits existants depuis cinquante ans :

« Dichos libros, elaborados bajo la supervisión de la Subsecretaría de Educación Básica que dirige José Fernando González Sánchez, yerno de Elba Esther Gordillo, se caracterizan por su pobreza pedagógica, iconográfica y editorial, amén de los errores conceptuales y de información que contienen. Con estos textos –a contrapelo de lo que sostiene el discurso oficial, que supuestamente promueve el desarrollo de competencias– se regresa al enciclopedismo y al aprendizaje memorístico. Cabe mencionar que los libros de marras no superan en ningún concepto a los que estuvieron vigentes hasta el ciclo escolar pasado, los cuales fueron elaborados por especialistas de reconocido prestigio[2]».

Les manuels mis en circulation en programme pilote en 2008 dans quelques écoles arrivèrent après la rentrée des classes et en nombre insuffisant. La SEP décida tout de même de généraliser les manuels des niveaux 1° et 6° pour l'année suivante, même si le programme d'essai et d'évaluation n'avait pas vraiment été réalisé :

« Durante el ciclo escolar 2008-2009 la Subsecretaría de Educación Básica de la Secretaría de Educación Pública (SEP) inició una "prueba piloto" de un nuevo plan y programas de estudio, así como de nuevos libros de texto en primero, segundo, quinto y sexto grados de la educación primaria. Tras esta "aplicación piloto" –misma que no puede calificarse como "prueba", puesto que los programas y libros de texto "en prueba" llegaron tardíamente y en forma incompleta a las escuelas primarias- la SEP decidió generalizar, al inicio del ciclo escolar 2009-2010, los nuevos programas y libros de texto en primero y sexto grados:
§ Primer grado: español, exploración de la naturaleza y la sociedad y educación física.
§ Sexto grado: español, ciencias naturales, geografía, historia y educación física.
§ Además de estos libros la SEP anunció la distribución de un libro de educación artística, pero no para matemáticas; para esta asignatura básica no habrá libro de texto, en su lugar se

[1] Plan de Estudios 2011, op.cit., p. 22.
[2] Auteurs collectifs, "Cuestionan avances en libros de texto gratuitos", Correo Ilustrado, *La Jornada*, México, 24 août 2009: http://www.jornada.unam.mx/2009/08/24/correo

ha entregado –semanas después de iniciar el ciclo escolar– un cuaderno de trabajo con "juegos matemáticos"[1]».

Pour ce qui était du cahier d'exercice de mathématiques, il y avait bien eu un manuel élaboré et distribué pour l'année scolaire 2008-2009 pour les niveaux 1° et 6° de primaire, mais il contenait tellement d'erreurs que le ministre de l'Education de l'époque, Alonso Lujambio, décida de le retirer et de distribuer des cahiers d'exercices de mathématiques temporaires, le temps d'élaborer un nouveau manuel.

Une autre polémique fut celle causée par le manuel d'espagnol, qui ne contenait que des instructions pour des activités à réaliser avec les livres de la bibliothèque de la classe, ce qui était problématique car toutes les salles de classe de toutes les écoles du Mexique ne sont pas équipées en livres recommandés par la RIEB, la SEP ayant beaucoup de retard pour ce qui est de la distribution des livres de bibliothèque de classe. Le problème était donc que le manuel d'espagnol ne présentait aucun texte littéraire ou informatif pouvant aider à des activités en classes (en particulier, il contenait très peu d'exercices pour l'apprentissage de l'écriture et de la lecture). Selon ces manuels de la RIEB, l'élève arrivant au premier niveau de primaire était censé savoir déjà lire et écrire. C'est ce que déplore Olac Fuentes Molinar, spécialiste en Education et chercheur du Programme des Etudes sur le Développement de l'UNAM:

« Infortunadamente los encuentro [los libros de texto] muy inadecuados en su conjunto, encuentro carencias muy, muy grandes, quizá no tan llamativas como la de que se presupone en el primer grado que los niños saben leer. De hecho, aprender a leer en el sentido de descifrar el alfabeto, encontrar la relación entre la palabra y la letra escrita y el lenguaje usual es el propósito más importante de primero y quizá de segundo grado. En este sentido encuentro un abandono total y una presuposición de que los niños tienen en ese momento una capacidad que precisamente se tiene que formar. En conjunto los veo como resultado de un esfuerzo caótico, sin coordinación interna, pensados para niños que no existen. […] Hay no sólo un incumplimiento de anuncios y de expectativas reformistas sino un claro retroceso[2]».

---

[1] A. C. (compilación), *La "Reforma Integral de la Educación Básica" (RIEB) y sus nuevos libros de texto: debate en la prensa, 20 de Agosto a 25 de Septiembre de 2009*, debate: los libros de texto 2009 educación y cambio, 2009, México, p.1.: http://www.exposicionesvirtuales.com/so_images/3149/DEBATELIBROSDETEXTO2009.pdf

[2] FUENTES MOLINAR, Olac, retranscription d'une interview donnée le 24 août 2009 sur la radio MVS Noticias: *La "Reforma Integral de la Educación Básica" (RIEB) y sus nuevos libros de texto: debate en la prensa, 20 de Agosto a 25 de Septiembre de 2009*, op. cit., p.8.

Afin de pallier le problème du manuel d'espagnol, même si cela ne le résolut pas vraiment car le manuel resta le même, la SEP publia en 2012 un manuel d'espagnol additionnel de lecture, avec des textes littéraires.

En 2010, pour la première fois dans l'histoire de la SEP, fut publié un manuel d'Education Physique pour chaque niveau, avec des explications sur par exemple les parties du corps que l'on peut utiliser, les émotions que l'on peut ressentir, ou les aliments qu'il faut manger pour avoir une vie saine. Les critiques dont fut l'objet ce manuel mettaient en évidence son inadéquation pour l'éducation physique, qui est une matière avant tout pratique et où la lecture d'un manuel au vocabulaire inapproprié au niveau des élèves car trop complexe, n'apportait rien :

« La Secretaría de Educación Pública (SEP), en un hecho "sin precedente", pretenderá que la educación física consista en jugar "trompo", "dados", "dominó" e incluso "peinarse" varias veces para luego levantar trocitos de papel, de acuerdo con los "retos" propuestos por los libros de texto gratuitos de esta materia editados por primera vez en México, país que ocupa el primer lugar mundial de niños con sobrepeso y obesidad. "Se supone que los alumnos van a aprender juegos y educación física sentados", dijo el especialista Olac Fuentes Molinar. […] el texto de educación física de primer grado indica a niños de siete años que estimularán tres "competencias": "la corporeidad", el desarrollo de "habilidades y destrezas motrices" y el "control de la motricidad para el desarrollo de la acción creativa". Esto, "sólo como una muestra del exceso en la inadecuación del lenguaje utilizado como si fueran niños mayores o adultos", enfatiza el experto [1]».

On peut ajouter comme autre cas qui créa la polémique, l'omission de la pilule du lendemain comme moyen contraceptif dans le livre de Sciences Naturelles du niveau 6°, dans le chapitre de la reproduction et d'éducation sexuelle. Suite à ces critiques, elle fut rajoutée dans l'édition révisée de 2011 (mais fut indiqué en plus comme moyen de contraception, le « billings », méthode "naturelle" qui consiste à s'abstenir d'avoir des relations sexuelles durant les jours "fertiles" de la femme[2]).

Un autre cas polémique fut l'utilisation de l'illustration, dans le manuel d'Histoire du niveau 6°, d'une fresque d'Iker Larrauri qui se trouve au Musée d'Anthropologie et d'Histoire de Mexico, dans la salle "Peuplement d'Amérique", et qui s'intitule *El paso de Bering*. Cette fresque fait référence à la théorie selon laquelle les premiers habitants du continent américain provenaient d'Asie et avaient traversé le détroit de Bering il y a environ 40 mille ans. L'œuvre

[1] AVILÉS, Karina, "Niños tomarán educación física sentados: experto", *La Jornada*, México, 24 août 2009: http://www.jornada.unam.mx/2009/08/24/index.php?section=sociedad&article=037n2soc

[2] *Ciencias Naturales Sexto grado*, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 2ème édition de 2011, 1ère édition : 2010, p. 40.

modifiée apparaissait aux pages 16 et 24 du manuel de 2009, où avaient été rajoutés à l'image un mammouth et six hommes en train de le chasser, la direction que prenaient les personnages centraux ayant été inversée. Un des problèmes de la modification de la fresque était la présence d'anachronismes, selon l'historien mexicain Alberto Sánchez Cervantes :

« La Secretaría de Educación Pública no sólo altera una obra de arte, lo que puede ameritar algún tipo de penalización, sino que comete la falla de comunicar una idea errónea, pues el mural de Larrauri se refiere a una de las teorías que explican la llegada de los primeros pobladores al continente americano, hace unos 40 mil años, procedentes de Asia, para lo cual atravesaron el Estrecho de Bering. Sin embargo, agregó, la ilustración modificada se introduce en una temporalidad que la sitúa entre un millón 500 mil años y 130 mil, lo cual también es erróneo. Y en relación con la alteración digital de la obra, a la que en realidad se le añade todo un "escenario" distinto al original de Larrauri, señaló que es inadmisible porque sería tanto como "si a un mural de Diego Rivera a alguien se le ocurriera poner un personaje que el autor no contempló. No existe justificación alguna, ni siquiera con fines didácticos, porque es obvio que no los tiene por lo antes señalado[1]».

[2]

Fresque originale d'Iker Larrauri *El paso de Bering* et sa version modifiée qui apparaissait dans le manuel d'Histoire du niveau 6° de 2009.

Sur le site de la RIEB[3] on peut télécharger tous les manuels de la réforme mais seulement ceux produits à partir de 2010 (donc ceux de 2009 n'apparaissent pas), dans le manuel du niveau 6° de l'édition de 2010 cette image disparaît complètement.

Parmi tous les problèmes déjà soulevés, il faut signaler que l'un des cas les plus polémiques de 2009 porte sur le manuel d'Histoire du niveau 6°, où l'étude des périodes de la Conquête et de la Colonie espagnole au Mexique fut retirée pour ce niveau (ces périodes restent à l'étude pour le niveau 4°) : nous développerons en détail ce cas dans le chapitre 3 sur

[1] AVILÉS, Karina, "Ilustraciones y datos alterados, otras fallas en textos gratuitos", *La Jornada,* México, 26 août 2009: http://www.jornada.unam.mx/2009/08/26/politica/005n1pol
[2] AVILÉS, Karina, "Encuentre las semejanzas", *La Jornada,* México, 26 août 2009: http://www.jornada.unam.mx/2009/08/26/
[3] Site officiel de la RIEB : http://basica.sep.gob.mx/reformaintegral/sitio/index.php?act=buscadorlibros

la présentation des manuels d'Histoire. Des spécialistes ayant participé à l'élaboration de ces manuels avaient averti la SEP que les manuels étaient déficients et qu'il fallait les retirer des écoles: « Especialistas que participaron en la elaboración de los libros de texto de primero y sexto grados advirtieron hace casi 15 días a la SEP que el contenido de los ejemplares "es deficiente en todos sentidos y constituye un daño severo a la educación básica"[1] ».

Les critiques portaient également sur les responsables politiques de cette réforme. En effet, pour la première fois un gouvernement en place élaborait une réforme éducative qui émanait principalement du SNTE:

« Ésta es la consecuencia de haber entregado a un grupo político –el de Elba Esther Gordillo– la educación, ya que la RIEB, encabezada por el subsecretario de Educación Básica, Fernando González Sánchez, yerno de la maestra, es una reforma caótica y estos títulos son el resultado de un proceso improvisado y sin coherencia interna, afirmó el especialista Olac Fuentes Molinar[2]».

Pour l'année scolaire 2011-2012, tous les manuels furent terminés et modifiés selon les évaluations et critiques de 2009 à 2011, mais dans leur ensemble les contenus et chapitres ne changèrent pas ; certains exercices et activités furent remaniés (comme par exemple l'ajout de questionnaires reprenant les notions apprises dans le chapitre étudié), des évaluations furent ajoutées de type PISA et ENLACE[3], ou encore une présentation du manuel fut ajoutée au début et un petit questionnaire d'évaluation du manuel rajouté à la fin.

Une dernière polémique en rapport avec les manuels, mais qui passa presque inaperçue et ne suscita pas de réactions à part dans deux articles de journaux, eut pour origine un cas de discrimination raciale envers les noirs et afro-mexicains, une minorité au Mexique inexistante officiellement. Le 26 février 2012, dans un article de Nathalia Gómez Quintero d'*El Universal*, l'éthno-historienne mexicaine Cristina Masferrer León dénonça une vision discriminatoire envers les groupes africains ou les descendants d'Africains dans les manuels gratuits de la SEP de la nouvelle réforme de la RIEB :

« Dentro de un análisis antropológico, detalla los contenidos peyorativos, la ausencia de explicación o errores al tratar de explicar el origen, historia y características de estos

[1] MARTÍNEZ, Nurit, "Los autores alertaron a la SEP de libros deficientes", *El Universal,* México, 25 août 2009: http://www.eluniversal.com.mx/primera/33516.html

[2] AVILÉS, Karina, "Quita SEP estudio de la Conquista y la Colonia de los libros gratuitos", *La Jornada*, México, 24 août 2009: http://www.jornada.unam.mx/2009/08/24/sociedad/036n1soc

[3] Evaluación Nacional de Logro Académico en Centros Escolares (ENLACE) est un examen créé par la SEP en 2008 après les mauvais résultats des élèves mexicains aux examens de PISA de l'OCDE. Cet examen est appliqué dans les écoles publiques et privées, pour les niveaux 3° à 6° de primaire, les niveaux 2° et 3° du collège et en dernière année du lycée.

sectores de la población. […] señala que en el libro de Geografía del cuarto grado de primaria se menciona que en 1927, en México se prohibía la entrada de negros para evitar la degeneración de la raza sin dar una explicación clara a los lectores.[1] Por otro lado, menciona que en un texto de Historia de nivel telesecundaria, se muestran ilustraciones de personas encadenadas o siendo azotadas para representar la vida en África; mientras que en textos de primero y segundo de primaria, no se mencionan a los africanos ni a sus descendientes; además refiere importantes datos eliminados como el de un cuento en el libro de español de tercer grado, donde se hablaba de una niña negra a la que el autor identifica repetidamente como la "niña bonita"[2]».

Le fait d'être noir au Mexique est synonyme de laideur pour la majorité de la population, à cela s'ajoute le mépris pour les indigènes et plus une personne est blanche, plus elle est considérée comme belle et un modèle à suivre, car elle fait partie en général de la classe riche :

« La experta tuvo contacto con niños estudiantes de primaria, quienes reproducían la discriminación por color de piel. Uno de ellos le comentó que la negritud se asociaba a la fealdad mientras que cuando se insultaba a alguien con la palabra indio era por la creencia de que tienen dificultades para aprender[3]».

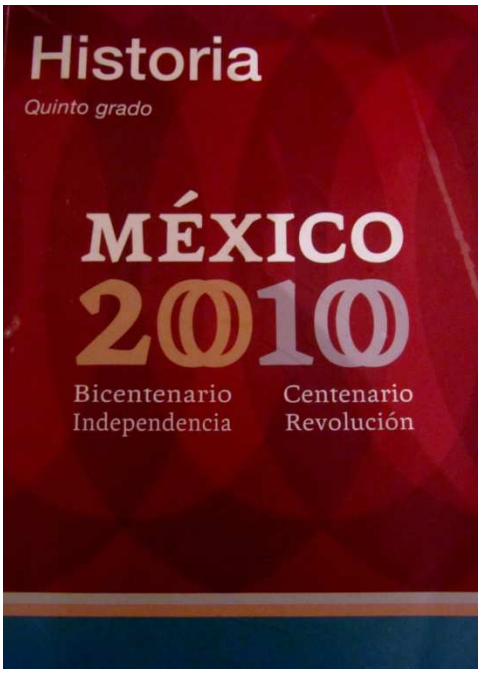
Le problème est que ces textes apparaissent dans les manuels déjà révisés et agréés depuis 2011, ils sont donc distribués officiellement et on ne sait pas quand aura lieu la prochaine révision.

En ce qui concernait la conception graphique des manuels, ce fut le même graphiste, Carlos Palleiro, qui réalisa les couvertures de tous les manuels avec cependant des images de dessinateurs différents pour chaque matière. Dans le plan de 2011, la SEP expliquait qu'il s'agissait d'une grande innovation:

«Una novedosa propuesta gráfica, acorde con las tendencias mundiales más recientes del diseño y de la infografía para materiales educativos, que incluye: un diseño distinto para cada asignatura, que da una identidad propia a cada rama del conocimiento y carácter de serie, además de una amplia oferta en imágenes de creadores contemporáneos, que actualizará y enriquecerá la cultura plástica de docentes y alumnos a lo largo de la primaria.[4]»

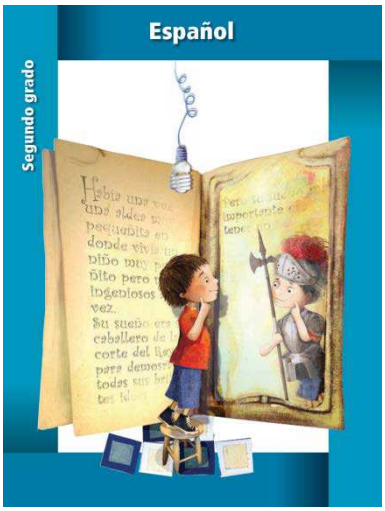
---

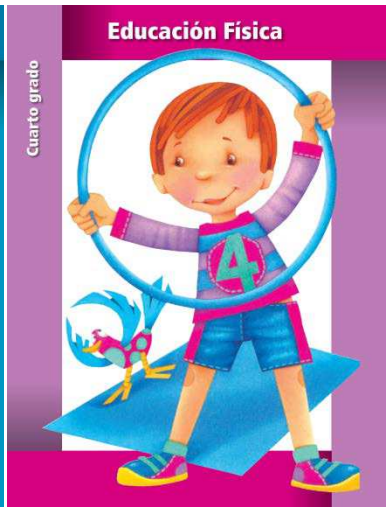
[1] Ce texte se trouve à la page 175 du manuel *Geografía, Cuarto grado*, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010.
[2] GÓMEZ QUINTERO, Natalia, "Ven discriminación en libros de la SEP", *El Universal,* México, 26 février 2012: http://www.eluniversal.com.mx/nacion/194275.html
[3] ibid.
[4] Plan de Estudios 2011, op.cit., p.24.

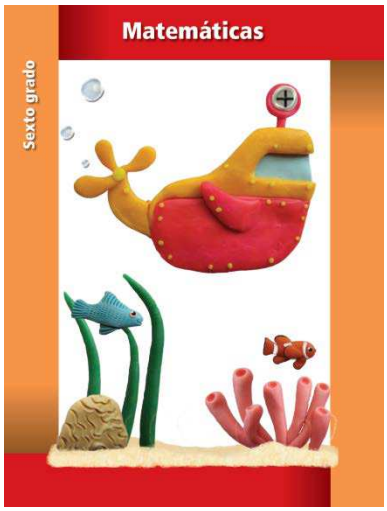


Pour les manuels de l'année scolaire 2010-2011, à l'occasion du Bicentenaire de l'Indépendance et du Centenaire de la Révolution la même année, la SEP fit la même couverture pour tous les manuels avec le logo officiel de l'évènement.

L'année suivante, en 2011, apparaissaient les formats définitifs des manuels avec les couvertures du graphiste Carlos Palleiro.







Couvertures des manuels gratuits de l'année scolaire 2012-2013. La première couverture est celle du manuel d'espagnol du niveau 2° de primaire et l'illustration est de Gabriela Podestá. La deuxième couverture est celle du manuel d'éducation physique (nouvelle matière en manuel de la RIEB) du niveau 4° de primaire et l'illustration est de Martha Avilés. La troisième couverture est celle du manuel de mathématiques du niveau 6° de primaire et l'illustration est de Rocío Padilla.

Après 50 ans de fonctionnement de la CONALITEG, la production et la distribution des manuels gratuits restent un problème car ils sont généralement imprimés avec du retard et en nombre insuffisant. Il y a donc souvent un nombre important d'écoles n'ayant pas les manuels à temps pour la rentrée des classes ou tout simplement elles n'en reçoivent pas. Les budgets pour la CONALITEG étant aléatoires selon les années, la production et la distribution des manuels sont souvent irrégulières. Il y eut une baisse de 75% dans la production des livres lors des premières années du sexennat de Calderón : « al inicio de la administración vivió uno de sus retrasos más importantes. En 2006 la producción se redujo en 25 por ciento, y para mayo de 2008 había un letargo de 75 por ciento.[1] » En 2009, avec la réforme de la RIEB pour les manuels de primaire, la production explosa et la CONALITEG arriva au chiffre historique de cinq milliards de manuels produits au total depuis sa création, cinquante ans plus tôt. Au total, la production de manuels durant le sexennat de Calderón baissa par rapport à celle du sexennat antérieur de Fox:

« Con todo, en el calderonismo se han producido poco más de 600 millones de libros, una cifra similar a la de los gobiernos priistas de Carlos Salinas (casi 610 millones) y Miguel de la Madrid Hurtado (537 millones 400 mil). El primer gobierno de la alternancia, el de Vicente Fox, produjo poco más de mil 104 millones, el doble de lo que arroja hasta ahora el gobierno de Felipe Calderón.[2] »

A ce jour, la CONALITEG présente une offre variée de manuels pour l'enseignement en maternelle, en primaire, au collège, pour la "telesecundaria", pour l'enseignement indigène avec des manuels en 42 langues différentes, des manuels en Braille et en gros caractères pour les enfants ayant des déficiences visuelles.

Le sexennat de Calderón se termina en 2012 au moment où la réforme de la RIEB avait été menée à son terme, tous les manuels de primaire ayant été conçus. Pour ce qui est de la situation générale du pays, comme cela a déjà été mentionné plus haut, le bilan de son sexennat est plutôt mitigé étant donné l'augmentation de la pauvreté et de l'insécurité ; de plus la réforme de la RIEB n'a pas réussi pas à garder les élèves scolarisés durant et après le collège. Le problème de désertion scolaire persiste et le nombre des « ninis », ceux qui ni ne travaillent ni ne suivent un cursus scolaire, est en augmentation:

« el sexenio de Felipe Calderón termina en medio de una creciente inseguridad, deficiente procuración de justicia, corrupción e impunidad, así como más pobreza y el aumento de jóvenes que no estudian ni trabajan (ninis). [...] la tasa de desocupación juvenil se

[1] FLORES, Linaloe, "Libro de texto gratuito cumple 53 años; hay 6 millones de analfabetas", *Sin embargo*, México, 13 février 2013: http://www.sinembargo.mx/13-02-2012/148509?repeat=w3tc
[2] ibid.

duplicó, al pasar de 4.8 por ciento en 2001, a 10 por ciento en 2010, lo que representa más de 7 millones que no estudian ni trabajan. […] en lugar de reducir la pobreza aumentó en 6.5 millones el número de mexicanos en esa condición, al pasar de 45.5 a 52 millones en este sexenio[1]».

V. LE RETOUR DU PRI, UN RETOUR EN ARRIERE? (2012-2013)

A. Les élections présidentielles de juillet 2012

La campagne pour les élections présidentielles de juillet 2012 a vu s'affronter quatre candidats : Josefina Vázquez Mota du PAN, Andrés Manuel López Obrador (AMLO) du PRD, Enrique Peña Nieto du PRI et Gabriel Quadri de la Torre du Partido Nueva Alianza[2] (PANAL). La campagne fut très dure et se joua entre les trois favoris, Vázquez Mota, López Obrador et Peña Nieto, ce dernier arrivant premier dans la majorité des sondages.

López Obrador n'avait jamais accepté sa défaite aux élections présidentielles de 2006 et s'était autoproclamé président du Mexique, sa popularité en avait souffert et il était souvent qualifié de radical et populiste. Pour les élections de 2012 il fut à nouveau choisi comme candidat représentant le PRD, mais cette fois, il fut soucieux de montrer qu'il était plus modéré pour ne pas effrayer les électeurs indécis et se rapprocher des classes moyennes et du secteur privé de tendance sociale-démocrate plus que socialiste. Beaucoup de Mexicains se méfient des idées de gauche souvent associées au communisme et sont plutôt de centre-droit ou conservateurs, les votes se sont donc joués davantage entre le PRI et le PAN :

« Roger Bartra, antropólogo social de la UNAM, no cree en esa transformación ni augura mucho porvenir electoral al PRD. "La posibilidad de una izquierda moderna de corte socialdemócrata en México fue destrozada por AMLO. Es consciente de que tiene que irse a centro y modernizarse pero no creo que en estos meses pueda rehacerse. Fueron las clases medias las que le derrotaron en 2006", afirma. Para Bartra, "ahora el PRI lo tiene más fácil". "El electorado mexicano, pese al 40% de pobres, es de centroderecha"[3]».

---

[1] GARDUÑO Roberto et MÉNDEZ Enrique, "Inseguridad, pobreza y aumento de ninis, balance de este sexenio, acusan diputados", *La Jornada,* México, 12 septembre 2012: http://www.jornada.unam.mx/2012/09/12/politica/014n1pol

[2] Parti créé en 2005 par la présidente du SNTE, Elba Ester Gordillo, qui avant cette date appuyait le PRI.

[3] PRADOS, Luis, "La izquierda mexicana apela al corazón", *El País,* Espagne, 20 novembre 2011: http://internacional.elpais.com/internacional/2011/11/20/actualidad/1321811404_324667.html

Ainsi, pour gagner de l'électorat, AMLO promettait un "changement tranquille", une "austérité républicaine"[1] pour faire baisser les dépenses de l'Etat, et souhaitait avoir de bonnes relations avec les Etats-Unis. Il promit de créer des emplois et d'augmenter la croissance pour résoudre le problème de la pauvreté au Mexique (plus de 50 millions de Mexicains vivent dans la pauvreté en 2012) ce qui par conséquence, résoudrait le problème de violence et d'insécurité.

En ce qui concerne Josefina Vázquez Mota, elle fut choisie comme candidate du PAN assez tard (après que le PRI et le PRD eurent choisi leurs candidats officiels) dans un contexte de divisions internes dans le parti : le président sortant Calderón avait un autre favori pour candidat, Ernesto Cordero, ex-ministre du Budget sous son gouvernement, et durant la campagne, il ne soutint pas réellement la candidate de son parti. Même l'ancien président Vicente Fox ne la soutint pas et appela tous les Mexicains, quelques semaines avant les élections, à voter pour le « gagnant »[2] qui serait Enrique Peña Nieto. Il appelait donc à un retour au PRI, lui qui avait mis fin au règne de ce parti politique avec son élection en 2000 avec le PAN. Après douze ans au pouvoir du PAN, la tâche pour Mota fut difficile, la population étant déçue, le PAN n'ayant pas tenu ses promesses et la situation quotidienne au Mexique ne s'étant pas améliorée. Sa campagne joua surtout sur le fait d'être une femme, ce qui ne satisfaisait pas beaucoup d'électeurs, et de plus la ligne directrice de ses promesses n'était pas très claire : elle disait représenter le changement, mais elle déclarait aussi qu'elle suivrait la même politique que le président sortant du PAN, Calderón. Cette contradiction ne joua pas en sa faveur :

« No ha mostrado una propuesta clara, un perfil definido: aunque se presenta como una candidata "diferente", Vázquez Mota ha vacilado entre la continuidad y el rompimiento con la gestión de Felipe Calderón, que es visto como inoperante. Su Gobierno no solo no creó los empleos que prometió, sino que fue incapaz de lograr las reformas que urgen en el país; ni siquiera pudo convencer de que su estrategia anticrimen, que ha costado 55.000 muertos, es la correcta[3]».

Elle affirmait par exemple qu'elle continuerait la guerre contre les trafiquants de drogue comme l'avait fait le gouvernement de Calderón. Elle critiquait aussi le PRI qui, selon elle, n'avait jamais agi contre le narcotrafic. Ce fut une mauvaise stratégie de sa part car cette

[1] PRADOS, Luis, "La pelea presidencial mexicana ya solo es un duelo entre dos", *El País,* Espagne, 11 juin 2012: http://internacional.elpais.com/internacional/2012/06/11/actualidad/1339440803_635096.html
[2] GARCÍA, Carlos, "Es claro que Peña Nieto se perfila como ganador y hay que apoyarlo, señala Fox", *La Jornada*, México, 4 juin 2012: http://www.jornada.unam.mx/2012/06/04/politica/010n1pol
[3] CAMARENA, Salvador, "El PAN se desvanece en México", *El País,* Espagne, 22 mai 2012, http://internacional.elpais.com/internacional/2012/05/21/actualidad/1337623205_775054.html

guerre contre les trafiquants de drogue était mal acceptée par la majorité de la population étant donné les conséquences qu'elle a eues.

Enrique Peña Nieto (EPN) fut choisi comme candidat officiel du PRI en novembre 2011 après la démission de Manlio Fabio Beltrones, sénateur très influent dans la politique mexicaine, qui concourait contre lui comme candidat. EPN était le favori dans les sondages, ex-gouverneur de l'Etat de Mexico, jeune (44 ans à l'époque de la campagne) et marié à une actrice de telenovelas. Ses détracteurs le voient comme un homme stupide, une simple marionnette du PRI qui ne peut prononcer que des discours préparés et ne sait pas s'exprimer. Un incident fit parler beaucoup de lui à l'époque : invité à la Foire Internationale du Livre de Guadalajara avant la campagne, il devait répondre à la question « quels sont les trois livres qui vous ont marqué dans votre vie ? », EPN ne réussit pas à répondre clairement et mélangea titres et auteurs :

« "Pues, he leído varios, desde novelas, que me gustaron en lo particular. Difícilmente me acuerdo del título de los libros. La Biblia es uno. La Biblia en algún momento de mi vida y algunos pasajes bíblicos. No me leí toda la Biblia, pero sí algunas partes. Sin duda, en alguna etapa de (mi) vida, fue importante, sobre todo en la adolescencia", dijo Peña Nieto y añadió: "Leería algo que seguramente mi vocación por la política alentaba este espíritu. 'La Silla del Águila', de Krauze [en realidad de Carlos Fuentes][1] ».

Cette événement entacha l'image du candidat du PRI, considéré comme un ignorant alors qu'il venait présenter un livre qu'il était censé avoir écrit (*México, la gran esperanza*) :

« Lo que ocurre es que su equivocación para responder una pregunta tan básica revelan a Peña Nieto de carne y hueso y lo desnudan tal cual es. […] muestra al aspirante presidencial más fuerte en las encuestas como alguien ignorante y sin preparación.[2] »

Lors de la campagne, il refusa de participer à un troisième débat avec les autres candidats organisé par « Yo soy 132 » qui n'était pas prévu au début de la campagne. Il participa aux deux seuls débats organisés officiellement par l'IFE (qui n'en étaient pas vraiment car il s'agissait de répéter les promesses, chaque candidat ayant son temps de parole et ne s'adressant pas l'un à l'autre).

La polémique s'aggrava lorsque la fille du candidat, en réaction aux critiques envers son père (des étudiants déposèrent des livres pour EPN au QG du PRI), posta sur son Twitter une phrase méprisante envers la population: « Un saludo a toda la bola de pendejos, que

[1] MARTÍN, Rubén, "El oso de Peña Nieto", *El Economista,* México, 5 décembre 2011: http://eleconomista.com.mx/columnas/columna-especial-politica/2011/12/05/oso-pena-nieto
[2] MARTÍN, Rubén, *El Economista, op.cit.*

forman parte de la prole y solo critican a quien envidian[1] ». Cet événement relança le débat sur la société de classes (les plus riches étant le modèle et se croyant supérieurs à tous) très évidente au Mexique. Pendant sa campagne il promettait de donner une vraie démocratie au Mexique grâce à un gouvernement efficace tenant ses promesses. Il promettait aussi une croissance économique, une réforme énergétique et fiscale et de mettre fin au monopole de PEMEX sur le pétrole (donc de l'Etat) et de commencer à privatiser ce grand symbole du Cardenisme. Enfin, il promettait d'en finir avec la violence grâce à une nouvelle stratégie de sécurité inspirée de ce qui s'était fait en Colombie contre le narcotrafic.

La société mexicaine était pessimiste et sans illusions sur la transparence des élections et une possible corruption :

« Recientes encuestas muestran que en México existe un "déficit en la disposición a cumplir las reglas", incluidas las electorales. Así, los datos revelan que 71 por ciento de los mexicanos consideran posible un fraude electoral.[2] »

Comme l'affirmait Vargas Váldez, le directeur de la Fiscalía Especializada para la Atención de los Delitos Electorales (FEPADE), les institutions mexicaines était prêtes pour contrôler et interdire toute fraude pour les votes mais il restait encore beaucoup de risques :

« Vargas Váldez reconoce que "siguen existiendo prácticas que afectan al voto". En concreto: el desvío de recursos públicos y la utilización de programas sociales en favor de un candidato. […] Pero la preocupación más grande proviene del crimen organizado y la violencia que podría desestabilizar al proceso electoral. Un factor "imprevisto" hasta hace pocos años, reconoce. […] en La Piedad [en el Estado de Michoacán], donde mataron al alcalde, recuerda. "El Estado no tiene capacidad de poner seguridad a todos los candidatos. Lo más que podemos hacer es procurar una política de prevención para que estos hechos no ocurran"[3] ».

L'événement marquant de cette campagne fut la naissance du mouvement étudiant « Yo soy 132 » qui commença en protestation contre le candidat du PRI mais finit par une critique des medias au Mexique, en particulier contre le lobbying de la chaîne de télévision principale, Televisa, accusée de manipuler les masses. La critique porta aussi sur le fonctionnement du pays et l'existence d'une fausse démocratie à la mexicaine. Ce mouvement

[1] ELVIRA VARGAS, Rosa, "Hija de Peña Nieto causa ira en Twitter al renviar mensaje que insulta a críticos", *La Jornada,* México, 6 décembre 2011: http://www.jornada.unam.mx/2011/12/06/politica/013n1pol
[2] EMIR OLIVARES, Alonso, "Considera 71% de los mexicanos que puede haber fraude electoral", *La Jornada,* México, 29 juin 2012: http://www.jornada.unam.mx/2012/06/29/politica/003n1pol
[3] CALDERÓN, Verónica, "La violencia es la mayor amenaza para la democracia en México", *El País,* Espagne, 28 novembre 2011: http://internacional.elpais.com/internacional/2011/11/25/actualidad/1322240581_739074.html

démarra lors d'une visite le 11 mai 2012 du candidat du PRI à une université privée, La Iberoamericana. Lors de son discours, les étudiants commencèrent à lui reprocher sa politique en tant que gouverneur de l'Etat de Mexico et ses promesses non tenues. Peña Nieto partit s'enfermer dans les toilettes de l'université sous les cris « ¡ Fuera Peña ! ¡ Asesino ! »[1] pour ensuite s'enfuir par une porte dérobée. Lorsque Televisa reporta cet événement, elle minimisa les faits et dit que c'était des personnes extérieures à la Ibero qui huaient le candidat du PRI et non des étudiants. Suite à cela, 131 étudiants de la Ibero postèrent sur internet une vidéo où chacun montrait sa carte d'étudiant et assumait sa protestation. Ainsi naquit le mouvement « Yo soy 132 », les jeunes entrant dans le mouvement déclarant être le 132ème étudiant. Le mouvement ne se réclama d'aucun parti, mais appela à ne pas voter pour le PRI, et demanda une réelle démocratisation des médias au Mexique. Televisa garda le silence sur l'incident de la Ibero jusqu'au moment où les protestations de « Yo soy 132 » prirent une telle ampleur dans le pays qu'elle en parla rapidement une dizaine de jours après les événements : « Televisa emitió por primera vez en la mañana del lunes, diez días después de los incidentes, nueve minutos sobre lo que ocurrió en la Universidad Iberoamericana[2]». Avec ce mouvement de protestation, la jeunesse mexicaine se fit entendre et entra dans la campagne en réclamant un changement et en devenant un pouvoir important de l'électorat :

> « Un total de 24 millones de jóvenes menores de 29 años forman parte del censo electoral, y 14 millones nunca han votado en unas elecciones presidenciales. De pronto estos números han cobrado vida e irrumpido en la campaña electoral mexicana con una fuerza nunca vista. Son los enojados, los engañados, los ignorados, los estudiantes, sobre todo, de las universidades privadas que, hartos de una democracia devaluada, se han echado a la calle para protestar contra la corrupción, los partidos políticos y la "manipulación" informativa de las grandes cadenas de televisión[3]».

Durant les mois de mai et juin, les manifestations dans la rue de « Yo soy 132 » se multiplièrent dans tout le pays, un vrai phénomène était créé et le désir d'un changement s'exprimait, le candidat « AMLO » du PRD remontait dans les sondages. Les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Youtube, etc.) furent de véritables armes pour la campagne entre les différents partis, surtout entre le PRI et le PRD (le PAN était annoncé perdant avant les élections) pour gagner les derniers votes des indécis.

---

[1] Peña Nieto est traité d'« assassin » à cause de la tragédie dite d'Atenco, une ville de l'Etat de Mexico, où il y eut des protestations paysannes et Peña Nieto, alors gouverneur de cet Etat, ordonna une répression violente ; il y eut des morts, des arrestations et des violences sur des femmes.
ZAPATA, Belén, "La visita de Peña Nieto, motivo de abucheos de estudiantes en la Ibero", *CNNMéxico*, México, 11 mai 2012, http://mexico.cnn.com/nacional/2012/05/11/la-visita-de-pena-nieto-divide-a-estudiantes-en-universidad-iberoamericana

[2] PRADOS, Luis, "Nacen los enojados mexicanos", *El País,* Espagne, 22 mai 2012: http://internacional.elpais.com/internacional/2012/05/22/actualidad/1337719454_576432.html

[3] PRADOS, Luis, *El País*, op. cit.

Malgré les différents incidents lors de la campagne pour le candidat du PRI, il resta toujours en tête des sondages, même si le candidat du PRD arrivait deuxième et l'écart entre les deux se faisait plus mince.

Le 1 juillet 2012 fut le jour des élections et dès le 2 il y avait des résultats provisoires donnant vainqueur le PRI mais les résultats définitifs furent dévoilés le mercredi 4, confirmant les préliminaires déclarant Enrique Peña Nieto président avec 38,21% des voix, López Obrador arrivant deuxième avec 31,59% des voix (6,62 points d'écart), Vázquez Mota troisième avec 25,41% des voix, et enfin Quadri avec 2,29% des voix[1]. Lors de ces élections, il y eut 62% de participation, le pourcentage le plus élevé de l'histoire électorale du Mexique et il faut préciser que durant les élections, les Mexicains ne votent pas seulement pour le futur président, ils doivent aussi voter en même temps pour 128 sénateurs et 500 députés fédéraux ; de plus pour ces élections, six Etats votèrent pour de nouveaux gouverneurs et dans treize Etats il y eut des voix pour des maires et pour les conseils locaux[2].
Le PAN et le PRD réfutèrent ces résultats et dénoncèrent un résultat illégitime accusant le PRI d'avoir dépassé son budget de campagne ou acheté des votes en donnant des cartes electroniques (l'affaire Monex) :

« El manejo ilegal de recursos, por medio de tarjetas electrónicas, la entrega de despensas, el manejo de encuestas, el uso de medios de comunicación, la compra y la coacción del voto influyeron para que Peña Nieto ganara ilegítimamente la elección.[3] »

De plus, le candidat du PRD demanda un recompte total des voix argumentant qu'il y avait beaucoup d'irrégularités dans des bureaux de votes, cependant, l'IFE recompta la moitié du total des votes (en 2006 il n'avait recompté que 9% du total des votes) et confirma la victoire de Peña Nieto.

Peña Nieto affirmait qu'il n'y avait aucun retour en arrière et que le PRI n'avait rien à voir avec le parti d'il y a douze ans. En effet, il était nouveau de voir que le PRI n'avait pas réussi à avoir la majorité absolue ni à l'Assemblée, ni au Sénat, alors que l'ancien PRI avait la majorité partout car il n'y avait pas de réelle démocratie. Pour pouvoir appliquer ses réformes, EPN va devoir chercher pendant son mandat l'appui des autres partis (surtout celui du PAN):

---

[1] Résultats officiels de l'IFE des élections présidentielles de 2012: http://computos2012.ife.org.mx/reportes/presidente/distritalPresidenteEF.html
[2] Canaltrans, *Elecciones 2012*, "Resultados, ganadores y perdedores", http://www.canaltrans.com/2012/elecciones-mexico-2012.html
[3] GARCÍA, Carlos et HERRERA, Claudia, "A Peña no le alcanza la legitimidad para ser presidente, señala Madero", *La Jornada,* México, 9 juillet 2012: http://www.jornada.unam.mx/2012/07/09/politica/007n1pol

« “No se ha producido el escenario de carro completo”, frase con la que los viejos priistas llamaban las abrumadoras mayorías que obtenían en el viejo régimen, afirma José Woldenberg, expresidente del Instituto Federal Electoral (IFE). “Los resultados dan una imagen de equilibrio de poderes y alejan el fantasma de una restauración priista. Tendrán que negociar para hacer prosperar sus iniciativas”, añade.[1] »

Le 1er décembre 2012, Peña Nieto prit officiellement ses fonctions de président dans la Chambre des Députés, encerclée par des clôtures installées pour l'occasion par les autorités pour éviter des incidents, des rues furent interdites à la circulation et des stations de métro de la capitale furent fermées. En effet, ce jour-là il y eut plusieurs manifestations dans les rues d'associations civiles et politiques, comme « Yo soy 132 », des sympathisants du PRD ou du Movimiento Regeneración Nacional (Morena) ou encore des membres du SNTE ou du CNTE entre autres. Il y eut des affrontements avec les forces de l'ordre, et il en résulta plusieurs blessés dont deux graves et 103 personnes furent arrêtées. De ces personnes arrêtées la majorité fut libérée mais 14 restèrent inculpées:

« En los siguientes días quedaría demostrado que la mayoría, si no todas, las detenciones fueron arbitrarias. Así que el domingo 9 salieron libres 56 personas. Quedaron 14 presos, acusados de “ataques a la paz pública”[2]».

De plus, il y eut aussi des protestations de la part de politiques de l'opposition dans la Chambre des Députés lors de la prise de fonction[3].

Le jour suivant, le 2 décembre, Enrique Peña Nieto réussit à faire signer le « Pacto por México » en collaboration avec les trois principaux partis politiques, le PRI, le PAN et le PRD (ce qui causa une scission dans ce parti, la majorité étant contre ce « pacte », le président du PRD, Zambrano, ayant tout de même signé, convaincu par le PRI et le PAN). Il s'agit d'une sorte d'agenda commun qui se compose d'une liste de 95 engagements dont 63 sont des projets de réformes de lois qui devront être débattus et votés à l'Assemblée et au Sénat. Dans la majorité des cas, il s'agit de réformes déjà existantes mais restées au point mort à une étape du processus législatif et qui faisaient déjà partie de l'agenda des différents partis politiques. Chaque engagement est accompagné d'une date de réalisation, la population pouvant voir ainsi si le gouvernement tient ses promesses durant ce sexennat. Les 95 engagements concernent la fiscalité, l'environnement, la justice, l'éducation, la sécurité sociale, le combat

[1] PRADOS, Luis, “El PRI vuelve a la presidencia de México con poder limitado”, *El País,* Espagne, 2 juillet 2012: http://internacional.elpais.com/internacional/2012/07/02/actualidad/1341250723_436046.html
[2] Auteur non mentionné, “Sección especial: los 14 inculpados”, *La Jornada Indignados*, México, 14 janvier 2013: http://indignados.jornada.com.mx/recientes/los-14-inculpados
[3] Cf. Annexes: Prise de fonction d'Enrique Peña Nieto en tant que Président

contre la pauvreté, la violence et la corruption (transparence des comptes), etc. De plus Peña Nieto a initié une grande réforme du PRI. La fin du sexennat en 2018 nous dira si les engagements auront été tenus par le gouvernement et s'ils auront réellement eu un effet positif sur le développement et la sécurité du Mexique.

B. La réforme de l'Education et de l'article 3 de la Constitution de 2013

Le gouvernement de Peña Nieto a donc annoncé une grande réforme éducative qui va modifier le système en place et dont le fil directeur est la qualité de l'éducation. Le but de cette réforme étant le fonctionnement des écoles à temps complet, la notation des professeurs pour un enseignement de qualité (avec des augmentations de salaires s'ils réussissent les évaluations) et le contrôle du SNTE pour lui faire respecter les lois. Il est prévu également d'organiser un recensement complet des écoles, des professeurs et des élèves. Les professeurs obtiendront leurs postes seulement par le mérite, donc par un concours (et non plus en les achetant ou en les héritant[1]). Il s'agira donc de consolider la formation professionnelle des professeurs en créant un parcours plus spécifique à ce métier. Plusieurs de ces idées existaient déjà antérieurement:

«Ya existen minutas aprobadas por la Cámara de Diputados en la legislatura anterior para crear escuelas de tiempo completo y para regular la formación de docentes. Sobre la ley para darle autonomía al Instituto Nacional para la Evaluación de la Educación, ya existe un dictamen aprobado en 2006 por la Cámara de Senadores, el cual se quedó en comisiones de la Cámara de Diputados, junto con otras iniciativas que se han presentado desde entonces. Y, por último, la idea de crear un Servicio Profesional de Carrera Magisterial ha sido propuesta por el PAN y el PRD en la legislatura pasada, sin embargo, estas dos iniciativas siguen en espera de ser dictaminadas.[2]»

Il y a beaucoup de réticences et de résistances face à cette nouvelle réforme de l'Education : il y a des manifestations et des conflits entre les professeurs et les différentes autorités. Certains conflits commencent à s'enliser, surtout dans l'état d'Oaxaca, dans le Michoacán ou dans le Guerrero par exemple, où la police communautaire s'est solidarisée avec les professeurs (des professeurs ayant été emprisonnés arbitrairement)[3]. La principale raison de cette résistance de la part des professeurs est l'évaluation car ils peuvent perdre leur poste s'ils échouent à l'examen. Ils remettent donc en cause le mode d'évaluation, d'autant plus que les conditions de travail et l'expérience professionnelle ne sont pas prises en compte

[1] C'est ce que dénonçait le documentaire mexicain de Juan Carlos Rulfo, *¡De panzazo !*, sorti en 2012.
[2] Pulso Legislativo, "El pacto por México", *La silla rota,* México, 3 décembre 2012: http://www.lasillarota.com/index.php?option=com_k2&view=item&id=55328:el-pacto-por-m%C3%A9xico
[3] Cf annexes: *La Jornada*, Lundi 8 avril 2013, numéro 10299, D.F., México.

dans cette évaluation. Une de leurs craintes aussi est que l'Etat veuille privatiser l'Education et écorne le principe de gratuité si les parents doivent dorénavant payer les inscriptions.

Comme bilan des cent premiers jours du gouvernement de l'EPN, on peut citer des événements marquants comme la signature entre les trois partis du « Pacto por México », la libération de Florence Cassez (très critiquée par une majorité des Mexicains qui la considèrent coupable), la croisade déclarée contre la faim, la création d'une pension pour les personnes de plus de 65 ans et d'une aide aux femmes « chefs de famille ». Cependant, le coup d'éclat qui marque les premiers mois de la présidence de Peña Nieto fut l'arrestation le 26 février 2013 de la présidente du SNTE, Elba Esther Gordillo, sous le chef d'accusation d'usage de fonds acquis frauduleusement pour une somme de plus de 2 mille millions de pesos[1], de blanchiment d'argent et de crime organisé[2]. La majorité des personnes de son entourage proche (famille et politiciens de Nueva Allianza et du SNTE) s'empressa de déposer une demande de protection (ley de amparo) pour ne pas être arrêtées ou inculpées elles aussi. Les détracteurs du gouvernement disent qu'il s'agit simplement d'une tactique du PRI pour pouvoir mettre en place ses réformes sans avoir d'obstacles (Gordillo et le SNTE commençaient à s'opposer à la nouvelle réforme) :

> «El arresto de Elba Esther Gordillo ha sido un martillazo en el tablero de ajedrez del poder en México. La sindicalista señoreaba el maltrecho sistema educativo y controlaba un partido político minoritario (el Partido Nueva Alianza, Panal) pero que le daba los escaños suficientes para tener una capacidad de influencia significativa en el legislativo. Su imperio parece haberse caído de golpe con la llegada al poder del PRI, el mismo partido con el que llegó a ser diputada y del que salió en 2003 por una disputa interna[3]».

Certains disent que c'est un retour au PRI du passé, et comparent cette action, le « Gordillazo », à celle du « Quinazo », lorsqu'en 1989, le président Carlos Salinas Gortari avait fait emprisonner le leader syndical du pétrole mexicain, La Quina. La même année, Gortari avait obligé l'ancien leader du SNTE, Carlos Jonguitud, à démissionner et l'avait remplacé par Elba Esther Gordillo.

Le jour même de l'arrestation de l'exprésidente du SNTE, le 26 février 2013, passait officiellement la réforme de l'article 3 de la Constitution, premier pas pour l'application de la nouvelle réforme éducative. Il fut ajouté dans l'article 3 que l'éducation serait gratuite mais

---

[1] CASTILLO GARCÍA, Gustavo, "La maestra, es acusada de lavado de dinero", *La Jornada,* México, 27 février 2013: http://www.jornada.unam.mx/2013/02/27/politica/002n1pol

[2] Cf. annexes: *PorEsto!,* Mercredi 27 février 2013, numéro 8001, Mérida, Yucatán, México.

[3] Auteur non mentionné, "Elba Esther Gordillo será juzgada por crimen organizado y por lavado de dinero", *El País,* 5 mars 2013: http://internacional.elpais.com/internacional/2013/03/05/actualidad/1362460837_015061.html

aussi de qualité, que les professeurs devraient passer des concours pour avoir un poste (le Congreso de la Unión - l'Assemblée et le Sénat – serait chargé de créer les lois qui établiraient le Servicio Profesional docente), et qu'allait être créé le Sistema Nacional de Evaluación Educativa pour noter les professeurs. Ce système serait sous la coordination d'un Instituto Nacional para la Evaluación de la Educación, organisme public et autonome avec une personnalité juridique et un patrimoine propre, selon le gouvernement. Les sections III, VII y VIII de l'article 3 furent modifiées et il fut ajouté un troisième paragraphe dans l'introduction de l'article, une incise d) dans la section II et une neuvième section. Ces changements apparaissent ainsi dans la version actuelle de février 2013 de l'article 3 de la Constitution:

« **Artículo 3o.** [...]
El Estado garantizará la calidad en la educación obligatoria de manera que los materiales y métodos educativos, la organización escolar, la infraestructura educativa y la idoneidad de los docentes y los directivos garanticen el máximo logro de aprendizaje de los educandos.
I.[…]
II. [...]
d) Será de calidad, con base en el mejoramiento constante y el máximo logro académico de los educandos;
III. Para dar pleno cumplimiento a lo dispuesto en el segundo párrafo y en la fracción II, el Ejecutivo Federal determinará los planes y programas de estudio de la educación preescolar, primaria, secundaria y normal para toda la República. […] Adicionalmente, el ingreso al servicio docente y la promoción a cargos con funciones de dirección o de supervisión en la educación básica y media superior que imparta el Estado, se llevarán a cabo mediante concursos de oposición que garanticen la idoneidad de los conocimientos y capacidades que correspondan. La ley reglamentaria fijará los criterios, los términos y condiciones de la evaluación obligatoria para el ingreso, la promoción, el reconocimiento y la permanencia en el servicio profesional con pleno respeto a los derechos constitucionales de los trabajadores de la educación. Serán nulos todos los ingresos y promociones que no sean otorgados conforme a la ley.
Lo dispuesto en este párrafo no será aplicable a las Instituciones a las que se refiere la fracción VII de este artículo; […]
VII. Las universidades y las demás instituciones de educación superior a las que la ley otorgue autonomía, tendrán la facultad y la responsabilidad de gobernarse a sí mismas; […];
VIII. El Congreso de la Unión, con el fin de unificar y coordinar la educación en toda la República, expedirá las leyes necesarias, destinadas a distribuir la función social educativa entre la Federación, los Estados y los Municipios, a fijar las aportaciones económicas correspondientes a ese servicio público y a señalar las sanciones aplicables a los funcionarios que no cumplan o no hagan cumplir las disposiciones relativas, lo mismo que a todos aquellos que las infrinjan, y
IX. Para garantizar la prestación de servicios educativos de calidad, se crea el Sistema Nacional de Evaluación Educativa. La coordinación de dicho sistema estará a cargo del Instituto Nacional para la Evaluación de la Educación. El Instituto Nacional para la Evaluación de la Educación será un organismo público autónomo, con personalidad jurídica y patrimonio propio. Corresponderá al Instituto evaluar la calidad, el desempeño y resultados

del sistema educativo nacional en la educación preescolar, primaria, secundaria y media superior. Para ello deberá:
a) Diseñar y realizar las mediciones que correspondan a componentes, procesos o resultados del sistema;
b) Expedir los lineamientos a los que se sujetarán las autoridades educativas federal y locales para llevar a cabo las funciones de evaluación que les corresponden, y
c) Generar y difundir información y, con base en ésta, emitir directrices que sean relevantes para contribuir a las decisiones tendientes a mejorar la calidad de la educación y su equidad, como factor esencial en la búsqueda de la igualdad social.
La Junta de Gobierno será el órgano de dirección del Instituto y estará compuesta por cinco integrantes. El Ejecutivo Federal someterá una terna a consideración de la Cámara de Senadores, la cual, con previa comparecencia de las personas propuestas, designará al integrante que deba cubrir la vacante. La designación se hará por el voto de las dos terceras partes de los integrantes de la Cámara de Senadores presentes o, durante los recesos de esta, de la Comisión Permanente, dentro del improrrogable plazo de treinta días. Si la Cámara de Senadores no resolviere dentro de dicho plazo, ocupará el cargo de integrante de la Junta de Gobierno aquel que, dentro de dicha terna, designe el Ejecutivo Federal.
En caso de que la Cámara de Senadores rechace la totalidad de la terna propuesta, el Ejecutivo Federal someterá una nueva, en los términos del párrafo anterior. Si esta segunda terna fuera rechazada, ocupará el cargo la persona que dentro de dicha terna designe el Ejecutivo Federal.
Los integrantes de la Junta de Gobierno deberán ser personas con capacidad y experiencia en las materias de la competencia del Instituto y cumplir los requisitos que establezca la ley, desempeñarán su encargo por períodos de siete años en forma escalonada y podrán ser reelectos por una sola ocasión. Los integrantes no podrán durar en su encargo más de catorce años. En caso de falta absoluta de alguno de ellos, el sustituto será nombrado para concluir el periodo respectivo. Sólo podrán ser removidos por causa grave en los términos del Título IV de esta Constitución y no podrán tener ningún otro empleo, cargo o comisión, con excepción de aquéllos en que actúen en representación del Instituto y de los no remunerados en actividades docentes, científicas, culturales o de beneficencia.
La Junta de Gobierno de manera colegiada nombrará a quien la presida, con voto mayoritario de tres de sus integrantes quien desempeñará dicho cargo por el tiempo que establezca la ley.
La ley establecerá las reglas para la organización y funcionamiento del Instituto, el cual regirá sus actividades con apego a los principios de independencia, transparencia, objetividad, pertinencia, diversidad e inclusión.
La ley establecerá los mecanismos y acciones necesarios que permitan al Instituto y a las autoridades educativas federal y locales una eficaz colaboración y coordinación para el mejor cumplimiento de sus respectivas funciones.[1] »

Depuis cette réforme, les manifestations des professeurs continuent car ils luttent toujours contre ce système d'évaluation des enseignants mis officiellement dans la Constitution :

« ¿Quién en su sano juicio y con un mínimo de inteligencia puede asegurar que alguien que conteste correctamente todas las preguntas de un examen será el mejor maestro? Es imposible tomar como parámetro para el ingreso al servicio educativo el aprobar o no un examen. […] Nadie puede oponerse a la evaluación. [...] A lo que nos oponemos es a que un examen sea el instrumento para juzgar la permanencia o no en el servicio. Rechazamos que el

[1] Réforme de l'article 3 de la Constitution de 1917 publiée dans le Journal Officiel le 26 février 2013: http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_206_26feb13.pdf

gobierno federal, la SEP, siga a pie juntillas las recomendaciones de la OCDE. […] Ni más ni menos lo que persigue su reforma educativa, lo que cacarean los partidos políticos como logro para el país: elevar a rango constitucional el despido de maestros.[1] »

L'avenir nous dira si les résultats de cette nouvelle réforme seront positifs ou non pour l'Education publique mexicaine.

En 2010, la CONALITEG fêta ses cinquante ans d'existence et cela coïncida avec la sortie de la quatrième génération de ses manuels qui causèrent beaucoup de débats, comme à chaque création de nouveaux manuels pour chaque génération. Aujourd'hui, la SEP est très fière de la longévité de ses manuels qui existent toujours même après neuf sexennats de présidents et sous différents partis politiques. Le débat actuel porte davantage sur le contenu des manuels et ne remet plus en cause l'utilité de leur existence comme c'était le cas dans les années 60. Même avec l'arrivée des nouvelles technologies, les manuels gratuits ne sont pas obsolètes. Cependant, l'objectif d'homogénéiser l'éducation grâce à ces manuels pour donner à tous les enfants mexicains le même enseignement n'est pas encore atteint. En effet, les inégalités éducatives demeurent à cause de l'hétérogénéité inhérente au Mexique, et ce à différents niveaux. Sur le plan économique et social, les élèves de familles pauvres fréquentent les écoles publiques, parfois de moins bon niveau à cause du manque de moyens, tandis que les enfants de familles aisées s'inscrivent généralement dans les écoles privées, souvent considérées comme meilleures (parfois à tort), qui n'utilisent pas toujours les manuels de la SEP. Sur le plan ethnique, les inégalités éducatives sont indéniables entre les enfants des communautés indiennes et les autres. Ces enfants vivent dans des lieux parfois isolés, où il existe en théorie des écoles indigènes avec des professeurs bilingues mais en pratique ce n'est pas souvent le cas. Et comme nous l'avons vu, les enfants de ces communautés abandonnent en général l'école pour travailler et aider ainsi leurs parents. Enfin, sur le plan géographique, l'inégalité entre les écoles des villes et celles des campagnes reste importante. Les objectifs affichés par le PRI, à nouveau au pouvoir, de dispenser une éducation de qualité dans tout le pays, seront-ils atteints ?

[1] RAMÍREZ VÁZQUEZ, Pedro, "La reforma al 3°: un nuevo engaño a la sociedad", *La Jornada,* México, 30 décembre 2012: http://www.jornada.unam.mx/2012/12/30/opinion/007a1pol

Chapitre III

Les manuels gratuits d'histoire : un enjeu idéologique

Une étude de cas :
la famille Serdán, héros et martyrs de la Révolution mexicaine

Après avoir étudié l'éducation au Mexique, les différentes réformes et cadres légaux ainsi que le processus de création et de diffusion des manuels gratuits de la SEP, nous allons nous intéresser plus particulièrement maintenant aux manuels d'histoire. La recherche de ces manuels s'est avérée très difficile car les familles ne les conservent pas et même à la SEP de Puebla, personne ne savait où il était possible d'en obtenir ; après plusieurs mois, nous avons enfin appris par un ami, qui travaille à l'UNAM, que les manuels gratuits sont consultables aux archives de la CONALITEG, ces archives étant indépendantes de celles de la SEP. Il nous a fallu aller à Mexico, faire des demandes d'autorisations pour y accéder et pouvoir finalement consulter les manuels des années 60 à nos jours : ce fut donc un processus très compliqué qui a demandé beaucoup de déplacements et de temps.

Au cours de la deuxième partie, nous avons vu que le manuel gratuit accompagne les enfants mexicains tout au long de leur scolarité et qu'il devient donc un objet familier. C'est un outil pédagogique mais aussi un outil de socialisation, permettant de transmettre aux enfants des valeurs et une vision du monde qui doivent les aider à comprendre la société dans laquelle ils vivent pour y trouver une place et un rôle à y jouer. C'est Pierre Bourdieu qui a expliqué ce rôle majeur de l'enseignement aux enfants, qui va créer selon lui un « habitus » irréversible, le phénomène d'intériorisation des modèles sociaux inculqués par l'institution scolaire :

« Selon Bourdieu, la notion d'habitus permet de déporter la primauté explicative des dispositions empiriquement acquises vers la manière de les acquérir. Elle doit être ainsi posée comme un "principe générateur (et unificateur) de pratiques reproductrices des structures objectives" (Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, 1987)[1] ».

[1] *Encyclopaedia Universalis*, "L'habitus selon Pierre Bourdieu" : http://www.universalis.fr/encyclopedie/habitus/2-l-habitus-selon-pierre-bourdieu/

Cet « habitus » marque durablement l'enfant et conditionne son avenir car l'institution scolaire, au-delà des connaissances, lui transmet des valeurs. Ces valeurs vont, selon Bourdieu, perpétuer le même système social, et donc conserver les inégalités et les préjugés. D'une certaine façon, cet « habitus » va favoriser le déterminisme social que l'éducation devrait justement supprimer. En étudiant les manuels, on découvre la nature de la société dont ils sont issus. Les manuels d'histoire en particulier, présentent l'intérêt de transmettre l'histoire officielle puisque c'est le ministère de l'Education mexicain qui les élabore. Selon Marc Ferro, « ce type d'histoire est dominant car il incarne et légitime les régimes qui la produisent. Il est la traduction de la nécessité que chaque groupe social, chaque institution a de justifier son existence, sa domination, qu'il s'agisse de l'Eglise, de l'Etat, de l'Islam ou du parti[1] ». C'est ce que l'on observe dans le cas du Mexique où un parti politique, le PRI, a monopolisé le pouvoir pendant plus de soixante-dix ans ; le parti lui succédant au pouvoir pendant douze ans, le PAN, suivra le même schéma. Cette transmission d'une histoire officielle a pour objectif de construire une mémoire commune afin de créer une identité nationale. Or, de quelle communauté s'agit-il dans un pays aussi hétérogène que le Mexique ? C'est tout l'enjeu de l'enseignement de ces manuels d'histoire et cela provoque inévitablement des polémiques. En effet, le fait de vouloir créer une mémoire commune est une contrainte qui oblige les auteurs des manuels à des choix ou des omissions qui excluent par conséquent certaines composantes de la société (pendant longtemps, pour ne prendre que deux exemples, les communautés indiennes ou les « cristeros » furent absents des manuels). Les manuels sont les témoins d'une société mexicaine en perpétuelle mutation et en recherche identitaire, c'est pourquoi leur rôle dans la formation d'une mémoire historique des enfants est actuellement l'objet d'un intérêt accru de la part des gouvernements et de la société.

Que peut donc nous apporter l'étude de ces manuels d'histoire ? Pourquoi sont-ils plus que les autres sujets à polémiques ? Quel est l'enjeu idéologique particulier lié à l'élaboration de ces manuels ?

Après avoir étudié les manuels d'histoire de la SEP de chaque génération, nous analyserons le cas particulier de la famille Serdán à Puebla, intéressant dans la mesure où il concerne des héros « régionaux ».

[1] FERRO, Marc, *Signos históricos*, n°2, Ediciones Plaza y Vladés, México, 1999, « Les sources de la conscience historique. Crise de l'histoire ou de la discipline », p. 142.

I. LES MANUELS D'HISTOIRE

A. Les insuffisances de l'enseignement de l'histoire à l'école

Victoria Lerner explique que l'enseignement de l'histoire au Mexique a pour principal défaut la quantité excessive de contenus, à laquelle s'ajoute un autre inconvénient, le maintien de ces mêmes contenus pendant de nombreuses années :

« La enseñanza de la historia en México, como en muchos países del orbe en el nivel básico, tiene un defecto capital: exceso de contenidos, por la cantidad de periodos históricos y de cultura que abarca. Eso hace que sea imposible cubrir sus programas en clase. […] La enseñanza de la historia en México, desde mi punto de vista, enfrenta algunas veces un segundo problema importante: la repetición de los mismos contenidos durante años, incluso décadas[1]».

Elle met également en évidence les difficultés rencontrées par les professeurs, auteurs de manuels d'histoire:

« Los autores de libros de texto, formadores de maestras y maestros no siempre consultan obras secundarias pertinentes para actualizar su información porque no tienen el tiempo suficiente para hacerlo. […] las largas jornadas de trabajo y los bajos salarios dificultan el trabajo fuera del salón de clase, por medio sobrevivir corren de una escuela a otra (en la secundaria), enseñan dos turnos (el matutino y el vespertino en la primaria) o se dedican los de los dos niveles a otras actividades: vender productos, seguros, etcétera. […] Algunos maestros tampoco tienen la preparación suficiente para adaptar los resultados de obras historiográficas- escritas para el mundo académico- a los destinatarios de la enseñanza: niños y adolescentes. […] La renovación de contenidos, algunas veces, es menos preciada a otras tareas[2]».

Ainsi apparaît un problème majeur de la discipline historique : la coupure entre l'enseignement et l'historiographie, dont les avancées ne sont pas assez prises en compte. Ceci n'est pas propre au Mexique, mais alors que les bons historiographes et didacticiens mexicains ne manquent pas, on s'aperçoit que les différents responsables politiques en charge de l'éducation n'ont jamais cherché à appliquer les résultats des recherches à la conception des manuels, peut-être pour des raisons idéologiques. Pour les derniers manuels d'histoire (ceux de la réforme de 2009), la conclusion de Verónica Arista, Felipe Bonilla et Laura Lima montre que rien n'a vraiment changé :

---

[1] LERNER, Victoria, "La enseñanza de la historia de México en la actualidad. Problemas y aciertos en el nivel básico*", in Historia y Nacion, Historia de la educación y enseñanza de la historia*, Pilar Gonzalbo Aizpuru (coord.), El Colegio de México, México, 1998, p. 196 et 197.

[2] LERNER, Victoria, « La reescritura y enseñanza de la Revolución mexicana", in Javier Pérez Siller y Verena Radkau Garcia (coord.), *Identidad en el imaginario nacional, reescritura y enseñanza de la historia*, ICSyH-Benemerita Universidad Autonoma de Puebla, El Colegio de San Luis, Georg-Eckert-Institut, Puebla, 1998, p.114-115.

« En los libros de texto de Historia para la educación primaria, subyace la idea de que el aprendizaje es de tipo tradicional, tal como se presentan los contenidos: una serie de nombres y fechas que impiden que el estudiante centre su atención en explicar el pasado a partir de ubicar temporal y espacialmente procesos o acontecimientos, en la comprensión de relaciones causales, así como en el análisis crítico de la información y en el fortalecimiento de la identidad y valoración del patrimonio cultural[1]».

Il y a donc une sorte de conservatisme scolaire, les auteurs de manuels continuant de s'appuyer sur des programmes qui ne prennent pas en compte les avancées de l'historiographie, même après des années de réformes scolaires. Ce constat ne concerne d'ailleurs pas que le Mexique, comme le montrent les analyses de Suzanne Citron sur l'enseignement de l'histoire en France, en particulier lorsqu'elle parle du contenu des manuels de 1985 :

« On se réfère aux mêmes figures, à la même chaîne de grands personnages. Comme le révèle l'avant-propos à destination des parents, connaître l'histoire de son pays, c'est pour "votre enfant " avoir à " situer les grands événements, les grandes dates, les grands hommes qui, de l'ancienne Gaule à la France moderne, ont fait de la France ce qu'elle est, de nous ce que nous sommes"[2] ».

B. Les manuels de la première génération, 1960-1972 : « Mi libro de… »

Il y avait autour de ces manuels d'histoire un enjeu particulier car ils furent les premiers manuels officiels de l'Etat. Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre 2, ces manuels furent élaborés selon les programmes de 1957, qui étaient axés sur la citoyenneté, la famille et la construction de la nation : ils s'inspiraient donc d'une idéologie plutôt conservatrice et nationaliste, qui allait se révéler plus déterminante encore en ce qui concernait les manuels d'histoire. Les manuels d'histoire utilisés dans les écoles avant 1960 étaient anciens, comme les manuels des autres matières, et n'avaient jamais été modifiés depuis des années, les plus récents datant de 1946. Dans les programmes de ces nouveaux manuels de l'Etat, il s'agissait donc de présenter une « Histoire universelle et nationale » actualisée, qui montrerait les progrès du Mexique, mettrait en valeur son système, ses valeurs et les gouvernements révolutionnaires (selon ces manuels, les gouvernements de 1917 à 1960), et exalterait

[1] LIMA, Laura, BONILLA, Felipe, ARISTA, Veronica, « Los libros de texto y la enseñanza de la Historia en México », *Clío,* México, Numéro 36, 2010, http://clio.rediris.es
[2] CITRON, Suzanne, *Le mythe national. L'histoire de France en question*, Les Editions Ouvrières/Etudes et documentation internationale, Paris, 1991, p. 84.

également les exploits des grands hommes de l'histoire mexicaine ; il fallait créer un sentiment de solidarité nationale, de patriotisme:

« Para la cabal orientación de los autores se subraya que las finalidades que el alumno ha de lograr por medio del texto, son las siguientes: […] 2. Adquirir el convencimiento de que la comprensión, la tolerancia, la justicia, y el respeto y ayuda mutuos son la base única de las buenas relaciones humanas. […] 5. Cumplir en todo momento las obligaciones para con la familia, con la escuela y la patria. 6. Conocer que el engrandecimiento de México es el resultado del esfuerzo constante de todos sus hijos. 7. Tener idea clara de los grandes constructores de la patria. 8. Fomentar el culto por los símbolos de la patria y el respeto por la tradición y la cultura de México[1]».

La commission tenait au caractère laïc des manuels, surtout dans le cas de ceux d'histoire, mais il fallait faire régner un esprit de conciliation au sujet du rôle de l'Eglise dans l'histoire et au sujet du choix des Grands Hommes du panthéon national mexicain (comme le prêtre Miguel Hidalgo, « Père de la Patrie »). L'objectif de ces manuels était l'union de tous les Mexicains: « Los primeros libros eran un tema crucial, por lo que su diseño debía ser minucioso, a fin de no contener expresiones que suscitaran rencores, odios, prejuicios o controversias[2]». Du fait de cette idéologie nationaliste et conservatrice, les manuels gratuits allaient accorder une importance prépondérante aux personnages marquants, moteurs de l'histoire, au détriment des mouvements sociaux. C'est ce que révèle la description des manuels d'histoire de l'époque dans le livre que la SEP publia en 1994, lors des 35 ans de la CONALITEG:

« Para cubrir las asignaturas de historia y civismo se diseñaron libros que mostraban la forma de vida de los primeros pobladores de México, los símbolos patrios y los personajes que dedicaron todos sus esfuerzos al progreso de la Nación[3]».

On peut relever le cas du président Lázaro Cárdenas, représenté comme une référence politique et symbolique, comme un mythe, qui conforma l'Etat-nation et consolida l'Etat mexicain et la souveraineté nationale avec la nationalisation du pétrole en 1938.

On peut remarquer que le livre du niveau 4° a été élaboré comme un livre de dernière année d'étude, en effet, dans les années soixante, à cause de la désertion scolaire, la majorité des élèves mexicains ne terminaient pas les six niveaux de la primaire et le niveau 4° était en général le dernier, comme le mentionne un professeur de ce niveau dans son livre :

---

[1] SEP, Comisión Nacional de los Libros de Texto Gratuitos, *Normas y guiones técnico-pedagógicos a que se sujetará la elaboración de los libros y cuadernos de trabajo para los grados primero a sexto de la educación primaria*, México D.F., 1959, p9 et 10.
[2] Site officiel de la CONALITEG: http://www.conaliteg.gob.mx/index.php/historia
[3] SEP, *Comisión Nacional de los Libros de Texto Gratuitos, 35 años de historia*, CONALITEG, México, 1994, p.46.

« [Hay que] considerar que el Cuarto Año de Primaria es grado terminal, particularmente para muchos niños que estudian en los medios rurales […] [y rebasa] deliberadamente los límites propios de la materia en un libro destinado al cuarto año de primaria[1]».

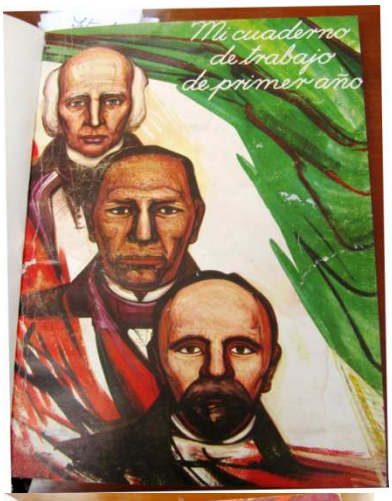
Ce manuel comportait beaucoup de textes et de notions et n'était donc pas adapté à des élèves du niveau 4°, d'environ dix ou onze ans. Ce problème était dû à la volonté de la CONALITEG, comme mentionné dans la citation, de remettre à l'élève, qui allait probablement abandonner l'école après ce niveau, un livre de référence sur l'histoire de son pays, livre pouvant être consulté également par les personnes de son entourage, adultes et enfants. Le désir de l'Etat d'étendre son influence et de diffuser sa vision patriotique de l'histoire était clairement énoncée comme "mission" du gouvernement:

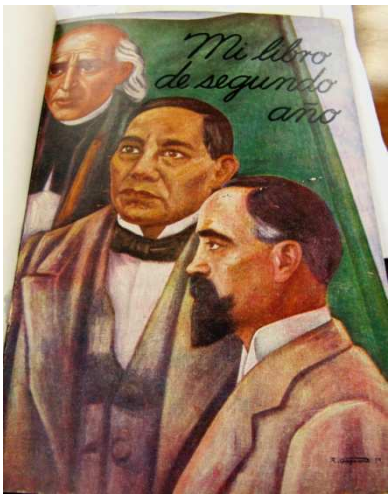
« Concebido así, además, el *Libro* responde a otros fines, también didácticos, aunque llamados a cumplirse, en gran parte, más allá de la acción inmediata de la escuela. Son los que el cuerpo de asesores pedagógicos de la Comisión Nacional de los Libros de Texto Gratuitos ha definido al decir, en su dictamen sobre esta obra, lo que sigue: "De los 2 1000 000 alumnos que asisten al primer año de nuestras escuelas primarias, 550 000 – redondeamos las cifras- llegan al cuarto año, y solo 300 000 pasan al quinto y 225 000 al sexto. Mientras estas condiciones subsistan, debe utilizarse el cuarto año, en lo relativo a la enseñanza de la Historia, no solo para que en él la niñez mexicana encauce su mente y su corazón hacia la inteligencia y el sentimiento del México de hoy, producto del México de ayer, sino para que, desde las aulas, eso mismo irradie hasta el mayor número posible de los hogares que forman la nación mexicana. Este fin se conseguirá poniendo en manos de nuestros niños y niñas un libro cuya misión no termine dentro del ciclo escolar, sino que, por una parte, siga ilustrando al alumno posteriormente, y, por la otra, sea un instrumento de enseñanza de la historia de México en todos los hogares a donde la obra llegue.»[2]

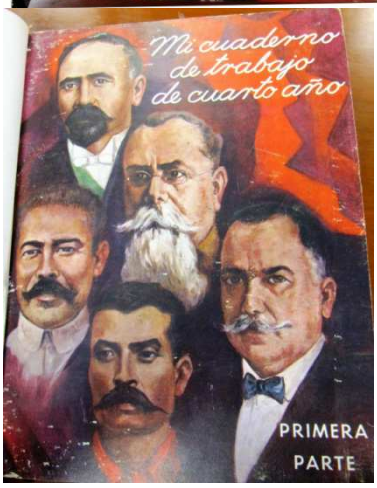
Il n'y avait pas à proprement parler de manuel d'histoire : toutes les matières se retrouvaient dans le même manuel mais étaient bien séparées par des pages de présentations qui précisaient quelle matière allait être étudiée dans la partie suivante. Pour les deux premiers niveaux, il n'existait qu'un manuel, qui contenait toutes les matières, puis à partir du niveau 3°, les matières étaient réparties sur deux manuels, l'histoire faisant partie du premier manuel (« Mi Libro de Tercer Año. Primera Parte »). Il en était de même pour le niveau 4°. A partir du niveau 5°, il y avait trois manuels, l'histoire se trouvant dans le troisième manuel (« Mi Libro de Quinto Año. Tercera parte. »). Il en allait de même pour le manuel du niveau 6° de primaire, qui se divisait en trois parties.

[1] BARRÓN DE MORÁN, Concepción, *Mi Libro y Mi Cuaderno de Trabajo de Cuarto Año, Instructivo para el maestro,* México, CONALITEG, SEP, 1962, p.6 et p.49.
[2] BARRÓN DE MORÁN, Concepción, *Mi Libro…*, op. cit., p.49-50.

La couverture des manuels de 1960 à 1962 changeait pour chaque niveau, mais elle représentait toujours les héros nationaux. En 1960 la SEP voulut marquer les commémorations des 150 ans de l'Indépendance, et des 50 ans de la Révolution en représentant les héros nationaux ; pour donner de l'éclat à cette première génération de manuels, elle fit appel à des peintres muralistes mexicains pour réaliser des peintures à l'huile qui allaient servir de couvertures pour les manuels. Cinq peintres allaient répondre à l'appel et produire six œuvres: le premier, David Alfaro Siqueiros, choisit trois moments importants de l'histoire mexicaine, l'Indépendance, la Réforme et la Révolution et fit ainsi le portrait de Miguel Hidalgo, Benito Juárez et de Franciso Madero, personnages-clés de chaque époque selon lui. Le peintre Raul Anguiano fit le portrait de ces mêmes personnages mais de profil, avec le drapeau mexicain en fond. Alfredo Zalce, quant à lui, choisit les mêmes personnages comme sujets de sa peinture mais ils étaient accompagnés du peuple se soulevant les armes à la main. Pour le peintre Fernando Leal, c'est l'Indépendance qui servit de thème et il fit les portraits de Miguel Hidalgo, Ignacio Allende, Juan Aldama, José Maria Morelos et Doña Josefa Ortiz de Domínguez. Roberto Montenegro Nervo, enfin, présenta deux œuvres, représentant dans l'une Morelos, Melchor Ocampo et Venustiano Carranza, et dans l'autre, Francisco Villa, Emiliano Zapata et Plutarco Elías Calles. Cette liste de personnages mythiques de l'imaginaire mexicain montre l'importance qu'avaient les héros nationaux, symboles de patriotisme et d'unité nationale, valeurs à transmettre aux élèves mexicains. Ces peintures permettaient également de familiariser les élèves à l'art mexicain.

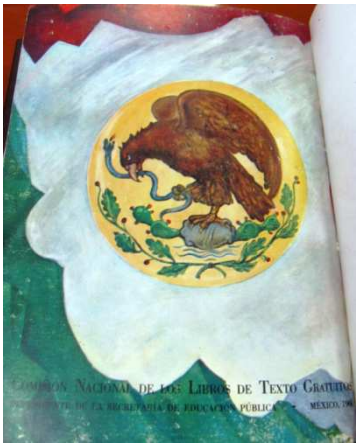






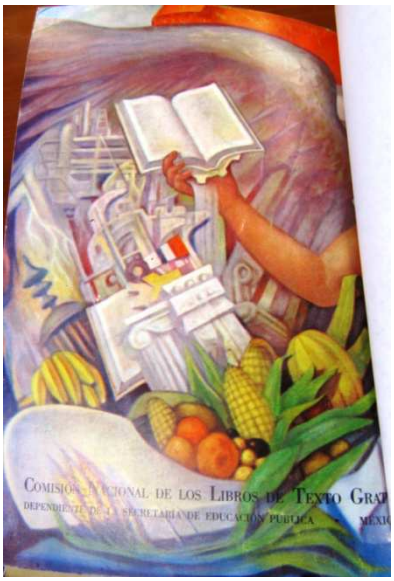
De gauche à droite, les couvertures des manuels ou des cahiers d'exercices du 1er niveau au 4ème, tous de 1960. La première étant une œuvre de David Alfaro Siqueiros, la seconde de Raul Anguiano, la troisième d'Alfredo Zalce et la quatrième de Roberto Montenegro. Tous faisaient partie du mouvement muraliste.

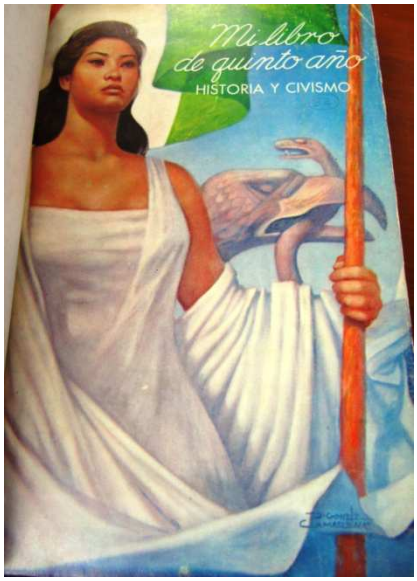
La quatrième de couverture avait une illustration qui changeait pour chaque niveau et reflétait l'idéologie patriote qui caractérisait les manuels de cette génération : c'était souvent la représentation du drapeau national ou du progrès technique du Mexique de l'époque.



De gauche à droite, les quatrièmes de couverture des manuels ou des cahiers d'exercices du 2ème niveau au 4ème, tous de 1960.

A partir de 1962, comme mentionné dans le chapitre 2, la CONALITEG décida d'uniformiser les couvertures des manuels et choisit l'œuvre de Jorge González Camarena, « La Patria », d'où le surnom de tous les manuels de cette génération, présentés comme les « Libros de la Patria ».





De gauche à droite, la 4ème de couverture et la couverture du manuel d'histoire et d'éducation civique du niveau 5° de 1964 (en les mettant l'une à côté de l'autre, on découvre l'œuvre complète de Camarena).

Au début de l'année scolaire de 1960 furent élaborés et publiés les manuels d'histoire des niveaux 1° à 4°. Les propositions des manuels de 5° et de 6° avaient été déclarées non recevables par la SEP, et ce fut seulement en 1964 qu'un manuel d'histoire fut créé pour les élèves du niveau 5° ; pour le niveau 6° il fallut attendre 1968. Ils allaient être en vigueur jusqu'à la réforme des manuels de 1972.

C. <u>Les manuels de la seconde génération, 1972-1992 : « Ciencias sociales »</u>

Douze ans après les premiers manuels, l'Etat décida en 1971 d'en créer de nouveaux, en demandant à des experts de chaque matière (comme par exemple ceux du Colegio de México) et à des pédagogues de les élaborer. Cette nouvelle génération de manuels incitait les enfants à la recherche et au travail d'équipe, à une analyse historique plus interprétative et moins événementielle. Il y avait donc un grand changement au niveau de la pédagogie : ces manuels étaient purement informatifs, il n'y avait pas d'exercices, le professeur étant libre de créer les

exercices à réaliser. La tendance à étudier l'Europe comme modèle de référence, très nette dans les manuels de la première génération, fut abandonnée et l'on adopta une approche plus universelle de l'histoire, présentée sous tous ses aspects et en incluant les événements récents. Les problèmes du monde contemporain y était inclus, comme l'écologie, le contraste Nord/Sud et les révolutions cubaine et chinoise par exemple : ces derniers thèmes et le fait qu'y étaient abordées des notions d'éducation sexuelle, provoquèrent le scandale et de grandes protestations dans le pays de la part de l'Eglise et des conservateurs.

Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre 2, la grande révolution de cette génération de manuels fut de « supprimer », en quelque sorte, les matières pour les regrouper en quatre domaines : l'espagnol, les mathématiques, les sciences naturelles et les sciences sociales. L'histoire en tant que matière disparaissait pour être intégrée au manuel de sciences sociales, qui mélangeait des connaissances d'histoire, mais aussi de géographie, de sociologie, d'anthropologie, d'économie, etc. Il y avait donc une nouvelle conception de l'histoire, qui n'était plus traditionnelle mais pluridisciplinaire. Cette nouvelle organisation était présentée dans les programmes pour l'éducation primaire :

« El área de Ciencias Sociales se propone lograr un objetivo general: la socialización del individuo, esto es lograr su integración al grupo social a que pertenece, mediante el aprovechamiento de la herencia cultural de sus antepasados, el conocimiento de su ambiente y de las relaciones que guarda con otros grupos humanos, para poder participar con eficacia en la renovación constante de las estructuras de su comunidad. Los contenidos del área tratan de integrar mediante un enfoque interdisciplinario de la Antropología, la Sociología, la Historia, la Geografía, la Demografía, la Economía y la Ciencia Política, de manera que estas materias se manejen con la deliberada intención de proporcionar a los educandos un conocimiento más objetivo del mundo en que vivimos, para que después queden con la aptitud de percibir un problema en función de otros problemas, situaciones o circunstancias conexas[1]».

L'intention des auteurs était donc de proposer une nouvelle conception de l'enseignement historique, plus globale et internationale, libérée de l'histoire patriotique et événementielle, plus ouverte sur le monde dans lequel évoluaient les élèves. Au désir d'objectivité s'ajoutait l'idée nouvelle de former des élèves ayant un esprit critique :

« A través de las ciencias sociales el hombre trata de comprender la complejidad surgida de su propia organización y su desarrollo histórico. […] la enseñanza de las ciencias sociales [tiene que] infundir en los alumnos el espíritu crítico, o sea una capacidad de apreciar los aspectos objetivos y constantes, y las facetas subjetivas y cambiantes de cualquier teoría y método de la ciencia y la conducta del hombre, y reafirmar así su propia identidad[2]».

---

[1] SEP, *Plan y programas de estudio para la educación primaria*, México, 1977, p. 176
[2] SEP, *Educación Primaria. Plan de estudios y programas*, México, 1972, p. 5-6: http://fr.slideshare.net/Valfh/plan-de-estudios-y-programas-1972

Quant à l'objectif de former une conscience nationale (notion très présente dans les manuels de première génération), les manuels de la seconde génération (1972-1992) auraient pu laisser croire à un changement, les orientations patriotiques y étant moins marquées que dans ceux de la génération antérieure. Cependant, vu le constat d'échec établi vingt ans plus tard lors de la réforme de 1992, on peut conclure que ce changement n'a pas eu les résultats escomptés par les gouvernements.

En plus des changements de méthodes pédagogiques et d'organisation entre les manuels de la première et de la deuxième génération, il y eut un changement dans la présentation et les contenus : la quantité de textes fut réduite, on y inséra plus d'illustrations, toutes en couleurs (la première génération alternait les images en couleurs et en noir et blanc), et également des photos d'époque.

Les manuels gratuits issus de cette réforme allaient rester en vigueur jusqu'en 1992, même s'ils subirent quelques modifications. Pour les manuels de sciences sociales, la première modification intervint en 1978: les manuels de sciences sociales et naturelles furent réunis en un seul manuel. Selon la SEP, cette refonte n'affecta pas la qualité des contenus: « cabe añadir que estos cambios, si bien contribuyeron a importantes ahorros en la producción, no actuaron en detrimento de los contenidos, ya que conservaron los mismos temas, ejercicios, información e ilustraciones[1]». Cependant, selon Josefina Zoraida Vázquez, la refonte des manuels et la révision des textes en 1978 firent perdre toute cohérence à l'ensemble des manuels:

«En 1978 se fundó el Consejo de Contenidos y Métodos Educativos para ajustar programas y textos. Como éstos no se basaron en una evaluación, la revisión de los libros de texto se redujo a mutilación, parches y reducción de su extensión. No cambiaron en esencia, pero perdieron su coherencia[2]».

Un an plus tard, en 1979, la Commission décida de changer les couvertures de ces livres et choisit des œuvres de muralistes déjà utilisées, représentant les héros nationaux:

« No se solicitó obra nueva sino que se recurrió a una iconografía que, durante años, había probado su capacidad trasmisora: la de la escuela Mexicana de Pintura. De los murales de José Clemente Orozco, David Alfaro Siqueiro y Juan O'Gorman se tomaron las figuras de Hidalgo, Juárez, Madero y Carranza[3]».

---

[1] SEP, *Comisión…,* op.cit., p.57.
[2] ZORAIDA VÁZQUEZ, Josefina, *La educación en México, op.cit.*, p. 225.
[3] SEP, *Comisión…,* op.cit., p.57.

Couvertures des manuels de Sciences Sociales de la SEP de 1979: la première du « 3er grado », représentant Benito Juárez (reproduction partielle d'une fresque de José Clemente Orozco intitulée *Benito Juárez y La Reforma*); la seconde du « 4to grado », représentant Francisco Madero (reproduction partielle d'une fresque de Juan O'Gorman intitulée *Sufragio efectivo, no reelección*) et la troisième du « 5to grado », représentant Venustiano Carranza (de David Alfaro Siqueiros).

En 1982, les manuels de sciences sociales et naturelles, qui avaient été réunis en un seul, furent publiés à nouveau en deux volumes comme avant 1978, et furent les seuls à conserver les couvertures de 1979 représentant les héros nationaux : elles ne disparaitront qu'en 1987, date à laquelle la SEP décida de changer à nouveau les couvertures de tous les manuels pour des couvertures ornées par des artistes mexicains contemporains.

D. <u>Les manuels de la troisième génération, 1992-2009 : « Historia »</u>

Le gouvernement, dont le but avait toujours été de former une conscience nationale chez les élèves mexicains, avait remis en question la vision globale de l'histoire que présentaient les manuels de 1972. Le constat d'échec établi par la SEP vingt ans plus tard, fit supprimer les manuels de sciences sociales. Ainsi, avec la Loi Générale de l'Education du 12 juillet 1993, l'histoire redevint une discipline à part entière car les dirigeants politiques proclamaient qu'ils avaient acquis la certitude que cette discipline avait une valeur formative spécifique et qu'elle contribuait à l'acquisition de valeurs éthiques et à l'affirmation consciente de l'identité nationale :

« Con este plan de estudios se reintegra a la educación primaria el estudio sistemático de la historia como disciplina específica. Como sabe, en los pasados veinte años la historia, junto con otras disciplinas había sido enseñada dentro del área de Ciencias Sociales. […] Al restablecer la enseñanza específica de la historia, se parte del convencimiento de que esta disciplina tiene un especial valor formativo, no sólo como elemento cultural que favorece la organización de otros conocimientos, sino también como elemento cultural que favorece la adquisición de valores éticos personales y de convivencia social y a la afirmación consciente y madura de la identidad nacional.»[1]

De plus, le ministre de l'Education, Ernesto Zedillo, avait comme volonté de recentrer l'enseignement historique sur l'histoire nationale, abandonnée depuis vingt ans selon lui, ce que réfute Josefina Zoraida Vázquez:

« Se agregó la "historia patria", para cimentar la identidad nacional, preocupación gubernamental constante con motivo de la apertura comercial y la invasión de los medios de comunicación. […] se insistía en restablecer el estudio de la historia, la geografía y el civismo como asignaturas separadas, aunque la primera había sido el eje del área de ciencias sociales y, por tanto, nunca se había eliminado. […] Desde que se hizo cargo de la Secretaria, el doctor Zedillo mostró gran preocupación por "fortalecer" la enseñanza de la historia patria, que declaró abandonada desde hacía dos décadas, lo cual era inexacto[2]».

Nous pouvons mettre en parallèle ce souhait du ministre de l'Education de retour au national avec ce qui se passa en France dans les années 80 pour l'enseignement de l'histoire, comme le signale Suzanne Citron: « Chevènement, aux applaudissements de la société des agrégés et de l'UNI (la droite universitaire), proclame la restauration des savoirs, de l'autorité du maître et des vertus de l'école républicaine. Les nouveaux programmes de l'école élémentaire, comme ceux du collège, officialisent le retour d'une histoire nationale plaçant la France au centre du monde[3] ».

Il fut donc décidé que l'histoire du Mexique serait enseignée aux niveaux 4° et 6°, ce qui rompait avec le schéma traditionnel de progression de l'enseignement de l'histoire : d'abord locale, puis de l'état fédéral, et enfin nationale puis universelle. En effet, les manuels de la première génération des années soixante présentaient d'abord une introduction à l'histoire ponctuée par le calendrier des célébrations civiques, donc une histoire de la patrie (niveaux 1° et 2°), puis l'on passait à l'enseignement de l'histoire du Mexique (niveau 3° et 4°), ensuite à l'histoire du continent américain (niveau 5°) et enfin à l'enseignement de l'histoire universelle (niveau 6°). Avec les réformes de 1972, l'histoire, intégrée dans le manuel de sciences sociales, enseignait d'abord les concepts de temps et de passé (niveau 1°

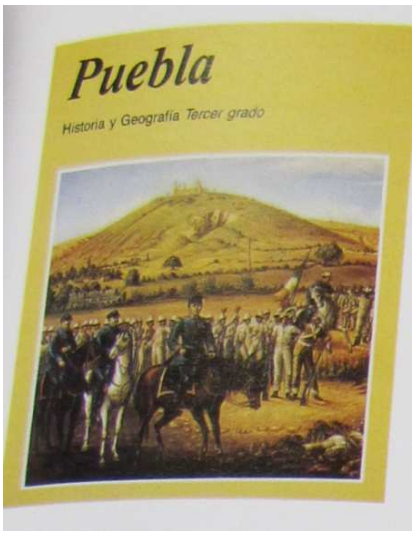
[1] SEP, *Plan y programas de estudio. Educación básica. Historia*, México, 1993, p. 89.
[2] ZORAIDA VÁZQUEZ, Josefina, *La modernización educativa (1989-1994)*, El Colegio de México, México, http://zona-bajio.com/La%20Modernizacion%20Educativa.pdf
[3] CITRON, Suzanne, préface de *La fabrique scolaire de l'histoire*…, op. cit.

et 2°), pour ensuite éveiller l'intérêt pour l'histoire nationale du Mexique d'un point de vue régional, d'abord de la Préhistoire à la Conquête (niveau 3°), puis du Mexique colonial à « aujourd'hui » (les années 70) au niveau 4°, et enfin l'histoire universelle qui incluait l'Amérique, l'Asie et l'Afrique et non plus seulement l'Europe (niveaux 5° et 6°)[1].

Pour les manuels de la troisième génération, ceux de la réforme de 1992, il y eut donc un tout autre traitement de l'histoire, l'histoire nationale devenant la priorité. Dans les deux premiers niveaux de primaire était étudiée la matière appelée « Conocimiento del Medio », qui mélangeait des notions d'histoire, de géographie, d'éducation civique et de sciences naturelles ; les thèmes proposés étaient des réflexions sur l'enfant, la famille, sa ville, la société et la nature. De plus, le programme reprenait, comme pour les livres de la première génération des années soixante, un enseignement des grandes dates de l'histoire de la patrie : « En ambos grados se introduce también el conocimiento de algunos de los hechos más destacados de la historia de México, siguiendo la secuencia del calendario cívico[2]».

Au niveau 3° on étudiait dans la même matière l'histoire, la géographie, l'éducation civique et l'organisation sociale et politique de l'Etat. Il y eut une innovation : l'élève devait apprendre l'histoire de son état fédéral, toujours en relation avec l'histoire nationale. L'enseignement était moins général que pour les deux premiers niveaux, les élèves devant avoir une première vision des caractéristiques culturelles, politiques et historiques de leur état fédéral, pour être préparés à l'étude de l'histoire comme matière à part entière au niveau 4°. Ce fut à l'occasion de cette réforme des programmes que furent créés les manuels régionaux pour le niveau 3°. Trente-deux manuels régionaux furent donc élaborés et distribués, chacun correspondant à un Etat fédéré. Ce matériel fut élaboré en collaboration avec les autorités éducatives de chaque Etat fédéré du pays et avec l'appui financier de la SEP : en réalité la CONALITEG restait l'autorité qui dirigeait l'élaboration des livres, les autorités régionales ne pouvant que proposer des contenus.

[1] Cf en annexes les tableaux que j'ai réalisés à partir des sources : *Programmes d'Histoire par niveau pour chaque génération de manuels*.
[2] *Libro para el maestro. Historia. Quinto grado,* ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 10ème réimpression de 2005 de la 1ère édition de 1995, p.7.



Couverture du manuel d'histoire et de géographie du niveau 3° pour l'Etat de Puebla avec la représentation de l'œuvre de Patricio Ramos Ortega intitulée *La tarde del 5 de mayo* et peinte au XIXe siècle.

A partir du niveau 4° de primaire apparaissait la matière « Histoire ». Comme mentionné plus haut, le niveau 4° se consacrait à l'enseignement de l'histoire du Mexique (du monde préhispanique jusqu'au Mexique contemporain des années 60 et des décennies suivantes de façon très succincte) ; il s'agissait d'une révision générale des grandes étapes de l'histoire mexicaine : « Este curso tiene como propósito central que los alumnos identifiquen las características principales y la secuencia de las grandes etapas de la historia de nuestro país y que ejerciten las nociones de tiempo y cambio históricos, aplicándolas a periodos prolongados[1] ».

Ensuite, au niveau 5°, était enseignée l'histoire universelle mais de façon générale et superficielle, de la Préhistoire jusqu'à la fin de la Colonie espagnole en Amérique. Par ailleurs, ce qui était enseigné devait toujours avoir un rapport avec le Mexique:

« Durante los dos últimos grados de la educación primaria, los alumnos estudiarán un curso que integra la historia de México con la de otras partes del mundo, y que presta atención especial a los rasgos que caracterizan nuestra historia en el contexto de la historia universal. Este curso se divide en dos partes: en quinto grado se estudian los procesos que van desde la Prehistoria hasta el siglo XVIII de nuestra era, y en sexto grado los de los siglos XIX y XX. En ambos grados se estudian diversas regiones del mundo pero, como se ha señalado, gran parte de los temas se refieren a la historia de América y, en particular, a la de nuestro país[2]».

Cependant, il est étonnant de constater que, contrairement à ce qui est déclaré dans cette citation, le programme du manuel du niveau 6° n'enseignait que l'histoire du Mexique des XIXe et XXe siècles et oubliait complètement l'histoire universelle. Selon Josefina Zoraida Vázquez, le fait d'enseigner uniquement l'histoire nationale (même si au niveau 5° il

[1] SEP, *Libro para el maestro. Historia. Quinto grado, 1995…* op.cit, p.7.
[2] ibid, p.11.

y avait un peu d'histoire universelle) à l'école primaire était en contradiction avec l'idée de modernisation que prônait la réforme de 1992. Elle ajoute, de plus, qu'on assistait alors à un retour du nationalisme mexicain, comme dans les manuels de la première génération, alors que ce nationalisme était moins présent dans les manuels de la deuxième génération des années soixante-dix :

« La decisión de 1992 de declarar que la enseñanza de la historia patria sería la única abordada en el ciclo primario, era paradójica, pues estaba en abierta contradicción con la política de apertura general del gobierno. La enseñanza de una historia universal, tan importante en un mundo empequeñecido por los medios de comunicación, estaba más en consonancia con la apertura de la economía que el nacionalismo obsoleto que se restablecía[1]».

On peut aussi remarquer que dans les objectifs de la SEP pour l'enseignement de l'histoire apparaît la volonté de former l'esprit critique des élèves (comme dans la réforme des manuels des années 70) afin de les faire réfléchir sur l'histoire. On abandonna donc la conception d'histoire traditionnelle et événementielle, ce qui avait déjà été le but de la réforme des manuels antérieurs:

«Con la enseñanza de la historia se busca que los niños adquieran un conocimiento general de la historia de México y de la historia universal y que desarrollen su capacidad para comprender procesos históricos, la dinámica del cambio social, el papel que desempeñan los individuos y los diferentes grupos sociales en la historia. Es decir, se pretende propiciar la formación de la conciencia histórica de los niños al brindarles elementos que analicen la situación actual del país y del mundo como producto del pasado. Asimismo, se busca estimular la curiosidad de los niños por el pasado y dotarlos de elementos para que puedan organizar e interpretar información, considerados como la base para que continúen aprendiendo. Para lograr los propósitos enunciados es indispensable que la enseñanza y el aprendizaje de la historia se realicen a través de materiales y actividades que propicien el análisis, la reflexión y la comprensión, en lugar de la memorización de datos aislados[2]».

Or, malgré les grands principes énoncés, les manuels de cette génération présentaient dans la pratique une histoire contée de manière traditionnelle, comme ceux de la première génération des années 60. On retournait à une conception de l'histoire événementielle comme dans les années soixante, même s'il y eut quelques changements notables en ce qui concerne la présentation des manuels définitifs de 1994, qui étaient plus attractifs, avec de nombreuses illustrations et consacraient tout de même une courte partie à la société et à la culture de l'époque étudiée. La seule concession faite au progrès de l'historiographie se présente sous la forme d'une double page, placée au début de l'ouvrage, expliquant ce qu'est l'histoire et comment on l'étudie.

---

[1] ZORAIDA VÁZQUEZ, Josefina, *La modernización…,* op.cit.
[2] SEP, *Libro para el maestro. Historia. Quinto grado, 1995…* op.cit, p.8.

Il est intéressant de signaler qu'avant la mise au point des manuels issus de cette réforme « modernisatrice » il y eut plusieurs incidents et polémiques.

En 1992, le ministre de l'Education demanda à deux historiens, Enrique Florescano et Héctor Aguilar Camín, d'élaborer les textes de base des nouveaux manuels d'histoire du Mexique et l'adaptation pédagogique de ces manuels fut confiée à la maison d'édition espagnole Santillana qui était omniprésente sur le marché latino-américain. Le gouvernement ayant dépensé beaucoup d'argent pour assurer une publication rapide, les manuels furent terminés en juin 1992. Ils reprenaient l'illustration des manuels de la première génération *La Patria* de Camarena :

Manuel d'histoire du niveau 4° de 1992.

Ce manuel fut vivement critiqué par les enseignants et les parents d'élèves car il ne mentionnait pas certains personnages secondaires de l'histoire du Mexique, tels « El Pípila » et les « Niños Héroes », qui conservaient une valeur symbolique importante dans l'esprit de beaucoup de Mexicains (certains mythes de l'histoire mexicaine avaient en réalité disparu depuis les manuels de 1972). On lui reprochait aussi de présenter une image trop positive de Porfirio Díaz et, par ailleurs, d'avoir eu un coût trop élevé :

« Su presentación era impecable y el contenido, en conjunto, correcto; en cambio la adaptación "pedagógica" resultó pésima en el libro de 4º. Como todo libro tenían errores, disculpables en una primera edición, pero el cambio de algunas interpretaciones tradicionales y la eliminación de algunas figuras secundarias de la historia, permitieron que maestros y padres de familia estimulados por la retórica de su participación en la educación criticaran aspectos menores y hasta ridículos (Un ejemplo fue no mencionar dos mitos: el Pípila y los "Niños Héroes", que habían desaparecido desde 1972. Otro, fue lo que consideraron una mínima mención a Emiliano Zapata y "revalorar" el régimen de Porfirio Díaz, en cierta forma también iniciado en 1972, pero entonces los críticos de derecha se concentraron en la

inclusión de Marx, Fidel Castro, Maosedung, etc.,). Los intelectuales se concentraron en la crítica al gasto excesivo en la preparación de los textos y la interpretación del porfiriato considerado como justificativo de la política salinista. Como los textos provocaran un escándalo mayúsculo y no el éxito que se esperaba, la SEP decidió retirarlos, en lugar de tratar de corregirlos, como hubiera sido aconsejable[1]».

Face à ces plaintes, la SEP décida de retirer ces ouvrages des écoles et fit un appel d'offres pour élaborer de nouveaux manuels. En 1993, suite à l'appel lancé par la SEP, des manuels d'histoire furent choisis, cependant, ils ne furent pas retenus comme manuels officiels pour des raisons qui n'ont jamais été clairement expliquées :

« Pero a un error se sumó otro. Se procedió a convocar un concurso para todos los libros de texto y un jurado de "alto nivel", pero sin experiencia en el rubro, premió a los mejores. Después, alguna de las autoridades internas consideró que los premiados en historia eran poco satisfactorios y la SEP decidió no imprimirlos[2]».

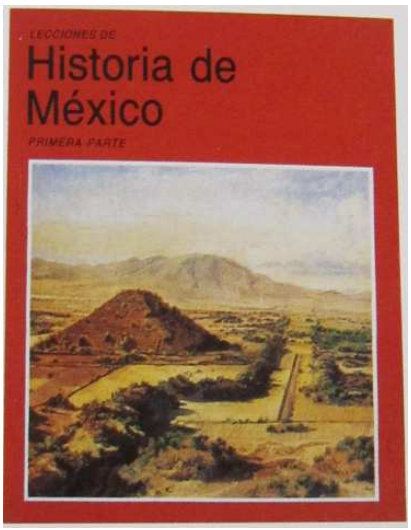
Couverture du manuel d'histoire de 1993 du niveau 6° qui ne fut jamais imprimé ; les auteurs de ce manuel l'avait imprimé à leur compte.

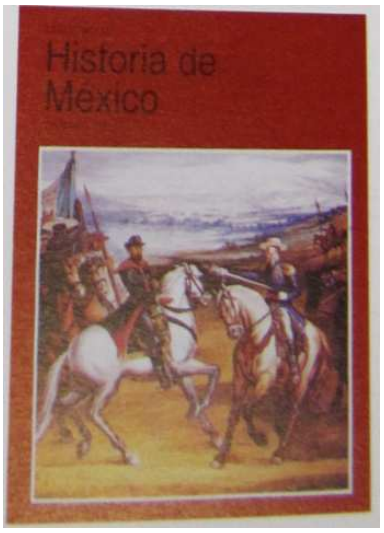
Selon Yves Robin, ce manuel « concrétisait de façon remarquable les avancées pédagogiques en matière d'enseignement de l'histoire mais ne présentait pas un discours conforme à l'idéologie politique dominante car il remettait en cause l'interprétation du passé de la nation mexicaine [3]», et de plus, ce manuel a une « démarche qui fait plus appel à la réflexion qu'à la mémorisation et qui tente de développer un regard critique sur l'histoire[4]».

Entre temps, dans l'urgence, et confrontée à l'épineux problème de trouver une interprétation de l'histoire acceptable pour tous, la SEP confia la rédaction des manuels

[1] ZORAIDA VÁZQUEZ, Josefina, *La modernización…,* op.cit.
[2] ZORAIDA VÁZQUEZ, Josefina, *La modernización…,* op.cit.
[3]ROBIN, Yves, *L'image de la France au Mexique, Représentations scolaires et mémoire collective*, L'Harmattan, Paris, 2011, p.93.
[4] ibid., p. 215.

d'histoire à un groupe d'enseignants et de spécialistes, qui élaborèrent deux ouvrages provisoires s'inspirant des textes des manuels de 1972 et de 1992, destinés aux trois derniers niveaux de primaire, publiés en 1993 et 1994, et intitulés « Lecciones de Historia de México. Primera parte» et « Lecciones de Historia de México. Segunda parte»:





Les deux manuels d'Histoire de 1993, le premier avec une illustration du site archéologique de Teotihuacan et le second avec une reproduction partielle d'une œuvre de José Reyes Meza, intitulée « Triunfo de la República » réalisée en 1967 et 1968, qui représente Maximilien remettant son épée au général Escobedo après la capitulation des troupes impériales françaises à Querétaro.

Durant l'année scolaire 1993/1994, les élèves de primaire n'étudièrent donc que l'histoire de leur pays et aucun sujet d'histoire universelle. C'est finalement pour l'année scolaire 1994/1995, qui coïncidait avec la fin du sexennat de Salinas, que les manuels d'histoire furent prêts : la Commission les publia et ils restèrent en usage jusqu'à la réforme de 2009. Pour ce qui est de l'élaboration de ces derniers manuels, le gouvernement, en recherche d'harmonie avec le syndicat des enseignants (SNTE), chargea des professeurs de la rénovation des contenus, des textes et de la programmation de ces manuels, ce qui fut préjudiciable à leur qualité car la plupart de ceux qui les conçurent n'étaient pas au courant des dernières avancées scientifiques et historiographiques. Ce fut aussi le cas pour les manuels d'autres matières, comme l'espagnol ou les mathématiques, qui ne prirent pas en compte les dernières avancées scientifiques : « Otro resultado fue eliminar los fundamentos

de lingüística y lógica matemática que habían revolucionado la enseñanza del español y las matemáticas[1]».

Pour cette nouvelle série de manuels d'histoire, le titre de l'ouvrage se résumait au nom de la matière (« Historia, cuarto grado », etc.) ; cette neutralité se démarquait de l'aspect affectif des manuels de première génération (« Mi libro… ») et du caractère très hétérogène de ceux de la seconde génération (« Ciencias Sociales »). La qualité du papier et de l'impression était supérieure à celle des ouvrages de la génération précédente et la mise en page offrait plus de place aux illustrations. Selon Yves Robin, ces manuels « marquent un retour à une conception traditionnelle de l'enseignement de l'histoire. A la lecture des sommaires de ces ouvrages, on constate que l'histoire nationale reprend une importance qu'elle n'avait peut-être jamais eue[2]».

Couvertures des manuels d'histoire : le premier, destiné au niveau 4° de primaire et publié en 1994, a comme illustration une reproduction partielle de l'œuvre de José Clemente Orozco, réalisée en 1937-1939, intitulée « Miguel Hidalgo ». Le second, dont l'illustration date de la publication de 2000, est une reproduction partielle d'une œuvre du muraliste Juan O'Gorman, réalisée en 1968 et intitulée « Sufragio efectivo, no reelección ».

[1] ZORAIDA VÁZQUEZ, Josefina, *La educación en México, op.cit.*, p. 233.
[2] ROBIN, Yves, *L'image de la France…, op.cit.*, p.104.

E. Les manuels de la quatrième génération, de 2009 à nos jours

En lisant le programme de 2011, on peut observer le désir de rénovation de la discipline historique : encore une fois, les responsables pédagogiques promeuvent une nouvelle conception de cet enseignement, qui s'éloigne de l'histoire événementielle basée sur la mémorisation des grands événements, des dates et des personnages illustres. Dans leur article « Les manuels et l'enseignement de l'histoire au Mexique », publié sur le magazine électronique de recherches scientifiques *Proyecto Clio*, Verónica Arista, Felipe Bonilla et Laura Lima décrivent les objectifs de la RIEB :

« La Reforma Integral de la Educación Básica plantea transitar de la enseñanza factual de la historia, a un enfoque de carácter formativo, de tal manera que, deje de ser el relato del pasado para concebirse como resultado de una interacción estrecha entre el presente y el pasado; por lo que se requiere que el docente ponga en práctica el uso de materiales que fortalezcan el trabajo en la asignatura[1]».

Ils montrent donc que même si les manuels de la nouvelle réforme ne vont plus raconter une histoire « factuelle », tout dépendra de l'utilisation que vont en faire les maîtres, qui comme nous l'avons déjà mentionné dans le chapitre 2, ne sont généralement pas formés pour appliquer les méthodes pédagogiques de la nouvelle réforme. Dans le programme de 2011, il est indiqué que les apprentissages doivent être organisés de manière progressive selon le niveau de l'élève : « la perspectiva de explorar y entender el entorno mediante el acercamiento sistemático y gradual a los procesos sociales y fenómenos naturales, en espacios curriculares especializados conforme se avanza en los grados escolares[2]». C'est pour cela que la matière "Histoire" n'apparaît seulement qu'à partir du 4to grado (équivalent du CM1) ; l'enseignement, qui se veut progressif part de l'univers concret, proche de l'enfant (les premiers niveaux se consacrent à «l'exploration » de la nature et de la société dans laquelle vit l'élève, puis à l'histoire nationale), pour s'étendre au plus éloigné et général (l'histoire du monde au dernier niveau, 6to grado). On peut donc remarquer une ressemblance avec l'organisation de la réforme de 1992, qui préconisait aussi un enseignement progressif de l'histoire, de la sphère la plus proche de l'enfant à la plus éloignée, sauf pour les deux derniers niveaux : le niveau 5° enseignait une histoire universelle et le niveau 6° revenait à une histoire nationale. Dans cette nouvelle réforme de 2009, les deux derniers niveaux furent intervertis :

[1] LIMA, Laura, BONILLA, Felipe, ARISTA, Veronica, « Los libros de texto…, op. cit.
[2] SEP, Plan de Estudios 2011, Educación Básica: http://basica.sep.gob.mx/reformaintegral/sitio/pdf/primaria/plan/PlanEstudios.pdf

on enseigne une histoire nationale au 5° puis universelle au 6°, ce qui est plus logique par rapport à un enseignement progressif[1]. Le programme d'histoire de la RIEB s'articule ainsi :

- Premier et deuxième niveau: « Exploración de la Naturaleza y la Sociedad »

Cette matière consiste à établir les bases pour le développement d'une formation scientifique, géographique, historique et technologique. Ces bases, toujours selon le programme de la RIEB, serviront à développer des compétences chez l'élève: « La finalidad de la asignatura Exploración de la Naturaleza y la Sociedad es que los alumnos fortalezcan sus competencias al explorar, de manera organizada y metódica, la naturaleza y la sociedad del lugar donde viven[2]».

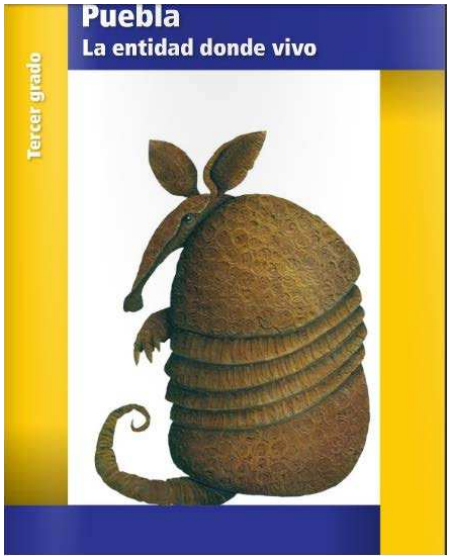
- Troisième niveau: «La entidad donde Vivo»

Cette matière reprend le concept des manuels régionaux créés lors de la réforme des années 90 avec la génération antérieure de manuels. Elle est censée être en continuité avec la matière des niveaux précédents, appelée « Exploración de la Naturaleza y la Sociedad », et l'introduction aux matières d' « Histoire » et de « Géographie » qui commencent au niveau suivant, le 4°. Les notions d'histoire et de géographie deviennent plus développées mais concernent l'univers proche de l'élève, l'Etat où il habite (il y a donc un manuel pour chaque Etat):

> « Su finalidad es que los niños, para fortalecer su sentido de pertenencia, su identidad local, regional y nacional, reconozcan las condiciones naturales, sociales, culturales, económicas y políticas que caracterizan la entidad donde viven, y cómo ha cambiado a partir de las relaciones que los seres humanos establecieron con su medio a lo largo del tiempo[3]».

On peut constater que ce manuel contient plus de texte que celui du niveau 3° des années 90.

[1] Cf en annexe les tableaux que j'ai réalisés à partir des sources : *Programmes d'Histoire par niveau pour chaque génération de manuels*.
[2] Plan de Estudios 2011, op.cit., p. 50.
[3] Plan de Estudios 2011, op.cit., p. 51.



Couverture du manuel de 3er grado de 2012:
La entidad donde vivo de l'Etat de Puebla.

- Du quatrième au sixième niveau : « Historia »

Dans les niveaux 4° et 5°, l'histoire nationale est étudiée (du Mexique préhispanique jusqu'à l'Indépendance pour le niveau 4°, et de l'Indépendance jusqu'au Mexique du XXIe siècle pour le niveau 5°), et c'est seulement au sixième niveau que l'on aborde l'histoire universelle jusqu'au XVIe siècle (La Préhistoire, les différentes civilisations de l'Antiquité, les civilisations mésoaméricaines et andines, le Moyen-Âge puis la Renaissance en Europe et en Orient, surtout de l'Europe mais en arrêtant la période juste avant la Conquête). Dans le programme, la SEP déclare vouloir former des élèves à la compréhension de l'histoire et à l'acquisition d'une pensée critique:

« El enfoque formativo de Historia expresa que el conocimiento histórico está sujeto a diversas interpretaciones y a constante renovación a partir de nuevas interrogantes, métodos y hallazgos, además de que tiene como objeto de estudio a la sociedad, es crítico, inacabado e integral; por lo tanto, el aprendizaje de la historia permite comprender el mundo donde vivimos para ubicar y darle importancia a los acontecimientos de la vida diaria, y usar críticamente la información para convivir con plena conciencia ciudadana[1]».

Néanmoins, en dépit de ces déclarations des programmes officiels où l'adaptation de la pédagogie selon la situation de l'élève , la progressivité de l'enseignement , la formation d'un esprit critique, apparaissent comme des priorités, on peut mettre en doute ces objectifs déclarés lorsque par exemple, pour les deux premiers niveaux de l'école primaire, on trouve dans les chapitres des manuels scolaires gratuits les sujets suivants: « Miguel Hidalgo y la Independencia », « Inicio y significado de la Revolución Mexicana », « Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos », « Por qué recordamos a Benito Juárez », « Quiénes

[1] Plan de Estudios 2011, op.cit., p. 52.

lucharon en la Batalla del cinco de mayo », « La Bandera Nacional » ou encore « La expropiación Petrolera [1]». Cette multitude de sujets sont destinés à des enfants de six et sept ans environ. Ce n'est pas l'ordre chronologique qui prime mais celui des commémorations nationales. Il n'y a donc à nouveau pas d'application réelle du programme établi par la SEP alors que ce sont précisément des manuels élaborés par la SEP. La tradition patriotique est conservée et les avancées pédagogiques et historiographiques ne sont pas suivies. On peut ajouter que les contenus étaient déjà organisés ainsi dans les manuels des années 90, ce qui nous interroge sur le renouvellement des contenus et l'abandon de cette fameuse histoire factuelle.

De plus, l'articulation et la logique entre les contenus préconisées dans la RIEB ne sont absolument pas respectées, on peut en donner comme exemple dans le manuel « Exploración de la Naturaleza y la Sociedad », pour les élèves de 1er grado (niveau CP), la leçon sur Miguel Hidalgo et l'Indépendance qui se trouve dans le chapitre « Yo, el cuidado de mi cuerpo y la vida diaria », au milieu de recommandations pour manger sainement ou encore des descriptions des parties du corps humain. Finalement, bien que le programme se propose d'étudier l'histoire proche des élèves, il reste balisé par la célébration des grandes fêtes nationales. Même si les auteurs des programmes s'en défendent, il s'agit une nouvelle fois d'enseigner une histoire s'appuyant sur la connaissance des « grands événements » et des « grands hommes » qui ont contribué à la formation de la nation. De plus, alors que la RIEB se veut une réforme révolutionnaire de toute l'éducation « de base » et a renouvelé tous les contenus des manuels scolaires gratuits pour en faire des manuels nouveaux et modernes, on remarque qu'ils gardent les mêmes contenus que les manuels élaborés 17 ans auparavant lors de la réforme de 1992 qui, elle aussi, se voulait moderne et actuelle. La conclusion d'Yves Robin sur le programme d'histoire des manuels des années 90 pourrait s'appliquer également aux manuels actuels :

> « Lorsque l'on examine les programmes des différents niveaux de l'école primaire, rythmés par les commémorations, on peut conclure que l'objectif principal des autorités éducatives est bien de renforcer la conscience nationale des jeunes apprenants plutôt que de développer un esprit d'analyse ou un sens de la critique[2] ».

Lorsqu'en 2009 sortit le manuel d'Histoire pour le niveau 6°, il y eut à nouveau une grande polémique, en plus de celles déjà mentionnées dans le chapitre 2 pour les manuels

[1] Programme des manuels pour l'année scolaire 2012-2013.
[2] ROBIN, Yves, *L'image de la France…, op.cit.*, p.91.

d'autres matières. En ce qui concerne celui d'histoire, la suppression de l'enseignement de la Conquête du Mexique et de la Colonie par la SEP pour le niveau 6° causa l'indignation de spécialistes, de journalistes et de politiques :

« Alfonso Súarez, diputado del PRD y titular de la Comisión de Cultura de San Lázaro, aseguró que "con las modificaciones se cometió la más profunda falta de respeto a la identidad nacional". Gustavo Madero, presidente del Senado y coordinador del PAN, dijo que la Conquista y la Colonia "son parte del trayecto que hemos recorrido como nación y debemos ser muy abiertos a incluir todas las voces y todos los pasajes que nos han definido"[1]».

Les autorités de la SEP se justifiaient en disant que l'enseignement de la Conquête et de la Colonie n'était pas abandonné car ces périodes étaient étudiées au niveau 4° puis au collège. Les détracteurs disaient que ce n'était pas suffisant car en 4° l'enseignement sur l'histoire du Mexique était trop général et il fallait attendre le collège pour revenir en détail sur ces périodes de l'histoire nationale, un peu tard selon eux car une partie des enfants mexicains ne vont pas jusqu'au collège étant donné la désertion scolaire ; une autre critique était que l'on abordait la découverte de l'Amérique mais que dans la partie suivante on passait à la description de la Renaissance en Europe et les élèves terminaient l'école primaire sans avoir vu en détail les causes et les conséquences de la Colonisation ainsi que le processus qui conduisit à l'Indépendance :

« El investigador Hugo Casanova del Instituto de Investigaciones sobre la Universidad y la Educación de la UNAM, expresó que en el citado libro de Historia "se desconoce el complejo y doloroso origen de nuestra nación y, en cambio, hay una visión de una historia eurocentrista". Sin caer en extremos, es necesaria una concepción en la que podamos comprender al mundo a partir de los orígenes de nuestros pueblos, destacó. […]También observó que en dicho texto hay una visión "parcial" y poco clara de las civilizaciones mesoamericanas, a las cuales se les desdibuja sin que se alcance a percibir su magnitud. Hugo Casanova enfatizó que es evidente una concepción "de la historia absolutamente tradicionalista, fundada en fechas y en nombres", lo cual se había tratado de superar. Y además, la narración, como un fundamento didáctico de la enseñanza de la historia, ya no existe. Estos libros, sintetizó, constituyen una muestra "más de las limitaciones de quienes gestionan la educación"[2]».

Cette suppression de l'époque de la Conquête et de la Colonie paraissait d'autant plus préjudiciable que l'année suivante, sous la responsabilité de la SEP, allait être célébré le bicentenaire de l'Indépendance :

---

[1] VÁZQUEZ GARCÍA, Areli, "Rechazo a los nuevos libros de texto de la SEP", *Justa,* México D.F., 25 août 2009: http://www.justa.com.mx/?p=11399

[2] AVILÉS, Karina, "Quita SEP estudio de la Conquista y la Colonia de los libros gratuitos", *La Jornada,* México, 24 août 2009: http://www.jornada.unam.mx/2009/08/24/sociedad/036n1soc

« Por otro lado, dijo Sánchez Cervantes, lo que ha hecho la SEP no es la mejor manera de reivindicar la historia en un momento en que "estamos a punto de festejar dos acontecimientos como el bicentenario de la Independencia y el centenario de la Revolución Mexicana. […] "Nos guste o no, es una mutilación injustificable". La visión que prevalece en el texto es la de reducir la historia a un recuento de acontecimientos aislados e inconexos entre sí: "Se optó por la incorporación de múltiples datos". Por ejemplo, en las páginas 20 y 21 del libro, en lugar de que los niños logren comprender el proceso de evolución y cómo lograron sobrevivir los homínidos, se pone énfasis en los nombres, la talla y los años en que vivieron. En lugar de comprender lo que sucedió y por qué, lo importante será aprenderse los datos de la lección[1]».

Pour faire taire la polémique, la SEP décida de publier en 2010 au milieu de l'année scolaire, un manuel complémentaire pour le niveau 6° dont l'enseignement va de la Conquête au Mexique contemporain des années 2000. La SEP précisa bien que les élèves du niveau 6° de l'année scolaire 2009-2010 qui étudiaient avec le nouveau manuel d'Histoire n'allaient en aucun cas être privés de l'enseignement de la Conquête et de l'Indépendance, car cela avait déjà été étudié aux niveaux 4° et 5° avec les manuels de l'ancienne réforme. Ainsi, au niveau 6°, avec le manuel de la nouvelle réforme de la RIEB, ils allaient réviser l'histoire universelle de la Préhistoire jusqu'au XVIe siècle (au niveau 5° ils l'avaient étudiée jusqu'au XVIIIe siècle avec les manuels de 1993) :

« Se debe resaltar que, en este cambio de programas de estudio y libros de texto, ninguno de los temas de Historia de México ha dejado de tratarse durante la educación primaria, independientemente de que los alumnos lleven los libros de texto del plan de 1993 o de la RIEB[2] ».

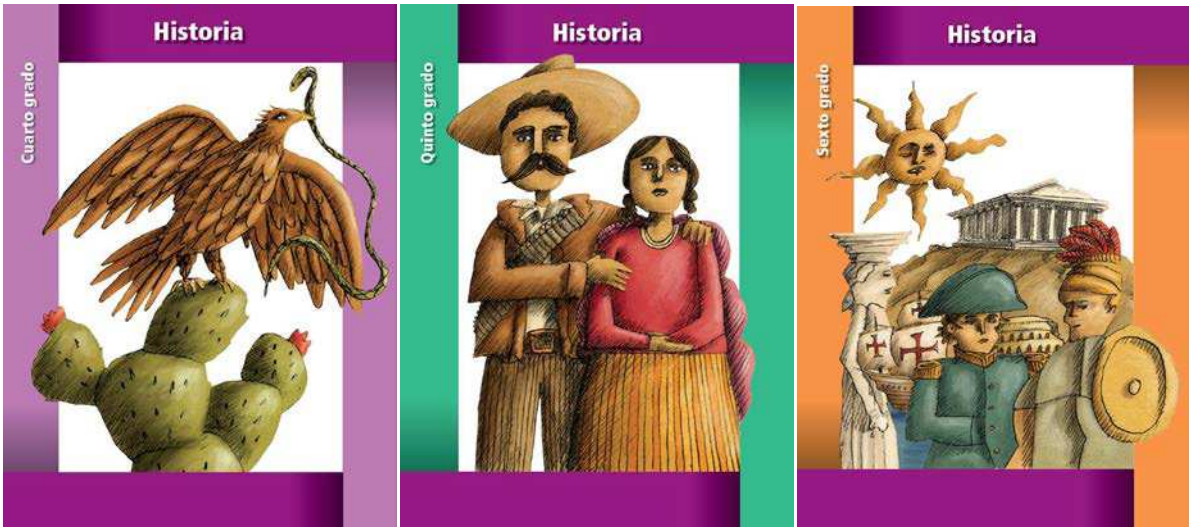
C'est en effet ce que l'on peut observer dans le document *Programmes d'Histoire par niveau pour chaque génération de manuels* mis en annexe: les élèves mexicains n'auront en effet été privés à aucun moment de l'enseignement de la Conquête et de la Colonisation espagnole de Mexique avec les changements de manuels, mais cette polémiques est encore une fois révélatrice de tous les enjeux idéologiques liés à l'élaboration des manuels.

En 2011, tous les manuels furent rapidement terminés et modifiés en tenant compte de certaines critiques émises depuis 2009 et, même si les changements ne furent pas très conséquents, ce sont des éditions agréées en 2011 qui sont utilisées depuis l'année scolaire

[1] AVILÉS, Karina, *La Jornada*, "Ilustraciones y datos alterados, otras fallas en textos gratuitos", México, 26 août 2009: http://www.jornada.unam.mx/2009/08/26/index.php?section=politica&article=005n1pol

[2] *Historia. Sexto grado. Material complementario*, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère édition de 2010, p. 3.

2011-2012. Le graphiste Carlos Palleiro réalisa le design de toutes les couvertures des manuels de chaque matière, dont ceux d'histoire, et Julián Cícero fut chargé des illustrations des couvertures des manuels d'Histoire:



A l'occasion du Bicentenaire de l'Indépendance et du Centenaire de la Révolution en 2010, la SEP choisit la même couverture pour tous les nouveaux manuels, avec le logo officiel de l'évènement comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, mais elle distribua en plus pour l'occasion un manuel complémentaire d'histoire, *Arma la Historia («* Construis ton Histoire *»)* pour les écoles primaires et pour le collège. Il s'agissait d'une version didactique du livre éponyme publié par la maison d'édition mexicaine Grijalbo. Ce livre avait été rédigé sous la coordination de l'historien mexicain Enrique Florescano, avec la participation d'historiens chercheurs renommés de l'UNAM, du Colegio de México, de Harvard ou de l'Université de Chicago : Alfredo Ávila, Erika Pani, Aurora Gómez Galvarriato, José Antonio Aguilar Rivera et Soledad Loaeza. Les périodes étudiées vont de l'Indépendance au Mexique de la fin du XXe siècle, le but étant de faire une synthèse des différentes évolutions du pays durant ces périodes:

« "La idea del libro fue hacer una nueva interpretación de los pasados 200 años, porque es la época de la gran transformación moderna y contemporánea del país ", dice, y agrega que para eso la Promotora de Actividades de América 2010 le dio toda la libertad de trabajar[1] ».

[1] JIMÉNEZ, Arturo, "Se destruyó en el país el ideal de proyecto político, asegura Enrique Florescano", *La Jornada,* México, 4 septembre 2009: http://www.jornada.unam.mx/2009/09/04/cultura/a05n1cul

La SEP reprit donc ce livre et en fit une version didactique. Ce manuel est donc un cas à part car il s'agit du travail de spécialistes à la pointe des avancées historiographiques, c'est donc un changement considérable par rapport aux autres manuels des générations précédentes ou de cette dernière génération. L'histoire nationale y est analysée et contée de façon politiquement neutre: on y explique les causes de l'arrivée au pouvoir des différents gouvernements, leurs propositions ou leurs erreurs, sans oublier les conjonctures internationales qui entraînèrent des changements dans le pays. De plus, des activités sont proposées à chaque fin de partie et incitent l'élève à réfléchir sur ces événements passés. Les avis sur ce manuel sont unanimement positifs:

«"Arma la historia" es una obra amena e ilustrativa escrita con una propuesta templada que permitirá a los lectores acercarse de forma clara y concisa a los procesos que ha vivido México en su existencia como nación, consideró Flores Cano. Indicó que en el contexto del Bicentenario de la Independencia y el Centenario de la Revolución, las nuevas generaciones de mexicanos pueden conocer una visión más rigurosa de los hechos fundamentales de la historia. […] En su oportunidad, el analista y conferencista en diversos foros nacionales e internacionales Antonio Navalón dijo que esta publicación era necesaria en el sentido de conjugar no sólo elementos de resumen, sino también de interpretación sin interés partidario de la historia reciente[1]».

On peut tout de même constater que l'objectif de former une conscience nationale, un enjeu idéologique majeur, reste toujours aussi présent même dans les années 2010 et l'esprit patriotique est très marqué et mis en évidence à l'occasion de ces anniversaires, comme on peut le voir dans l'introduction de ce manuel :

« En este libro encontrarás los movimientos históricos que han dado fuerza y grandeza a nuestra identidad como mexicanos, y un sentido al pasado y al presente de nuestra patria. El nombre, rostro y acciones de muchos mexicanos enriquecen la historia de este país donde se han librado batallas heroicas, y en cuya tierra se ha vertido sangre en la defensa contra el invasor. Sobre eso leerás en estas páginas, y también acerca de las profundas desigualdades que impulsaron el surgimiento de fuerzas revolucionarias de tantos hombres y mujeres que dieron su vida por lograr un México más justo. Llegarás también al pasado reciente y a la modernidad que han dado paso a la nación que es México en la primera década del siglo XXI; en este periodo histórico ya eres protagonista. Te invitamos a que des vuelta a la página y te unas a esta conmemoración de los momentos determinantes en la historia de nuestro México. ¡Vamos a armar la Historia![2]».

Malheureusement, la SEP fit une utilisation abusive de ce livre de qualité : il servit de prétexte pour faire faire aux élèves du bachotage sur l'histoire de l'Indépendance et de la

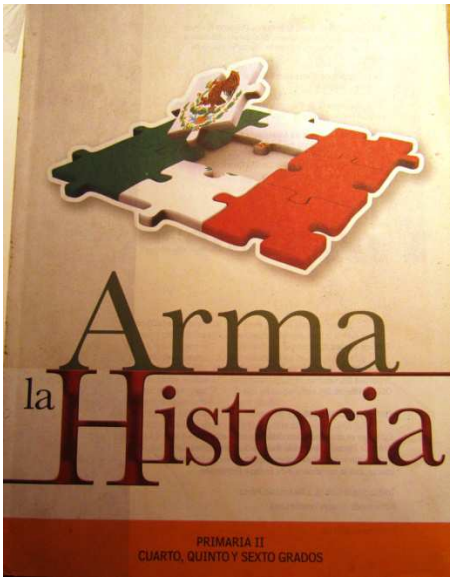
[1] Auteur non mentionné, "Destacan crecimiento cultural de México en segunda mitad del siglo XX", *El siglo de Torreón*, mardi 8 septembre 2009, México, http://www.elsiglodetorreon.com.mx/noticia/459404.destacan-crecimiento-cultural-de-mexico-en-segunda-mitad-del-siglo-xx.html

[2] *Arma la Historia. Primaria II*, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère édition de 2010, p .9.

Révolution. En effet, pour les commémorations de 2010, la SEP distribua ce manuel et organisa dans les écoles un concours, « 1000 becas Generación Bicentenario ». Les meilleurs élèves sélectionnés par ce concours allaient avoir une bourse qui couvrirait leurs frais scolaires jusqu'à l'université incluse et ils représenteraient cette génération « bicentenaire ». La première étape de sélection portait uniquement sur le manuel *Arma la Historia* et l'examen consistait en un questionnaire à choix multiples se trouvant à la fin du manuel. Les professeurs ont donc dû faire étudier aux élèves de primaire le manuel d'histoire pour cet examen (et parfois en catastrophe car des écoles reçurent les manuels peu de temps avant les épreuves). Il est dommage que la SEP ait gâché un bon livre d'histoire par une utilisation intensive, qui se terminait toujours par une mémorisation mécanique. C'est ce que dénonce le pédagogue Rubén Altamirano :

> « el acercamiento de la historia a través de los libros era una buena oportunidad, pero de ahí a "volverles" a evaluar a través de un cuestionario... Recuerdo que los especialistas de la enseñanza de la historia, han señalado, reiteradamente, que debemos dejar de viciar la enseñanza de la historia por medio de cuestionarios (y más si son de opción múltiple)...[1]»

De plus, l'attribution des bourses par la SEP a donné lieu à des fraudes et de la corruption car un nombre important d'écoles n'avaient pas été informées de cet examen, imposé par la SEP, ni des dates auxquelles il avait lieu, ni de la façon dont la sélection aurait lieu.



Couverture du manuel *Arma la Historia, Primaria II*, 2010, pour les trois derniers niveaux de primaire.

On peut remarquer au dos le logo du SNTE, devenu un acteur politique influent de la RIEB.

[1] ALTAMIRANO, Rubén, "Arma tu historia con un examen", *PedagogiaUCI*, México, 18 septembre 2010: http://pedagogiauci.blogspot.fr/2010/09/arma-tu-historia-o-ama-tu-historia.html

Il est regrettable que ce manuel, distribué en 2010 à 22 millions d'exemplaires, n'ait été produit que pour l'année scolaire 2010-2011, à l'occasion des commémorations. Les années suivantes, les élèves n'ont eu que les manuels d'histoire élaborés par la SEP et ont été privés de l'aide de ce manuel complémentaire.

L'analyse des manuels d'histoire de la SEP de différentes générations révèle leur importance et les enjeux qu'ils représentent encore, après plus de cinquante ans d'existence de la CONALITEG, pour les différents gouvernements en place, dont l'objectif principal est de former une identité nationale. En effet, ces manuels transmettent des connaissances, mais aussi et surtout des valeurs et la vision d'un passé commun mythique, -souvent remanié et réinterprété en fonction des fluctuations idéologiques du moment- destiné à construire une mémoire collective officielle. Cette dernière ne peut que se heurter à d'autres visions, tout aussi mythiques, portées par les différentes composantes d'une société mexicaine extrêmement hétérogène (parents d'élèves, enseignants, Eglise, communautés indigènes, régions…). En conséquence, le choix d'un passé commun officiel retenu crée forcément de multiples polémiques, comme ce fut le cas pour le manuel d'histoire de 1992 qui fut retiré des écoles car il rompait trop avec la vision mythique communément admise et transmise par les manuels précédents.

C'est précisément à cette vision mythique et à ses différentes évolutions que nous allons maintenant nous intéresser dans la partie suivante, consacrée à une étude de cas : la famille Serdán, héros et martyrs de la Révolution Mexicaine.

II. ETUDE DE CAS : LA FAMILLE SERDAN, HEROS ET MARTYRS DE LA REVOLUTION

Nous avons voulu étudier l'image donnée dans les manuels de la SEP des acteurs de la Révolution mexicaine et en particulier l'image donnée de héros du début de la Révolution : la famille Serdán à Puebla, devenue l'un des mythes de cet événement fondateur du Mexique.

Avant tout il paraît nécessaire de s'interroger sur la notion même de mythe et d'examiner dans quelle mesure elle peut être appliquée aux évènements de la Révolution mexicaine et à ses héros emblématiques. Le dictionnaire Larousse définit le mythe de la façon suivante: « Ensemble des croyances, des représentations idéalisées qui se forment autour d'un personnage, d'un phénomène, d'un événement historique, d'une technique et qui leur donnent une force, une importance particulières[1] ». Le mythe est le produit d'une société, c'est le reflet qu'elle se renvoie d'elle-même. Il a une fonction conservatrice : « Le caractère collectif de l'imagination mythique garantit qu'elle soit de substance sociale, existant à la faveur de la société et en sa faveur[2] ». Le mythe permettrait donc de construire une imagination commune, contribuerait à l'unité et à la construction d'un sentiment commun d'appartenance à une nation, comme c'est le cas par exemple avec le mythe politique. L'une des données fondamentales du mythe politique est l'appel aux évènements ou aux personnages du passé qui auraient une fonction rassurante et protectrice, mais cette démarche s'accompagne en général d'une modification de l'événement original et s'éloigne d'une vision objective. Le mythe peut évoluer car il correspond à un besoin ressenti dans une société donnée selon les conditions où elle se trouve. C'est pour cette raison que nous allons étudier plusieurs générations de manuels, qui correspondent à des contextes politique, économique ou social différents, pour comprendre l'évolution du mythe.

La construction de l'histoire des héros dans les manuels est fluctuante: en comparant différents manuels on voit des permanences et des ruptures en termes d'iconographie et de texte. On observe toujours cependant une certaine tradition de l'exaltation des vertus des héros nationaux comme nous allons le voir pour les Serdán. A partir de leur exemple on remarque que l'histoire de la Révolution mexicaine est une histoire fabriquée et mythifiée qui a, comme le souligne Dalila Chine Lehmann[3], ses héros « d'en haut », ceux de premier rang, les grands révolutionnaires classiques, qui reviennent toujours dans chaque génération de manuels, c'est le cas de Francisco Madero, et les héros « de second rang », comme la famille Serdán, qui vont apparaître ou disparaître selon les générations de manuels. Ces catégories correspondent aussi à l'idéologie des gouvernements en place à l'époque de chaque manuel.

Dans la représentation de ces héros nationaux, il ne faut pas oublier la place prépondérante de l'iconographie dans les manuels : les illustrations vont marquer les

[1] *Grand Larousse universel*, t. X, s.1., 1993, p. 7219.
[2] CAILLOIS, Roger, *Le mythe et l'homme*, Paris, 1938, p.84.
[3]CHINE LEHMANN, Dalila, « La Révolution mexicaine racontée aux enfants », *Caravelle*, n° 97, GAUTREAU, Marion (coord.), *La Révolution mexicaine et ses représentations*, PUM, Toulouse, 2011, p.21.

différentes générations de Mexicains qui vont se succéder et avoir en commun ces images. Ainsi, Alain Choppin insiste sur le pouvoir attractif des illustrations sur des enfants car elles ont un rôle essentiel qui provient de leur puissance émotionnelle et évocatrice : « Elaborées tout exprès ou choisies avec soin, les images -dont les légendes ou le montage orientent la lecture- introduisent un élément concret chargé de symboles[1]». L'utilisation des images n'est donc jamais gratuite, elle obéit à des critères pédagogiques mais aussi idéologiques, c'est pourquoi elle n'est jamais neutre. Le degré d'intervention des autorités étatiques dans les transmissions des connaissances et des valeurs est important dans ces manuels gratuits de la SEP. Le sens des illustrations est tout de même orienté par les légendes, lorsqu'il y en a, mais aussi par le texte de la leçon, ce qui crée une limitation des possibilités d'interprétation des faits historiques. L'association du texte et de l'image est un moyen pour les auteurs d'orienter la lecture et la signification des images en fonction du message idéologique qu'ils entendent transmettre aux élèves. Ce message idéologique est implicite et, dans l'étude des manuels, il s'agira de le mettre à jour. La relation entre le texte et l'image, paire qui forme finalement une seule unité, est donc une particularité des manuels scolaires.

Nous allons maintenant voir comment la famille Serdán a été présentée dans les manuels d'histoire et observer si leur image a subi des modifications au cours du processus de mythification. Pour cela il fallait procéder de façon chronologique. Quelle est l'importance accordée à ces personnages de la Révolution dans chaque manuel, quelle est la proportion de documents traitant du thème selon les époques ?

A. La famille Serdán de Puebla

Le cas des frères Serdán à Puebla est un exemple emblématique de héros morts en martyrs pour une cause nationale. L'aîné des frères, Aquiles Serdán, était le leader du mouvement anti-réélectionniste de Puebla contre le gouvernement de Porfirio Díaz, mouvement qui soutenait Francisco Madero. Aquiles et son frère Máximo décidèrent de répondre à l'appel au soulèvement armé lancé par Madero dans son Plan de San Luis Potosí, le soulèvement étant prévu pour le 20 novembre 1910. Leur sœur, Carmen, était aussi une femme engagée dans la cause madériste. Les frères Serdán utilisèrent leur maison pour entreposer des armes et des munitions afin de se défendre le jour de la rébellion. Cependant, la police du gouvernement

[1] CHOPPIN, Alain, *Manuels scolaires : histoire et actualité*, Hachette Education, Paris, 1992, p.166.

fidèle à Porfirio Díaz surveillait les Serdán et décida de procéder à une fouille de leur maison le 18 novembre 1910. Le chef de la police, Miguel Cabrera, fut reçu ce jour-là par des coups de feu et fut tué. Il s'en suivit un échange de tirs qui dura presque cinq heures entre les anti-réélectionnistes, retranchés sur le toit de la maison familiale, et les forces de l'ordre. Ces derniers eurent le dernier mot, entrèrent dans la maison et arrêtèrent les femmes de la famille Serdán, le frère Máximo étant déjà mort sur le toit. Il ne manquait plus qu'Aquiles, qui s'était dissimulé dans une cache sous le parquet mais fut découvert mort dans la maison des suites d'une blessure par balle, dans la nuit du 18 au 19 novembre. Cet événement est considéré comme le commencement de la Révolution mexicaine. Il constitue un grand symbole pour la ville de Puebla qui s'enorgueillit d'être le berceau de la Révolution.

B. Une analyse quantitative

Malgré l'importance symbolique de cet événement, la présence des Serdán dans les manuels scolaires de la SEP n'est pas conséquente, et ils restent des héros de second rang. La famille Serdán fait la fierté de l'Etat de Puebla mais, à l'échelle nationale, la résistance de cette famille n'a pas eu autant de répercutions. Selon les générations de manuels, on va mettre l'accent davantage sur Aquiles, ou sur les deux frères Aquiles et Máximo, ou bien sur Carmen et Aquiles, ou parfois ils vont disparaître des manuels : c'est le cas durant vingt ans, avec la deuxième génération de manuels (celle des années soixante-dix), où il n'est jamais fait mention des Serdán ni du symbole qu'a représenté leur insurrection marquant le début du mouvement révolutionnaire. Nous les retrouvons dans les manuels des années 90. Ils auront une place plus développée dans les manuels régionaux de 3er grado, surtout dans celui de Puebla, ce qui semble logique. Nous avons réalisé le tableau ci-après où figurent toutes les mentions de la famille Serdán dans les différentes générations de manuels scolaires pour chaque niveau.

Hermanos SERDÁN

	1er Grado	2do Grado	3er Grado	4to Grado	5to Grado	6to Grado
Années 60 Libro de texto	RIEN (fêtes civiques)	RIEN (fêtes civiques)	RIEN **(révolution au programme)**	Texte p.157 (« Un hombre heroico, Aquiles Serdán »)	RIEN	RIEN
Années 70	RIEN (fêtes civiques)	RIEN	RIEN	RIEN **(révolution au programme)**	RIEN	RIEN **(révolution au programme)**
Années 80	RIEN (fêtes civiques)	RIEN	RIEN	RIEN **(révolution au programme)**	RIEN	RIEN **(révolution au programme)**
Années 90	Non trouvé	Non trouvé	(manuel PUEBLA) Image+texte p.141-142 (surtout Aquiles)	Image+texte p.144 (photos Aquiles et Máximo, texte parle en plus de Carmen et la mère)	RIEN	Texte p.67 (« fueron los primeros mártires de la Revolución ») Aquiles, Máximo, Carmen, la mère
Années 2010	RIEN (fêtes civiques)	RIEN (fêtes civiques)	(manuel PUEBLA) Texte+image p.117 (juste Aquiles)	RIEN	Texte p100+Portrait de Carmen.	RIEN

Tableau que nous avons réalisé après analyse des sources récupérées aux archives de la CONALITEG.

Ce premier tableau, qui est une approche quantitative, permet de classer les Serdán parmi les héros de second rang : à titre de comparaison, nous présentons ci-après le tableau que nous avons réalisé sur Madero, un héros de premier rang, qui apparaît dans tous les manuels d'histoire de chaque génération, lorsque son époque est étudiée selon le programme en place. Quand sur le tableau de Madero la mention « RIEN » apparaît, cela signifie que la Révolution n'est pas au programme du manuel concerné et il est alors logique que Madero ne soit pas mentionné. Tandis que pour la famille Serdán, « RIEN » peut apparaître alors que la période de la Révolution ou les fêtes civiques sont au programme du manuel concerné. Pour mieux comprendre la lecture de ces deux tableaux, on peut consulter en annexe les tableaux que nous avons réalisés sur les programmes: *Programmes d'histoire par niveau pour chaque génération de manuels*.

Etant donné les nombreuses absences, on peut donc bien conclure que les Serdán sont effectivement des personnages de second rang dans les manuels d'Histoire.

MADERO	**1er Grado**	**2do Grado**	**3er Grado**	**4to Grado**	**5to Grado**	**6to Grado**
Années 60 Cuaderno de trabajo Libro de texto	Portrait sur la couverture du cuaderno. Illustrations p.212	Portrait sur la couverture du cuaderno. Texte+image p187	En entier sur la couverture du cuaderno. Image(portrait) p. 98 Portrait sur la couverture du manuel Texte+image p.115 -116	Portrait sur la couverture du cuaderno. Texte p.80 à 82 (image p.81) + texte p.91 Texte p.156 à 158 Texte+image p159 Texte p.160 Texte+image p.161 Texte,biographieP162 Texte p.163	RIEN	Texte+image p.226 Texte p.227
Années 70	Image p.75	RIEN	RIEN	Texte p.175 Image p198 Image+texte p.199 Texte p.200 à 203, Image+texte p.204-205 Texte p.206	RIEN	Texte p.120-121
Années 80	RIEN	RIEN	RIEN	Personnage principal de la couverture. Image+texte p.128 Texte p129 à p.131	RIEN	Texte p.98 Image+texte p.99 Image+texte p.172
Années 90	Pas trouvé	Pas trouvé	(manuel PUEBLA) Image+texte p.140 Texte p.141 à 143	Texte (frise) p141 texte p.143 à 147 images p.143+ p.145 indirect texte (p148-149)	RIEN	Image+texte p66 Texte p.68 à 71 Image p.69
Années 2010	Image+texte p.57-58 Image (petite) p.60 Texte (découpage) p.145	RIEN (mais il y a une partie sur la Révolution mais axée sur Villa)	Texte p.116-117 (presque rien, on parle plus de Zapata durant la Révo.)	RIEN	texte p.81, Frise p.83 Image+texte p.99-100 Texte p.112-113	RIEN

Tableau que nous avons réalisé après analyse des sources récupérées aux archives de la CONALITEG

C. Présence et absence des Serdán dans les manuels

Les Serdán apparaissent pour la première fois dans le manuel du niveau 4° de 1960, dans une unique phrase très succincte du chapitre 9 (« La Revolución mexicana »), consacré à l'appel de Francisco Madero (dans la première partie, « Revolución de 1910 », au milieu de la sous-partie dont le titre est « El Plan de San Luís Potosí »):

« Un gran número de campesinos y obreros secundaron la Revolución. **Un hombre heroico, Aquiles Serdán, la inició en Puebla el 18 de noviembre.** Surgieron los primeros caudillos: Pascual Orozco y Francisco Villa, en el Norte; Emiliano Zapata y Ambrosio Figueroa, en el Sur[1]».

Ici seul Aquiles apparaît, décrit comme "héroïque" car il lança le mouvement révolutionnaire, mais il n'y a pas d'autre explication le concernant, et on passe tout de suite aux "caudillos", héros de 1er rang et plus connus, comme Francisco Villa ou Emiliano Zapata. De plus, l'enchaînement des phrases peut laisser croire qu'Aquiles faisait partie des paysans et ouvriers mentionnés, alors que c'était un petit commerçant assez aisé, qui avait un atelier de cordonnerie dans le centre ville de Puebla, où il vendait des chaussures. Il y a tout de même une reconnaissance de ce héros -mais qui reste à la petite échelle de Puebla-, qui commença la lutte contre la dictature de Porfirio Díaz, le « méchant », en soutien de Francisco Madero, le « gentil ». Cette vision manichéenne est récurrente dans les manuels. Par ailleurs le fait d'associer Aquiles Serdán aux paysans et ouvriers laisse croire que les opposants à Díaz se trouvent uniquement du côté du peuple.

On peut constater, en observant le tableau sur les manuels et comme nous l'avons mentionné antérieurement, que la famille Serdán disparaît ensuite complètement pendant vingt ans. Pourquoi ce choix de la part des auteurs de manuels ? Nous pouvons penser que cela est dû au changement de mentalité de la réforme de 1972. Après cette réforme, l'histoire racontée dans les manuels de sciences sociales était plus globale, moins traditionnelle et patriotique, elle n'insistait donc pas autant sur la geste des héros nationaux, encore moins s'il s'agissait, comme les Serdán, de héros de second rang.

[1] *Mi Libro de Cuarto Año, Historia y Civismo,* Concepción Barrón de Morán, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1960, p.157.

Cependant, vingt ans après, avec la nouvelle réforme de 1992, qui annule la réforme antérieure, c'est le retour à une histoire traditionnelle, très patriotique, soucieuse de montrer en exemple les grands hommes mexicains, à plus forte raison s'ils étaient morts pour la patrie. C'est avec les manuels de cette génération que les Serdán vont avoir leur heure de gloire: ils réapparaissent en effet de façon plus détaillée, et particulièrement dans le manuel régional du niveau 3° de Puebla.

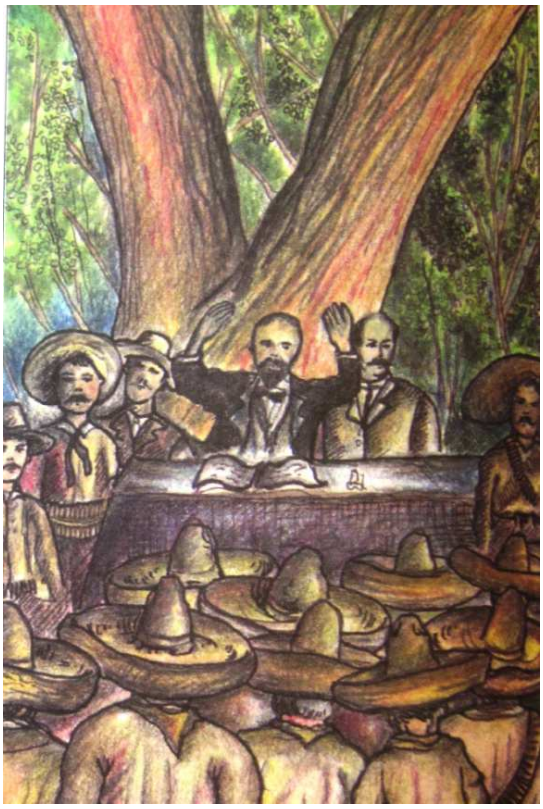
D. Les Serdán dans les manuels des années 90-2000

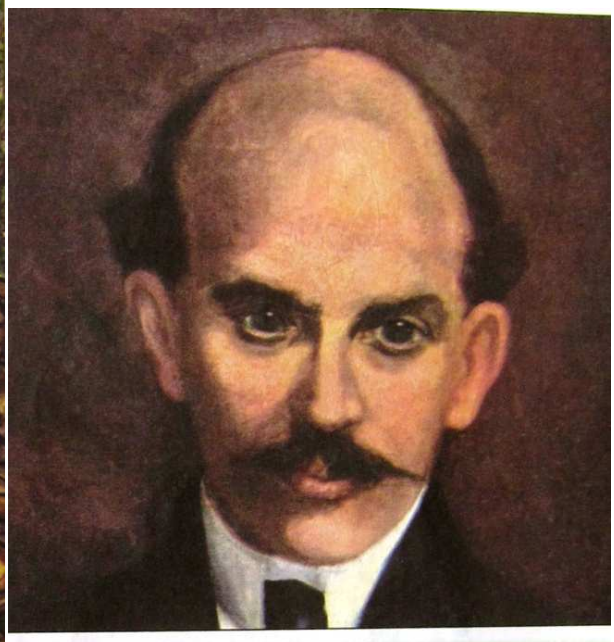
Dans le chapitre 12 (« Puebla y la Revolución ») du manuel régional de Puebla du niveau 3°, la famille Serdán a droit à deux pages complètes dans le sous-chapitre 56 dont le titre est « Los hermanos Serdán ». Les images occupent environ les trois-quarts de chaque page. Aquiles va être le personnage principal, les deux autres frères n'étant mentionnés qu'une seule fois. La première page décrit l'engagement d'Aquiles Serdán pour le mouvement madériste à Puebla ; il y est présenté comme un homme fier, de fortes convictions, un vrai leader qui appelle à s'organiser contre la dictature de Porfirio Díaz :

« En Puebla, el líder del movimiento antirreeleccionista fue Aquiles Serdán. En 1909 publicó una convocatoria al pueblo con un mensaje que decía: "No permanezcáis más de rodillas". Al llamado de Serdán surgieron, en nuestro estado, varias agrupaciones antirreeleccionistas…».

Nous pouvons remarquer qu'Aquiles se trouve sur le même plan que Francisco Madero. Ces deux héros de la Révolution se retrouvent décrits dans le manuel régional comme étant de même importance par rapport à cet événement qu'est la Révolution. L'iconographie renforce cette égalité de traitement : en effet, sur cette page (p.141), à côté du texte qui présente Aquiles, au même niveau à droite du texte se trouve la reproduction d'un portrait d'Aquiles exposé au Musée de la Révolution Mexicaine de Puebla (situé dans la maison où vivaient les Serdán). La page de gauche (p.140) est dédiée à Madero et à son « Plan de San Luís Potosí », elle fait partie du sous-chapitre, numéro 55, qui a pour titre « Los antecedentes de la Révolucion Mexicana ». Les deux pages ont une composition symétrique : un texte qui décrit Madero et ses intentions est accompagné à droite par une illustration représentant Madero avec Aquiles Serdán à ses côtés ; il s'agit d'un dessin de style

naïf dont la source n'est pas précisée, beaucoup moins solennel que le portrait d'Aquiles sur la page de droite :





Aquiles Serdán
Museo de la Revolución Mexicana en Puebla

Illustration de gauche représentant Madero avec Aquiles à ses côtés p.140 et à droite p.141, de face, le portrait d'Aquiles, beaucoup plus détaillé et en gros plan. Cela va impressionner plus fortement l'élève de l'Etat de Puebla qui pourra admirer Aquiles, " poblano" comme lui, et s'identifier à lui.

Le texte renforce l'effet du traitement iconographique : les auteurs du manuel ont voulu donner à Aquiles Serdán un caractère plus affirmé que celui de Madero, il apparaît plus imposant et avisé que l'homme qui sera le futur président:

« La popularidad política de Serdán iba en aumento y, al igual que Francisco I. Madero, también sufrió varios atropellos policiacos. Aquiles Serdán sospechó que las elecciones de junio serían un engaño. Propuso la rebelión armada, pero Madero no la aceptó[1]».

[1] *Puebla. Historia y Geografía. Tercer grado,* ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 7ème réimpression de 2008 de la 4ème édition révisée de 2002. 1ère édition : 1994, p.141.

Cette présentation annonce l'avenir de Francisco Madero qui finira assassiné. Selon Jean Meyer, les détracteurs de Madero lui reprochaient son manque de fermeté et de prises de décisions juste avant son assassinat :

« Felix Diaz, neveu de Don Porfirio, échouait en octobre 1912, dans sa tentative putschiste et rejoignait Reyes dans la prison dorée, que le trop bon Madero leur octroyait après leur avoir sauvé la vie. Les prisonniers complotaient tandis que l'on riait de la candeur de Madero ou s'irritait parce qu'il ne fusillait personne. […] Après sa chute, il fut facile de critiquer son aveuglement et de dire que quelques exécutions auraient épargné bien du sang[1] ».

A la page suivante apparaissent le frère et la soeur d'Aquiles, Máximo étant mentionné deux fois et Carmen une seule fois. Le texte explique que suite à l'appel de Francisco Madero à la rébellion armée dans tout le pays pour le 20 novembre, les frères décidèrent de stocker des armes dans leur maison pour préparer la future rébellion : « Por eso, cuando el mismo Madero planteaba en el Plan de San Luís la rebelión armada para el día 20 de noviembre de 1910 en toda la nación, los hermanos Aquiles, Máximo y Carmen Serdán, ofrecieron su casa, ubicada en la calle de Santa Clara, de la ciudad de Puebla, para almacenar las armas que se utilizarían en la rebelión[2] ».

On peut émettre une réserve pour ce qui est de l'implication de Carmen Serdán dans le stockage des armes : il faudrait en effet nuancer la phrase du manuel, car même si Carmen Serdán fut une femme militante pour l'époque, soutenant la cause madériste en organisant des réunions de femmes pour le mouvement madériste, on ne peut pas vraiment dire qu'elle ait participé à la préparation du soulèvement. En effet, dans les documents d'archives et les témoignages judiciaires de Carmen, elle déclara que ce furent ses frères qui recevaient les armes, que ce furent Aquiles et Máximo qui organisèrent la réception des armes pour la rébellion et qu'elle-même ne voulait pas participer à la bataille :

« Carmen Serdán declaró al respecto de ese 17 de noviembre : […] y como sus citados hermanos hacía poco que habían recibido más cajas que contenían armas tomaron la resolución y así lo dijeron, de no permitir el cateo (…) que aunque Aquiles les instó antes de que llegara la policía a que se salieran de la casa, ellas (Carmen, Filomena y María del Carmen) no quisieron hacerlo porque tenían la esperanza o de que no llegaran por fin a verificar el cateo o que sus hermanos "de la exponente" y demás hombres que les acompañaban no resistieran por fin a la policía[3] ».

---

[1] MEYER, Jean, *La révolution mexicaine*, Calman-Lévy, Paris, 1973, p. 44.
[2] *Puebla. Historia y Geografía. Tercer grado*…, op.cit., p.142.
[3] EUFRACIO SOLANO, Patricio, *Los Serdán Alatriste Sevilla Del Valle, Historia testimonial, Puebla 1909-1911*, Benemérita Universidad Autónoma de Puebla, 2011, p. 193.

Le témoignage de Filomena del Valle, veuve d'Aquiles Serdán, confirma que ce furent bien les deux frères qui décidèrent d'utiliser leur maison pour recevoir les armes: «… que dos días antes (16 de noviembre), recibieron su esposo y cuñado dos cajas que después vio contenían armas y parque[1]». Filomena del Valle ne fait mention nulle part de la participation de Carmen au stockage des armes.

Le texte du manuel du niveau 3° se termine par un résumé de la fameuse matinée du 18 novembre 1910 où se déroula l'affrontement armé entre les madéristes et les forces de police à la maison des Serdán. Le texte de la leçon reste neutre, objectif et précis:

« Unos agentes de la policía se enteraron de sus planes y, en la mañana del 18 de noviembre de 1910, el jefe de la policía, Miguel Cabrera, acompañado de unos cuantos soldados, llegó a la casa de los hermanos Serdán para realizar una inspección, ahí fue recibido a balazos».

Cependant les auteurs omettent de dire que Cabrera meurt sur le coup, avec cette omission, les Serdán ne vont pas passer pour des assassins dans l'esprit des élèves, il y a donc une petite manipulation pour donner une image positive de ces héros de la Révolution. En plus de ce détail, un petit encadré contredit le texte de la leçon. Il s'agit de l'encadré orange, couleur voyante pour attirer le regard de l'élève et marquer sa mémoire, sur la même page en bas à gauche où est résumée « l'idée principale » de la leçon : « El 18 de noviembre de 1910, los hermanos Serdán fueron atacados en su casa por Miguel Cabrera, con lo que dio inicio la Revolución Mexicana[2] ». Dans ce résumé de la leçon, on décrit le chef de police de l'époque, Miguel Cabrera, comme le méchant, celui qui attaque directement la famille Serdán qui se trouvait « gentiment » à son domicile. Il s'agit là d'une erreur historique, les faits avérés étant que le chef de police, Cabrera, était allé à la maison des Serdán pour faire une perquisition et qu'au moment où il voulait y pénétrer, il reçut plusieurs balles (comme l'expliquait le texte de la leçon du manuel) qui le tuèrent. Dans ce résumé de la leçon conçu pour que l'élève retienne le principal, il y a une transformation des faits historiques, une manipulation par les auteurs du manuel pour donner une image de martyrs à la famille Serdán. Cette famille présentée comme luttant pour les droits des Mexicains contre la dictature de Porfirio Díaz et qui fut attaquée dans sa propre maison, suscite l'empathie des jeunes élèves, leur reconnaissance et leur identification à ces héros originaires du même Etat qu'eux. Le texte de la leçon se

[1] EUFRACIO SOLANO, Patricio, *Los Serdán…,* op.cit., p.83.
[2] *Puebla. Historia y Geografía. Tercer grado…,* op.cit., p.142.

termine d'ailleurs sur la mort des héros de Puebla, martyrs de la Révolution, mais qui ne sont pas morts en vain, car grâce à leur «exploit historique», la ville de Puebla fut le lieu où commença la Révolution : « En este encuentro perdieron la vida Aquiles, Máximo Serdán y colaboradores que estaban con ellos. Por esta hazaña histórica, a Puebla se le considera *Cuna de la Revolución*[1]».

Dans le texte de la leçon, Carmen Serdán est finalement presque absente, il n'est rien dit de son rôle lors de l'affrontement, si elle a participé ou non à la lutte armée. Les faits historiques objectifs, d'après les archives, montrent qu'elle ne participa pas à cette lutte armée. Cependant, même si le texte de la leçon reste plutôt neutre en ce qui la concerne, sur les deux pages du manuel à propos des Serdán, deux fresques de peintres muralistes occupent chacune presque la moitié de chaque page. Ces illustrations vont donner un tout autre message aux élèves : en effet, ces fresques représentent les faits du 18 novembre chez les Serdán, dans la version de la légende populaire, où Carmen Serdán apparaît comme la femme révolutionnaire mythique qui prend les armes, constituant ainsi un antécédent à la « soldadera » de la Révolution. Dans les articles ou recherches, on trouve beaucoup de points de vue différents sur Carmen Serdán : la version populaire, qui reste très présente dans l'imaginaire mexicain, est qu'elle appela les habitants de Puebla, depuis le toit de sa maison, à venir les rejoindre dans la lutte armée pour soutenir Madero et qu'ensuite, durant l'affrontement avec la police, elle combattit aux côtés de ses frères, le fusil à la main, en tirant depuis son balcon. Cette image de Carmen est décrite dans de nombreux articles journalistiques de l'époque (qui se souciaient peu de la véracité des informations) ou est présente sur des gravures de la Révolution et plus tard sur des fresques muralistes. Même maintenant encore, lors des cérémonies de commémorations ou dans des projets d'écoles qui reprennent l'événement, on retrouve cette vision mythique de Carmen Serdán. Ainsi par exemple, en 2010, sur le site officiel du gouvernement pour le Centenaire, on trouve une description héroique de Carmen Serdán: « Con valentía y rifle en mano salió al balcón de la casa para arengar al pueblo, acto en el que resultó herida[2] ».

Cette vision correspond au témoignage d'Ignacio Herrerías, un journaliste de l'époque, qui, dans son article, prétendait avoir été témoin des faits. Il raconte le moment où Carmen fit une harangue depuis le balcon du premier étage de la maison :

---

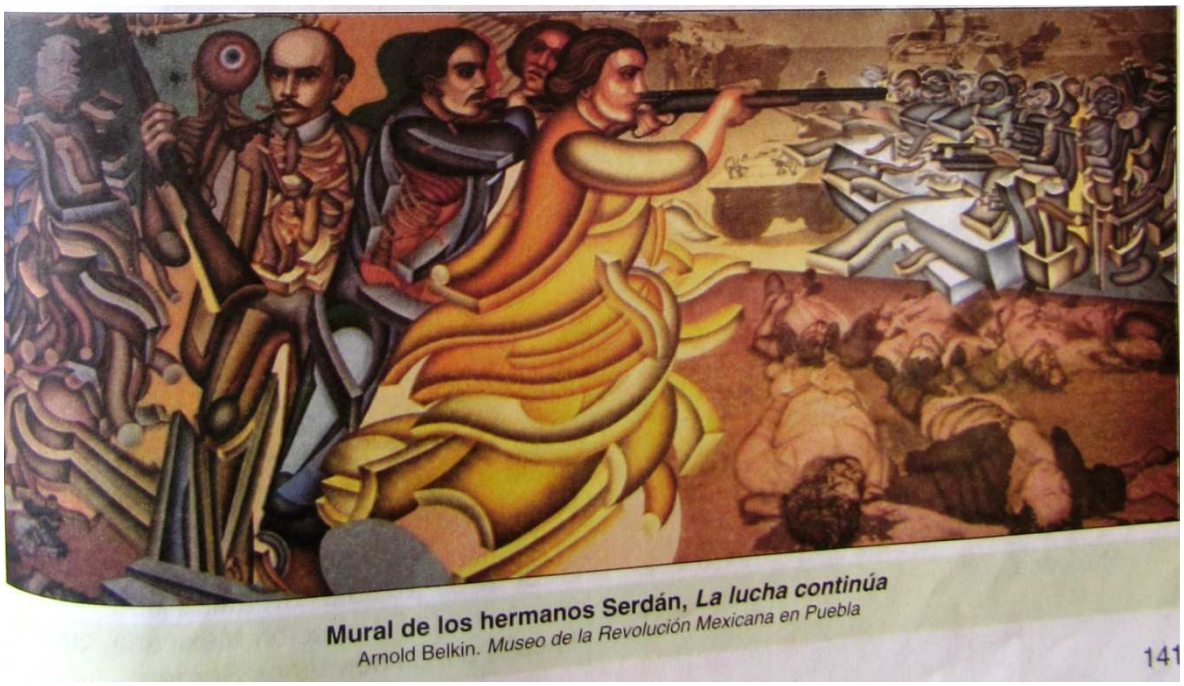
[1] *Puebla. Historia y Geografía. Tercer grado…,* op.cit., p.142.
[2] Site officiel du gouvernement mexicain pour les commémorations de 2010 : http://www.bicentenario.gob.mx/revolucion/index.php?option=com_content&view=article&id=37:carmen-serdan-1875-1948-&catid=3:biografias&Itemid=5

« Pude ver en esos momentos como una mujer en el balcón principal de la casa, y dirigiéndose a los curiosos que estaban cerca de Santa Teresa, los arengó, agitando en la diestra un rifle. Confieso que tal acto de arrojo de parte de una mujer, que más tarde supe era Carmen Serdán, me llenó de entusiasmo, de admiración, y de tristeza, pensando cuán ímproba le resultaría su heroicidad. El pueblo permaneció mudo, quieto, impasible. No hubo un solo impulso para correr en auxilio de aquella mujer que ofrecía armas y parque y que pedía socorro (versión periodística de Ignacio Herrerías, corresponsal de los diarios *El Imparcial* y *El Diario*)[1] ».

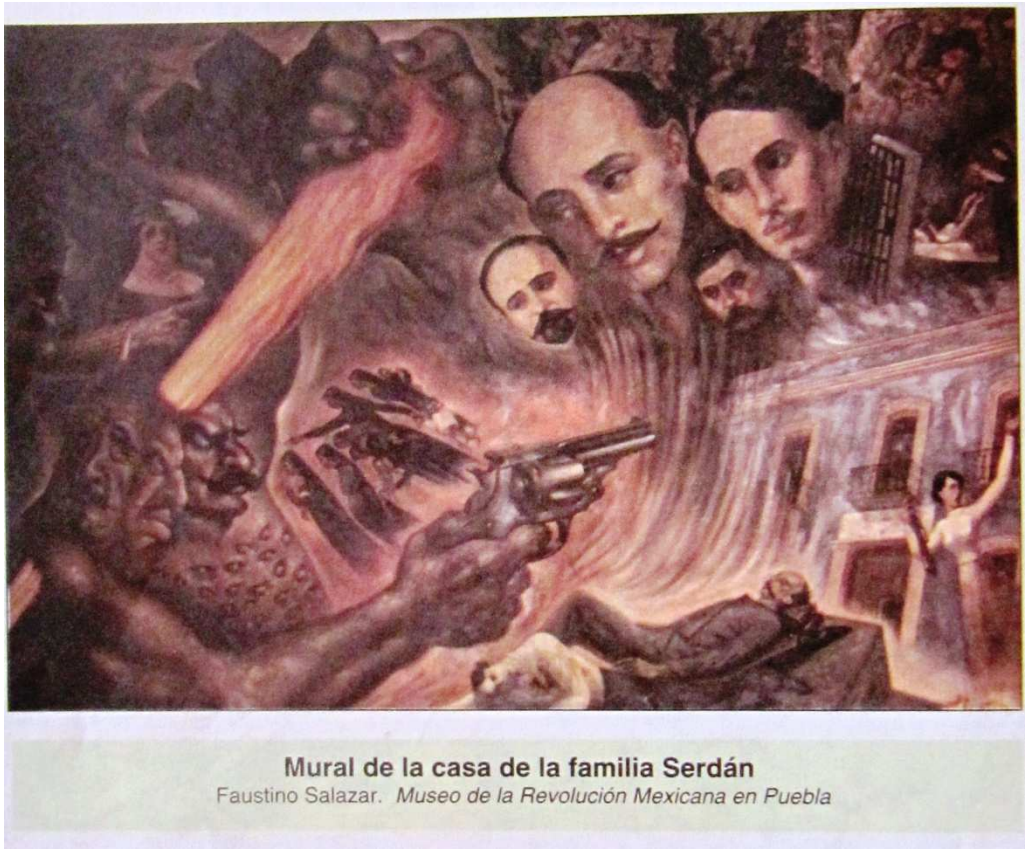
Herrerías se déclarait témoin de l'affrontement mais il n'y a aucune preuve en sa faveur, et beaucoup de doutes sur la véracité de ses propos, tant il y a de divergences avec les témoignages judiciaires de témoins sûrs, provenant de la police ou du camp des anti-réélectionnistes. Tous les témoins disent que les appartements du premier étage de la maison avaient les balcons fermés durant tout l'affrontement, il était donc impossible que l'un des insurgés pût accéder à ces balcons. De plus, dans plusieurs témoignages de la police, de passants ou des locataires de la maison, il est signalé qu'aucune femme ne prit part à la défense de la maison : « No observó que entre ellos hubiera alguna mujer, ni oyó que llamaran a la gente de la calle[2] ».

Cependant il ne faut pas minimiser le rôle de Carmen Serdán en tant que libérale et madériste convaincue ; elle créa des clubs antiréélectionnistes de femmes et organisa beaucoup de réunions politiques; mais en ce qui concerne les événements de la « bataille » du 18 novembre 1919, ce furent les deux frères Aquiles et Máximo qui prirent la tête de la rébellion et combattirent. Carmen resta dans les appartemments de la famille avec sa mère et sa belle-sœur: « (Carmen) contestó que si se quedaron fue porque no quisieron abandonarlos y creyeron que podían ayudarlos no precisamente en la lucha o combate, sino cuidándoles, por ejemplo, en el caso de salir heridos[3] ».

[1] EUFRACIO SOLANO, Patricio, *Los Serdán…,* op.cit., p.102.
[2] EUFRACIO SOLANO, Patricio, *Los Serdán…,* op.cit., p.190.
[3] EUFRACIO SOLANO, Patricio, *Los Serdán…,* op.cit., p.190.



Fresque d'Arnold Belkin représentant les frères Serdán, intitulée « La Lucha continúa », se trouve à la page 141 du manuel *Puebla. Historia y Geografía. Tercer grado*.



Fresque de Faustino Salazar représentant les frères Serdán, peinte sur un mur de la maison des Serdán (devenu le Musée de la Révolution Mexicaine de Puebla) et qui se trouve à la page 142 du manuel *Puebla. Historia y Geografía. Tercer grado*.

Les auteurs ont ajouté dans le manuel un exercice qui invite l'élève à rédiger une description de « l'exploit » des frères en s'inspirant des fresques présentes sur les deux pages du manuel : « Ejercicio : Fíjate bien en los murales sobre la hazaña de los hermanos Serdán y describe los dibujos en tu libreta[1] ». Les auteurs, par cette activité, vont donc guider l'élève à ne retenir finalement que la vision donnée par les fresques, qui est une vision biaisée des événements. En effet, la fresque d'Arnold Belkin montre les deux frères et la sœur en train de résister les armes à la main, et au centre de la fresque, au premier plan, apparaît Carmen Serdán visant les troupes de la police avec son fusil. Elle apparaît comme le personnage principal de la « bataille » du 18 novembre 1910. Puis à la page suivante (p.142), se trouve l'autre fresque, de Faustino Salazar, où l'on peut voir Carmen Serdán, en bas à droite, dans la rue devant sa maison, le fusil à la main, criant et appelant d'un geste du bras gauche le peuple à lutter. Dans ces illustrations, l'image de Carmen Serdán est une bonne représentation du mythe de la femme résistante et téméraire. Aujourd'hui encore, ce mythe de la femme révolutionnaire combattante représentée par Carmen Serdán est resté dans l'imaginaire mexicain. Cette vision, qui met en valeur la femme révolutionnaire, est en accord avec la réforme de 1989-1994 pour la modernisation éducative où l'égalité entre les sexes faisait partie des nouveaux programmes:

> « En la elaboración de los libros de texto gratuitos se buscó incorporar los cambios que se realizaron al currículo respecto a la promoción de equidad y género en tres vertientes: contenido, iconografía y lenguaje. […] en la iconografía se reforzó el uso de imágenes con mujeres realizando actividades tradicionalmente asignadas a los hombres[2]».

Nous pouvons dire qu'il y a une manipulation subtile de l'histoire par une représentation partiale qui est donnée dans ce manuel. La manipulation est subtile car d'un point de vue historique, les faits ne sont pas modifiés dans le texte de la leçon. Cependant, les auteurs, au moyen d'une mise en scène didactique imposent aux élèves une interprétation favorable à une image positive de leurs héros nationaux. En effet, les auteurs mettent en valeur les illustrations qui montrent les Serdán, et particulièrement Carmen, sous un aspect positif et mythique et mettent en retrait le texte. L'effet est d'autant plus efficace que l'enfant est naturellement plus attiré par les images que par le texte.

---

[1] *Puebla. Historia y Geografía. Tercer grado…,* op.cit., p.142.
[2] Miembros del Seminario "Los materiales educativos en la sociedad de la información", *Los Materiales Educativos en México, Aproximación a su génesis y desarrollo,* p.13

Toujours dans les manuels de la réforme de 1992 pour la modernisation éducative, les Serdán apparaissent à nouveau, au niveau suivant de l'école primaire, dans le manuel d'histoire de niveau 4°. Ici le texte est plus court, ce qui est logique vu que le manuel est national et non plus régional et axé sur Puebla, comme celui étudié précédemment. On retrouve un peu l'esprit du manuel des années 60, avec une phrase courte sur l'événement, mais ce qui va changer c'est l'ajout d'une nouvelle information historique, les Serdán n'étant plus décrits comme les initiateurs du mouvement révolutionnaire car dans l'Etat de Chihuahua un homme les avait devancés : « El 14 de noviembre, en Cuchillo Parado, Chihuahua, Toribio Ortega se levantó en armas con un pequeño grupo de seguidores. El 18 del mismo mes, en Puebla, fue desbaratada una conspiración maderista en la casa de la familia Serdán[1]».

Finalement, les manuels issus de la même réforme éducative se contredisent : celui du niveau 3° régional de Puebla annonce fièrement que Puebla est le berceau de la Révolution grâce à la famille Serdán, puis celui du niveau 4° indique que Toribio Ortega, de Chihuahua, commença la Révolution le 14 novembre, et ce n'est qu'ensuite, le 18 novembre, que la famille Serdán intervint. On imagine la déception des élèves de Puebla, très fiers d'avoir le premier héros de la Révolution, lorsqu'ils découvriront au niveau 4° que les Serdán ne furent pas les premiers!

La phrase est courte, comme dans le manuel des années 60, mais elle perd sa force symbolique et les Serdán ne sont plus auréolés. En effet, dans les manuels années 60 Aquiles est héroïque et l'initiateur de la Révolution, alors que dans ce manuel de niveau 4°, il n'est plus fait mention d'Aquiles mais de l'ensemble de la famille Serdán dont l'action est réduite à une conspiration madériste déjouée ; il n'y a aucun autre détail par rapport à l'événement du 18 novembre 1910 dans le texte de la leçon. Le fait de minimiser le rôle des Serdán dans le texte de la leçon entre en contradiction avec l'organisation de la page, où apparaissent à gauche, sur environ un quart de la page, des reproductions de photos d'époque montrant les portraits des deux frères Serdán, Aquiles et Máximo, à la verticale, l'un au dessus de l'autre. Avec ces illustrations, les Serdán sont valorisés. La photo d'Aquiles, l'aîné, se trouve au dessus. Cependant, leurs photos se trouvent encastrées dans une colonne de texte de la leçon qui traite de Madero et de son Plan de San Luís Potosí. Les photos sont donc séparées du texte qui leur correspond, qui se trouve dans la colonne de texte de droite avec la sous-partie

[1] *Historia, Cuarto grado,* ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère réimpression de 2008 de la 3ème édition de 2007. 1ère édition : 1994, p. 144.

intitulée : « Comienza la Revolución ». Mais les photos et le texte qui leur correspond se trouvent tout de même sur la même page. L'élève ne peut ainsi être induit en erreur, grâce à une légende située juste au dessus des photos des deux frères. Cette légende contraste avec le texte de la leçon car elle donne une explication plus détaillée des événements du 18 novembre 1910 :

Al resistirse contra la policía y los soldados, en Puebla, perdieron la vida Aquiles (arriba) y Máximo Serdán, que conspiraban contra Porfirio Díaz. Su hermana Carmen y su madre, que también lucharon, fueron encarceladas.

las leyes. Pero el éxito de su campaña hizo que Díaz lo viera como un peligro. Poco antes de las elecciones fue detenido en Monterrey y encarcelado en San Luis Potosí. Allí supo que Díaz había vuelto a reelegirse. En octubre de 1910, escapó a los Estados Unidos, donde publicó el Plan de San Luis Potosí.

Madero denunciaba la ilegalidad de las elecciones y desconocía a Porfirio Díaz como presidente. Se declaraba él mismo presidente provisional, hasta que se realizaran nuevas elecciones; prometía que se devolverían las tierras a quienes habían sido despojados; pedía que se defendiera el sufragio (voto) efectivo y la no reelección de los presidentes. También hacía un llamado al pueblo para que se alzara en contra del dictador, el 20 de noviembre de 1910.

[1]

« Al resistirse contra la policía y los soldados, en Puebla, perdieron la vida Aquiles (arriba) y Máximo Serdán, que conspiraban contra Porfirio Díaz. Su hermana Carmen y su madre, que también lucharon, fueron encarceladas ».

Dans cette légende apparaissent des figures féminines jusque-là absentes, Carmen Serdán et sa mère. Le mot « lucharon » peut s'interpréter de différente manières et paraît être utilisé à dessein par les auteurs pour suggérer l'idée que Carmen et sa mère luttèrent les armes à la main contre la police avec les deux hommes de la famille, ce qui ne correspond en rien à la réalité des faits. On peut aussi interpréter « lutter » d'une autre manière, plus symbolique, ce qui fut le cas de Carmen, mais pas de sa mère. Il s'agit donc encore d'une erreur historique: en effet, la mère des Serdán, María del Carmen Alatriste, n'a jamais participé à aucune lutte idéologique ou armée: «… contestó [María del Carmen] que si alguna culpa tiene es la

[1] *Historia. Cuarto grado*, 1994, op.cit., p.144.

de haber acompañado a sus hijos Aquiles y Máximo hasta el último momento de la lucha pero no tomó parte en ella, ni con las armas ni fomentándoles de alguna manera en sus propósitos[1] ». Cette manipulation des faits montre bien l'intention des auteurs de faire ressortir le côté pathétique de la famille Serdán, les deux frères morts et les femmes emprisonnées après avoir lutté contre le dictateur Díaz : de vrais martyrs de la Révolution mexicaine.

Il y a enfin un autre détail dans cette page du manuel du niveau 4° qui renforce le message des photos et montre que l'événement des Serdán reste marquant pour l'histoire nationale : il se trouve dans la frise chronologique qui court tout le long du livre en bas de page (ajout didactique des manuels de cette époque), où ne sont signalés pour le mois de novembre que les deux seuls événements suivants : « -Madero inicia la Revolución –Mueren Aquiles y Máximo Serdán en Puebla ».

Frise chronologique p.144, en bas de page du manuel *Historia. Cuarto grado* de la réforme de 1992.

Le dernier manuel de la génération des années 90 et du début des années 2000 où apparaissent les Serdán est celui du dernier niveau de l'école primaire. Ce qui est étrange, c'est que dans tout ce manuel, *Historia. Sexto grado,* on retrouve les mêmes textes et thèmes qu'au niveau 4° mais en plus court : il s'agit d'une version résumée, en quelque sorte, avec quelques petits changements. A la page 67 du manuel, dans la sous-partie qui porte le même titre que dans le manuel du niveau 4°, « Comienza la Revolución », la famille Serdán est mentionnée et on retrouve exactement les mêmes phrases que dans le texte de la leçon du

[1] EUFRACIO SOLANO, Patricio, *Los Serdán…,* op.cit., p136.

niveau 4° et de la légende qui apparaissait au niveau 4° aussi, mais dans le manuel du niveau 6° le texte et la légende sont fusionnés:

« El 14 de noviembre, en Cuchillo Parado, Chihuahua, Toribio Ortega se levantó en armas con un pequeño grupo de seguidores. El 18 del mismo mes, en Puebla, fue descubierta una conspiración maderista en la casa de la familia Serdán. Al resistirse contra la policía y los soldados, Aquiles y Máximo Serdán perdieron la vida; fueron unos de los primeros mártires de la Revolución. Su hermana Carmen y su madre, que también lucharon, fueron encarceladas[1]»

Il n'y eut que deux petites modifications notoires entre le niveau 4° et 6°:

- les auteurs remplacèrent le mot « desbaratada » (déjouée) par « descubierta » (découverte) en ce qui concerne la conspiration madériste ;
- les auteurs changèrent une phrase lourde de signification : au sujet d'Aquiles et de Maximo, « conspiraban contra Porfirio Díaz », au niveau 4, fut transformé en « fueron unos de los primeros mártires de la Revolución ».

Avec ce changement apparaît clairement le retour de l'idéologie patriotique, de l'histoire nationale et de ses héros mythiques morts en martyrs pour la patrie. Cette orientation des contenus, qui fait qu'après 20 ans d'absence les Serdán reviennent en force, correspond à la réforme contradictoire de modernisation de l'éducation de 1992 qui se voulait ouverte sur le monde, mais qui recentrait l'enseignement de l'histoire sur l'histoire nationale, revenant à un concept d'enseignement traditionnel où les événements, les dates et la geste des héros constituent l'essentiel à retenir. On remarque le peu de soin mis par la SEP pour élaborer le manuel du niveau 6°, qui est une simple copie résumée du manuel du niveau 4°.

On peut ajouter que sur cette page du manuel de niveau 6°, il n'y a aucune image des Serdán, les seuls portraits qui apparaissent étant ceux des Flores Magón, qui ont un encadré spécial, et de Porfirio Díaz, qui apparaît dans la frise de bas de page, mais sans rapport avec la période étudiée : la frise est apparemment en décalage mais les auteurs n'ont pas corrigé cette erreur, préjudiciable pour l'élève. En effet, le texte de la leçon porte sur le début de la Révolution mexicaine en 1910, et juste en dessous sur la même page apparaît la frise avec pour date 1896 et le portrait de Porfirio Díaz : « -El cine llega a México- Reelección de Porfirio Díaz[2] ».

E. <u>Les Serdán dans les manuels des années 2010</u>

[1] *Historia, Sexto grado,* ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 2ème édition révisée de 2001. 1ère édition: 1994, p.67.
[2] *Historia. Sexto grado, 1994,* op.cit., p.67.

Comme pour les manuels des années 90, la famille Serdán apparaît pour la première fois dans les manuels de la dernière génération au niveau 3° de primaire, dans le manuel régional de Puebla. En comparant avec les manuels d'autres Etats de niveau 3°, l'on constate que les Serdán n'apparaissent que dans le manuel de l'Etat de Puebla. Ce qui confirme encore une fois qu'ils font partie des héros de second rang, plus symboliques dans la région de Puebla. Tous les manuels de ce niveau pour chaque Etat suivent la même organisation, ils ont les mêmes titres de chapitres et sous-titres comme par exemple : « Bloque IV Mi entidad de 1821 à 1920 » dont les sous-titres vont être au nombre de cinq :

- Tema 1 El acontecer de mi entidad en el siglo XIX y principios del siglo XX

- Tema 2 La vida cotidiana del campo y la ciudad en mi entidad

- Tema 3 Las actividades económicas y los cambios en los paisajes durante el porfiriato

- Tema 4 La vida cotidiana en mi entidad durante la Revolución Mexicana

- Tema 5 El patrimonio cultural de mi entidad

Les sous-titres vont donc être les mêmes dans tous les manuels régionaux et ils ne suivent pas réellement un enchaînement chronologique. Dans le cas du manuel de Puebla, les Serdán apparaissent dans le Bloque IV et au sous-titre « Tema 1 El acontecer de mi entidad en el siglo XIX y principios del siglo XX », dans la sous- partie « En búsqueda de justicia social ». Ils n'apparaissent pas dans le sous-titre « Tema 4 La vida cotidiana en mi entidad durante la Revolución Mexicana», comme on aurait pu l'imaginer d'un point de vue chronologique, cette partie se concentrant surtout sur Emiliano Zapata. Le « Tema 1 » reprend donc de manière résumée les événements du XIXe siècle et du début du XXe siècle à Puebla. Dans ce manuel de Puebla on ne fait allusion aux Serdán que dans un encadré de la page 117 et ils n'apparaissent même pas dans le texte principal. Si l'on compare avec le manuel des années 90 où les Serdán avaient une place de choix avec deux pages complètes, pour mettre l'accent sur « l'exploit » de cette famille de Puebla et faire ressortir le sentiment d'appartenance régionale mais aussi le sentiment patriotique d'avoir aidé au déroulement des événements marquant de la Nation, la présence des Serdán est bien en net retrait dans ce manuel.

Dans la leçon « En búsqueda de justicia social », à la page 117, les auteurs décrivent les efforts du gouverneur Luis G. Cervantes en 1915-1916 pour améliorer les droits des

ouvriers de Puebla (c'était en effet une ville industrielle, avec beaucoup de manufactures textiles et de confiseries entre autres), pour rendre à certains paysans les terres qu'ils réclamaient et pour développer l'Education publique et laïque dans l'Etat : on y souligne donc les avancées en matière de lutte pour la justice après la période injuste du Porfiriat. Puis, en haut à droite de la page, apparaît cet encadré « Para saber más… », où l'on voit un portrait d'Aquiles Serdán, une photo d'époque, avec un petit texte biographique en gras. Il n'y a pas de relation chronologique entre le texte de la leçon qui parle des années 1915-1916 et l'encadré qui l'accompagne, consacré à un événement de 1910. Les auteurs mettent en relation les deux textes en donnant comme explication qu'Aquiles Serdán voulut lutter contre les injustices car ses idéaux étaient la liberté et la justice sociale. Les auteurs font appel à l'affect de l'élève, en expliquant que ses ancêtres vivaient dans la souffrance, puis vint Aquiles Serdán, un « poblano », homme modèle, présenté encore une fois comme un héros luttant contre l'injustice:

« En la época de tus tatarabuelos, gran parte de la población de la entidad tuvo que enfrentar años difíciles. Mientras que los campesinos, obreros y artesanos estaban cada vez más pobres, las clases altas continuaban enriqueciéndose. Aquiles Serdán, de origen poblano, fue un personaje que destacó por su liderazgo en los movimientos contra los gobiernos injustos: publicó varios periódicos que promovían los ideales de la libertad y la justicia social[1]».

Il y est donc décrit comme un idéaliste, une sorte de Robin des Bois qui lutta pour des causes justes, telles que la liberté ou la justice sociale. Cet éloge d'Aquiles, qui va réveiller chez l'élève un sentiment d'attachement, va être encore renforcé, les auteurs enchaînant directement sur le fait qu'il fut assassiné à cause de ses idées révolutionnaires. : « Fue asesinado por sus ideas revolucionarias en la ciudad de Puebla, en noviembre de 1910[2] ».

Cette phrase, qui résume tout l'événement du 18 novembre 1910 dans la maison des Serdán à Puebla, fait un énorme raccourci historique, rien n'y étant raconté finalement. Il n'y a pas vraiment d'erreur historique car il est vrai qu'Aquiles fut retrouvé dans sa maison, mort d'une balle dans la tête, dans la nuit du 18 au 19 novembre 1910 : personne ne saura qui l'a réellement assassiné, aucun des soldats présents dans la maison ne reconnaissant l'avoir tué. Mais étant donné la façon dont la phrase est tournée dans le manuel, sans qu'il soit fait mention de sa participation à la préparation d'une rébellion, avec l'accumulation d'armes à

[1] *Puebla. Entidad donde vivo. Tercer grado,* ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère édition de 2012, p.117.
[2] ibid.

son domicile, l'élève va penser qu'il fut assassiné uniquement en raison de ses idées politiques.

L'encadré se termine par un petit paragraphe qui pourrait être une sorte d'éloge funèbre d'Aquiles Serdán, le manuel devenant donc ainsi un lieu de mémoire où est honoré le héros révolutionnaire : « Aquiles Serdán es recordado por la historia nacional como un individuo que buscó maneras de construir una sociedad más justa en uno de los momentos más críticos de la historia de México[1] ». C'est finalement un culte de la personnalité rendu à Aquiles Serdán car on y fait son apologie comme héros engagé pour améliorer la société mexicaine de l'époque.

Cet aspect de culte de la personnalité d'Aquiles est renforcé par la présence du portrait de celui-ci à côté du texte, son regard se perdant dans le lointain :

Aquiles Serdán.

Para saber más...

En la época de tus tatarabuelos, gran parte de

Nous pouvons remarquer que les portraits d'Aquiles sont ceux qui vont se répéter dans les différentes générations de manuels lorsque les Serdán apparaissent. Il y a donc une mémoire visuelle fondée sur une série de permanences iconographiques. En effet, la répétition de types d'illustration, comme ici le cas des portraits d'Aquiles reproduits dans cette étude,

[1] *Puebla. Entidad donde vivo. Tercer grado, 2012,…op. cit., p. 117.*

d'une génération de manuels à l'autre, va construire cette mémoire commune de l'identité nationale.

De plus, nous observons que les autres membres de la famille ont disparu, à nouveau, comme dans le manuel des années 60 : seul Aquiles apparaît comme un héros dans ce manuel. Même si nous avons montré qu'il y a une apologie d'Aquiles, ce qui pourrait augmenter son symbolisme héroïque, les Serdán ont perdu en présence par rapport au manuel des années 90.

L'autre manuel où il est fait mention des Serdán dans cette nouvelle génération de manuels est celui du niveau 5° de primaire, le seul des trois derniers niveaux (4°, 5°, 6°) qui traite de la Révolution mexicaine[1]. Ils sont mentionnés dans le chapitre « Bloque III Del Porfiriato a la Revolución Mexicana », dont le sous-titre est « La Revolución Mexicana », dans la sous-partie « La oposición de Francisco I. Madero, su ideario democrático y el inicio de la Revolución Mexicana », à la page 100. La phrase qui les cite est très brève, et ils sont mis au même niveau que d'autres insurgés de l'époque qui répondirent à l'appel de Francisco Madero et ils ne sont pas présentés comme ayant été les premiers. On remarque également que le « vrai premier » à avoir répondu à l'appel, Toribio Ortega au Chihuahua le 14 novembre 1910, qui était apparu dans les manuels des années 90, a disparu à nouveau :

« Su llamado encontró respuesta en diversas regiones del país: en Chihuahua, con Francisco Villa y Pascual Orozco; **en Puebla, con los hermanos Aquiles, Máximo y Carmen Serdán**; y en Morelos, con Emiliano Zapata[2] ».

Le texte est neutre et ne raconte aucun détail du soulèvement des Serdán à Puebla. Les deux frères et la sœur sont mis sur le même pied, sans insistance sur Aquiles. Il y a même, pour la première fois, une représentation d'un portrait authentique de Carmen Serdán : dans les manuels des années 90, elle était représentée de manière idéalisée et transformée, comme dans les fresques des muralistes : il aura donc fallu attendre la quatrième génération de manuels pour voir apparaître son vrai visage. Il y a une volonté de rendre compte du rôle des héroïnes populaires et de celles qui ont eu une influence de type politique, même si seul apparaît son portrait, sans aucune description de son engagement de l'époque.

[1] Cf en annexe *Programmes d'Histoire par niveau pour chaque génération de manuels*.
[2] *Historia, Quinto grado,* ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère réimpression de 2012 de la 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010, p.100.

Carmen Serdán (1875-1948).

Portrait en médaillon de Carmen Serdán à la page 100 du manuel *Historia. Quinto grado* de 2011.
Elle y apparaît en haut à gauche du texte de la leçon.

En dessous de son portrait se trouvent deux autres portraits sur des photos d'époque, alignés, et qui forment une colonne à gauche du texte de la leçon; ils se présentent aussi en médaillon:
- la photo de Victoriano Huerta, un personnage opposé à Carmen Serdán la madériste car il fut « l'assassin » de Francisco Madero, mais le sujet correspond au texte de la leçon.
- la photo du Cadete Virgilio Uribe, un élève de l'Ecole Navale Militaire qui mourut à 18 ans en 1914 lors de la défense de Veracruz lors de l'occupation américaine.
Cette photo n'a aucun rapport avec le contenu du texte de la leçon qui ne le mentionne même pas et il n'y a à côté de la photo aucune légende qui précise l'identité de ce « Cadete Virgilio Uribe ».

Grace à cette analyse de l'évolution du cas de la famille Serdán dans les manuels de la SEP de différentes générations, on peut conclure que le premier souci pour les auteurs des manuels officiels est d'offrir une image positive de leur pays aux enfants, souci qui l'emporte sur une présentation objective des faits historiques. De la même manière, la glorification de certains personnages ne retient que les aspects édifiants de leur personnalité ou de leurs actions. On va mettre en avant leurs qualités morales, leur combat au service de la liberté, leur mort qui les élève au rang de martyrs, etc. Tous ces paramètres s'inscrivent dans un processus de mythification qui impose ces héros, dans la mémoire collective, comme les libérateurs de la patrie. Jean-Pierre Albert montre comment certains scénarios historiques permettent de "fabriquer" les héros nationaux :

« Un héros national est souvent "un héros contre" et sa seule invocation désigne quelque "ennemi héréditaire ". Plus précisément, les contextes tragiques appelant des gestes héroïques se ramènent à un scénario idéal assez simple : 1) Un groupe est en difficulté, sa survie est en cause. 2) Un personnage se lève et tente quelque chose ou fait prendre à la collectivité une décision contraire à son intérêt immédiat mais conforme à une exigence transcendante. 3) Il réussit ou il échoue, et il s'avère à plus ou moins long terme que son action allait dans le sens de l'histoire, en l'occurrence celui d'une affirmation nationale[1]».

[1] ALBERT, Jean-Pierre, « Du martyr à la star. Les métamorphoses des héros nationaux », in *La fabrique des héros*, Pierre Centlivres, Daniel Fabre et Françoise Zonabed (dir.), Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 1998, p. 18 et 17.

Ce schéma de la geste héroïque trouvera de nombreuses applications dans l'histoire du Mexique, comme par exemple pour Francisco Madero, personnage providentiel, qui sauvera la nation de la dictature de Porfirio Díaz. C'est aussi le cas au niveau des héros de second rang, comme les Serdán, pour Aquiles, qui sera ce personnage qui se lève pour une cause, la défense de la liberté, échoue et meurt en martyr, mais dont l'action à long terme prendra une dimension symbolique nationale et contribuera à construire une mémoire commune mexicaine et une identité nationale : on a donc en général une présentation épique de l'histoire. Cette continuité des représentations mythiques des événements historiques avec l'omniprésence de héros nourrit le mythe de la Révolution mexicaine. Les manuels scolaires de la SEP sont donc porteurs des valeurs patriotiques créées par les autorités pédagogiques. Cette vision de la Révolution mexicaine est une vision fabriquée car on retrouve toujours les mêmes schémas, de conception tout à fait traditionnelle : la chronologie des événements, la présentation des personnages et des messages...

Le cas des manuels scolaires d'histoire montre finalement que raconter le passé mouvementé du Mexique sans tomber dans une vision mythique relève de l'exploit car la réinvention du registre mémoriel n'est pas une tâche aisée : tout l'intérêt de l'étude de ces manuels est donc de mettre en évidence que leur conception vise à établir un pacte implicite qui unira le futur citoyen à sa communauté et qui servira de support au travail de construction « d'habitus » national. Mais la conséquence en est d'une part l'utilisation récurrente dans l'enseignement de l'histoire au Mexique des mêmes schémas simplificateurs, avec quelques variantes mineures, et d'autre part la coupure persistante entre l'enseignement et l'historiographie, dont les avancées sont rarement prises en compte. En effet, les manuels de la RIEB de 2009 ne se différencient pas vraiment des manuels de la génération antérieure de la réforme de 1992 ; ce sont finalement les mêmes contenus et la même organisation didactique avec quelques changements non conséquents. De plus, ces derniers ne diffèrent guère, dans leur contenu et organisation didactique, des premiers manuels gratuits publiés en 1960. Après plus de cinquante ans d'existence des manuels gratuits de la SEP, les autorités éducatives n'ont toujours pas réussi à sortir du schéma traditionnel de l'enseignement de l'histoire, à l'exception de la période des années 70 qui fut novatrice par son concept interdisciplinaire. Cette innovation historiographique et pédagogique fut cependant abandonnée lors de la réforme de 1992 pour un retour à une conception traditionnelle de l'histoire. La seule concession faite au progrès de l'historiographie se présente sous la forme

d'une double page au début du manuel, à partir de la génération des années 90 puis dans les manuels de 2010 également, expliquant ce qu'est l'histoire et comment on l'étudie.

Cette coupure entre historiographie et pédagogie de l'histoire est donc toujours présente, c'est ce que déplore l'historienne Victoria Lerner Sigal en prenant l'exemple du traitement de la Révolution mexicaine :

« La historiografía sobre la Revolución mexicana en los últimos cincuenta años, ha crecido de manera impresionante. […] Este trabajo monumental de estudios nacionales y extranjeros ha enriquecido la enseñanza del fenómeno en diferentes universidades, instituciones de educación superior […] Pero desgraciadamente no siempre ha retroalimentado la enseñanza de la Revolución mexicana en el nivel básico (primaria y secundaria). En ellas frecuentemente se repiten contenidos añejos, sin renovarse. […] Sobre este tema y sobre todos los restantes, se repiten los contenidos de los libros de texto anteriores[1]».

[1] LERNER, Victoria, « La reescritura y enseñanza de la Revolución mexicana"…, op.cit., p.112-113.

Conclusion

Comme nous avons pu le voir, le manuel scolaire gratuit de la SEP porte en lui un paradoxe, en effet, le paradoxe majeur des manuels est qu'ils répondent à l'objectif d'homogénéiser l'éducation alors que le pays est hétérogène. Cependant, la distribution des manuels gratuits a pu perdurer pendant plus de 50 ans, en dépit de tous les changements politiques, économiques et sociaux. L'élaboration du manuel en soi est également paradoxale : « Tâche paradoxale et périlleuse, car les auteurs de ces manuels vont s'efforcer de s'inspirer des recherches et des découvertes scientifiques, mais devront le faire dans les contraintes propres aux manuels, contraintes exigeantes de brièveté, de clarté dans la transmission de connaissances étendues, obligations aussi de respecter les objectifs pédagogiques et éthiques des ouvrages éducatifs[1] ». C'est alors que survient le problème du décalage entre histoire savante et histoire enseignée, comme nous l'avons mentionné dans ce mémoire.

Le manuel participe aussi à la formation et à la transmission de modèles identitaires, d'une identité nationale. Il fournit une réponse rassurante aux besoins d'une mémoire commune, car il résume et simplifie une histoire souvent complexe. Cependant le manuel peut également être un facteur de trouble dans les sentiments d'identité nationale lorsqu'il exclut ou stigmatise une partie de la population, comme le montrent les nombreuses polémiques dont furent l'objet les manuels gratuits de la SEP. Des conflits surgirent aussi à leur création en 1960, lors de leur mise en place obligatoire, en effet, leurs détracteurs remettaient en question leur existence en prétendant défendre la liberté de l'enseignement. Plus tard encore, une fois leur existence acceptée par tous les Mexicains, des critiques se multiplièrent au sujet des contenus qui présentaient une autre vision de l'histoire.

Le manuel a malgré tout réussi à s'imposer en s'adaptant, indépendamment des réformes ou des courants pédagogiques. Il a joué un rôle de premier plan dans l'histoire de l'éducation mexicaine. Sa création avec le projet de Jaime Torres Bodet concrétise le rêve ancien et utopique d'une éducation populaire. En effet, le fait de distribuer gratuitement à tous les élèves de primaire des manuels représentait de la part du gouvernement un engagement énorme et une tâche colossale d'autant plus que le pays connaissait un boum

[1] ANSART, Pierre, « Manuels d'histoire et politique » in LEBRUN, Monique Lebrun (dir.), *Le Manuel scolaire, d'ici et d'ailleurs, d'hier a demain*. Presses de l'Université du Québec, Québec, 2007.

démographique sans précédent. Il s'agissait d'une volonté d'établir une éducation homogène pour obtenir une école égalitaire mais cet engagement permettait aussi de créer une base culturelle uniforme pour avancer dans le processus d'unité nationale et de création d'une mémoire commune. Le manuel scolaire est beaucoup plus qu'un simple instrument d'enseignement et d'apprentissage, en effet, comme nous l'avons dit, c'est l'un des moyens privilégiés pour transmettre aux élèves des valeurs qui tiennent à la fois du civisme, du nationalisme, de la morale, de l'hygiène, de la bienséance, etc. Il transmet de la sorte les valeurs choisies par l'Etat pour les imposer à la société, il constitue donc une importante source d'informations sur les valeurs et les idéologies. Il est ainsi le témoin de l'évolution de la société mais il peut également être l'une des causes de changement de cette dernière. En effet, il présente aux enfants un modèle qu'ils sont tenus de suivre s'ils n'y sont pas déjà conformes. Nous pouvons alors comprendre pourquoi les principales institutions comme l'Etat et l'Eglise, souvent en concurrence au Mexique, ont surveillé de près le contenu des manuels utilisés en classe.

Nous avons vu par ailleurs le problème posé dans les manuels par la réécriture de l'histoire qui n'est pas neutre et peut être source de conflits. Le Mexique est-il prêt à dépasser les polémiques pour enseigner une histoire critique qui affronte son passé sans omissions ni manipulations, au risque de supprimer l'enjeu éducatif et civique qui crée l'identité nationale ? Ou bien conservera-t-il, comme c'est le cas jusqu'à présent, l'écriture d'une histoire traditionnelle qui reprend les mythes nationaux ?

D'autre part, les manuels scolaires sont des outils pour aider l'élève à acquérir des connaissances spécifiques, cependant les chercheurs qui ont étudié les manuels de la SEP dans les différentes matières pointent souvent leur manque de qualité. En effet, ils ne donnent pas de très bons résultats à cause de leur insuffisance sur le plan pédagogique et des contenus inexacts car trop simplificateurs. Finalement, au lieu d'aider l'élève, le manuel le maintient dans son ignorance et ne lui donne pas de méthodes pour s'approprier des connaissances et lui permettre ainsi de les utiliser dans un autre contexte. Un autre facteur récent de la qualité insuffisante des manuels est leur élaboration à la hâte pour répondre à une politique de résultats, le manuel devient ainsi un outil de propagande pour des présidents désireux de le publier avant la fin de leur sexennat. Il ne faut cependant pas oublier que les manuels restent tout de même les seuls livres à apporter des savoirs de base à de nombreux Mexicains qui n'ont pas d'autre accès à l'éducation et à la connaissance. On ne peut donc nier l'apport positif que fut la création de la CONALITEG qui permit l'élaboration et la distribution des

manuels gratuits durant plus de cinquante ans. L'avenir de ces manuels ne semble pas menacé, malgré le développement des progrès techniques et des moyens de communication ainsi que l'essor du marché éditorial privé (à qui la CONALITEG fait souvent appel, surtout pour le collège).

Ce mémoire se termine sur l'étude de cas de la famille Serdán qui n'est que la première étape du travail de recherches que je souhaite poursuivre dans le cadre d'une thèse de doctorat. En effet, j'aimerais pouvoir reprendre mon projet initial de mémoire qui était l'étude de l'image de la Révolution Mexicaine transmise dans les manuels gratuits de la SEP de 1960 à nos jours. L'analyse de l'évolution du mythe révolutionnaire est un sujet qui ne cesse de me passionner. Ce mémoire de Master 2 m'a permis de mesurer l'ampleur du travail à entreprendre pour une étude approfondie des contenus de ces manuels, en particulier sur la Révolution mexicaine ; ce projet, bien qu'ambitieux, me motive fortement.

BIBLIOGRAPHIE

Manuels scolaires:

- Première génération (1960-1972)

Mi Libro de Primer Año, Carmen Domínguez Aguirre et Enriqueta León González, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1960.

Mi Cuaderno de Trabajo de Primer Año, Carmen Domínguez Aguirre et Enriqueta León González, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1960.

Mi Libro de Segundo Año, Paula Galicia Ciprés, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1960.

Mi Cuaderno de Trabajo de Segundo Año, Paula Galicia Ciprés, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1960.

Mi Libro de Tercer Año, Historia y Civismo, Jesús Cárabes Pedroza, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1960.

Mi Cuaderno de Trabajo de Tercer Año, *Historia y Civismo,* Jesús Cárabes Pedroza, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1960.

Mi Libro de Cuarto Año, Historia y Civismo, Concepción Barrón de Morán, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1960.

Mi Cuaderno de Trabajo de Cuarto Año, *Historia y Civismo,* Concepción Barrón de Morán, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1960.

Mi Libro de Quinto Año, Historia y Civismo, Amelia Monroy Gutiérrez, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1964.

Mi Cuaderno de Trabajo de Quinto Año, *Historia y Civismo,* Amelia Monroy Gutiérrez, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1964.

Mi Libro de Sexto Año, Historia y Civismo, Eduardo Blanquel et Jorge Alberto Manrique, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1968.

Mi Cuaderno de Trabajo de Sexto Año, *Historia y Civismo,* Eduardo Blanquel et Jorge Alberto Manrique, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1968.

Yo puedo hacerlo, cartilla de alfabetización Lectura y escritura, Dirección General de Educación Audiovisual, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1966.

- **Deuxième génération (1972-1992)**

Ciencias Sociales Primer grado, Josefina Vázquez de Knauth (coord.), édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1974.

Ciencias Sociales Segundo grado, Josefina Vázquez de Knauth (coord.), édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1974.

Ciencias Sociales Tercer grado, Josefina Vázquez de Knauth (coord.), édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1974.

Ciencias Sociales Cuarto grado, Josefina Vázquez de Knauth (coord.), édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1974.

Ciencias Sociales Quinto grado, Josefina Vázquez de Knauth (coord.), édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1974.

Ciencias Sociales Sexto grado, Josefina Vázquez de Knauth (coord.), édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1974.

Mi libro de Primero, Parte 2, ouvrage collectif, édité à Mexico par la SEP, 1985.

Mi libro de Primero Recortable, Parte 2, ouvrage collectif, édité à Mexico par la SEP, 1985.

Mi libro de Segundo, Parte 2, ouvrage collectif, édité à Mexico par la SEP, 1985.

Ciencias Sociales Tercer grado, ouvrage collectif, édité à Mexico par la SEP, 1985.

Ciencias Sociales Cuarto grado, ouvrage collectif, édité à Mexico par la SEP, 1985.

Ciencias Sociales Quinto grado, ouvrage collectif, édité à Mexico par la SEP, 1984.

Ciencias Sociales Sexto grado, ouvrage collectif, édité à Mexico par la SEP, 1985.

- **Troisième génération (1992-2009)**

Puebla. Historia y Geografía. Tercer grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 7ème réimpression de 2008 de la 4ème édition révisée de 2002. 1ère édition : 1994.

Historia, Cuarto grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère réimpression de 2008 de la 3ème édition de 2007. 1ère édition : 1994.

Historia, Quinto grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 5ème réimpression de la 1ère édition révisée de 1995. 1ère édition : 1994.

Historia, Sexto grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 2ème édition révisée de 2001. 1ère édition : 1994.

- Quatrième génération (de 2009 à nos jours)

Exploracion de la Naturaleza y la Sociedad, Primer grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010.

Exploracion de la Naturaleza y la Sociedad, Segundo grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère réimpression de 2012 de la 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010.

Español, Segundo grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère réimpression de 2012 de la 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010.

Puebla. Entidad donde vivo. Tercer grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère édition de 2012.

Historia, Cuarto grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère réimpression de 2012 de la 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010.

Educación Física, Cuarto grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère réimpression de 2012 de la 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010.

Geografía, Cuarto grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010.

Historia, Quinto grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère réimpression de 2012 de la 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010.

Historia. Sexto grado. Material complementario, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère édition de 2010.

Historia, Sexto grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère réimpression de 2012 de la 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010.

Matemáticas, Sexto grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère réimpression de 2012 de la 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010.

Ciencias Naturales Sexto grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010.

Arma la Historia. Primaria II, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère édition de 2010.

Livres du professeur:

DOMÍNGUEZ AGUIRRE, Carmen et **LEÓN GONZÁLEZ**, Enriqueta, *Mi Libro y Mi Cuaderno de Trabajo de Primer Año, Instructivo para el maestro,* México, CONALITEG, SEP, 1962.

GALICIA CIPRÉS, Paula, *Mi Libro y Mi Cuaderno de Trabajo de Primer Año, Instructivo para el maestro,* México, CONALITEG, SEP, 1961.

BARRÓN DE MORÁN, Concepción, *Mi Libro y Mi Cuaderno de Trabajo de Cuarto Año, Instructivo para el maestro,* México, CONALITEG, SEP, 1962.

Libro para el maestro. Conocimiento del medio. Primer grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère édition de 1994.

Libro para el maestro. Historia, Geografía y Educación Cívica. Tercer grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 2ème réimpression de 2005 de la 2ème édition de 2002. 1ère édition : 1994.

Libro para el maestro. Historia. Cuarto grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère édition de 1994.

Libro para el maestro. Historia. Quinto grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 10ème réimpression de 2005 de la 1ère édition de 1995.

Libro para el maestro. Historia. Sexto grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 8ème réimpression de 2004 de la 1ère édition de 1995.

Guía articuladora de materiales educativos de apoyo a la docencia Quinto grado/Primaria, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 2ème édition web de 2012.

Programas de estudio 2011. Guía para el Maestro. Educación Básica. Primaria. Quinto grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère édition de 2011.

Programmes scolaires: (par ordre chronologique)

SEP, Comisión Nacional de los Libros de Texto Gratuitos, *Normas y guiones técnico-pedagógicos a que se sujetara la elaboración de los libros y cuadernos de trabajo para los grados primero a sexto de la educación primaria*, México D.F., 1959

SEP, *Educación Primaria. Plan de estudios y programas*, México, 1972: http://fr.slideshare.net/Valfh/plan-de-estudios-y-programas-1972

SEP, *Plan y programas de estudio para la educación primaria*, México, 1977

SEP, *Plan y programas de estudio. Educación básica. Historia*, México, 1993

SEP, *Programa de Desarrollo Educativo* 1995/2000: http://info4.juridicas.unam.mx/ijure/nrm/1/331/default.htm?s=iste

SEP, *Plan de Estudios 2011*, Educación Básica: http://basica.sep.gob.mx/reformaintegral/sitio/pdf/primaria/plan/PlanEstudios.pdf

SEP, *Enseñanza y aprendizaje de la Historia en la Educación Básica, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP,* 1ère *édition de 2011.*

SEP, Site officiel de la réforme, RIEB : http://basica.sep.gob.mx/reformaintegral/sitio/

SEP, Site officiel du programme HDT : http://www.hdt.gob.mx/hdt/materiales-educativos-digitales/

Textes légaux:

Acuerdo número 236 pour la CONALITEG, Journal Officiel du gouvernement du 18 décembre 1997 : http://www.sep.gob.mx/work/models/sep1/Resource/42b00ee7-33da-4bff-85e3-ef45b0f75255/a236.pdf

Constituciones generales de México, Cervantes virtual: http://www.cervantesvirtual.com/portal/constituciones/pais.formato?pais=Mexico&indice=constituciones

Constitution Politique des Etats Unis du Mexique publiée dans le Journal Officiel le 5 février 1917: http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_orig_05feb1917_ima.pdf

Constitution Politique des Etats Unis du Mexique dans sa version de 1993 : http://www.inehrm.gob.mx/pdf/documento_art3constitucional.pdf

Constitution Politique des Etats Unis du Mexique dans sa version du 26 février 2013, consulté le 13 mars 2013 : http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/htm/1.htm

Décret officiel de création de la CONALITEG dans sa version de 1980 car nous n'avons pas trouvé l'original de 1959: http://www.sep.gob.mx/work/models/sep1/Resource/5f081c03-5ef8-415b-a1df-35b660088c24/decreto_conaliteg.htm

Ley General de Educación: http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/137.pdf

Ley General de Derechos Lingüísticos de los Pueblos Indígenas: http://site.inali.gob.mx/LGDPI/pdfs/Ley_GDLPI.pdf

Réforme de l'Article 3° de la Constitution de 1917 publiée dans le Journal Officiel le 13 décembre 1934:
http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_020_13dic34_ima.pdf

Réforme de l'Article 3° de la Constitution de 1917 publiée dans le Journal Officiel le 30 décembre 1946:
http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_041_30dic46_ima.pdf

Réforme de l'article 3° de la Constitution de 1917 publiée dans le Journal Officiel le 5 mars 1993 :
http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_124_05mar93_ima.pdf

Réforme de l'article 3° de la Constitution de 1917 publiée dans le Journal Officiel le 12 novembre 2002:
http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_153_12nov02_ima.pdf

Réforme de l'article 3° de la Constitution de 1917 publiée dans le Journal Officiel le 9 février 2012 :
http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_201_09feb12.pdf

Réforme de l'article 3° de la Constitution de 1917 publiée dans le Journal Officiel le 26 février 2013:
http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_206_26feb13.pdf

Organismes institutionnels et non-institutionnels:

ACE, Site officiel de la « Alianza por la Calidad de la Educación »:
http://alianza.sep.gob.mx/i2.html

Bicentenario, site officiel du gouvernement mexicain pour les commémorations de 2010 :
http://www.bicentenario.gob.mx/revolucion/index.php?option=com_content&view=article&id=37:carmen-serdan-1875-1948-&catid=3:biografias&Itemid=5

CONALITEG, Site officiel: http://www.conaliteg.gob.mx/index.php/historia

L'éducation au Mexique sur le site officiel de la Chambre des Députés:
http://www.diputados.gob.mx/cesop/Comisiones/2_educacion.htm

PRD, Site officiel, *Historia del PRD*,
http://www.prd.org.mx/portal/documentos/historia_PRD.pdf

PRI, Archives du site officiel du PRI :
http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http://www.pri.org.mx/PriistasTrabajando/pri/historia/

Default.aspx&title=Breve%20Historia%20del%20PRI%C2%A0%3A%20PRM%20(1938-1946)

SEP, Site officiel des 90 ans de la SEP : http://www.90.sep.gob.mx/index.php/lineadetiempo/siglo-xxi

Rapports sur l'Education:

OCDE, *Panorama de la Educación 2003, Education at a Glance.*

OCDE, *Mejorar las escuelas: estrategias para la acción en México. Establecimiento de un marco para la evaluación e incentivos para docentes: consideraciones para México*, México, 2010, http://www.oecd.org/edu/school/48599568.pdf

OCDE 2011: http://www.oecd.org/mexico/48667648.pdf

Rapports de l'OCDE: http://www.diputados.gob.mx/cesop/doctos/ocde-educacion-2.pdf

SEP, Audit de 2010 : http://educacionadebate.org/wp-content/uploads/2012/02/www.asf.gob_.mx_Trans_Informes_IR2010i_Grupos_Desarrollo_Social_2010_0924_a.pdf

SEP, Cuarto informe 2010: http://www.sep.gob.mx/swb/sep1/Cuarto_Informe_Labores#.ULPe7uT8I-w

SEP, "Logros y resultados obtenidos del programa del sistema de formación continua y superación profesional de maestros de educación básica en servicio": http://formacioncontinua.sep.gob.mx/sites/transparencia/Docs/Logros_Y_Resultados_2006-2012.pdf

SEP, Orientaciones pedagógicas para las Escuelas de Tiempo Completo: http://alianza.sep.gob.mx/evidencias/EjeI/2010/EjeI/I16_OrientacionesPedagogicas.pdf

SEP, Quinto informe 2011: http://dgpp.sep.gob.mx/rendicion_de_cuentas/INFORME%20LABORES/INFORME_LABORES/5to_Informe_Labores.pdf

Statistiques:

Données de la Banque Mondiale : http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.XPD.TOTL.GD.ZS

IFE, Résultats officiels des élections présidentielles de 2006 :
http://www.ife.org.mx/documentos/Estadisticas2006/presidente/nac.html

IFE, Résultats officiels des élections présidentielles de 2012:
http://computos2012.ife.org.mx/reportes/presidente/distritalPresidenteEF.html

INEGI : Chiffres officiels donnés par l'organisme gouvernemental chargé des statistiques sur l'éducation l'Instituto Nacional de Estadísticas, Geografía e Informática (INEGI)
http://www.inegi.org.mx/

INEGI, Etude démographique :
http://www.inegi.org.mx/inegi/contenidos/espanol/prensa/contenidos/Articulos/sociodemograficas/ondas.pdf

México Evalúa, Gasto en Educación: La eficiencia del financiamiento educativo en México, México, 2010.

Programa de Investigación en SocioFísica - Departamento de Sistemas Complejos Instituto de Física Universidad Nacional Autónoma de México, *Análisis Forense de Procesos Electorales, Anomalías Numéricas, Elecciones presidenciales México 2006*:
http://www.fisica.unam.mx/octavio/

SEP, Encuestas de calidad de la estadística educativa:
http://www.sep.gob.mx/es/sep1/sep1_Estadisticas

Bibliographie critique:

ALBERT, Jean-Pierre, « Du martyr à la star. Les métamorphoses des héros nationaux », in *La fabrique des héros*, Pierre Centlivres, Daniel Fabre et Françoise Zonabed (dir.), Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 1998.

AMALVI, Christian, *Les héros des Français, Controverses autour de la mémoire nationale*, Larousse, Bibliothèque historique, imprimé en Espagne, 2011.

AVEZOU, Laurent, *Raconter la France. Histoire d'une histoire*, Paris, Armand Colin, 2008.

ÁVILA, Ana Verónica, "Reforma educativa de Justo Sierra", 2003. Disponible sur Archivo de Tiempo y Escritura:
http://www.azc.uam.mx/publicaciones/tye/reformaeducativadejustosierra.htm

ÁVILA, Ana Cristina et **MUÑOZ**, Virgilio, Creación de la Comisión Nacional de Libros de Texto Gratuitos. La perspectiva escolar 1958-1964, Noriega Editores, México, 1999.

BARRIGA VILLANUEVA, Rebeca (coord.), *Entre paradojas: a 50 años de los libros de texto gratuitos*, México, El Colegio de México, SEP, CONALITEG, 2011.

BOURGAT, Lena, *Faits historiques dans les manuels scolaire d'histoire allemands de 1950 à nos jours : une analyse linguistique*, tome1, Mémoire Recherche Master 1, sous la direction d'Elodie Vargas, MCF Linguistique allemande, Université Stendhal Grenoble 3, année 2009-2010.

CADIOU François, **COULOMB** Clarisse, **LEMONDE** Anne, **SANTAMARIA** Yves, *Comment se fait l'histoire, Pratiques et enjeux,* Editions La Découverte, Collection Grands Repères, Paris, 2011.

CAILLOIS, Roger, *Le mythe et l'homme*, Paris, 1938.

CAMPUZANO MONTOYA, Irma*, Estudios de Historia Moderna y Contemporánea de México*, "Las elecciones de 1988", Martha Beatriz Loyo (editora), Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Históricas, v. 23, México, 2002, p. 207-241., http://www.historicas.unam.mx/moderna/ehmc/ehmc23/286.html

CÁRDENAS DENHAM, Sergio, *Revista Mexicana de Investigación Educativa*, "Escuelas de doble turno en México, Una estimación de diferencias asociadas con su implementación", México, 2011:
http://www.seg.guanajuato.gob.mx/ceducativa/documents/2011/septiembre/06092011/escuelas%20de%20doble%20turno%20en%20m%C3%A9xico.pdf

CASTREJON, Jaime, *Ensayos sobre política educativa*, INAP, México, 1986.

CHINE LEHMANN, Dalila, « La Révolution mexicaine racontée aux enfants », *Caravelle*, n° 97, GAUTREAU, Marion (coord.), *La Révolution mexicaine et ses représentations*, PUM, Toulouse, 2011.

CHOPPIN, Alain, *Manuels scolaires : histoire et actualité*, Hachette Education, Paris, 1992

CITRON, Suzanne, préface de *La fabrique scolaire de l'histoire*, par Laurence De Cock et Emmanuelle Picard (dir.), article de la rubrique histoire et colonies > histoire de France, mardi 20 octobre 2009 : http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article3546#nb2

CITRON, Suzanne, *Le mythe national. L'histoire de France en question*, Les Editions Ouvrières/Etudes et documentation internationale, Paris, 1991.

COVO-MAURICE, Jacqueline, *La révolution mexicaine, Son passé et son présent*, Paris, Ellipses, Les essentiels Civilisation latino-américaine, 1999.

ESPINOSA CARBAJAL, Eugenia, "La escuela primaria en el siglo XX. Consolidación de un invento", UNAM: http://biblioweb.tic.unam.mx/diccionario/htm/articulos/sec_26.htm

EUFRACIO SOLANO, Patricio, *Los Serdán Alatriste Sevilla Del Valle, Historia testimonial, Puebla 1909-1911*, Benemérita Universidad Autónoma de Puebla, 2011.

FERRO, Marc, *Comment on raconte l'histoire aux enfants*, Paris, Editions Payot, 1992.

FERRO, Marc, *Signos históricos*, n°2, Ediciones Plaza y Vladés, México, 1999, « Les sources de la conscience historique. Crise de l'histoire ou de la discipline ».

GIRAUDO, Laura, « "Para la redención de la raza indígena" entre México y Bolivia y desde la capital hacia las regiones indígenas. Una comparación entre los proyectos de escuelas especiales para indígenas en la primera mitad del s. XX." », Universidad de Milán, Italia, 2008, p.10: https://digital.csic.es/handle/10261/30698

GONZÁLEZ PEDRERO, Enrique, *Los libros de texto gratuitos*, SEP, México, 1982.

GONZÁLEZ Y GONZÁLEZ, Luis, *Viaje por la historia de México*, Editorial Clío, Libros y Videos, S.A. de C.V., cesión de derechos de la presente edición a la SEP, Quinta edición 2009, primera reimpresión 2010, México 2010.

ISLAS, Octavio*, Elecciones presidenciales en México, 2006: Cuando los medios desplazan a los electores*, Revista latinoamericana de comunicación Chasqui, numéro 98, México: http://redalyc.uaemex.mx/pdf/160/16009809.pdf

LATAPÍ, Pablo, *Análisis de un sexenio de educación en México, 1970-1976*, Editorial Nueva Imagen, México, 1980.

LEBRUN, Monique Lebrun (dir.), *Le Manuel scolaire, d'ici et d'ailleurs, d'hier a demain*. Presses de l'Université du Québec, Québec, 2007.

LERNER Victoria, "La enseñanza de la historia de México en la actualidad. Problemas y aciertos en el nivel básico*", in Historia y Nación, Historia de la educación y enseñanza de la historia*, Pilar Gonzalbo Aizpuru (coord.), El Colegio de México, México, 1998.

LERNER, Victoria, « La reescritura y enseñanza de la Revolución mexicana", in Javier Pérez Siller y Verena Radkau Garcia (coord.), *Identidad en el imaginario nacional, reescritura y enseñanza de la historia*, ICSyH-Benemerita Universidad Autonoma de Puebla, El Colegio de San Luis, Georg-Eckert-Institut, Puebla, 1998.

LIMA, Laura, **BONILLA**, Felipe, **ARISTA**, Veronica, « Los libros de texto y la enseñanza de la Historia en México », *Clío,* México, Numéro 36, 2010, http://clio.rediris.es

LOAEZA, Soledad, *Clases medias y política en México. La querella escolar, 1959-1963*, El Colegio de México, México, 1988.

LOYO, Engracia, "La empresa redentora. La Casa del Estudiante Indígena", El Colegio de México, México, 1996:
http://codex.colmex.mx:8991/exlibris/aleph/a18_1/apache_media/RNVDQL1Y97TCBB8DCIV8T8AMDVAHJP.pdf

MARTHA PACHECO, María, *Estudios de Historia Moderna y Contemporánea de México*, *"¡Cristianismo sí, comunismo no! Anticomunismo eclesiástico en México"*, Martha Beatriz Loyo (editora), Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones

Históricas, v. 24, México, 2002, p. 143-170.
http://www.historicas.unam.mx/moderna/ehmc/ehmc24/296.html

MEYER, Jean, *La révolution mexicaine*, Calmann-Lévy, Paris, 1973.

Miembros del Seminario "Los materiales educativos en la sociedad de la información", *Los Materiales Educativos en México, Aproximación a su génesis y desarrollo,* p.13, http://www.ite.educacion.es/formacion/materiales/80/cd_1_2_3/cd2/paises/mexico/los_materiales_educativos_en_mexico.pdf

MONTOYA MARTÍN DEL CAMPO, Alberto, *Sexenio en perspectiva. Análisis académico del gobierno de Felipe Calderón,* Universidad Iberoamericana de la Ciudad de México, décembre 2012.

ORSINI-SAILLET, Catherine (coord.), Mémoire(s), Représentations et transmission dans le monde hispanique (XXe et XXIe siècles), Dijon, Hispanística XX-EUD, 2008.

RIUS, *La revolucioncita mexicana*, Grijalbo, México, primera edición en Debolsillo 2006, sexta reimpresión: enero, 2010.

RIUS, *El fracaso de la Educación en México*, Grijalbo, México, sexta reimpresión 2007.

RAMALES OSORIO, Martín Carlos, *México: fraudes electorales, autoritarismo y represión. Del Estado benefactor al Estado neoliberal*, en Contribuciones a las Ciencias Sociales, juillet 2009, http://www.eumed.net/rev/cccss/05/mcro.htm

ROBIN, Yves, *L'image de la France au Mexique, Représentations scolaires et mémoire collective*, L'Harmattan, Paris, 2011.

SCHAFFHAUSER MIZZI, Philippe, "El proyecto Carapan de Moisés Sáenz: Una experiencia educativa entre indigenismo y desarrollo rural", Colegio de Michoacán, México, 2010: http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/50/40/50/PDF/PSchaffhauser.pdf

SEGOVIA, Rafael, *La politización del niño mexicano*, El Colegio de México, México, 1975.

SEP, *Comisión Nacional de los Libros de Texto Gratuitos, 35 años de historia*, CONALITEG, México, 1994.

SOLANA, Fernando, Raúl Cardiel Reyes, Raúl Bolaños Martínez, *Historia de la educación pública en México,1876-1976,* México, SEP, Fondo de Cultura Económica, 2001.

TABANERA GARCÍA, Nuria**,** « Pensar hoy el Bicentenario: sobre las dimensiones actuales de las revoluciones por la independencia de América latina », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 31 décembre 2010: http://alhim.revues.org/index3425.html

TANCK DE ESTRADA, Dorothy (coord.)*, La educación en México, Seminario de historia de la educación en México*, Historia mínima, El Colegio de México, México D.F., 2010.

ULLOA, Berta, *Historia de la Revolución Mexicana, 1914-1917: la revolución escindida, México*, El Colegio de México, 2005. Primera edición: 1979.

VÁZQUEZ DE KNAUTH, Josefina, *Nacionalismo y educación en México*, México, El Colegio de México, 1970.

VILLA LEVER, Lorenza*, los libros de texto gratuitos*, Universidad de Guadalajara, Guadalajara, 1988.

VILLAFANE LOPEZ, Víctor, *La transición de México a fin del siglo*, ITESM, Campus Monterrey, http://www.mty.itesm.mx/dhcs/deptos/ri/ri-802/lecturas/lecvmx108.html

ZORAIDA VÁZQUEZ, Josefina, *Nacionalismo y educación en México*, El Colegio de México, México, 1975.

ZORAIDA VAZQUEZ, Josefina, *La modernización educativa (1989-1994)*, El Colegio de México, México, http://zona-bajio.com/La%20Modernizacion%20Educativa.pdf

WARD, Peter, *De clientelismo a tecnocracia: cambios recientes en la gestión municipal en México*, in *Política y Gobierno*, vol. V, núm. 1, primer semestre de 1998, México, http://www.politicaygobierno.cide.edu/num_anteriores/Vol_V_N1_1998/Ward.pdf

Film:

¡De Panzazo!, Juan Carlos Rulfo, México, 2012, documentaire, 80 minutes.

Articles de revues scientifiques ou de journaux:

A. C. (compilación), *La "Reforma Integral de la Educación Básica" (RIEB) y sus nuevos libros de texto: debate en la prensa, 20 de Agosto a 25 de Septiembre de 2009*, debate: los libros de texto 2009 educación y cambio, 2009, México: http://www.exposicionesvirtuales.com/so_images/3149/DEBATELIBROSDETEXTO2009.pdf

ALTAMIRANO, Rubén, "Arma tu historia con un examen", *PedagogiaUCI*, México, 18 septembre 2010: http://pedagogiauci.blogspot.fr/2010/09/arma-tu-historia-o-ama-tu-historia.html

Auteurs collectifs, "Cuestionan avances en libros de texto gratuitos", Correo Ilustrado, *La Jornada*, México, 24 août 2009: http://www.jornada.unam.mx/2009/08/24/correo

Auteur non mentionné, "Destacan crecimiento cultural de México en segunda mitad del siglo XX", *El siglo de Torreón*, mardi 8 septembre 2009, México, http://www.elsiglodetorreon.com.mx/noticia/459404.destacan-crecimiento-cultural-de-mexico-en-segunda-mitad-del-siglo-xx.html

Auteur non mentionné, "Elba Esther Gordillo será juzgada por crimen organizado y por lavado de dinero", *El País,* 5 mars 2013: http://internacional.elpais.com/internacional/2013/03/05/actualidad/1362460837_015061.html

Auteur non mentionné, "Sección especial: los 14 inculpados", *La Jornada Indignados*, México, 14 janvier 2013: http://indignados.jornada.com.mx/recientes/los-14-inculpados

Auteur non mentionné, "OCDE: México gasta 3 veces menos que otros países por alumno de primaria", *CNN México*, 07 septembre 2010: http://mexico.cnn.com/nacional/2010/09/07/ocde-mexico-gasta-3-veces-menos-que-otros-paises-por-alumno-de-primaria

AVILÉS, Karina, "Encuentre las semejanzas", *La Jornada,* México, 26 août 2009: http://www.jornada.unam.mx/2009/08/26/

AVILÉS, Karina, "Ilustraciones y datos alterados, otras fallas en textos gratuitos", *La Jornada,* México, 26 août 2009: http://www.jornada.unam.mx/2009/08/26/politica/005n1pol

AVILÉS, Karina, "Quita SEP estudio de la Conquista y la Colonia de los libros gratuitos", *La Jornada*, México, 24 août 2009: http://www.jornada.unam.mx/2009/08/24/sociedad/036n1soc

AVILÉS, Karina, "Niños tomarán educación física sentados: experto", *La Jornada*, México, 24 août 2009: http://www.jornada.unam.mx/2009/08/24/index.php?section=sociedad&article=037n2soc

CALDERÓN, Verónica, "La violencia es la mayor amenaza para la democracia en México", *El País,* Espagne, 28 novembre 2011: http://internacional.elpais.com/internacional/2011/11/25/actualidad/1322240581_739074.html

CAMARENA, Salvador, "El PAN se desvanece en México", *El País,* Espagne, 22 mai 2012, http://internacional.elpais.com/internacional/2012/05/21/actualidad/1337623205_775054.html

Canaltrans, *Elecciones 2012*, "Resultados, ganadores y perdedores", http://www.canaltrans.com/2012/elecciones-mexico-2012.html

CASTILLO GARCÍA, Gustavo, "La maestra, es acusada de lavado de dinero", *La Jornada,* México, 27 février 2013: http://www.jornada.unam.mx/2013/02/27/politica/002n1pol

ELVIRA VARGAS, Rosa, "Hija de Peña Nieto causa ira en Twitter al renviar mensaje que insulta a críticos", *La Jornada,* México, 6 décembre 2011: http://www.jornada.unam.mx/2011/12/06/politica/013n1pol

EMIR OLIVARES, Alonso, "Considera 71% de los mexicanos que puede haber fraude electoral", *La Jornada,* México, 29 juin 2012: http://www.jornada.unam.mx/2012/06/29/politica/003n1pol

FLORES, Linaloe, "Libro de texto gratuito cumple 53 años; hay 6 millones de analfabetas", *Sin embargo*, México, 13 février 2013: http://www.sinembargo.mx/13-02-2012/148509?repeat=w3tc

GALÁN, José, « El SNTE, lastre para elevar la calidad de la enseñanza: OCDE» *La Jornada*, México, 28 octobre 2006: http://www.jornada.unam.mx/2006/10/28/index.php?section=sociedad&article=037n1soc

GARCÍA, Carlos, "Es claro que Peña Nieto se perfila como ganador y hay que apoyarlo, señala Fox", *La Jornada*, México, 4 juin 2012: http://www.jornada.unam.mx/2012/06/04/politica/010n1pol

GARCÍA, Carlos et HERRERA, Claudia, "A Peña no le alcanza la legitimidad para ser presidente, señala Madero", *La Jornada,* México, 9 juillet 2012: http://www.jornada.unam.mx/2012/07/09/politica/007n1pol

GARCÍA, Jacobo, *El Mundo*, "Un empate técnico obliga a aplazar el anuncio del resultado de las presidenciales en México", Espagne, 03/07/2006: http://www.elmundo.es/elmundo/2006/07/02/internacional/1151821866.html

GARDUÑO Roberto et **MÉNDEZ** Enrique, "Inseguridad, pobreza y aumento de ninis, balance de este sexenio, acusan diputados", *La Jornada,* México, 12 septembre 2012: http://www.jornada.unam.mx/2012/09/12/politica/014n1pol

GÓMEZ MENA, Carolina, "Comienza este año la generalización de la reforma a la educación básica", *Universia,* México, 07 juillet 2009: http://noticias.universia.net.mx/ciencia-nn-tt/noticia/2009/07/07/14708/comienza-ano-generalizacion-reforma-educacion-basica.html

GÓMEZ QUINTERO, Natalia, "Ven discriminación en libros de la SEP", *El Universal,* México, 26 février 2012: http://www.eluniversal.com.mx/nacion/194275.html

GONZÁLEZ GAMIO, Ángeles, **"**Manuel Gamio: el amor de un mexicano", *La Jornada Semanal*, México, 26 août 2012, http://www.jornada.unam.mx/2012/08/26/sem-angeles.html

GUEVARA NIEBLA, Gilberto, "Leyes que sustentan el poder del SNTE", *Nexos* , México, 1 juin 2012; http://www.nexos.com.mx/?Article=2102721&P=leerarticulo

ISLAS, Octavio, *Razón y palabra*, "El PAN apuesta por la propaganda negra en internet", México, 8 mai 2009: http://www.razonypalabra.org.mx/espejo/2009/abr06.html

JIMÉNEZ, Arturo, "Se destruyó en el país el ideal de proyecto político, asegura Enrique Florescano", *La Jornada,* México, 4 septembre 2009: http://www.jornada.unam.mx/2009/09/04/cultura/a05n1cul

L'Histoire, *1910-1940 Révolution au Mexique !,* mensuel L'Histoire, janvier 2011 (N°360). 100 pages.

LABASTIDA, Jaime, "Propuestas sencillas (carta abierta a Enrique Peña Nieto)", *La Jornada Semanal,* México, 16 décembre 2012, http://www.jornada.unam.mx/2012/12/16/sem-jaime.html

LANGNER, Ana, "Calderón, la tragedia en derechos humanos", *El Economista,* México, 12 novembre 2012: http://eleconomista.com.mx/sociedad/2012/11/19/calderon-tragedia-derechos-humanos

LATAPÍ, Pablo, *Proceso*, "La ampliación de la jornada escolar", núm. 1072. México, 17 mayo de 1997

MARGENA, "Por cuotas mensuales, el SNTE obtiene unos 10 mdp de maestros de guerrero", *La Jornada Guerrero,* Guerrero, 9 mars 2009: http://www.lajornadaguerrero.com.mx/2009/03/09/index.php?section=sociedad&article=010n1soc

MARTÍN, Rubén, "El oso de Peña Nieto", *El Economista,* México, 5 décembre 2011: http://eleconomista.com.mx/columnas/columna-especial-politica/2011/12/05/oso-pena-nieto

MARTÍNEZ, Nurit, "Los autores alertaron a la SEP de libros deficientes", *El Universal,* México, 25 août 2009: http://www.eluniversal.com.mx/primera/33516.html

MAYORAL JIMÉNEZ, Isabel, "Los claroscuros del sexenio de Calderón", *CNNExpansion,* México, 01 septembre 2011: http://www.cnnexpansion.com/economia/2011/08/30/los-claroscuros-del-sexenio-de-calderon

MUÑOZ IZQUIERDO, Carlos, "Analizan sexenio de Felipe Calderón expertos de la Ibero", *INIDE*, México, 24 janvier 2013*:* http://www.inidedelauia.org/2013/01/analizan-sexenio-de-felipe-calderon.html

Ouvrage collectif*, La Jornada*, Lundi 8 avril 2013, numéro 10299, México.

Ouvrage collectif, *PorEsto!,* Mercredi 27 février 2013, numéro 8001, Mérida, Yucatán, México.

PRADOS, Luis, "El PRI vuelve a la presidencia de México con poder limitado", *El País,* Espagne, 2 juillet 2012: http://internacional.elpais.com/internacional/2012/07/02/actualidad/1341250723_436046.html

PRADOS, Luis, "La izquierda mexicana apela al corazón", *El País,* Espagne, 20 novembre 2011: http://internacional.elpais.com/internacional/2011/11/20/actualidad/1321811404_324667.html

PRADOS, Luis, "La pelea presidencial mexicana ya solo es un duelo entre dos", *El País,* Espagne, 11 juin 2012: http://internacional.elpais.com/internacional/2012/06/11/actualidad/1339440803_635096.html

PRADOS, Luis, "Nacen los enojados mexicanos", *El País,* Espagne, 22 mai 2012: http://internacional.elpais.com/internacional/2012/05/22/actualidad/1337719454_576432.html

Propos cités de Pablo González Casanova et de l'archevêque Martínez dans *La Gaceta UNAM*, 2004: http://www.dgcs.unam.mx/gacetaweb/suplementos/75aniversario/pdf/75_15.pdf

Pulso Legislativo, "El pacto por México", *La silla rota,* México, 3 décembre 2012: http://www.lasillarota.com/index.php?option=com_k2&view=item&id=55328:el-pacto-por-m%C3%A9xico

RAMÍREZ VÁZQUEZ, Pedro, "La reforma al 3°: un nuevo engaño a la sociedad", *La Jornada,* México, 30 décembre 2012: http://www.jornada.unam.mx/2012/12/30/opinion/007a1pol

SOLÍS, Patricio, "Desigualdad educativa y turno vespertino", *Educación a debate,* México, 27 novembre 2012, http://educacionadebate.org/41002/desigualdad-educativa-y-turno-vespertino/#disqus_thread

VÁZQUEZ GARCÍA, Areli, "Rechazo a los nuevos libros de texto de la SEP", *Justa,* México D.F., 25 août 2009: http://www.justa.com.mx/?p=11399

VELÁZQUEZ, Rogelio, "La Constitución desfigurada", *Contralínea,* México, 05 février 2013:http://contralinea.info/archivo-revista/index.php/2013/02/05/la-constitucion-desfigurada/

ZAPATA, Belén, "La visita de Peña Nieto, motivo de abucheos de estudiantes en la Ibero", *CNNMéxico*, México, 11 mai 2012, http://mexico.cnn.com/nacional/2012/05/11/la-visita-de-pena-nieto-divide-a-estudiantes-en-universidad-iberoamericana

Encyclopédies, dictionnaires:

Larousse, dictionnaire en ligne : http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/

Enciclopaedia Britannica: http://global.britannica.com/

Encyclopaedia Universalis: http://www.universalis.fr/encyclopedie/

Grand Larousse universel, t. X, s.1., 1993

Le Petit Robert des Noms Propres, sous la direction de Paul Robert, rédaction dirigée par Alain Rey, Dictionnaires Le Robert, édition mai 2002

Mediadico: http://www.mediadico.com/dictionnaire/definition/lettre

ANNEXES

- **Les ministres de la SEP**
- **L'article 3° de la Constitution de 1917 et quelques unes de ses différentes réformes :**
    - ▪ Article 3° de la Constitution de 1917
    - ▪ Réforme de 1934 de l'Article 3° de la Constitution de 1917
    - ▪ Réforme de 1946 de l'Article 3° de la Constitution de 1917
    - ▪ Réforme de 1993 de l'Article 3° de la Constitution de 1917
- **Mapa Curricular de la RIEB**
- **Programmes d'histoire par niveau pour chaque génération de manuels**
- **Prise de fonction d'Enrique Peña Nieto en tant que Président**
- **Articles de La Jornada du Lundi 8 avril 2013**
- **Articles de Por Esto !, Mercredi 27 février 2013**
- **Pages de manuels gratuits de la SEP des différentes générations :**

▪ *Mi Cuaderno de Trabajo de Primer Año*, Carmen Domínguez Aguirre et Enriqueta León González, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1960, p.189.
▪ *Mi Libro de Tercer Año, Historia y Civismo,* Jesús Cárabes Pedroza, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1960, p.109.
▪ *Yo puedo hacerlo, cartilla de alfabetización Lectura y escritura*, Dirección General de Educación Audiovisual, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1966, p.141.
▪ *Ciencias Sociales Sexto grado*, Josefina Vázquez de Knauth (coord.), édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1974, p. 166.
▪ *Ciencias Sociales Sexto grado*, ouvrage collectif, édité à Mexico par la SEP, 1985, p.173.
▪ *Historia, Cuarto grado,* ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère réimpression de 2008 de la 3ème édition de 2007. 1ère édition : 1994, p. 146.
▪ *Historia, Sexto grado,* ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 2ème édition révisée de 2001. 1ère édition : 1994, p.78.
▪ *Arma la Historia. Primaria II*, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère édition de 2010, p.188.
▪ *Historia, Sexto grado,* ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère réimpression de 2012 de la 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010, p. 46.
▪ *Exploracion de la Naturaleza y la Sociedad, Segundo grado*, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère réimpression de 2012 de la 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010, p.74.
▪ *Exploracion de la Naturaleza y la Sociedad, Primer grado*, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010, p.34.

Les ministres de la SEP

1° José Vasconcelos

12-Octobre-1921 au 02-Juillet-1924

2° Bernardo J. Gastelúm

02-Juillet-1924 au 30-Novembre-1924

3° José Manuel Puig Casauranc

01-Décembre-1924 au 22-août-1928

4° Moisés Sáenz Garza

23-août-1928 au 30-Novembre-1928

5° Ezequiel Padilla Peñaloza

01-Décembre-1928 au 05-Février-1930

6° Aarón Sáenz

05-Février-1930 au 08-Octobre-1930

7° Carlos Trejo y Lerdo de Tejada

09-Octobre-1930 au 09-Décembre-1930

8° José Manuel Puig Casauranc

09-Décembre-1930 au 22-Septembre-1931

9° Alejandro Cerisola Salcido

22-Septembre-1931 au22-Octobre-1931

10° Narciso Bassols

23-Octobre-1931 au 09-Mai-1934

11° Eduardo Vasconcelos

09-Mai-1934 au 30-Novembre-1934

12° Ignacio García Téllez

01-Décembre-1934 au 15-Juin-1935

13° Gonzalo Vázquez Vela

17-Juin-1935 au 30-Novembre-1940

14° Luis Sánchez Pontón

01-Décembre-1940 au 12-Septembre-1941

15° Octavio Véjar Vázquez

12-Septembre-1941 au 20-Décembre-1943

16° Jaime Torres Bodet

23-Décembre-1943 au 30-Novembre-1946

17° Manuel Gual Vidal

01-Décembre-1946 au 30-Noviembre-1952

18° José Angel Ceniceros

01-Décembre-1952 au 30-Novembre-1958

19° Jaime Torres Bodet

01-Décembre-1958 au 30-Novembre-1964

20° Agustín Yáñez

01-Décembre-1964 au 30-Novembre-1970

21° Víctor Bravo Ahuja

01-Décembre-1970 au 30-Novembre-1976

22° Porfirio Muñoz Ledo

01-Décembre-1976 au 09-Décembre-1977

23° Fernando Solana Morales

09-Déciembre-1977 au 30-Novembre-1982

24° Jesús Reyes Heroles

01-Décembre-1982 au 20-Mars-1985

25° Miguel González Avelar

20-Mars-1985 au 30-Novembre-1988

26° Manuel Bartlett Díaz

01-Décembre-1988 au 07-Janvier-1992

27° Ernesto Zedillo Ponce de León

07-Janvier-1992 au 30-Novembre-1993

28° Fernando Solana Morales

30-Novembre-1993 au 11-Mai-1994

29° José Ángel Pescador Osuna

11-Mai-1994 au 30-Novembre-1994

30° Fausto Alzati Araiza

01-Décembre-1994 au 23-Janvier-1995

31° Miguel Limón Rojas

23-Janvier-1995 au 30-Novembre-2000

32° Reyes Tamez Guerra

01-Décembre-2000 au 30-Novembre-2006

33° Josefina Vázquez Mota

01-Décembre-2006 au 04-Avril-2009

34° Alonso Lujambio

06-Avril-2009 au 16-avril-2012

35° José Ángel Córdova Villalobos

16-Avril-2012 au 30-Novembre-2012

36° Emilio Chuayffet

1-Décembre-2012 et ministre actuel (mai 2013)

Tableau réalisé à partir des informations données dans le site officiel de la SEP : http://www.sep.gob.mx/

Article 3° de la Constitution de 1917

DIARIO OFICIAL

ORGANO DEL GOBIERNO PROVISIONAL DE LA REPUBLICA MEXICANA

TOMO V | 4ª EPOCA | MEXICO, LUNES 5 DE FEBRERO DE 1917 | 4ª EPOCA | NUMERO 30

Las leyes y demás disposiciones de carácter oficial son obligatorias por el solo hecho de publicarse en este periódico

DIRECTOR, FRANCISCO PADILLA GONZALEZ

ADMINISTRADOR, JOSE FERNANDEZ NESPRAL

Poder Ejecutivo

SECRETARÍA DE GOBERNACIÓN

El C. Primer Jefe del Ejército Constitucionalista, Encargado del Poder Ejecutivo de la Nación, con esta fecha se ha servido dirigirme el siguiente decreto:

VENUSTIANO CARRANZA, Primer Jefe del Ejército Constitucionalista, Encargado del Poder Ejecutivo de los Estados Unidos Mexicanos, hago saber:

Que el Congreso Constituyente reunido en esta ciudad el 1o. de diciembre de 1916, en virtud del decreto de convocatoria de 19 de septiembre del mismo año, expedido por la Primera Jefatura, de conformidad con lo prevenido en el artículo 4o. de las modificaciones que el 14 del citado mes se hicieron al decreto de 12 de diciembre de 1914, dado en la H. Veracruz, adicionando el Plan de Guadalupe, de 26 de marzo de 1913, ha tenido a bien expedir la siguiente:

CONSTITUCION POLITICA DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS, QUE REFORMA LA DE 5 DE FEBRERO DE 1857.

TITULO PRIMERO.

CAPITULO I.

DE LAS GARANTIAS INDIVIDUALES.

Art. 1o.—En los Estados Unidos Mexicanos todo individuo gozará de las garantías que otorga esta Constitución, las cuales no podrán restringirse ni suspenderse, sino en los casos y con las condiciones que ella misma establece.

Art. 2o.—Está prohibida la esclavitud en los Estados Unidos Mexicanos. Los esclavos del extranjero que entren al territorio nacional, alcanzarán, por ese sólo hecho, su libertad y la protección de las leyes.

Art. 3o.—La enseñanza es libre; pero será laica la que se dé en los establecimientos oficiales de educación, lo mismo que la enseñanza primaria, elemental y superior que se imparta en los establecimientos particulares.

Ninguna corporación religiosa, ni ministro de algún culto, podrán establecer o dirigir escuelas de instrucción primaria.

Las escuelas primarias particulares sólo podrán establecerse sujetándose a la vigilancia oficial.

En los establecimientos oficiales se impartirá gratuitamente la enseñanza primaria.

Art. 4o.—A ninguna persona podrá impedirse que se dedique a la profesión, industria, comercio o trabajo que le acomode, siendo lícitos. El ejercicio de esta libertad sólo podrá vedarse por determinación judicial, cuando se ataquen los derechos de tercero o por resolución gubernativa, dictada en los términos que marque la ley, cuando se ofendan los derechos de la sociedad. Nadie puede ser privado del producto de su trabajo, sino por resolución judicial.

La ley determinará en cada Estado cuáles son las profesiones que necesitan título para su ejercicio, las condiciones que deban llenarse para obtenerlo, y las autoridades que han de expedirlo.

Art. 5o.—Nadie podrá ser obligado a prestar trabajos personales sin la justa retribución y sin su pleno consentimiento, salvo el trabajo impuesto como pena por la autoridad judicial, el cual se ajustará a lo dispuesto en las fracciones I y II del artículo 123.

En cuanto a los servicios públicos, sólo podrán ser obligatorios, en los términos que establezcan las leyes respectivas, el de las armas, los de jurados, los cargos concejiles y los cargos de elección popular, directa o indirecta, y obligatorias y gratuitas, las funciones electorales.

El Estado no puede permitir que se lleve a efecto ningún contrato, pacto o convenio que tenga por objeto el menoscabo, la pérdida o el irrevocable sacrificio de la libertad del hombre, ya sea por causa de trabajo, de educación o de voto religioso. La ley, en consecuencia, no permite el establecimiento de órdenes monásticas, cualquiera que sea la denominación u objeto con que pretendan erigirse.

Tampoco puede admitirse convenio en que el hombre pacte su proscripción o destierro, o en que renuncie temporal o permanentemente a ejercer determinada profesión, industria o comercio.

El contrato de trabajo sólo obligará a prestar el servicio convenido por el tiempo que fije la ley, sin poder exceder de un año en perjuicio del trabajador, y no podrá extenderse, en ningún caso, a la renuncia, pérdida o menoscabo de cualquiera de los derechos políticos o civiles.

La falta de cumplimiento de dicho contrato, por lo que respecta al trabajador, sólo obligará a éste a la correspondiente responsabilidad civil, sin que en ningún caso, pueda hacerse coacción sobre su persona.

Art. 6o.—La manifestación de las ideas no será objeto de ninguna inquisición judicial o administrativa, sino en el caso de que ataque la moral, los derechos de tercero, provoque algún delito, o perturbe el orden público.

Art. 7o.—Es inviolable la libertad de escribir y publicar escritos sobre cualquiera materia. Ninguna ley ni autoridad puede establecer la previa censura, ni exigir fianza a los autores o impresores, ni coartar la libertad de imprenta, que no tiene más límites que el respeto a la vida privada, a la moral y a la paz pública. En ningún caso podrá secuestrarse la imprenta como instrumento del delito.

Las leyes orgánicas dictarán cuantas disposiciones sean necesarias para evitar que so pretexto de las denuncias por delito de prensa, sean encarcelados los expendedores, "papeleros", operarios y demás empleados del establecimiento donde haya salido el escrito denunciado, a menos que se demuestre previamente la responsabilidad de aquéllos.

Art. 8o.—Los funcionarios y empleados públicos respetarán el ejercicio del derecho de petición, siempre que ésta se formule por escrito, de manera pacífica y respetuosa; pero en materia política sólo podrán hacer uso de ese derecho los ciudadanos de la República.

A toda petición deberá recaer un acuerdo escrito de la autoridad a quien se haya dirigido, la cual tiene obligación de hacerlo conocer en breve término al peticionario

Art. 9o.—No se podrá coartar el derecho de asociarse o reunirse pacíficamente con cualquier objeto lícito; pero solamente los ciudadanos de la República podrán hacerlo para tomar parte en los asuntos políticos del país. Ninguna reunión armada, tiene derecho de deliberar.

No se considerará ilegal, y no podrá ser disuelta una asamblea o reunión que tenga por objeto hacer una petición o presentar una protesta por algún acto, a una autoridad, si no se profieren injurias contra ésta, ni se hiciere uso de violencias o amenazas para intimidarla u obligarla a resolver en el sentido que se desee.

Art. 10.—Los habitantes de los Estados Unidos Mexicanos tienen libertad de poseer armas de cualquiera clase, para su seguridad y legítima defensa, hecha excepción de las prohibidas expresamente por la ley y de las que la nación reserve para el uso exclusivo del Ejército, Armada y Guardia Nacional; pero no podrán portarlas en las poblaciones sin sujetarse a los reglamentos de policía.

Art. 11.—Todo hombre tiene derecho para entrar en la República, salir de ella, viajar por su territorio y mudar de residencia, sin necesidad de carta de seguridad, pasaporte, salvo-conducto u otros requisitos semejantes. El ejercicio de este derecho estará subordinado a las facultades de la autoridad judicial, en los casos de responsabilidad criminal o civil, y a las de la autoridad administrdativa, por lo que toca a las limitaciones que impongan las leyes sobre emigración, inmigración y salubridad general de la República, o sobre extranjeros perniciosos residentes en el país.

Art. 12.—En los Estados Unidos Mexicanos no se concederán títulos de nobleza, ni prerrogativas y honores hereditarios, ni se dará efecto alguno a los otorgados por cualquier otro país.

Art. 13.—Nadie puede ser juzgado por leyes privativas ni por tribunales especiales. Ninguna persona o corporación puede tener fuero, ni gozar más emolumentos que los que sean compensación de servicios públicos y estén fijados por la ley. Subsiste el fuero de guerra para los delitos y faltas contra la disciplina militar; pero los tribunales militares en ningún caso y por ningún motivo podrán extender su jurisdicción sobre personas que no pertenezcan al Ejército. Cuando en un delito o falta del orden militar estuviese complicado un paisano, conocerá del caso la autoridad civil que corresponda.

Art. 14.—A ninguna ley se dará efecto retroactivo en perjuicio de persona alguna.

Nadie podrá ser privado de la vida, de la libertad o de sus propiedades, posesiones o derechos, sino mediante juicio seguido ante los tribunales previamente establecidos, en el que se cumplan las formalidades esenciales del procedimiento y conforme a las leyes expedidas con anterioridad al hecho.

En los juicios del orden criminal queda prohibido imponer, por simple analogía, y aún por mayoría de razón, pena alguna que no esté decretada por una ley exactamente aplicable al delito de que se trata.

En los juicios del orden civil, la sentencia definitiva deberá ser conforme a la letra o a la interpretación jurídica de la ley, y a falta de ésta se fundará en los principios generales del derecho.

Art. 15.—No se autoriza la celebración de tratados para la extradición de reos políticos, ni para la de aquellos delincuentes del orden común que hayan tenido en el país donde cometieron el delito, la condición de esclavos; ni de convenios o tratados en virtud de los que se alteren las garantías y derechos establecidos por esta Constitución para el hombre y el ciudadano.

Art. 16.—Nadie puede ser molestado en su persona, familia, domicilio, papeles y posesiones, sino en virtud de mandamiento escrito de la autoridad competente, que funde y motive la causa legal del procedimiento. No podrá librarse ninguna orden de aprehensión o detención, sino por la autoridad judicial, sin que preceda denuncia, acusación o querella de un hecho determinado que la ley castigue con pena corporal, y sin que estén apoyadas aquéllas por declaración, bajo protesta, de persona digna de fe o por otros datos que hagan probable la responsabilidad del inculpado, hecha excepción de los casos de flagrante delito en que cualquiera persona puede aprehender al delincuente y a sus cómplices, poniéndolos sin demora a disposición de la autoridad inmediata. Solamente en casos urgentes, cuando no haya en el lugar ninguna autoridad judicial, y tratándose de delitos que se persiguen de oficio, podrá la autoridad administrativa, bajo su más estrecha responsabilidad, decretar la detención de un acusado, poniéndo-

Site officiel de la Chambre des Députés :
http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_orig_05feb1917_ima.pdf

Réforme de 1934 de l'Article 3° de la Constitution de 1917

DECRETO que reforma el artículo 3º y la fracción XXV del 73 constitucionales.

Al margen un sello que dice: Poder Ejecutivo Federal.—Estados Unidos Mexicanos.—México.—Secretaría de Gobernación.

El C. Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos, se ha servido dirigirme el siguiente Decreto:

"LAZARO CARDENAS, Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos, a sus habitantes, sabed:

Que el H. Congreso de la Unión, se ha servido dirigirme el siguiente

DECRETO:

"El Congreso de los Estados Unidos Mexicanos, en uso de la facultad que le confiere el artículo 135 de la Constitución Federal y previa la aprobación de la mayoría de las Legislaturas de los Estados, declara reformados el artículo 3º y la fracción XXV del artículo 73 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, en los siguientes términos:

"Artículo 3º—La educación que imparta el Estado será socialista, y además de excluir toda doctrina religiosa combatirá el fanatismo y los prejuicios, para lo cual la escuela organizará sus enseñanzas y actividades en forma que permita crear en la juventud un concepto racional y exacto del universo y de la vida social.

Sólo el Estado —Federación, Estados, Municipios— impartirá educación primaria, secundaria y normal. Podrán concederse autorizaciones a los particulares que deseen impartir educación en cualquiera de los tres grados anteriores, de acuerdo en todo caso con las siguientes normas:

I.—Las actividades y enseñanzas de los planteles particulares deberán ajustarse, sin excepción alguna, a lo preceptuado en el párrafo inicial de este artículo, y estarán a cargo de personas que en concepto del Estado tengan suficiente preparación profesional, conveniente moralidad e ideología acorde con este precepto. En tal virtud, las corporaciones religiosas, los ministros de los cultos, las sociedades por acciones que exclusiva o preferentemente realicen actividades educativas, y las asociaciones o sociedades ligadas directa o indirectamente con la propaganda de un credo religioso, no intervendrán en forma alguna en escuelas primarias, secundarias o normales, ni podrán apoyarlas económicamente.

II.—La formación de planes, programas y métodos de enseñanza corresponderá en todo caso al Estado.

III.—No podrán funcionar los planteles particulares sin haber obtenido previamente, en cada caso, la autorización expresa del poder público.

IV.—El Estado podrá revocar, en cualquier tiempo, las autorizaciones concedidas. Contra la revocación no procederá recurso o juicio alguno.

Estas mismas normas regirán la educación de cualquier tipo o grado que se imparta a obreros o campesinos.

La educación primaria será obligatoria y el Estado la impartirá gratuitamente.

El Estado podrá retirar discrecionalmente en cualquier tiempo, el reconocimiento de validez oficial a los estudios hechos en planteles particulares.

El Congreso de la Unión, con el fin de unificar y coordinar la educación en toda la República, expedirá las leyes necesarias, destinadas a distribuir la función social educativa entre la Federación, los Estados y los Municipios, a fijar las aportaciones económicas correspondientes a ese servicio público y a señalar las sanciones aplicables a los funcionarios que no cumplan o no hagan cumplir las disposiciones relativas, lo mismo que a todos aquellos que las infrinjan."

"Artículo 73.— . . . . . .

TRANSITORIO

UNICO.—Las presentes reformas constitucionales entrarán en vigor el día primero de diciembre del presente año.—Enrique González Flores, D. P.—José Campero, S. P.—A. Mayés Navarro, D. S.—E. Soto Reyes, S. S.—Por el Estado de Aguascalientes.—Diputados.—Senadores.—A. del Valle.—Vicente L. Benéitez.—Por el Territorio Norte de la Baja California.—Diputado.—Por el Territorio Sur de la Baja California.—Diputado.—Por el Estado de Campeche.—Diputados.—R. F. Flores.—P. E. Sotelo.—Senadores.—J. Illescas A.—A. Castillo Lanz.—Por el Estado de Coahuila.—Diputados.—G. Espinosa Mireles.—Delfín Cepeda.—C. Garza Castro.—Jesús Govea T.—Senadores.—Nazario S. Ortiz.—M. Pérez Treviño.—Por el Estado de Colima.—Diputados.—A. Gómez.—I. Gamiochipi.—Senadores.—P. Torres Ortiz.—José Campero.—Por el Estado de Chiapas.—Diputados.—M. E. Balboa, R.—A Coutiño C.—G. Marín R.—Senadores.—Alberto Domínguez R.—J. M. Esponda.—Por el Estado de Chihuahua.—Diputados.—Maurilio Ortiz.—Julián Aguilar G.—J. Borinda E.—Senadores.—Angel Posada.—G. L. Talamantes.—Por el Distrito Federal.—Diputados.—C. A. Calderón.—Manuel Ramos.—J. M. Oceguera.—V. Fernández Manero.—Manuel Mier.—J. Vidales M.—M. Chávez Aldeco.—Senadores.—E. Padilla.—Por el Estado de Durango.—Diputados.—R. López Franco.—A. Gutiérrez.—M. León Tostado.—Senadores.—Alejandro Antuna.—Por el Estado de Guanajuato.—Diputados.—E. Fernández Martínez.—M. M. Vértiz.—José Martínez Vértiz.—Mariano Loza.—Daniel A. Ortega.—Juan Benet A.—Senadores.—F. Medrano V.—David Ayala.—Por el Estado de Guerrero.—Diputados.—A. R. Guevara.—Alberto F. Berber.—A. Gómez Maganda.—R. Campos Viveros.—S. González.—R. Salgado R.—Senadores.—A. Guillén.—M. F. Ortega.—Por el Estado de Hidalgo.—Diputados.—S. Mayorga.—Senadores.—J. Cruz O.—P. F. Martínez.—Por el Estado de Jalisco.—Diputados.—S. Sainz.—Rafael Anaya.—E. Chávez jr.—C. G. Guzmán.—Senadores.—J. Jesús Gallo.—M. Ramírez.—Por el Estado de México.—Diputados.—Juan Chacón.—David Montes de Oca.—L. R. Arellano.—P. Trueba.—Ireneo Contreras.—G. Segura.—Tito Ortega.—Senadores.—M. Riva Palacio.—W. Labra.—Por el Estado de Michoacán.—Diputados.—Luis Mora Tovar.—A. Vallejo.—Victoriano Anguiano.—E. Torres G.—Jesús Torres Caballero.—Arturo Chávez.—J. Solórzano.—D. S. Arismendi.—Senadores.—D. Cárdenas.—Ernesto Soto Reyes.—Por el Estado de Morelos.—Diputados.—Juan Salazar.—J. C. Gutiérrez.—

Site officiel de la Chambre des Députés :
http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_020_13dic34_ima.pdf

Réforme de 1946 de l'Article 3° de la Constitution de 1917

DECRETO:

"El Congreso de los Estados Unidos Mexicanos, en uso de la facultad que le confiere el artículo 135 de la Constitución General y previa la aprobación de la mayoría de las Honorables Legislaturas de los Estados, declara reformado el artículo 3° de la propia Constitución, para quedar como sigue:

ARTICULO UNICO.—Se reforma el artículo 3° de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, para quedar en los siguientes términos:

ARTICULO 3°—La educación que imparta el Estado —Federación, Estados, Municipios— tenderá a desarrollar armónicamente todas las facultades del ser humano y fomentará en él, a la vez, el amor a la Patria y la conciencia de la solidaridad internacional, en la independencia y en la justicia.

I.—Garantizada por el artículo 24 la libertad de creencias, el criterio que orientará a dicha educación se mantendrá por completo ajeno a cualquier doctrina religiosa y, basado en los resultados del progreso científico, luchará contra la ignorancia y sus efectos, las servidumbres, los fanatismos y los prejuicios. Además:

a).—Será democrático, considerando a la democracia no solamente como una estructura jurídica y un régimen político, sino como un sistema de vida fundado en el constante mejoramiento económico, social y cultural del pueblo;

b).—Será nacional, en cuanto —sin hostilidades ni exclusivismos— atenderá a la comprensión de nuestros problemas, al aprovechamiento de nuestros recursos, a la defensa de nuestra independencia política, al aseguramiento de nuestra independencia económica y a la continuidad y acrecentamiento de nuestra cultura, y

c).—Contribuirá a la mejor convivencia humana, tanto por los elementos que aporte a fin de robustecer en el educando, junto con el aprecio para la dignidad de la persona y la integridad de la familia, la convicción del interés general de la sociedad, cuanto por el cuidado que ponga en sustentar los ideales de fraternidad e igualdad de derechos de todos los hombres, evitando los privilegios de razas, de sectas, de grupos, de sexos o de individuos.

II.—Los particulares podrán impartir educación en todos sus tipos y grados. Pero por lo que concierne a la educación primaria, secundaria y normal (y a la de cualquier tipo o grado, destinada a obreros y a campesinos) deberán obtener previamente, en cada caso, la autorización expresa del poder público. Dicha autorización podrá ser negada o revocada, sin que contra tales resoluciones proceda juicio o recurso alguno;

III.—Los planteles particulares dedicados a la educación en los tipos y grados que especifica la fracción anterior deberán ajustarse, sin excepción, a lo dispuesto en los párrafos inicial, I y II del presente artículo y, además, deberán cumplir los planes y los programas oficiales;

IV.—Las corporaciones religiosas, los ministros de los cultos, las sociedades por acciones que, exclusiva o predominantemente, realicen actividades educativas y las asociaciones o sociedades ligadas con la propaganda de cualquier credo religioso no intervendrán en forma alguna en planteles en que se imparta educación primaria, secundaria y normal y la destinada a obreros o a campesinos;

V.—El Estado podrá retirar discrecionalmente, en cualquier tiempo, el reconocimiento de validez oficial a los estudios hechos en planteles particulares;

VI.—La educación primaria será obligatoria;

VII.—Toda la educación que el Estado imparta será gratuita;

VIII.—El Congreso de la Unión, con el fin de unificar y coordinar la educación en toda la República, expedirá las leyes necesarias, destinadas a distribuir la función social educativa entre la Federación, los Estados y los Municipios, a fijar las aportaciones económicas correspondientes a ese servicio público y a señalar las sanciones aplicables a los funcionarios que no cumplan o no hagan cumplir las disposiciones relativas, lo mismo que a todos aquellos que las infrinjan.

Ramón Castellanos Camacho, D. P.—**Miguel Moreno Padilla**, S. P.—**Rafael Gómez**, D. S.—**Fernando López Arias**, S. S.—AGUASCALIENTES. Senadores: Edmundo Gámez Orozco, José González Flores. Diputado: Aquiles Elorduy. BAJA CALIFORNIA. Diputados: Antonio Navarro Encinas.—CAMPECHE. Senadores: Fernando Berrón Ramos, Pedro Guerrero Martínez; Diputados: Manuel J. López Hernández.—COAHUILA. Senadores: Manuel López Güitrón, Raúl López Sánchez; Diputados: Federico Berrueto Ramón, Federico Meza Zúñiga.—COLIMA. Senadores: Melitón de la Mora, Rubén Vizcarra.—CHIAPAS. Senadores: Efraín Aranda Osorio, Efraín Lazos.—CHIHUAHUA. Senadores: Antonio J. Bermúdez, Alfredo Chávez; Diputados: Luis R. Legarreta, José López Bermúdez.—DISTRITO FEDERAL. Senador: Fidel Velázquez; Diputados: Manuel Peña Vera, Lauro Ortega Martínez, Antonio Vega García, Alfonso Martínez Domínguez, Leobardo Wolstano Pineda, Juan Gutiérrez Lascurain, Fernando Amilpa Rivera, Manuel Orijel Salazar, Víctor Herrera González, Trinidad Rosales Rojas.—DURANGO. Senadores: Atanasio Arrieta García, Marino Castillo Nájera; Diputados: J. Guadalupe Bernal, J. Encarnación Chávez, Ramiro Rodríguez Palafox, Eulogio V. Salazar.—GUANAJUATO. Senadores: Roberto Guzmán Araujo, Federico Medrano Valdivia; Diputados: Ramón V. Santoyo, Luis Díaz Infante, Pascual Aceves Barajas, Ernesto Gallardo S., Manuel Alemán Pérez, Manuel Rocha Lassaulx.—GUERRERO. Senadores: Ruffo Figueroa Figueroa, Donato Miranda Fonseca; Diputados: Angel Tapia Alarcón, Nabor A. Ojeda, Alberto Jaimes Miranda, Alejandro Sánchez Castro.—HIDALGO. Senadores: Alfonso Corona del Rosal, José Gómez Esparza; Diputados: David Cabrera Villagrán.—JALISCO. Senadores: J. Jesús Cisneros Gómez, Miguel Moreno Padilla; Diputados: Rodolfo González González, Roberto Soto Maynez, J. Ramón Hidalgo Jaramillo, Francisco Torres Rojas, José María Ibarra G., Abraham González Rivera.—MEXICO. Senadores: Adolfo López Mateos; Diputados: Esteban Marín Chaparro, David Romero Castañeda, Mucio Cardoso jr., Fernando Guerrero Esquivel, Fernando Riva Palacio.—MICHOACAN. Senadores: Félix Ireta Viveros; Diputados: Enrique Bravo Valencia, Miguel Ramírez Munguía, Luis Ordorica Cerda.—MORELOS. Senadores: Carlos López Uriza, Elpidio Perdomo; Diputados: Porfirio Palacios, Nicolás Zapata.—NAYARIT. Senadores: José Limón Guzmán, Candelario Miramontes B.; Diputados: Antonio Pérez Cisneros.—NUEVO LEON. Senadores: Juan Manuel Elizondo, José S. Vivanco; Diputados: Antonio L. Rodríguez, Santos Cantú Salinas.—OAXA-

Site officiel :
http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_041_30dic46_ima.pdf

Réforme de 1993 de l'Article 3° de la Constitution de 1917

PODER EJECUTIVO

SECRETARIA DE GOBERNACION

DECRETO que declara reformados los artículos 3o. y 31 fracción I, de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos.

Al margen un sello con el Escudo Nacional, que dice: Estados Unidos Mexicanos.- Presidencia de la República.

CARLOS SALINAS DE GORTARI, Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos, a sus habitantes, sabed:

Que la Comisión Permanente del H. Congreso de la Unión, se ha servido dirigirme el siguiente

DECRETO

"LA COMISION PERMANENTE DEL HONORABLE CONGRESO GENERAL DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS, EN USO DE LA FACULTAD QUE LE CONFIERE EL ARTICULO 135 CONSTITUCIONAL Y PREVIA LA APROBACION DE LAS CAMARAS DE DIPUTADOS Y DE SENADORES DEL CONGRESO DE LA UNION, ASI COMO DE LAS HONORABLES LEGISLATURAS DE LOS ESTADOS, DECLARA REFORMADOS LOS ARTICULOS TERCERO Y 31 FRACCION I, DE LA CONSTITUCION POLITICA DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS.

ARTICULO PRIMERO.- Se reforma el artículo 3o. de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, para quedar de la manera siguiente:

"Artículo 3o.- Todo individuo tiene derecho a recibir educación. El Estado -Federación, Estados y Municipios impartirá educación preescolar, primaria y secundaria. La educación primaria y la secundaria son obligatorias.

La educación que imparta el Estado tenderá a desarrollar armónicamente todas las facultades del ser humano y fomentará en él, a la vez, el amor a la Patria y la conciencia de la solidaridad internacional, en la independencia y en la justicia.

I. Garantizada por el artículo 24 la libertad de creencias, dicha educación será laica y, por tanto, se mantendrá por completo ajena a cualquier doctrina religiosa;

II. El criterio que orientará a esa educación se basará en los resultados del progreso científico, luchará contra la ignorancia y sus efectos, las servidumbres, los fanatismos y los prejuicios.

Además:

a) Será democrático, considerando a la democracia no solamente como una estructura jurídica y un régimen político, sino como un sistema de vida fundado en el constante mejoramiento económico, social y cultural del pueblo;

b) Será nacional, en cuanto -sin hostilidades ni exclusivismos- atenderá a la comprensión de nuestros problemas, al aprovechamiento de nuestros recursos, a la defensa de nuestra independencia política, al aseguramiento de nuestra independencia económica y a la continuidad y acrecentamiento de nuestra cultura, y

c) Contribuirá a la mejor convivencia humana, tanto por los elementos que aporte a fin de robustecer en el educando, junto con el aprecio para la dignidad de la persona y la integridad de la familia, la convicción del interés general de la sociedad, cuanto por el cuidado que ponga en sustentar los ideales de fraternidad e igualdad de derechos de todos los hombres, evitando los privilegios de razas, de religión, de grupos, de sexos o de individuos;

III. Para dar pleno cumplimiento a lo dispuesto en el segundo párrafo y en la fracción II, el Ejecutivo Federal determinará los planes y programas de estudio de la educación primaria, secundaria y normal para toda la República. Para tales efectos, el Ejecutivo Federal considerará la opinión de los gobiernos de las entidades federativas y de los diversos sectores sociales involucrados en la educación, en los términos que la ley señale;

IV. Toda la educación que el Estado imparta será gratuita;

V. Además de impartir la educación preescolar, primaria y secundaria, señaladas en el primer párrafo, el Estado promoverá y atenderá todos los tipos y modalidades educativos -incluyendo la educación superior- necesarios para el desarrollo de la Nación, apoyará la investigación científica y tecnológica, y alentará el fortalecimiento y difusión de nuestra cultura;

VI. Los particulares podrán impartir educación en todos sus tipos y modalidades. En los términos que establezca la ley, el Estado otorgará y retirará el reconocimiento de validez oficial a los estudios que se realicen en planteles particulares. En el caso de la educación primaria, secundaria y normal, los particulares deberán:

a) Impartir la educación con apego a los mismos fines y criterios que establecen el segundo párrafo y la fracción II, así como cumplir los planes y programas a que se refiere la fracción III, y

b) Obtener previamente, en cada caso, la autorización expresa del poder público, en los términos que establezca la ley;

VII. Las universidades y las demás instituciones de educación superior a las que la ley otorgue autonomía, tendrán la facultad y la responsabilidad de gobernarse a sí mismas; realizarán sus fines de

educar, investigar y difundir la cultura de acuerdo con los principios de este artículo, respetando la libertad de cátedra e investigación y de libre examen y discusión de las ideas; determinarán sus planes y programas; fijarán los términos de ingreso, promoción y permanencia de su personal académico; y administrarán su patrimonio. Las relaciones laborales, tanto del personal académico como del administrativo, se normarán por el apartado A del artículo 123 de esta Constitución, en los términos y con las modalidades que establezca la Ley Federal del Trabajo conforme a las características propias de un trabajo especial, de manera que concuerden con la autonomía, la libertad de cátedra e investigación y los fines de las instituciones a que esta fracción se refiere, y

VIII. El Congreso de la Unión, con el fin de unificar y coordinar la educación en toda la República, expedirá las leyes necesarias, destinadas a distribuir la función social educativa entre la Federación, los Estados y los Municipios, a fijar las aportaciones económicas correspondientes a ese servicio público y a señalar las sanciones aplicables a los funcionarios que no cumplan o no hagan cumplir las disposiciones relativas, lo mismo que a todos aquellos que las infrinjan".

ARTICULO SEGUNDO.- Se reforma el artículo 31, fracción I, de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, para quedar de la manera siguiente:

"Artículo 31.- Son obligaciones de los mexicanos:

I. Hacer que sus hijos o pupilos concurran a las escuelas públicas o privadas, para obtener la educación primaria y secundaria, y reciban la militar, en los términos que establezca la ley;

II a IV..."

TRANSITORIO

UNICO.- El presente decreto entrará en vigor al día siguiente de su publicación en el **Diario Oficial de la Federación**.

SALON DE SESIONES DE LA COMISION PERMANENTE DEL H. CONGRESO DE LA UNION.- México, D.F., a 3 de marzo de 1993.- Dip. **Fernando Ortiz Arana**, Presidente.- Sen. **María Elena Chapa Hernández**, Secretaria.- Dip. **Juan Luis Calderón Hinojosa**, Secretario.- Rúbricas.

En cumplimiento de lo dispuesto por la fracción I del artículo 89 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, y para su debida publicación y observancia, expido el presente Decreto, en la residencia del Poder Ejecutivo Federal, en la Ciudad de México, Distrito Federal, a los cuatro días del mes de marzo de mil novecientos noventa y tres.- El Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos, **Carlos Salinas de Gortari**.- Rúbrica.- El Secretario de Gobernación, **Patrocinio González Garrido**.- Rúbrica.

EXTRACTO de la solicitud de registro de la Convención Nacional Bautista de México como asociación religiosa.

Al margen un sello con el Escudo Nacional, que dice: Estados Unidos Mexicanos.- Secretaría de Gobernación.- Dirección General de Asuntos Religiosos.

EXTRACTO DE LA SOLICITUD DE REGISTRO DE LA CONVENCION NACIONAL BAUTISTA DE MEXICO

Extracto de la solicitud de registro constitutivo como asociación religiosa de la Convención Nacional Bautista de México, presentada a la Dirección General de Asuntos Religiosos, en los términos del artículo 7º de la Ley de Asociaciones Religiosas y Culto Público.

Fecha de recepción de la solicitud:	9 de diciembre de 1992.
Representantes legales:	Pastor Carlos Amaro Hernández, 1er Vicepresidente; Jorge Munguía Martínez, Dpto. de Relaciones Públicas; C.P. Alfredo Rojas Chalico, Administrador Interno; Lic. Jorge Lee Galindo, Depto. Jurídico; Lic. Martha Ruiz Isita, Depto. Jurídico
Apoderados legales:	Pastor Carlos Amaro Hernández; C.P. Alfredo Rojas Chalico; Lic. Jorge Lee Galindo
Domicilio legal:	Vizcaínas Oriente No. 16 Altos Col. Centro C.P. 06080 Delegaciòn Cuauhtémoc México, D.F.

Estatutos y otros requisitos: Con la solicitud se exhiben diversos documentos anexos, en los que se contienen las bases fundamentales de su doctrina, determinan a sus asociados y ministros de culto, a sus representantes legales, el elemento probatorio de su antigüedad y arraigo, en el país, así como las divisiones territoriales las cuales constan de 35 regiones y son las siguientes: Baja California Sur; Betsaida; Central; Centro de Chiapas; Costa de Oaxaca; Chiapas Costa; Dios con Nosotros; Eben-Ezer; Elim; Emanuel; Fronteriza; Guerrero; Huastecas; Itsmo del Pacífico; Jezreel; Josué; La

Site officiel de la Chambre des Députés :
http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_124_05mar93_ima.pdf

Fe de erratas

PODER EJECUTIVO

SECRETARIA DE GOBERNACION

EXTRACTO de la solicitud de registro constitutivo como asociación religiosa de la Doctrina Espiritualista Trinitaria Mariana de la Congregación del Sexto Sello.

Al margen un sello con el Escudo Nacional, que dice: Estados Unidos Mexicanos.- Secretaría de Gobernación.- Dirección General de Asuntos Religiosos..

EXTRACTO DE LA SOLICITUD DE REGISTRO DE LA DOCTRINA ESPIRITUALISTA TRINITARIA MARIANA DE LA CONGREGACION DEL SEXTO SELLO.

Extracto de la solicitud de registro constitutivo como Asociación Religiosa de la Doctrina Espiritualista Trinitaria Mariana de la Congregación del Sexto Sello, presentada a la Dirección General de Asuntos Religiosos, en los términos del artículo 7o. de la Ley de Asociaciones Religiosas y Culto Público.

Fecha de recepción de la solicitud:	17 de febrero de 1993.
Representantes Legales:	Martha Sánchez de Uribe y Fausto Sánchez Jacintes.
Apoderados Legales:	Licenciados Fernando Mancilla Ovando e Irma Araceli Ley Hernández.
Domicilio Legal:	Neptuno No. 144, Col. San Simón, Deleg. Cuauhtémoc, CP. 06900, México, D.F.

Estatutos y otros requisitos: Con la solicitud se anexan documentos correspondientes a los estatutos de la Doctrina Espiritualista Trinitaria Mariana de la Congregación del Sexto Sello, en los que se contienen las bases de su doctrina, determinan a sus ministros de culto, a sus representantes legales, quedando debidamente acreditado el arraigo y antigüedad y se detallan los demás datos necesarios para cumplir con los requisitos legales.

Bienes que aportan para cumplir con su objeto: En los respectivos anexos presentan un listado de los bienes propiedad de la Nación destinados al culto público que están bajo su custodia, así como la relación de bienes susceptibles de integrarse a su patrimonio.

Exhiben por separado el Convenio propuesto a la Secretaría de Relaciones Exteriores para dar cumplimiento a la fracción I del artículo 27 de la Constitución General de la República.

Atentamente

México, D.F., a 8 de marzo de 1993.- El Director General de Asuntos Religiosos, **Nicéforo Guerrero Reynoso**.- Rúbrica.

FE de erratas al Decreto que declara reformados los artículos 3o. y 31 fracción I, de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, publicado el 5 de marzo de 1993.

En la página 2, primera columna, renglón 31, dice:

Municipios impartirá educación preescolar, primaria

Debe decir:

Municipios- impartirá educación preescolar, primaria

En la página 3, primera columna, renglón 58, dice:a

de Gobernación, **Patrocinio González Garrido**.-

Debe decir:

de Gobernación, **Patrocinio González Blanco Garrido**.-

SECRETARIA DE HACIENDA Y CREDITO PUBLICO

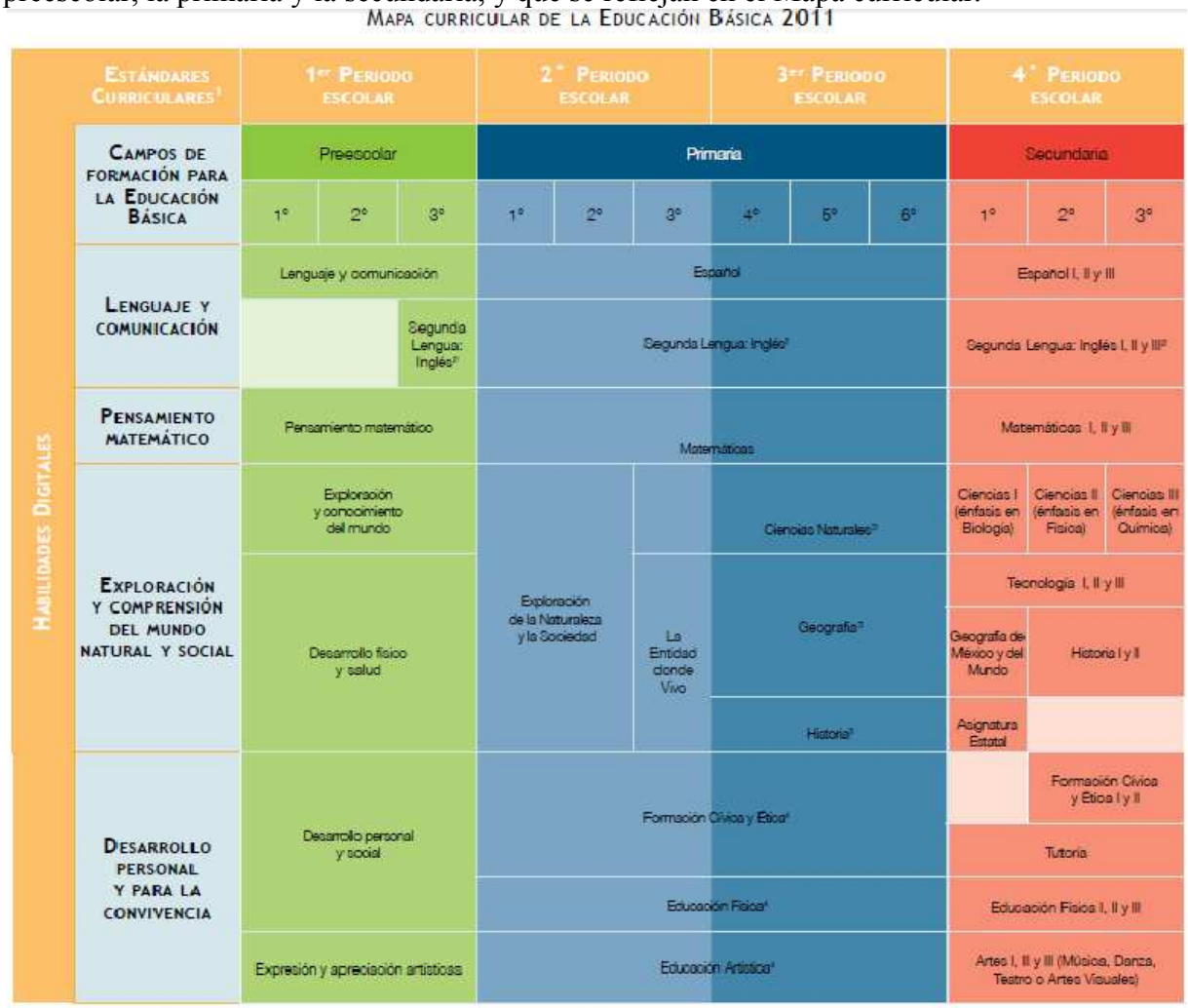
ACUERDO mediante el cual se autoriza el cambio de adscripción de la patente de agente aduanal número 688 de la que es titular el ciudadano Víctor Ramón Dávila Garza, a la aduana de

Público, publicado en el **Diario Oficial de la Federación** el día 25 de enero de 1993, ordenó la supresión de la aduana de San Luis Potosí, esta Administración General de Aduanas, con fundamento en los artículos 116 fracciones XXII,

Site officiel de la Chambre des Députés :
http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_fe_ref_124_09mar93_ima.pdf

Mapa curricular de la RIEB

La Educación Básica, en sus tres niveles educativos, plantea un trayecto formativo congruente para desarrollar competencias y que, al concluirla, los estudiantes sean capaces de resolver eficaz y creativamente los problemas cotidianos que enfrenten, por lo que promueve una diversidad de oportunidades de aprendizaje que se articulan y distribuyen a lo largo del preescolar, la primaria y la secundaria, y que se reflejan en el Mapa curricular.



Los Estándares Curriculares

Estándares Curriculares		
Periodo escolar	Grado escolar de corte	Edad aproximada
Primero	Tercer grado de preescolar	Entre 5 y 6 años
Segundo	Tercer grado de primaria	Entre 8 y 9 años
Tercero	Sexto grado de primaria	Entre 11 y 12 años
Cuarto	Tercer grado de secundaria	Entre 14 y 15 años

Site officiel de la réforme : http://basica.sep.gob.mx/reformaintegral/sitio/

Programmes d'histoire par niveau pour chaque génération de manuels

- ANNEES 60

Niveaux	Année	Nom matière	Programme	Type d'Histoire
1er Grado	1960	***Mi Libro de Primer Año,*** ***Mi Cuaderno de Trabajo de Primer Año,*** **partie "Historia y Civismo"**	(Environ 190pages) Textes et illustrations en couleurs (comme un recueil de petites histoires) sur des **valeurs de famille, travail, Patrie, solidarité**… Comme par exemple l'importance de la famille et du respect et d'obéissance envers elle ; la tolérance et l'aide mutuelle dans le foyer, l'école et la collectivité ; la propreté personnelle ; les symboles de la patrie (hymne, drapeau et blason); les institutions et le service publique ; les métiers ; la Croix Rouge. (213 pages) Illustrations seulement en noir et blanc, sans texte (type BD), sur le même programme que le manuel, avec focalisation sur les héros nationaux, les symboles de la patrie et le calendrier civique national.	Histoire Nationale Conception traditionnelle de l'Histoire, type événementielle
2do Grado	1960	***Mi Libro de Segundo Año*** ***Mi Cuaderno de Trabajo de Segundo Año,*** **partie "Historia y Civismo"**	(190 pages)Textes et illustrations en couleurs, **même programme que le niveau 1°** mais avec des textes différents (plus descriptifs moins contes) et un peu plus longs. (212 pages) Textes et illustrations en noir et blanc, présentation type BD. Exemple de thème: "los padres y los hermanos mayores sostienen el hogar con su trabajo. Los niños colaboran en faenas domésticas y conservan en orden las cosas". (p.10 Programmes années 60) Petites biographies de héros nationaux, exemples de vies de héros nationaux mis en parallèle (ex : Ignacio Zaragoza et Santos Degollado), le calendrier civique national, symboles de la patrie, etc.	Histoire Nationale Conception traditionnelle de l'Histoire, type événementielle
3er Grado	1960	***Mi Libro de Tercer Año.*** ***Historia y Civismo***	(125 pages) Textes et illustrations en couleurs sur des notions d'Histoire. **Période étudiée chronologique du Mexique préhispanique au Mexique « d'aujourd'hui » (fin années 50)** : ▪ le Mexique préhispanique jusqu'à 1521(chute de Tenochtitlan/Cortés) ▪ 1521 à 1810 : période de la Vice-royauté ▪ 1810 à 1821 : "etapa de la Independencia […] tiempo en que México se liberó de la dominación	Histoire Nationale

		***Mi Cuaderno de Trabajo de Tercer Año. Primera Parte.*, partie "Historia y Civismo"**	de España" (p.12 Programmes années 60) ▪ 1821 à 1867 : Période de troubles politiques, d'interventions étrangères, puis la "Revolución de Reforma" ▪1867 à 1910 : "etapa de consolidación de la República Federal y del encauzamiento de la economía de México", période de la République restaurée (positif) puis époque Porfirio Díaz seulement décrite, vision négative dans le manuel (dictature, exploitation des travailleurs par les entrepreneurs étrangers, et emphase sur mauvaise qualité de la vie des enfants) ▪ 1910 à 1917 : la Révolution mexicaine jusqu'à la Constitution toujours en vigueur. "Periodo en que la Revolución ha buscado el camino para hacer efectivos los derechos cívicos de todos y dar derechos sociales a los trabajadores del campo y de la ciudad" (p.12 Programmes années 60) ▪ « Etapas del México de hoy » Eloge du Mexique de la fin des années 50, comme une nation indépendante, une république fédérale et surtout démocratique avec des relations commerciales et amicales avec les autres pays, tous les acquis sociaux de la Révolution, l'industrialisation, etc. Aussi une description des organismes internationaux dont le Mexique fait partie, des symboles patriotiques, des droits et devoirs des Mexicains, et des conditions requises pour être un bon Mexicain, etc. (103 pages) Textes et illustrations en noir et blanc, sur le même programme que le manuel : exercices, textes à trous, faire des résumés, etc. récapitulatifs pour retenir tous les thèmes présents dans le manuel.	Conception traditionnelle de l'Histoire, type événementielle
4to Grado	1960	***Mi Libro de Cuarto Año, Historia y Civismo***	(187 pages) Textes et illustrations en couleurs (textes beaucoup plus longs et détaillés). Exactement le **même programme que pour le niveau 3°** (mêmes périodes étudiées) mais approfondi, et toujours chronologique. **Période étudiée du Mexique préhispanique au Mexique « d'aujourd'hui » (fin années 50)** : ▪ le Mexique préhispanique jusqu'à 1521 ▪ 1521 à 1810 : période de la Vice-royauté ▪ 1810 à 1821 : guerre pour l'Indépendance ▪ 1821 à 1867 : Période de troubles politiques, d'interventions étrangères, puis La Reforma ▪1867 à 1910 : République restaurée (positif) puis époque Porfirio Diaz (négatif) ▪ 1910 à 1917 : la Révolution mexicaine jusqu'à la Constitution toujours en vigueur. ▪ 1917 à 1964: « El Régimen revolucionario »	Histoire Nationale

		***Mi cuaderno de Trabajo de Cuarto Año. Primera Parte.*, partie "Historia y Civismo"**	▪ « La obra de la Revolución mexicana »: la terre, l'irrigation, la salubrité publique, l'Education publique, la sécurité sociale, les routes et le pétrole national. Au milieu des périodes étudiées : l'histoire du drapeau mexicain, la Constitution en détail. (91 pages) Textes et illustrations en noir et blanc, sur le même programme que le manuel: exercices, textes à trous, faire des résumés, etc. récapitulatifs pour retenir tous les thèmes du manuel.	Conception traditionnelle de l'Histoire, type événementielle
5to Grado	1964	***Mi Libro de Quinto Año. Historia y Civismo***	(214 pages) Textes et illustrations en noir et blanc (pour faire des économies), textes longs. **Période étudiée du Mexique préhispanique jusqu'au Mexique du XXè siècle (fin années 50):** ▪ Mexique précolombien et ses civilisations (religions, agriculture (maïs), éducation, coutumes): toltèques, aztèques, mayas, incas, chibchas. ▪ Antécédents découverte Amérique (route des épices, Croisades, Renaissance italienne, Christophe Colomb, etc.) puis la Découverte de l'Amérique (possessions portugaises et espagnoles, expéditions après Colomb et résultats). ▪ La Conquête et la colonisation d'Amérique par les Espagnols (Cuba, Mexique, Pérou, Chili, Equateur, Río de la Plata) ; puis par les Portugais, les Anglais et Hollandais, les Français, les Suédois, les Russes et les Esquimaux. ▪ L'Amérique coloniale : possessions espagnoles (Vice-royautés de la Nouvelle Espagne, de la Nouvelle Grenade, du Pérou et du Río de la Plata ; Etats-majors du Guatemala, de Cuba, du Venezuela, du Chili, de Saint Domingue et de Puerto Rico), possessions portugaises, anglaises, françaises et hollandaises. ▪ L'Amérique coloniale : modes de vie des possessions espagnoles (races, classes sociales, Eglise, Economie, agriculture, commerce, piraterie, la culture, etc.) des possessions portugaises (races, économie, piraterie, culture), anglaises et françaises (races, économie, culture, religion, cas de Haiti et Canada). ▪ Les Indépendances : Etats-Unis, colonies hispano-américaines, Mexique, Amérique du Sud et Antilles ; cas de Bolivar et doctrine Monroe. ▪ L'Amérique Indépendante : économie et organisation politique du Mexique et des États-Unis, les cas de l'Amérique Centrale, des Antilles, d'Amérique du Sud. ▪ L'Amérique du XXème siècle: population et ressources. Les institutions (OEA, ONU, CEPAL, UNESCO).	Histoire du continent américain. Conception traditionnelle de l'Histoire, type événementielle

		Mi cuaderno de Trabajo de Quinto Año. Historia y Civismo.	▪ Droits et devoirs des Mexicains pour le bien être de la société, la Constitution mexicaine, droits et devoirs entre les nations. ▪ La Patrie et ses symboles (blason national, drapeau national et hymne national). « Mi servicio a México ». (117 pages) Textes et illustrations en noir et blanc, sur le même programme que le manuel : exercices, textes à trous, faire des résumés, etc. récapitulatifs pour retenir tous les thèmes présents dans le manuel.	
6to Grado	1968	***Mi Libro de Sexto Año. Historia y Civismo*** ***Mi cuaderno de Trabajo de Sexto Año. Historia y Civismo.***	(246 pages) Textes et illustrations en noir et blanc, textes très longs. **Période étudiée de la Préhistoire jusqu'à la Deuxième Guerre Mondiale:** ▪ La Préhistoire ▪ Les premières grandes cultures : Chine, Japon, Inde, Egypte, Mésopotamie, les Mèdes et les Perses, les Phéniciens et les Hébreux. ▪ Les cultures classiques : Grèce et Rome (leur expansion, système politique, culture, société, etc.) ▪ Le Moyen-âge en Europe (système féodal, invasions barbares, économie, culture, religion, architecture, etc.), l'Empire Byzantin, les Croisades, la Reconquête espagnole et les Arabes. ▪ La Renaissance (économie, politique, l'Italie, les avancées scientifiques, l'art), la navigation et la Découverte de l'Amérique, la Réforme (Calvinistes et Luthériens) et la Contre-réforme, l'absolutisme et les guerres de religion, l'art Baroque. ▪ Epoque des Lumières (la Ilustración), les révolutions libérales (France et Etats-Unis), Napoléon et ses guerres, la Révolution industrielle, le nationalisme italien et allemand (XIXème siècle) et l'indépendance de la Grèce (1822), l'expansion commerciale et l'impérialisme, l'Amérique du XIXème siècle. ▪ Fin XIXème siècle (La Chine et le Japon. La guerre russo-japonaise), Première Guerre Mondiale et les révolutions sociales du XXème siècle. ▪ La Deuxième Guerre Mondiale (ses antécédents et ses conséquences). ▪ Education Civique (les institutions mexicaines, ses différentes Constitutions, organisation « actuelle » du pays et les droits des Mexicains, le gouvernement, la Constitution et la justice sociale, les relations du Mexique avec les autres pays (paix), « Mi servicio a México ». (122 pages) Textes et illustrations en noir et blanc, même programme que le manuel ; faire des résumés et des commentaires de textes, articles de la Constitution, etc.	Histoire Universelle Conception traditionnelle de l'Histoire, type événementielle

- **ANNEES 70, les Sciences Sociales** (Connaissances d'histoire, de géographie, de sociologie, d'anthropologie, d'économie, etc.)

Niveaux	Année	Nom matière	Programme	Type d'Histoire
1er Grado	1972	***Ciencias Sociales. Primer Grado.***	(80 pages) Textes et illustrations en couleur, apparition de photographies ou de reproductions d'œuvres d'art comme illustrations. Pas de textes, seulement des questions sous les illustrations parfois. **Thèmes étudiés de sciences sociales (notions basiques de géographie, sociologie, etc.)**. ▪ Escuela y hogar ▪ Nuestra Tierra y lo que nos da ▪ La convivencia con nuestros semejantes ▪ Las cosas que aprendemos ▪ Pasado, presente y futuro (seul chapitre où apparaissent des images (quatre) en relation avec le passé mexicain, et les symboles patriotiques)	Histoire nationale (presque rien) Conception pluridiscipli-naire
2do Grado	1974	***Ciencias Sociales. Segundo Grado.***	(environ 150 pages) Textes et illustrations en couleur. Textes plus longs que le niveau 1°. **Thèmes étudiés de sciences sociales (notions basiques de géographie, sociologie, etc.)**. Notions d'histoire apparaissent seulement dans le chapitre 5 « Nuestro pasado ».	Histoire nationale
3er Grado	1974	***Ciencias Sociales. Tercer Grado.***	(145 pages) Textes et illustrations en couleur. Textes plus longs que le niveau 2°. **La partie histoire porte sur la période préhispanique et la Conquête.** ▪ I Somos mexicanos (la communauté, le pays) ▪ II La vida en el desierto (les premiers habitants du Mexique, l'exemple de l'ethnie Seri dans l'Etat de Sonora des pêcheurs-cueilleurs, et la vallée du Yaqui dans le Sonora aussi et du système de gouvernance des Yaquis) ▪ III Cosamaloapan (ville de l'Etat de Veracruz ; sa rivière « el río de las mariposas », l'irrigation et la technique de l'eau ; le commerce) ▪ IV El Altiplano : tierra y técnicas (l'agriculture, la ville de Texcoco dans l'Etat de México, nouvelles et anciennes manières de vivre: Teotihuacan, Tula, Texcoco, Tenochtitlan (fondation aigle/serpent) ▪ V Nochixtlán (Etat de Oaxaca, région mixtèque, vie « actuelle » et ancienne : civilisations mixtèques et zapotèques, l'arrivée des Espagnols et la conquête du Mexique)	Histoire nationale Conception pluridiscipli-naire

4to Grado	1974	***Ciencias Sociales. Cuarto Grado.***	(222 pages) Textes et illustrations en couleur. Textes plus longs que pour le niveau 3°. **Etude d'un chapitre sur le Mexique en général, puis les quatre suivants sur quatre villes** (chaque partie sur une ville se découpe de la même manière : vie « actuelle » sur les conditions de vie, les métiers, le commerce, l'industrie, les migrations, les syndicats, ou autres, puis on passe à l'histoire en ordre chronologique, la vie passée dans ces villes en relation avec l'histoire nationale). **La partie histoire commence à la Conquête se termine au Mexique « actuel » donc des années 70.** ▪ La República mexicana y sus ciudades ▪ Mérida (Etat du Yucatán, partie histoire sur les Mayas et la Conquête) ▪ Guanajuato (Etat de Guanajuato, partie histoire sur la Colonie et l'Indépendance) ▪Coatzacoalcos (Etat de Veracruz, partie histoire sur les débuts de la nouvelle nation, La Reforma, l'entrée du Mexique dans « l'époque moderne ») ▪ Ciudad de México (la capitale, partie histoire sur la Révolution mexicaine puis la période de Reconstruction et de développement du pays, avec pour la première fois, la présentation de « l'art révolutionnaire » c'est-à-dire du courant muraliste)	Histoire nationale Conception pluridiscipli-naire
5to Grado	1974	***Ciencias Sociales. Quinto Grado.***	(265 pages) Textes et illustrations en couleur. Textes semblables à ceux du niveau 4° (environ moitié illustration, moitié texte pour une page) mais **manuel plus axé sur l'histoire**, écrit de manière **chronologique et vision anthropologique, socioculturelle**. **Période étudiée : de la Préhistoire jusqu'au XVIIIème siècle.** ▪ Introducción (Qué hay en tu libro) ▪ El hombre y su mundo (El mundo en que vivimos, Los Continentes son tres, Medio ambiente y desarrollo de las culturas, Nosotros los hombres, Recolectores y cazadores: comienzos de la civilización, De la recolección a la agricultura) ▪ Los comienzos de la civilización (Egipto, don del Nilo, Mesoamérica la tierra de los fuegos nuevos, Mesopotamia, la revolución urbana, Los navegantes de Fenicia, China, el país de en medio, El imperio de los incas) Resumen I. El mundo en que vivimos. ▪ Surgen grandes ideas (El budismo, Los hebreos, el pueblo de la Biblia, Grecia, Roma) Resumen II. Grandes ideas han movido al mundo. ▪ El mundo se empieza a complicar (Europa aprende de Asia a través de los árabes, Edad Media, el	Histoire universelle

			feudalismo, El comercio de la Edad Media, Nuevas ideas de viejas tradiciones: el Renacimiento, Fin de la unidad cristiana medieval: la Reforma) Resumen III. La herencia cultural y el mundo moderno ▪ Los hombres se encuentran y enriquecen su cultura (Y los mexicas fueron conquistados, Japón, un país que pudo resistir la conquista, Conquista y colonización de Hispanoamérica, Africa y la expansión de Europa, La época colonial en Brasil, La colonización en América, La Revolución Industrial). Resumen IV. La expansión europea.	Conception pluridisciplinaire
6to Grado	1974	***Ciencias Sociales. Quinto Grado.***	(195 pages) Textes et illustrations en couleur. Texte prend en général les trois quarts de la page. **Période étudiée du XVIIIème siècle au Mexique « d'aujourd'hui » (début des années soixante-dix)** ▪ El mundo en que vivimos (pays latino-américains) ▪ Dos grandes revoluciones del siglo XVIII han modelado el presente (les idées de la liberté, la Révolution française, l'Indépendance de l'Amérique Latine) ▪ La Revolucion Industrial y la nueva dependencia (la révolution industrielle, le libéralisme et le nationalisme en Amérique latine, colonialisme et semi-colonialisme en Afrique et en Asie) ▪ El siglo del liberalismo (les idées libérales s'étendent, les réformes libérales en Russie, les Etats-Unis deviennent une puissance mondiale) ▪ La historia se acelera (progrès scientifiques et technologiques, une nouvelle culture et mentalité, la Première Guerre Mondiale) ▪ Revolución y cambio (les premières révolutions du XXème siècle, la révolution russe, réponses à la crise du capitalisme, réponse américaine à la crise du capitalisme) ▪ La tecnología y la ciencia al servicio de la guerra y la paz (la Deuxième Guerre Mondiale, l'ONU, nouveaux progrès technologiques) ▪ Empieza un nuevo orden (décadence de l'impérialisme colonial, la République populaire de Chine, l'Amérique latine « d'aujourd'hui », le Mexique « d'aujourd'hui »)	Histoire universelle Conception pluridisciplinaire

- **ANNEES 80** (globalement, mêmes programmes et contenus que ceux des années 70 mais orientation déjà plus axée sur un retour à une Histoire traditionnelle, événementielle et les symboles patriotiques réapparaissent)

Niveaux	Année	Nom matière	Programme	Type d'Histoire
1er Grado	1985	***Mi libro de primero. Parte 2.***	(192 pages) Textes et illustrations en couleur. **Manuels des quatre domaines fusionnés pour les deux premiers niveaux de primaire à partir de 1982** (plus de manuel de Sciences sociales), la partie se rapportant aux thèmes de sciences sociales se trouve dans le deuxième manuel (« parte 2 ») avec ceux de sciences naturelles. On retrouve **les mêmes thèmes que dans les manuels des années 70, même programme mais organisé de manière différente**. Textes un peu plus longs que dans le manuel de 1ero de 1972, illustrations et photos différentes. Plus d'explications pour les symboles patriotiques. ▪ Unidad 5 (El campo y la ciudad, El trabajo en la ciudad y en el campo, Transformamos la naturaleza, La colaboración entre el campo y la ciudad) ▪ Unidad 6 (Nuestra casa nos protege, Los vecinos, En todas partes sale el sol, Aprendemos en todas partes) ▪ Unidad 7 (Lugares de México, Podemos comunicarnos, Podemos transportarnos, Somos mexicanos) ▪ Unidad 8 (Antes, ahora, después, El pasado de mi familia, Cómo era el lugar donde vivo, México y su pasado) ▪ Lecturas	Histoire nationale Conception pluridisciplinaire
2do Grado	1985	***Mi libro de segundo. Parte 2.***	(300 pages) **Même chose que dans le manuel de 1er grado de 1985 :** Textes et illustrations en couleur. **Manuels des quatre domaines fusionnés** (plus de manuel de Sciences sociales), la partie se rapportant aux thèmes de sciences sociales se trouve dans le deuxième manuel (« parte 2 ») avec ceux de sciences naturelles. On retrouve les **mêmes thèmes que dans les manuels des années 70**, même programme mais organisé de manière différente. Textes un peu plus longs que dans le manuel de 2do de 1974, illustrations et photos différentes. Plus d'explications pour les symboles patriotiques à la fin et	Histoire nationale

			présentation du muralisme. **De plus, les thèmes du 1er grado de 1985 se répètent dans ce manuel de 2do grado, on retrouve parfois les mêmes titres** : ▪ Transformamos la naturaleza, unidad 5 (La naturaleza, Tenemos necesidades, Lo que obtenemos de la naturaleza, Cuidemos el medio) ▪ Realizamos distintos trabajos, unidad 6 (El trabajo en mi localidad, Producimos cosas distintas, Prestamos diferentes servicios, Necesitamos unos de otros) ▪ Medimos el tiempo, unidad 7 (Día con día, Las actividades de la semana, Las fiestas del año, El tiempo pasa) ▪ Otros tiempos y lugares, unidad 8 (Nuestra localidad cambia, Vivimos en México, México cambia, México y otros lugares)	Conception pluridiscipli-naire
3er Grado	1985	***Ciencias sociales. Tercer grado.***	(110 pages) Textes et illustrations en couleur. Textes plus longs que ceux du 2do grado. **Même programme que celui des années 70 mais organisé de manière différente** et textes recoupés, plus courts. La partie histoire porte sur la **période préhispanique et la Conquête**. On retrouve **les mêmes titres parfois que dans le manuel de 3er grado de 1974.** ▪ I Comunidad, país, mundo (Mi comunidad, Nuestro país, Un pasado común) ▪ II Una comunidad de agricultores mexicanos (Ojo de Rana, La familia de don Heliodoro, El trabajo y el tiempo) ▪ III Un cultivo para la industria (Junto al río de las Mariposas, La zafra, La producción de azúcar) ▪ IV Las antiguas culturas (Los hombres del maíz, Los olmecas, Las culturas del altiplano, Los mexicas, Zapotecos y mixtecos) ▪ V La lucha contra la erosión (Nochixtlán: la tierra y el agua, La comunidad se organiza, ¿Una nueva historia?) ▪ VI El encuentro de dos mundos (Una cultura distinta al otro lado del mar, Hacia la conquista de México, Los hombres de hierro se enfrentan a los mexicas, Nace una nueva cultura) ▪ VII Ciudad Obregón: la revolución verde (Un milagro en el desierto, El campo, Cómo se logra una gran producción, La interdependencia y el Valle del Yaqui) ▪ VIII Somos mexicanos (Un recorrido por cinco comunidades, Tu comunidad y otras comunidades, Nuestros símbolos)	Histoire nationale Conception pluridiscipli-naire

4to Grado	1985	***Ciencias sociales. Cuarto grado.***	(140 pages) Textes et illustrations en couleur. **Même programme que celui des années 70**, aucun changement dans l'organisation et les titres, mais textes recoupés et plus courts. Partie histoire étudiée : **de la Conquête au Mexique « actuel » donc des années 70-80**. Cf. *Ciencias Sociales. Cuarto Grado.*de 1974 pour voir le détail des thèmes abordés.	Histoire nationale
5to Grado	1984	***Ciencias sociales. Quinto grado.***	(143 pages) Textes et illustrations en couleur. **Même programme que celui des années 70**, presque aucun changement dans l'organisation et les titres, mais textes recoupés et plus courts. Quelques sous-titres enlevés si l'on compare avec le manuel des années 70. **Période étudiée : de la Préhistoire jusqu'au XVIIIème siècle** : ▪ I El quehacer de las Ciencias Sociales (La gente) ▪ II Los comienzos de la civilización (Una antigua pregunta, La Prehistoria) ▪ III Aportes de las grandes culturas (Egipto don del Nilo, Mesopotamia, la revolución urbana, Los navegantes de Fenicia, China, el país de en medio, La patria de los guerreros del sol, Los incas: gente de las grandes montañas) ▪ IV Surgen grandes ideas (La India y el budismo, Los hebreos, el pueblo de la Biblia, Grecia: los hombres que buscaban respuestas, Roma: la conquista del derecho) ▪ V Las ideas religiosas rigen la vida (Edad Media: el feudalismo, Europa aprende a través de los árabes, Cambios en la vida medieval) ▪ VI La herencia cultural y el mundo moderno (Nuevas ideas de viejas tradiciones: el Renacimiento, Los hombres se encuentran y enriquecen su cultura, Fin de la unidad cristiana medieval: la Reforma) ▪ VII Los europeos imponen su cultura (La colonización de Latinoamérica, Las colonias inglesas en América, Los europeos en Asia y Africa) ▪ VIII Se anuncian grandes cambios (El siglo de las Luces)	Histoire universelle Conception pluridiscipli-naire
6to Grado	1985	***Ciencias sociales. Sexto grado.***	(206 pages) Textes et illustrations en couleur. **Même programme que celui des années 70,** presque aucun changement dans l'organisation et les titres, mais textes recoupés et plus courts. Quelques sous-titres enlevés si l'on compare avec le manuel des années 70. **L'étude s'étend du XVIIIème siècle au Mexique « d'aujourd'hui » (des années 70-80).** Pages rajoutées à la fin sur le blason national puis sur tous les présidents mexicains avec leurs portraits de 1824 à 1984.	Histoire universelle

			▪ Cómo entender el mundo en que vivimos (Las ciencias sociales y los medios de comunicación) ▪ I El fin de los gobiernos absolutos (Las ideas de la libertad, la Revolución francesa, La independencia de Latinoamérica) ▪ II La Revolución Industrial y la nueva dependencia (La Revolución Industrial, Las dificultades de los nuevos estados, Colonialismo y semicolonialismo en África y Asia) ▪ III El siglo del liberalismo (Las ideas liberales se extienden, Reformas liberales en Rusia, Los Estados Unidos se convierten en potencia mundial) ▪ IV La historia se acelera (Se constituye la cultura de nuestro tiempo, Los artistas buscan formas nuevas) ▪ V Revolución y cambio (Las primeras revoluciones del siglo XX, La Primera Guerra Mundial, La Revolución Rusa, Fascismo y nazismo, La crisis de 1929 y el "nuevo trato") ▪ VI Guerra, sociedad y cultura (La Segunda Guerra Mundial, Cambios científicos y tecnológicos, La revolución artística del siglo XX) ▪ VII En busca de un orden más justo (Decadencia del imperialismo colonial, la República Popular China, Latinoamérica hoy, Las tareas de nuestro tiempo) ▪ VIII México hoy (México es producto de su historia, En busca de un México mejor) ▪ Vocabulario, El Escudo Nacional, Gobernantes de México	Conception pluridiscipli-naire

- **ANNEES 90-2000** (concept du manuel de Sciences Sociales supprimé, retour au manuel d'histoire)

Niveaux	Année	Nom matière	Programme	Type d'Histoire
1er Grado		***Conocimiento del medio. Primer grado.***	Manuel non trouvé qui est censé regrouper des **notions de géographie, d'éducation civique, de sciences naturelles, d'histoire en suivant le calendrier civique national**. Dans le livre du professeur de ce manuel, le contenu est expliqué, et **on trouve plus de notions de sciences naturelles**. Cependant, au milieu et **à la fin de chaque chapitre il y a une partie « conmemoraciones cívicas » sans trop de rapport avec le chapitre** : ▪ I Los niños (La defensa del Castillo de Chapultepec y los Niños Héroes, Inicio de la lucha por la Independencia nacional) ▪ II La familia y la casa (El arribo de Cristóbal Colón a América, Inicio de la Revolución Mexicana) ▪ III La escuela (Promulgación de la Constitución de 1917, Día de la Bandera Nacional) ▪ IV La localidad (Día Internacional del Trabajo, Batalla del 5 de Mayo) ▪ V Las plantas y los animales (Expropiación petrolera, Natalicio de Benito Juárez) ▪ VI El campo y la ciudad ▪ VII Medimos el tiempo ▪ VIII México, nuestro país	Histoire nationale Conception plutôt traditionnelle
2do Grado		***Conocimiento del medio. Segundo grado.***	Manuel non trouvé qui est censé regrouper des **notions de géographie, d'éducation civique, de sciences naturelles, d'histoire en suivant le calendrier civique national**. On va retrouver **les mêmes anniversaires du calendrier civique** que dans le manuel du niveau antérieur.	Histoire nationale
3er Grado	2002	***Puebla. Historia y Geografía. Tercer grado.***	(160 pages) Manuels créés pour ce niveau lors de cette réforme où **chaque Etat fédéral a un manuel propre à sa région.** Ici le manuel que nous avons pu nous procurer est celui de **l'état de Puebla**, dans sa réédition de 2002. Texte et illustrations en couleurs, autant de texte que d'illustrations. Après une étude géographique et socio-économique de l'Etat, on passe à l'étude de l'histoire de l'Etat de Puebla, **de la Préhistoire à « nos jours » (des années 90).** Certaines parties mettent l'accent sur des **événements marquants de l'histoire mexicaine qui**	Histoire nationale et régionale

		(32 manuels différents, un pour chaque Etat)	**eurent lieu dans l'Etat** de Puebla comme la «Batalla del 5 de mayo » ou « Los hermanos Serdán » durant la Révolution mexicaine. ▪ 1 Mi entidad en México ▪ 2 Cómo es mi entidad ▪ 3 Regiones socioeconómicas ▪ 4 Cómo se conoce el pasado ▪ 5 El hombre en Puebla ▪ 6 Puebla prehispánica ▪ 7 Descubrimiento y Conquista ▪ 8 La Colonia ▪ 9 La Independencia ▪ 10 La República ▪ 11 El Porfiriato ▪ 12 Puebla y la Revolución ▪ 13 Puebla desde la Revolución	Conception plutôt traditionnelle
4to Grado	1994	***Historia. Cuarto grado***	(183 pages) Textes et illustrations en couleur. **Période étudiée du Mexique préhispanique au Mexique contemporain des années 1960**, petite partie à la fin sur le Mexique "actuel" des années 2000 en chiffres, pas d'étude historique, même si la frise chronologique va jusqu'à 2000 : ▪ La Prehistoria: Lección 1- Los primeros pobladores ▪ El México Antiguo: Lección 2- Los pueblos mesoamericanos, Lección 3- Los Toltecas y los Mexicas, Lección 4- La cultura prehispánica y su legado ▪ Descubrimiento y Conquista: Lección 5- Cristóbal Colón llega a América, Lección 6- La Conquista de México ▪ El México Virreinal: Lección 7- La economía, Lección 8- Política y sociedad, Lección 9- La herencia del Virreinato ▪ La Independencia: Lección 10- El grito de Dolores, Lección 11- Los primeros insurgentes, Lección 12- La consumación de la Independencia ▪ De la Independencia a la Reforma: Lección 13- Los primeros años de independencia, Lección 14- Las leyes de Reforma, Lección 15- La intervención y el Segundo Imperio ▪ La consolidación del Estado mexicano: Lección 16- El Porfiriato ▪ La Revolución Mexicana: Lección 17- El movimiento maderista, Lección 18- El movimiento	Histoire nationale Conception plutôt traditionnelle (deux pages au début avec une définition de l'histoire

			constitucionalista ▪ El México contemporáneo: Lección 19- La reconstrucción del país, Lección 20- Del campo a la ciudad ▪ Símbolos patrios	et sur la façon de l'étudier)
5to Grado	1995	***Historia. Quinto grado***	(195 pages) Textes et illustrations en couleur. **Période étudiée : de la Préhistoire jusqu'au XVIIIème siècle.** ▪ Lección 1: Los primeros seres humanos ▪ Lección 2: La agricultura y las primeras ciudades ▪ Lección 3: Las civilizaciones agrícolas del viejo mundo ▪ Lección 4: Los griegos ▪ Lección 5: Los romanos ▪ Lección 6: La Edad Media y el Islam ▪ Lección 7: El Oriente durante la Edad Media ▪ Lección 8: El esplendor de Mesoamérica ▪ Lección 9: De Teotihuacan a Tenochtitlan ▪ Lección 10: Las civilización de los Andes ▪ Lección 11: El Renacimiento y la era de los descubrimientos ▪ Lección 12: La conquista de América ▪ Lección 13: La colonización y la Nueva España ▪ Lección 14: América en el siglo XVIII ▪ Lección 15: Europa en el siglo XVIII	Histoire universelle Conception plutôt traditionnelle (deux pages au début avec une définition de l'histoire et sur la façon de l'étudier)
6to Grado	2001	***Historia. Sexto grado***	(112pages) Textes et illustrations en couleur. Mexique du XIX et XXème siècle. On retrouve **les mêmes textes et thèmes du niveau 4° mais en plus court**, textes recoupés. **Période étudiée : de l'Indépendance jusqu'au Mexique de 1960 environ** : ▪ 1. La Independencia (leçons 1 et 2) ▪ 2. De la Independencia a la Reforma (leçons 3 et 4) ▪ 3. El Porfiriato (leçon 5) ▪ 4. La Revolución Mexicana y la Constitución de 1917 (leçon 6) ▪ 5. La reconstrucción del país y el México actual (leçons 7 y 8)	Histoire nationale Conception plutôt traditionnelle (deux pages au début avec une définition de l'histoire et sur la façon de l'étudier)

- **ANNEES de 2009 à nos jours**

(Réforme de la RIEB ; la nouveauté : au début, une partie « Conoce tu libro » qui explique l'organisation du manuel et les activités, et à la fin du manuel, une page « ¿Qué opinas de tu libro? » avec un questionnaire pour l'élève sur ce qu'il pense du manuel)

Niveaux	Année	Nom matière	Programme	Type d'Histoire
1er Grado	2012	***Exploración de la Naturaleza y la Sociedad. Primer grado***	(157 pages) Textes et illustrations en couleur. **Notions scientifiques, géographiques, historiques et technologiques**. **Même concept que pour le manuel des années 90, à la fin de chaque chapitre il y a une partie sur les cérémonies civiques du calendrier national** sans trop de rapport avec le chapitre (ce qui est censé être la partie histoire). ▪ Bloque I: Yo, el cuidado de mi cuerpo y la vida diaria (à la fin de cette partie: Miguel Hidalgo y la Independencia) ▪ Bloque II: Soy parte de la naturaleza (à la fin: El inicio y el significado de la Revolución Mexicana) ▪ Bloque III: Mi historia personal y familiar (à la fin: Promulgación de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos) ▪ Bloque IV: Las actividades del lugar donde vivo (à la fin: Por qué recordamos a Benito Juárez) ▪ Bloque V: El cuidado del lugar donde vivo (à la fin: Quiénes lucharon en la Batalla del 5 de mayo)	Histoire nationale Pédagogie par compétences mais en réalité conception plutôt traditionnelle
2do Grado	2012	***Exploración de la Naturaleza y la Sociedad. Segundo grado***	(167 pages) Textes et illustrations en couleur. **Notions scientifiques, géographiques, historiques et technologiques.** **Même concept que pour le manuel des années 90, à la fin de chaque chapitre il y a une partie sur les cérémonies civiques du calendrier national** sans trop de rapport avec le chapitre (ce qui est censé être la partie histoire). ▪ Bloque I: Mi vida diaria (à la fin: La defensa del Castillo de Chapultepec) ▪ Bloque II: Exploremos la naturaleza (à la fin: El inicio de la Revolución Mexicana) ▪ Bloque III: Mi comunidad (à la fin: La Bandera Nacional) ▪ Bloque IV: Los trabajos y servicios de mi comunidad (à la fin: La Expropiación Petrolera)	Histoire nationale Pédagogie par compétences mais en réalité conception

			▪ Bloque V: Juntos mejoramos nuestra vida (à la fin: El día internacional del trabajo)	plutôt traditionnelle
3er Grado	2012	***Entidad donde vivo. Tercer grado*** **(32 manuels différents, un pour chaque Etat)**	(Tous se composent d'environ 156 pages) Textes et illustrations en couleur. **Même concept que pour les manuels régionaux des années 90.** **Notions d'Histoire et de Géographie pour chaque Etat**. **Tous les manuels ont les mêmes titres et sous-titres et s'étendent de la Préhistoire jusqu'à l'époque actuelle.** ▪ <u>Bloque I. Mi entidad y sus cambios</u> Tema 1. Mi entidad, su territorio y sus límites Tema 2. Los componentes naturales de mi entidad Tema 3. Características y actividades de la población en mi entidad Tema 4. Las regiones de mi entidad Tema 5. Mi entidad ha cambiado con el tiempo ▪<u>Bloque II. Los primeros habitantes de mi entidad</u> Tema 1. Los primeros habitantes de mi entidad y el espacio en que habitaron Tema 2. La vida cotidiana de los primeros habitantes de mi entidad Tema 3. La visión del mundo natural y social de los pueblos prehispánicos. Mitos y leyendas Tema 4. Un pasado siempre vivo: ¿qué conservamos de los pueblos prehispánicos? ▪<u>Bloque III. La Conquista, el Virreinato y la Independencia en mi entidad</u> Tema 1. La Conquista, la colonización y el Virreinato en mi entidad Tema 2. Nuevas actividades económicas: cambios en los paisajes y en la vida cotidiana de mi entidad Tema 3. Gobierno y sociedad en los pueblos y las ciudades virreinales Tema 4. El legado cultural del Virreinato en mi entidad Tema 5. La vida en mi entidad durante el movimiento de Independencia ▪<u>Bloque IV. Mi entidad de 1821 a 1920</u> Tema 1. El acontecer de mi entidad en el siglo XIX y principios del siglo XX Tema 2. La vida cotidiana del campo y la ciudad en mi entidad Tema 3. Las actividades económicas y los cambios en los paisajes durante el Porfiriato Tema 4. La vida cotidiana en mi entidad durante la Revolución Mexicana Tema 5. El patrimonio cultural de mi entidad: del México independiente a la Revolución Mexicana	Histoire nationale Pédagogie par compétences mais en réalité conception plutôt traditionnelle

			▪Bloque V. Mi entidad de 1920 a principios del siglo XXI Tema 1. El siglo XX y el presente de mi entidad Tema 2. El patrimonio cultural y natural de mi entidad Tema 3. El ambiente: la importancia de su cuidado y conservación Tema 4. La prevención de desastres en mi entidad Tema 5. Proyecto: "Los rostros de mi entidad"	
4to Grado	2012	***Historia. Cuarto grado***	(189 pages) Textes et illustrations en couleur. **Chaque « Bloque » s'organise de la même manière**: "Panorama del periodo, Temas para comprender el periodo, Temas para reflexionar, Integro lo aprendido, Evaluación, Autoevaluación" (Pour les trois dernières parties, **exercices proposés puis sorte d'examen en QCM et questionnaire personnel sur les connaissances apprises**). **Période étudiée : de la Préhistoire jusqu'à la fin de la Colonie espagnole et le début de l'Indépendance.** ▪ Bloque I: Del poblamiento de América a los inicios de la agricultura ▪ Bloque II: Mesoamérica ▪ Bloque III: El encuentro de América y Europa ▪ Bloque IV: La formación de una nueva sociedad: El Virreinato de Nueva España ▪ Bloque V: El camino a la Independencia	Histoire nationale Pédagogie par compétences mais en réalité conception traditionnelle
5to Grado	2012	***Historia. Quinto grado***	(189 pages) Textes et illustrations en couleur. **Chaque « Bloque » s'organise de la même manière**: "Panorama del periodo, Temas para comprender el periodo, Temas para reflexionar, Integro lo aprendido, Evaluación, Autoevaluación" (Pour les trois dernières parties, **exercices proposés puis sorte d'examen en QCM et questionnaire personnel sur les connaissances apprises**). **Période étudiée : de l'Indépendance au XXIe siècle au Mexique.** ▪ Bloque I: Los primeros años de la vida independiente ▪ Bloque II: De la Reforma a la República restaurada ▪ Bloque III: Del Porfiriato a la Revolución Mexicana	Histoire nationale Pédagogie par compétences mais en réalité conception traditionnelle

			▪ Bloque IV: De los caudillos a las instituciones (1920-1970) ▪ Bloque V: México al final del siglo XX y los albores del siglo **XXI**	
6to Grado	2012	***Historia. Sexto grado***	(172 pages) Textes et illustrations en couleur. **Chaque « Bloque » s'organise de la même manière**: "Panorama del periodo, Temas para comprender el periodo, Temas para reflexionar, Integro lo aprendido, Evaluación, Autoevaluación" (Pour les trois dernières parties, **exercices proposés puis sorte d'examen en QCM et questionnaire personnel sur les connaissances apprises**). **Période étudiée : de la Préhistoire au XVIème siècle.** ▪ Bloque I: De los primeros seres humanos a las primeras sociedades urbanas ▪ Bloque II: Las civilizaciones agrícolas de Oriente y las civilizaciones del Mediterráneo ▪ Bloque III: Las civilizaciones mesoamericanas y andinas ▪ Bloque IV: La Edad Media en Europa y el acontecer de Oriente en esta época ▪ Bloque V: Inicios de la época moderna: Expansión cultural y demográfica	Histoire universelle Pédagogie par compétences mais en réalité conception plutôt traditionnelle

Tableaux que nous avons réalisés après analyse des sources récupérées aux archives de la CONALITEG.

Prise de fonction de Enrique Peña Nieto en tant que Président

La toma de protesta de #PeñaNieto en imágenes: manifestaciones y enfrentamientos – FOTOS

Publicado por: asistenteweb4 Fecha de publicación: **01/12/2012** En: Noticias, Política, Seguridad |

emeequis/redacción

México, DF, 1 de diciembre.- Desde muy temprana hora diversos contingentes, entre ellos integrantes del movimiento #YoSoY132 y maestros de la Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación (CNTE), se dirigieron a la Cámara de Diputados para protestar contra la toma de posesión de Enrique Peña Nieto como presidente de la República.

Ya en San Lázaro, un grupo de los inconformes lanzó petardos e intentó romper el cerco de las vallas metálicas, colocado para resguardar la Cámara de Diputados.

Fue entonces que sobre la avenida Eduardo Molina y Zaragoza, los manifestantes confrontaron a elementos de la Policía Federal.

En el enfrentamiento, simpatizantes del #YoSoy132 lanzaron de las llamadas bombas molotov, mientras que los elementos de seguridad repelieron la agresión con gas lacrimógeno y balas de goma.

Algunos medios de comunicación hablan de alrededor de 18 heridos, dos de gravedad; entre ellos un joven llamado Carlos Valdivia, quien primero se dijo había pedido la vida. La Cruz Roja confirma que se encuentra grave pero no ha muerto.

El evento y falta de información, provocó que dentro de la Cámara de Diputados, mientras los partidos ofrecían su posicionamiento, algunos legisladores reclamaran a Murillo Karam las agresiones de la Policía Federal contra los manifestantes.

Alrededor de las 11:15 horas, Enrique Peña Nieto rindió protesta como presidente de la República, mientras que los protestantes se retiraron con dirección hacia el Zócalo capitalino.

Al finalizar la ceremonia, Peña Nieto se dirigió a Palacio Nacional donde ofreció su primer mensaje como mandatario.

A continuación te presentamos algunas imágenes de cómo se vivió la toma de protesta y el primer día de gobierno de Enrique Peña Nieto.

Manifestantes lanzan bombas molotov

(Foto de *La Jornada*)

Intentan derribar las vallas de seguridad en San Lázaro

(Foto de *La Jornada*)

(Foto de Twitter)

@AlanPonce29 "@CarlosQG01: El grupo de #YoSoy132 marcha hacia San Lázaro pic.twitter.com/30a7QhaO"/ SON #MORENA no 132

Cargando balas de goma

(Foto de Cuartoscuro)

(Foto:@YoSoy132Media/Twitter)

(Foto de Cuartoscuro)

Las protestas en la Cámara de Diputados no faltaron
(Tomada del muro de Mario Delgado)

Comienzan granaderos a dispersar y detener manifestantes en Bellas Artes.
Foto:@JulioAstillero

Source : http://www.m-x.com.mx/2012-12-01/la-toma-de-protesta-de-penanieto-en-imagenes-manifestaciones-y-enfrentamientos-fotos/

La Jornada

DIRECTORA GENERAL: CARMEN LIRA SAADE
DIRECTOR FUNDADOR: CARLOS PAYAN VELVER

LUNES 8 DE ABRIL DE 2013
MÉXICO, DISTRITO FEDERAL • AÑO 29 • NÚMERO 10299 • www.jornada.unam.mx
10 PESOS

"Doble discurso oficial"

"Sin laboratorios, con aulas improvisadas, con alumnos mal alimentados y con profesores que llevan cuatro años sin cobrar sus salarios, no puede haber calidad en la enseñanza", dice Yesmín López Marín (en la imagen), maestra en la comunidad nahua de Zumpango, Guerrero. "La reforma educativa nos perjudica y seguiremos en lucha para que no se imponga" ■ **Foto Francisco Olvera**

■ **Todo indica que fue intoxicación**

Mueren 7 empleados en planta de la cervecera Modelo

■ La empresa tardó ocho horas en informar del percance a familiares de las víctimas

■ El accidente, en una cisterna; versión de que los trajes de seguridad tenían fallas

■ Autoridades del DF realizarán verificaciones sobre los sistemas de protección del consorcio

Mirna Servín y Laura Gómez ■ 34

■ **Autoridades comunitarias se suman contra la reforma educativa**

Guerrero: maestros crean frente amplio de lucha

■ En Oaxaca, profesores acuerdan reanudar clases, pero siguen en alerta

■ CNTE: 100 mil mentores cuentan ya con suspensiones provisionales

■ 5 y 7 a 10

■ Sin operar, una cuarta parte de trenes

El Metro está "en crisis" por la falta de recursos: Joel Ortega

■ El subsidio por usuario es de 7.60 pesos

■ Se agotarán otras salidas antes que un alza

Laura Gómez Flores ■ 35

EDITORIAL

INDUSTRIA: LA OTRA INSEGURIDAD

Ayer tuvieron lugar tres accidentes industriales graves en distintos puntos del país: por la madrugada, una explosión y un incendio en la fábrica Agroquímicos ATC, ubicada en un parque industrial de Atitalaquia, Hidalgo, produjeron una nube tóxica que se extendió por varios kilómetros e hizo necesario el desalojo de unas mil personas en la localidad mencionada y en los municipios vecinos de Tlaxcoapan, Tetepango y Tlahuelilpan. En Tabasco, en el municipio de Huimanguillo, una retroexcavadora de una empresa privada golpeó un ducto de Pemex, lo que causó una explosión que lesionó a tres trabajadores de esa compañía y un incendio de pastizales. El hecho más grave ocurrió en esta capital, en las instalaciones de la cervecera Grupo Modelo ubicadas en la colonia Anáhuac, de la delegación Miguel Hidalgo, donde siete obreros que realizaban labores de mantenimiento quedaron atrapados en una cisterna y murieron por inhalar gases tóxicos.

El tercero de esos accidentes resulta a todas luces el más lamentable y exasperante, tanto por la inexcusable falla de seguridad industrial que derivó en la pérdida de siete vidas como por la actitud de la empresa, que tras el accidente envió guardias privados a impedir que los trabajadores supervivientes dieran declaraciones y, de acuerdo con algunos reportes, a obstaculizar el acceso de paramédicos a las instalaciones.

En este hecho trágico se concatenan, además de las omisiones de la corporación cervecera, presumibles omisiones por parte de la Secretaría del Trabajo y Previsión Social –la cual está obligada, por ley, a verificar la observancia de condiciones mínimas de seguridad e higiene en los centros de trabajo– y de las autoridades capitalinas de Protección Civil, responsables de inspeccionar el cumplimiento de medidas y procedimientos de emergencia en toda clase de instalaciones, particularmente cuando tienen las dimensiones de la planta del Grupo Modelo en la colonia Anáhuac.

Accidentes industriales como los referidos no son casi nunca fortuitos sino, la mayor parte de las veces, resultado de omisiones en el rubro de seguridad e higiene, perpetradas en aras de la rentabilidad, de mentalidades empresariales que operan con desprecio hacia la vida humana y hacia el entorno natural y social, así como de fallos en la debida vigilancia por parte de instituciones públicas.

En los tres casos, pero con mayor énfasis en el caso de Grupo Modelo, es exigible una investigación acuciosa y puntual de lo sucedido, así como un deslinde de las responsabilidades civiles y penales a que pudiera haber lugar, es decir, lo que no se hizo tras la tragedia de Pasta de Conchos, hace más de siete años, ni después de tantos accidentes industriales ocurridos desde entonces en el país, accidentes que han dejado una estela de impunidad, abulia institucional y ausencia de estado de derecho.

EL CORREO ILUSTRADO

EL PRI REVIVE EL "CALLAR Y OBEDECER"

Al asumir la responsabilidad de la represión del magisterio, afirmó Peña Nieto: "La ley no se negocia", y puede agregar: "Ni las reformas se consultan a los afectados. En mi gobierno no hay diálogo", ya que el gobierno sólo consultó a las cúpulas de los tres partidos para realizar las reformas laboral, educativa, teleco-

Antes que a todos y en privado, consultó a la oligarquía internacional y nacional que es la verdadera beneficiaria del fondo de esas medidas. La consulta pública y el diálogo social han sido cancelados para las reformas, que son la esencia de la ley y la democracia.

Con la llamada "reforma preferente" del PAN y PRI se evitaron la consulta pública y el paso por comisiones de la reforma laboral. Ahora, con el Pacto por México del PRI-PAN-PRD, se evita todo procedimiento de participación ciudadana, demostrando el PRI su capacidad de renovación y modernización para simular la democracia.

En 1775 el virrey de la Nueva España, marqués de La Croix, señaló que los pueblos "nacieron para callar y obedecer y no para discutir los altos asuntos del gobierno". El PRI del siglo XXI pretende retroceder al México de la democracia representativa, en contra de la democracia participativa que demanda la sociedad de 1968, 1988 y los años siguientes. Pretende volver al partido único, de la cúpula que gobernaba. (Carta resumida.)

Por la ANAD, Enrique Larios, Estela Ríos, María Luisa Campos, Ernestina Godoy, Manuel Fuentes, Jesús Campos Linas, Nahir Velasco, Óscar Alzaga y 23 firmas más

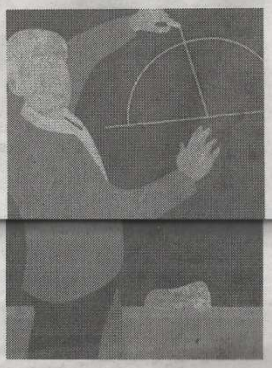
PIDEN RESPETO AL DIÁLOGO CON MAESTROS GUERRERENSES

Enrique Peña Nieto, presidente de México; Emilio Chuayffet, secretario de Educación: las organizaciones sociales y sindicales integrantes de la Red Social para la Educación Pública en América (Red Sepa) manifestamos respaldo a las acciones que el magisterio mexicano ha ejercido en meses pasados en defensa de sus derechos laborales y de la educación pública. Expresamos repudio a la represión que el 5 de abril su gobierno ejerció hacia nuestros compañeros maestros del estado de Guerrero y le solicitamos que cesen todas las acciones de intimidación y persecución hacia los representantes de la Coordinadora Estatal de Trabajadores de la Educación en Guerrero (Ceteg).

pactados en días recientes entre la Ceteg y el gobierno de Guerrero, reiterando que nos mantendremos atentos a la lucha del magisterio mexicano y daremos seguimiento al cumplimiento de la iniciativa de Ley Estatal de Educación del Estado de Guerrero, en la que se recuperen las demandas que los maestros han puesto en el centro de la discusión: gratuidad de la educación, respeto a los derechos laborales y la estabilidad en el empleo, evaluación integral, respeto y financiamiento para las escuelas normales rurales, etcétera.

Hacemos un llamado respetuoso para que en todo momento prevalezca la disposición al diálogo y se garanticen los derechos laborales y humanos de los trabajadores de la educación, padres de familia y estudiantes.

Steve Stewart, secretario técnico; Mariana Pallasco (Ecuador); Eduardo Pereyra (Argentina); Fanny Sequeira Mata (Sec-Fomca); Fátima Aparecida da Silva (Brasil); Karen Best (Unión Caribeña de Maestros); Maria de la Luz Arriaga (UNAM); Larry Kuhen (Canadá); Edgar Isch (Ecuador); María Trejos (Costa Rica); José Ramos (Perú), y Guillermo Chen (Guatemala)



EL SALDO EDUCATIVO Y LA REFORMA EN LA MATERIA

Las lamentables condiciones en que se encuentra el sistema educativo a nivel básico son, en gran medida, el efecto de la injerencia –permitida por el gobierno– de Elba Esther Gordillo y su gente en la SEP. Lo que la SEP aportó en los dos sexenios pasados para el trabajo educativo son libros de texto enciclopédicos e incomprensibles en muchas de sus partes, programas sobrecargados, una carga administrativa creciente, gran cantidad de programas alternativos, apertura a propuestas de editoriales y empresas privadas, saturando así el trabajo de los maestros sin permitirles atender adecuadamente la enseñanza. Además, la presencia permanente de evaluaciones estandarizadas de opción múltiple orientan el trabajo académico hacia la memorización y a "preparar para la prueba" sin permitir que los maestros dediquen el tiempo a actividades más formativas.

Ante este desastre, que ha puesto en las peores condiciones en décadas el trabajo del magisterio, el gobierno aplica una aparente reforma educativa centrada en la evaluación a los maestros. ¿Qué se está implicando con esta medida? ¿Son los docentes los culpables de esta situación, o más bien son, tanto ellos como los alumnos, las víctimas? ¿Es la brutal represión y la intransigencia la respuesta a su justo reclamo, independientemente de que se pueda estar o no de acuerdo con las formas de hacerlo? A esto hay que añadir que no se ha desarrollado hasta el momento una forma adecuada de identificar a los buenos maestros y numerosos estudios muestran el fracaso de las evaluaciones a los docentes como forma de mejorar la educación, sin considerar otras acciones.

Antonia Candela, investigadora educativa del DIE-Cinvestav

"DE LO QUE NO SE HAN PERCATADO LOS ASESORES DE PEÑA NIETO"

Que el autoritarismo del viejo régimen priísta está de vuelta, incluso recargado, no cabe la menor duda. Desde las primeras horas de su gobierno, para no hablar de su papel en el caso Atenco, Peña Nieto y su equipo de ultraderecha utilizaron la brutalidad policiaca para hacer frente a las protestas de los jóvenes del YoSoy#132, y hoy, con el desalojo violento a los profesores de Guerrero, ratifica que en sus planes de gobierno no cabe la verdadera oposición.

La sumisión y colaboración de la izquierda institucionalizada –representada principalmente en el PRD–; el control absoluto que tienen sobre los medios de comunicación, que alaban o linchan por consigna, así como la dispersión de los movimientos sociales que se resisten a aceptar políticas, hacen suponer a Peña Nieto que las condiciones actuales son inmejorables para que avance en las reformas que realmente le interesan: la energética y la fiscal. Sin embargo, bien harían sus asesores en recordarle que la represión sólo enmascara el descontento social y que, aunque no se hayan percatado del todo, somos millones de mexicanos los que estamos inconformes con este régimen y que más temprano que tarde habremos de concluir en un gran movimiento para hacer frente a este régimen de opresión.

Por Morena Ajusco medio y coordinación distritales de Morena Tlalpan, Carmen Ortiz, Ernesto Chávez, Margarito Javier, Héctor Álvarez y Darío Carrasco

SEÑALAN ATAQUE PORRIL EN LA PREPARATORIA 5

Denunciamos que el jueves 4 de abril grupos porriles agredieron a la comunidad de la Preparatoria 5 en las afueras del plantel, rompiendo los vidrios de la caseta de entrada.

El ataque se produjo un día antes de que realizáramos un amplio foro sobre los perjuicios de la reforma energética. Generó un ambiente de alerta y temor, sobre todo por los inciertos rumores que anunciaban la reactivación del grupo porril *Los Lagartos* dentro de la preparatoria.

A PÁGINA 43

A NUESTROS LECTORES

Les rogamos que los comentarios y aclaraciones que envíen para su publicación en ***El Correo Ilustrado*** no excedan de 1,500 caracteres (con espacios) o de 20 líneas. Favor de dirigirlos a: Av. Cuauhtémoc # 1236, Col. Santa Cruz Atoyac, CP 03310, Delegación Benito Juárez.

Fax: 5605-6426 / e-mail: svaladez@jornada.com.mx / Teléfono: 9183-0315

La Jornada

DIRECTORA GENERAL
Carmen Lira Saade

DIRECTOR FUNDADOR
Carlos Payán Velver

GERENTE GENERAL
Jorge Martínez

ASISTENTE DE LA DIRECCIÓN
Guillermina Álvarez

COORDINADOR GENERAL DE EDICIÓN
Josetxo Zaldúa

CONTRALOR DE EDICIÓN
Carlos R. Narváez Robles

COORDINACIONES

INFORMACIÓN GENERAL
Elena Gallegos

REDACCIÓN
Margarita Ramírez Mandujano

OPINIÓN
Luis Hernández Navarro

ARTE Y DISEÑO
Francisco García Noriega

TECNOLOGÍA
Luis Gutiérrez Reyes

INTERNET
Arturo García Hernández

PUBLICIDAD
Marco A. Hinojosa

JEFATURAS

ESTADOS
Mireya Cuéllar Hernández

DEPORTES
Pedro Aldana Aranda

ECONOMÍA
Emilio Lomas Maldonado

MUNDO
Marcela Aldama

CAPITAL
Miguel Ángel Velázquez

CULTURA
Pablo Espinosa

ESPECTÁCULOS
Fabrizio León Diez

EL CORREO ILUSTRADO
Socorro Valadez Morales

Publicación diaria editada por **DEMOS Desarrollo de Medios, SA de CV**
Av. Cuauhtémoc 1236
Colonia Santa Cruz Atoyac
Delegación Benito Juárez, CP 03310
Teléfonos: 9183-0300 y 9183-0400
Fax: 9183-0356 y 9183-0354
■ **Internet**
http://www.jornada.unam.mx
comentarios@jornada.com.mx
■ **Impresión**
Imprenta de Medios, SA de CV
Cuitláhuac 3353
Colonia Ampliación Cosmopolita
Azcapotzalco, México, DF
Teléfonos: 5355-6702 y 5355-7794
Fax: 5355-8573
■ **Central de suscripciones**
Hortensia 122
Colonia Santa María La Ribera
Teléfonos 5541-7701 y 5541-7002
■ Licitud de título 2387 del 23/X/84 y de contenido 1616 del 8/I/85, otorgados por la Comisión Calificadora de Publicaciones y Revistas Ilustradas de la Secretaría de Gobernación
■ Reserva al uso exclusivo del título *La Jornada* No. 57184 del 9/X/84, otorgada por la Dirección General del Derecho de Autor, SEP
■ Distribuido en el DF por la Unión de Expendedores y Voceadores de los Periódicos de México, AC, y en el interior de la República y el extranjero por Imprenta de Medios, SA de CV, teléfonos: 5355-6702 y 5355-7794

Prohibida la reproducción total o parcial del contenido de esta publicación, por cualquier medio, sin permiso expreso de los editores

■ Acuerdan crear el Movimiento Popular de Guerrero contra la reforma educativa

Recibe la Ceteg el apoyo de la policía comunitaria de Tixtla

Sergio Ocampo Arista
Corresponsal

Chilpancingo, Gro., 7 de abril. Maestros de la Coordinadora Estatal de Trabajadores de la Educación en Guerrero (Ceteg) y representantes de la Coordinadora Regional de Autoridades Comunitarias-Policía Comunitaria (CRAC-PC), del municipio de Tixtla, formarán el Movimiento Popular de Guerrero (MPG) para luchar juntos contra la reforma educativa.

Luego del apoyo de las policías comunitarias, Minervino Morán Hernández, vocero de la Ceteg, anunció la creación del MPG, el próximo miércoles, en el contexto de la marcha estatal contra la enmienda constitucional que se realizará ese día y la conmemoración de la muerte del general Emiliano Zapata.

"Las decisiones que se tomen ya no serán por parte de la Ceteg y el Suspeg (Sindicato Único de Servidores Públicos del Estado de Guerrero y los normalistas), sino por esta nueva instancia", subrayó. Adelantó que se instalará una asamblea popular cuya demanda central será "exigir la libertad del maestro Mario Durán Torres, quien permanece detenido en la delegación de la Procuraduría General de la República".

Al mediodía de este domingo, una comitiva de policías comunitarios de los poblados de Acatempa, Zacazonapa, Tecozintla y El Troncón, municipio de Tixtla, participaron en la asamblea ordinaria de la Ceteg y refrendaron su respaldo al gremio magisterial. Advirtieron al gobernador Ángel Aguirre Rivero "que los maestros no están solos; nuestro lema es luchar contra las injusticias. Que lo piense porque el pueblo se cansa y los gobernantes pueden ser destituidos", sostuvo el primer comandante de la CRAC del poblado de El Troncón, Pedro Santos Bartolo.

Ante cientos de mentores expresó: "Que sepa (Aguirre) que no vamos a dejar de apoyar a los maestros y que las amenazas y las marrullerías que utilicen para detenernos no lo van a lograr, al contrario, más nos vamos a molestar y a enfadar. Que el gobernador lo piense, porque estamos formando policías comunitarias en el mero corazón de Guerrero: en la zona centro".

La advertencia es clara, concluyó Santos Bartolo: "Que no vuelva a reprimir a los maestros, porque vamos a estar con ellos, y no sólo nosotros: hay gente que está detrás de nosotros, que nos están cuidando las espaldas, y me dicen: 'si tú caes vamos a estar contigo para apoyarte'".

En tanto, Morán Hernández dio a conocer los acuerdos tomados la noche del sábado en la asamblea estatal, entre ellos que si el Congreso local y Aguirre Rivero no retoman el decreto para modificar la Ley Estatal de Educación, "vamos a proponer la desaparición de poderes en Guerrero, debido a que son incapaces de resolver las demandas".

Entre consignas de "¡va a caer, va a caer, Aguirre va a caer!", y "¡Aguirre, nos golpeaste, pero no nos derrotaste!", los profesores determinaron cerrar el diálogo con el gobernador Aguirre Rivero porque, dijeron, "ya no es un interlocutor válido" para solucionar el conflicto, iniciado el pasado 25 de febrero.

Ejecutivo imprescindible

● Magú

■ Aulas improvisadas para alumnos mal alimentados: Yesmín López

"¿Internet?, si acaso los niños tienen radio": maestra de comunidad nahua

Sergio Ocampo Arista
Corresponsal

Chilpancingo, Gro., 7 de abril. "Sin laboratorios, sin cancha deportiva, con aulas improvisadas, con alumnos mal alimentados y maestros que llevan cuatro años sin cobrar sus salarios, no puede haber calidad en la educación", afirma Yesmín López Marín, maestra en la comunidad nahua de Zumpango, municipio de Olinalá.

"No sabemos qué piensa el gobierno cuando propone su reforma educativa; nosotros vamos a seguir luchando para que no se imponga en Guerrero", advierte la profesora de esa localidad de la región de la Montaña.

Para explicar lo alejada que está su comunidad, de unos 500 habitantes, López Marín indica que la Escuela Secundaria Técnica José María Morelos, donde trabaja, "colinda con poblados del estado de Puebla".

La maestra Yesmín tuvo que viajar unos 180 kilómetros, desde Zumpango hasta Chilpancingo, para sumarse al movimiento encabezado por la Coordinadora Estatal de Trabajadores de la Educación en Guerrero (Ceteg).

Yesmín López, profesora de Zumpango, Guerrero ■ Foto Francisco Olvera

"Hasta me traje a mi niño (al que amamanta durante la entrevista), pero estoy preocupada porque a mi otro hijo lo dejé con mi mamá, que me lo está cuidando", cuenta. Como ejemplo de las carencias en los plantes educativos pone la secundaria técnica de la comunidad nahua de Zumpango, en la que funciona un taller de confección.

"Se les enseña a los alumnos a hacer vestidos, pantalones, blusas, delantales; apenas contamos con tres máquinas de coser, ya muy deterioradas. ¿Así como les vamos a enseñar a que se ganen la vida el día de mañana?"

No obstante, a la profesora, más que hablar de lo justo o no del movimiento magisterial, le interesa que la gente conozca la problemática laboral por la que atraviesa el plantel donde labora.

"No es posible que desde hace cuatro años no se le haya pagado a los cuatro compañeros maestros; eso no lo dicen los funcionarios de la Secretaría de Educación en Guerrero (SEG), ni mucho menos los del gobierno federal", expone. Y que conste, aclara: "los compañeros aprobaron el examen para ocupar su plaza de docentes, pero cuando vienen desde allá a las oficinas de la Secretaría de Educación estatal, solamente les dicen que esas plazas no tienen techos financieros.

"Nos quieren poner en el mismo nivel que las escuelas urbanas, donde hay las herramientas necesarias, como Internet". Subraya que los alumnos de su comunidad "si acaso tienen radio, pero no todos tienen televisión ni acceso a los diarios".

Por ello, "no estamos de acuerdo con la reforma educativa que en lugar de beneficiar a los niños, a los maestros, nos perjudica a todos, incluidos los padres de familia, que ahora se harán cargo no sólo de las cuotas de sus hijos, sino del mejoramiento de las escuelas. Vamos a seguir en la lucha", concluye la profesora.

ASTILLERO

◗ Ruta de colisión ◗ Ánimos diazordacistas
◗ Gamboa y los ganones ◗ Identidad teletonera

JULIO HERNÁNDEZ LÓPEZ

La narrativa gubernamental no tiene fisuras: todo el discurso oficial relacionado con las protestas de maestros contra la reforma educativa advierte del inevitable uso de la fuerza física para defender un presunto estado de derecho en peligro. El propio Enrique Peña Nieto ha retomado el aire altivo que en la Universidad Iberoamericana dio origen al movimiento #YoSoy132: así como en plena campaña electoral reivindicó para sí la responsabilidad de la represión contra el movimiento popular de San Salvador Atenco, y dejó constancia inequívoca de que no le temblarán las manos para aplicar "la ley", ahora, ya como ocupante de Los Pinos y de viaje por Asia, desarrolla el discurso de la legalidad en entredicho y la obligación del Estado de actuar "con firmeza".

La institucionalidad cruje de manera crónica y las leyes son diariamente pisoteadas, en un México fallido, pero a la élite política le parece que lo único inaceptable es que las protestas de una parte de un gremio nacional rebasen ciertas líneas normativas. Desde el poder se induce la histeria colectiva adjudicando a los maestros no oficialistas crímenes mayores, como la obstrucción de carreteras. Y resuenan voces que se inspiran en el diazordacismo, demandando represión gubernamental inmediata, en consonancia con los planes de control social que a los nuevos dueños del país les urge implantar.

Con todos sus errores, excesos y confusiones, el sindicalismo magisterial en lucha pasa en Guerrero del plano meramente laboral a uno más amplio y, apoyado por padres de familia, policías comunitarias y organizaciones sociales, deja de llamarse Coordinadora Estatal de Trabajadores de la Educación de Guerrero (Ceteg) para convertirse en Movimiento Popular de Guerrero. Anuncia, por lo pronto, una manifestación estatal este miércoles, cuando se instalará la asamblea popular de este mismo MPG.

En Oaxaca, donde en 2006 prendió una insurrección popular con base magisterial, constituida en Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca, la sección 22 del SNTE decidió regresar a clases este lunes, pero mantiene latente la posibilidad de saltar de nuevo a las calles. En Michoacán, Chiapas, estado de México y el Distrito Federal también hay una predisposición de lucha que está a la expectativa de lo que haga el gobierno peñista.

Luego del golpe inaugural, contra Elba Esther Gordillo, y del sometimiento expreso del sucesor, Juan Díaz de la Torre, exhibido fotográficamente por Los Pinos como visitante cautivo, el plan federal contra los profesores en lucha pasa por la creación de un clima mediático propicio para la rerpresión, el uso técnicamente "limpio" de las fuerzas federales para desalojos y cercos ("limpieza" policiaca contrastada con las "provocaciones" y la "violencia extrema" de los manifestantes: a un profesor lo han procesado por golpear a ocho agentes él solo), el encarcelamiento de decenas de dirigentes de las secciones sindicales inconformes (sobre todo, de la de Guerrero), el levantamiento de actas de abandono de empleo y el uso de mecanismos extraoficiales de ablandamiento de los liderazgos opositores a la reforma educativa.

La urgencia de asentar las tesis presuntamente justificatorias de la represión por venir ha hecho que asome al foro un personaje polémico, Emilio Gamboa Patrón, actual coordinador de los priístas en el Senado y virtual jefe de esta cámara. A través de Twitter, el político que en su carrera sintetiza el paso de los sexenios priístas se ha lanzado contra los profesores en protesta, con un lenguaje que convoca al uso de la fuerza pública en su contra.

El político yucateco ha escrito, por ejemplo: "Con el pretexto de inconformidad por la reforma educativa se altera la convivencia social"; "en estas manifestaciones se perciben otro tipo de intenciones, las cuales reprobamos y no debemos tolerar"; "en el México de hoy no siempre deben ganar quienes se movilizan y protestan, por el simple hecho de hacerlo". Y, como frase maravillosa, no sólo por provenir del interlocutor que a Kamel Nacif le llamaba "papito" y "mi rey" y le prometía "darle pa' trás" a una iniciativa que al pederasta textilero no le gustaba (http://bit.ly/10Lw5ZJ): "hoy, en nuestro país los tiempos de la impunidad, el chantaje y la ilegalidad son pasajes de un México que ya no existe". Esta columna convoca a no llorar de emoción al enterarse de que han desaparecido la impunidad, el chantaje y la ilegalidad. Peñalandia en vivo y a todo color.

Por cierto, el senador Gamboa, tal vez por modestia, deseoso de no resaltar sus laureles, quitó de Twitter este mensaje: "Creemos que debemos ganar los que tenemos disponibilidad de diálogo, los que anteponemos la política al vandalismo y a la ilegalidad". Ellos son los que van ganando. Por mucho y con mucho (sin tomar carreteras ni enfrentarse a la PF).

ASTILLAS

Identidad (incluso) gráfica: El Teletón Electoral, oficialmente denominado Cruzada Nacional contra el Hambre (http://sinhambre.gob.mx), no ha dejado nada a la improvisación, pues el color escogido para su logotipo es el mismo que el del "proyecto de unidad nacional" que "a través de los valores como amor, generosidad y solidaridad" promueve "una mejor calidad de vida" para niños y jóvenes con discapacidad (http://teleton.org/). Las dos cruzadas comparten una estilización de las manos, que en el caso de la gubernamental (es decir, la que coordina Rosario Robles) son dos tenedores que se toman uno a otro... Por cierto, en mal momento llegará Luiz Inacio Lula da Silva a apoyar a Peña Nieto, Robles y la mencionada cruzada teletonera electoral. El escándalo conocido como *mensalao* ha alcanzado a Lula, luego de que el empresario Marcos Valero, con sentencia de 40 años de cárcel por organizar una red de financiamiento ilegal de actividades partidistas, involucró por primera vez al ex presidente brasileño, a quien señaló como mediador para transferir 3.4 millones de dólares de un provedor de Portugal Telecom, en Macao, China, a las cuentas del Partido de los Trabajadores, específicamente para saldar deudas relacionadas con la campaña presidencial de 2002... ¡Hasta mañana!

Integrantes de la Ceteg y representantes de la policía comunitaria de Guerrero del municipio de Tixtla, durante la asamblea en la que acordaron integrar el Movimiento Popular de Guerrero contra la reforma educativa ■ Foto Francisco Olvera

Fax: 5605-2099 • juliohdz@jornada.com.mx • Twitter: @julioastillero • Facebook: Julio Hernández

CLASE POLÍTICA

MIGUEL ÁNGEL RIVERA

◗ Una reforma electoral deseable

Para que una reforma electoral sea exitosa debe mantener al ciudadano como protagonista, a través de la tutela de sus derechos y tener como prioridad el perfeccionamiento del sistema electoral, afirmaron los magistrados del Tribunal Electoral del Poder Judicial de la Federación (TEPJF), María del Carmen Alanís Figueroa y Flavio Galván Rivera. Una reforma electoral es deseable, siempre que garantice el ejercicio libre del voto, aseguró Alanís Figueroa.

Los magistrados participaron en un foro en el cual se analizó si es conveniente o una nueva reforma electoral.

LA COSECHA

Mañana martes, en Hidalgo, empezará la consulta popular organizada por el gobierno del presidente Enrique Peña Nieto para conocer las propuestas de los ciudadanos acerca de los principales retos de México en materia de seguridad, derechos humanos, seguridad social, desarrollo económico y educación. Con la coordinación de la SCT, los siguientes foros se realizarán los días 11 en Morelos; 15 y 16 en la ciudad de México; 18 en Tlaxcala, y 22 en Puebla.

Quienes no parecen declinar en su inconformidad contra la reforma educativa son los profesores de la CNTE; mientras, en los próximos días se podrá constatar si avanzan en los hechos los acuerdos entre el gobierno federal y las autoridades de Chiapas, Oaxaca, Guerrero y Michoacán.

Los tiempos de la impunidad, el chantaje y la ilegalidad son pasajes de un México que ya no existe, afirmó el coordinador de los senadores del PRI, Emilio Gamboa, en un nuevo llamado a privilegiar la política para solucionar el conflicto magisterial.

La propuesta de reforma del artículo 27 constitucional dará transparencia y seguridad jurídica a la propiedad extranjera de casas habitación ubicadas en playas nacionales, lo que alentará la inversión turística y los ingresos municipales, sostuvo el coordinador de los diputados del PRI, Manlio Fabio Beltrones.

Durante la visita del presidente Peña Nieto a China, el director de Pemex, Emilio Lozoya, firmó convenios con las empresas chinas Xinxing Cathay International Group y China National Petroleum Company (CNPC), para el intercambio de conocimiento técnico para la industria de petróleo y gas.

"Al final es en la militancia la que nos hace ganar", sostuvo el presidente del PRI, César Camacho, luego de reunirse con el candidato a gobernador de Baja California, Fernando Castro Trenti, y los aspirantes a diputados locales y alcaldes, en un acto en que llamó a cerrar filas a fin de consolidar el triunfo el próximo 7 de julio.

En estos momentos lo más importante es comprobar el adecuado manejo de los recursos públicos y privados que reciben los partidos políticos en México, expuso Iskra Tapia Trejo, aspirante a consejera electoral.

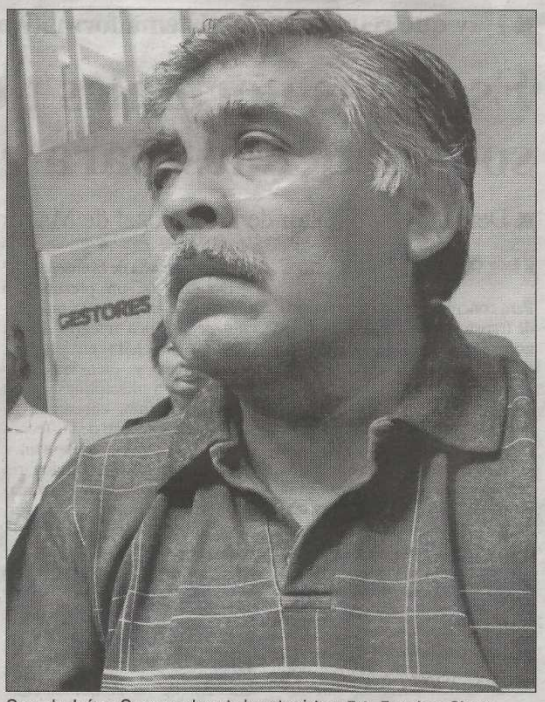
El Consejo directivo del Infonacot autorizó ampliar el plazo del crédito en efectivo hasta 24 meses, lo cual permitirá incrementar el monto del préstamo a los trabajadores y el tiempo para pagarlo, que ahora será de dos años.

riverapaz@prodigy.net.mx

■ Preocupa a la Ceteg entorno social de los niños: Juárez Ocampo

"Nos tachan de revoltosos por defender la educación pública"

■ Movilización, única forma de cambiar al país, dice el dirigente magisterial



Gonzalo Juárez Ocampo, durante la entrevista ■ Foto Francisco Olvera

Emir Olivares Alonso

"El magisterio disidente tiene claro que la única manera de transformar al país es la movilización. Los años de militancia han mostrado la necesidad de mantenerse en contacto con las familias, preocuparse por el entorno económico y social en el que se desenvuelven los menores y entender que éste afecta su formación. De ahí que no se puede coincidir con la imposición de una reforma educativa homogénea."

Así lo expone en entrevista con *La Jornada* el profesor Gonzalo Juárez Ocampo, dirigente de la Coordinadora Estatal de Trabajadores de la Educación de Guerrero (Ceteg), quien afirma que el mentor debe predicar con el ejemplo: "No podemos hablar a nuestros alumnos de justicia, dignidad, derechos y valores, si nosotros no somos capaces de defender la educación pública y nuestros derechos".

Apunta que el movimiento magisterial de Guerrero –y de otras entidades– no se opone a una reforma educativa, pero ésta debe ser integral, analizada por diversos sectores, incluyente y sobre todo adaptarse a las necesidades de cada región, pues no es lo mismo la enseñanza en Guerrero que en Michoacán, Yucatán o el Distrito Federal.

Son varias las lecciones que ha dejado la tradición de lucha de la Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación (CNTE), aunque quizás la mayor sea la capacidad de identificar la diferencia entre quienes se llaman "democráticos" y los "afines" a la cúpula de la dirigencia gremial.

"El maestro que se moviliza ha estado en contacto y es sensible a las necesidades de sus alumnos, sabe que viven situaciones económicas y sociales difíciles y, en el caso de Guerrero, de inseguridad. Se compromete con el trabajo, hace visitas domiciliarias, contacta a las asambleas de la comunidad, se aboca a resolver problemas de trabajadores, padres y colectividades; camina conjuntamente con su comunidad, está enraizado ahí y forma ciudadanos con conciencia social, capaces de defender sus derechos y de cimbrarse ante una injusticia."

En el otro extremo están los profesores "grises y sin trascendencia. Indolentes, despreocupados y que sólo cumplen con los horarios y contenidos establecidos. Son ellos los que tienen controlada la cúpula *charra* de nuestro sindicato".

Las muestras de rechazo contra la reforma educativa, en particular las de Guerrero, no son parte de una estrategia de maestros "revoltosos" (como han sido calificados por algunos sectores, sobre todo empresariales). Se trata de una oposición con "argumentos válidos".

En primer lugar, "se dan los primeros pasos para la privatización" del sector, específicamente en lo referente a la gestión de las escuelas, pues la reforma "legaliza" una práctica que se presenta desde hace años: el cobro de cuotas en los colegios públicos. "El Estado mexicano está renunciando a su responsabilidad de garantizar la gratuidad".

El otro motivo es que "violenta los derechos de los trabajadores" al imponer una evaluación "estandarizada", la cual "será el pretexto para despedir profesores porque es agresiva, punitiva y sancionadora".

Y no es que los mentores se opongan a la evaluación; por el contrario –detalla el dirigente de la Ceteg–, ésta "debe ser democrática, contemplar el contexto social, económico, cultural e incluso de lengua (en Guerrero se hablan cuatro idiomas originarios), integral y formativa, incluyendo todo el proceso enseñanza-aprendizaje, que evalúe a todos los actores y que incluya la participación de alumnos, maestros, padres de familia y autoridades educativas".

El magisterio disidente está consciente de que, de no oponerse a la reforma tal como fue aprobada por el Congreso de la Unión, ésta perjudicará –aún más que las movilizaciones de la CNTE– a los educandos. De ahí que el trabajo de difusión sobre los retrocesos que representa esa modificación sea parte permanente de su campaña de lucha.

"Contra lo que afirman algunos medios de comunicación y otros sectores, a nosotros nos preocupan los alumnos. ¿Quién pensaría que un maestro puede estar en paro indefinido uno o dos meses sin el apoyo y acuerdo de los padres? Un profesor irresponsable no puede pedir su apoyo, pero aquellos que han trabajado saben argumentarlo y logran el entendimiento de las familias. Terminaremos el programa de estudios; hay un compromiso, extenderemos horarios, trabajaremos fines de semana y no perjudicaremos a nuestros alumnos, pero no permitiremos que los afecte la reforma."

Sobre la "represión" que los maestros de Guerrero enfrentaron el viernes pasado por parte de elementos de la Policía Federal, Juárez Ocampo apunta que debido a ello parte de la sociedad del estado se ha unido al movimiento. "Enrique Peña asumió la responsabilidad de esas agresiones y con ello sólo confirmó su talante represivo. Y eso le dio a la lucha un carácter social".

Dando el ejemplo

■ Seguimos en alerta máxima, dice el líder de la sección 22

Mañana habrá clases en Oaxaca

Octavio Vélez Ascencio
Corresponsal

Oaxaca, Oax., 7 de abril.

La asamblea estatal de la sección 22 del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (SNTE) acordó la madrugada de hoy regresar a clases este lunes y no estallar el paro indefinido de labores, informó el secretario general de esa organización, Rubén Núñez Ginez.

El dirigente expuso que el magisterio oaxaqueño se mantiene en "alerta máxima" y prevé movilizarse de manera "contundente" en caso de ser necesario, porque no ha renunciado en su lucha por la derogación de la reforma educativa.

Explicó que la asamblea estatal determinó continuar la jornada de lucha iniciada en el periodo vacacional, pero sólo mediante asambleas con padres de familia y actividades de difusión masiva en "contraturno", es decir, en horas no laborables, para no afectar el proceso enseñanza-aprendizaje de los alumnos.

Precisó que también se acordó participar en forma representativa y no masiva en la movilización convocada para el próximo miércoles por la Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación (CNTE), a efectuarse en la ciudad de México, para conmemorar el 94 aniversario del asesinato del general Emiliano Zapata.

Asimismo, anunció que se realizarán marchas regionales el próximo sábado 20 de abril, en compañía de organizaciones sociales, padres de familia y estudiantes. Destacó que hubo consenso para continuar con la construcción de la iniciativa de ley de educación estatal y la ley general educativa, con apoyo del cuerpo jurídico de la sección 22 del SNTE y de la CNTE, así como un grupo de abogados constitucionalistas y del investigador en pedagogía Hugo Aboites.

Por su parte, el gobernador Gabino Cué Monteagudo exhortó a la sección 22 del SNTE a que canalice por la vía del diálogo su lucha por la transformación de la educación del país y de Oaxaca, "porque las aportaciones enriquecen la construcción de las leyes secundarias de la reforma educativa y constituyen las únicas rutas válidas para consolidar sus iniciativas y derechos".

■ Hay que reimpulsar el sistema formativo, dice el ex titular de la SEP Ángel Pescador

Escuelas normales no deben desaparecer; son esenciales para el desarrollo: expertos

■ Demanda ex director de la Nacional de Maestros incluir a docentes en elaboración de propuestas

EMIR OLIVARES ALONSO

Para concretar un proceso integral de transformación en las escuelas normales del país es imperativo incluir la visión de docentes e investigadores, dotar a ese sistema de presupuesto suficiente, rehabilitar su infraestructura y respetar su identidad histórica.

Expertos en el tema resaltaron la importancia de la formación normalista y coincidieron en que esas escuelas no deben desaparecer, pues son fundamentales para el desarrollo de la nación.

Hace unos días el subsecretario de Educación Superior, Fernando Serrano Migallón, aseguró ante representantes de los medios de información que las escuelas normales se transformarán. Sin embargo, no ofreció detalles sobre el sentido de esa modificación.

Para el ex titular de la Secretaría de Educación Pública (SEP) José Ángel Pescador, sería un grave error optar por la desaparición de ese sistema formativo. Por el contrario, enfatizó, debe reimpulsarse.

Indicó que el primer paso para concretar ese objetivo es revisar la literatura sobre el tema y consultar a expertos tanto de México como de otras naciones.

Otro punto fundamental es dar a esas escuelas la prioridad que merecen, en particular porque desde hace 40 años el sistema se ha visto disminuido por decisiones de las autoridades educativas, lo cual se tradujo en escaso presupuesto, desatención a sus necesidades, burocratización, desarticulación y reducción de sus problemas académicos, pedagógicos e históricos a meros conflictos políticos.

"Perdieron prestigio y su condición académica se deterioró sensiblemente. En esto los principales responsables somos quienes hemos estado al frente de las decisiones, de la rectoría de la enseñanza."

Dotarlas de un presupuesto adecuado e impulsar la preparación pedagógica integral de los docentes (no sólo en español, matemáticas y ciencias, sino también con disciplinas como historia, civismo, educación física y artística y uso de las tecnologías) son otros dos elementos expuestos por el ex funcionario público –de formación normalista– para alcanzar la transformación de esas escuelas.

Juan Manuel Rendón, ex director de la Benemérita Escuela Nacional de Maestros, enfatizó que aun cuando la actual administración federal mantiene un discurso que se inclina por la transformación, "siempre pesa la amenaza de su aniquilamiento, en particular contra las normales rurales de Oaxaca, Guerrero y Michoacán, debido a que tienen una posición más radical".

Una verdadera transformación, apuntó, debe incluir la participación directa de quienes forman parte del sistema; revisión de los planes de estudio; presupuesto digno; equipamiento; rehabilitación de infraestructura; un programa serio de actualización para profesores y brindarles apoyo para sus estudios de posgrado; enriquecimiento de bibliotecas; distribución equitativa de plazas, y modificar la estructura orgánica para dotar a las escuelas de autonomía, en particular para impulsar una gestión horizontal.

Lamentó que en la actualidad el discurso de las autoridades educativas no corresponda con la realidad que viven las escuelas normales, pues en la práctica "se les está estrangulando". Muestra de ello, apuntó, es que entre 2008 y 2012 se autorizó un presupuesto para la operación de estas instituciones –sin contar salarios– de mil 736 millones de pesos, o que en el ejercicio presupuestal de 2005 se redujo 26.7 por ciento la inversión para el Programa de Mejoramiento Institucional de las Escuelas Normales Públicas, al pasar de 11 millones 244 mil pesos a 8 millones 244 mil.

Deben canalizarse más recursos a esas instituciones, enfatiza José Ángel Pescador Osuna ■ Foto Carlos Cisneros/archivo

El ex directivo expresó que la actual administración federal anunció que como parte del Programa de Fortalecimiento de la Educación Normal se otorgarán 253 millones de pesos para ellas. Sin embargo, agregó, si esos recursos se repartieran "de manera equitativa" entre las casi 300 normales que existen en el país, a cada una le correspondería menos de un millón. "Pero es dinero sujeto a concurso, es decir, no todas las escuelas lo recibirán."

El plan de 10 años para desarrollar el sistema educativo nacional, elaborado por expertos de la Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM), apunta que las dos décadas transcurridas desde la incorporación de las escuelas normales a la educación superior "han evidenciado tensiones que abonan en favor de un sentimiento de desplazamiento ante descalificaciones que enfatizan sus debilidades académicas institucionales, las cuales desalientan en lugar de entusiasmar sobre la necesidad de cambio".

El análisis de los universitarios, coordinado por el rector de la institución, José Narro, presentado en febrero pasado, asienta que es necesario respetar la identidad histórica de esas escuelas para que puedan desarrollar modelos institucionales propios, mucho más vinculados con sus aspiraciones locales y regionales, así como con sus compromisos futuros.

"Las normales necesitan transitar hacia un nuevo modelo formativo, hacia la redefinición de lo que significa la educación superior y la responsabilidad social que tienen en materia de formación de profesores. Es importante que se vinculen con el sector universitario y la Universidad Pedagógica Nacional."

El diagnóstico de la UNAM propone además redefinir su proyecto formativo a partir de la pluralidad de pensamientos, ideologías, teorías y crítica como elemento definitivo de la enseñanza superior; establecer lineamientos generales de formación que incluya una preparación disciplinar y pedagógica, uso de las tecnologías de la información, manejo de un segundo idioma (inglés, lenguas originarias u otras) y el papel de la práctica en la formación docente.

De especial relevancia es proveer de mayores recursos financieros el programa de fortalecimiento de las escuelas normales, con especial atención a las normales rurales y reconociendo sus características.

"El descuido y la desatención en los pasados 40 años a la formación inicial de los profesores, particularmente la marginación de las normales, ha provocado que en la actualidad aspiren a la docencia sujetos con menor capital social y cultural. La carrera de maestro dejó de ser aspiración atractiva en la sociedad mexicana, cuando en realidad debería considerarse una profesión que requiere vocación, pasión y empeño por sus implicaciones en la vida de los estudiantes y de la sociedad en general", finaliza el análisis de la UNAM.

■ Han logrado avances importantes en el estado de Michoacán

Resaltan acción de los profesores en las luchas sociales e indígenas

ERNESTO MARTÍNEZ
Corresponsal

PÁTZCUARO, MICH., 7 DE ABRIL.

La gente de Pátzcuaro y de la región purépecha sabe bien que detrás de los maestros ha habido luchas en favor de la gente. Movimientos como los de Cherán, Nurío, Nahuatzen y muchos otros, en los que han sido defendidos el bosque, los derechos indígenas y la seguridad, no habrían sido posibles sin los profesores, porque en las zonas rurales e indígenas su figura es fundamental, manifestó José Luis Silva, mesero del restaurante tradicional Alicia.

"Los profesores de educación básica fueron quienes impulsaron la enseñanza en esta región y ahora hay dos universidades indígenas, una en Pátzcuaro y otra en el municipio de Tingambato, cerca de Nahuatzen. También hay colegios de enseñanza media superior en casi todos los municipios indígenas y eso se les debe reconocer. A veces son juzgados sin saber que son quienes han abierto los ojos a la gente del pueblo", subrayó.

Explicó que la mayoría de los docentes de este municipio son egresados de las ocho normales rurales de la entidad. "Antes, en las comunidades no había profesionistas. Ahora se puede decir que no hay una que al menos no tenga un mentor. Son de nuestra gente. Nos dicen por qué tienen que salir a las calles a defender nuestros derechos y lo que podemos ver es que no hay quién le responda al gobierno."

Para el diputado local Eleazar Aparicio Tercero, el gobierno federal trata de demeritar el papel y la lucha de los maestros que están en contra de la reforma educativa, la cual sólo responde a los intereses de unos cuantos. Egresado de la Normal Rural Vasco de Quiroga, de Tiripetío, el legislador señaló que el magisterio ha sido base importante de las etnias nahua, mazahua, otomí y purépecha.

"(Con los profesores) se han obtenido logros sociales importantes, como la gratuidad de uniformes, libros y útiles. Han sido instrumento de cambio en materia de enseñanza que no se ha dado en México. En la reforma educativa participaron unos cuantos grupos de poder y no los más interesados. Ha habido muchos acuerdos que no cumplen las autoridades, los cansan y los obligan a salir a las calles para después desprestigiarlos", enfatizó.

El senador perredista Raúl Morón Orozco lamentó que el gobierno federal y el magisterio no hayan agotado la vía del diálogo para alcanzar un acuerdo sobre las demandas planteadas, y destacó que deben realizarse todos los esfuerzos para instalar a la brevedad una mesa de discusión, diálogo y concertación.

Declaró que el conflicto derivado de la aprobación de la reforma educativa se ha venido complicando en diversas entidades, como en Guerrero y Oaxaca, por la falta de procesos participativos en la aprobación de lo que se ha hecho llamar "reformas estructurales de Estado", muchas de ellas derivadas del Pacto por México, que no ha tomado en cuenta la opinión de los diversos sectores de la población.

■ Quedan cobijados contra eventuales despidos en caso de que reprueben exámenes

Jueces han concedido 100 mil amparos a maestros contra la reforma educativa

■ Los profesores tienen hasta el próximo día 15 para solicitar la protección de la justicia

ALFREDO MÉNDEZ

Los jueces federales que conocen de las demandas de amparo presentadas por maestros contra la reforma educativa del presidente Enrique Peña Nieto han concedido hasta el momento al menos 100 mil suspensiones individuales, lo cual significa que ese número de profesores están protegidos contra eventuales despidos en caso de que reprueben las evaluaciones previstas en dicha modificación, hasta que se decida en una sentencia de amparo si sus derechos laborales fueron violentados, informó Eduardo Pérez Saucedo, abogado de la Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación (CNTE).

Los profesores del país tienen de plazo hasta el próximo día 15 para demandar el amparo antes de que venza su derecho a impugnar la entrada en vigor de dicha reforma.

Las suspensiones fueron concedidas por tres jueces federales con sede en Cholula, Puebla, los cuales revisan las 400 demandas grupales de amparo que fueron firmadas por al menos 100 mil docentes.

Los juzgadores rechazaron, desde que fueron presentadas las demandas grupales, suspender la reforma, publicada el 26 de febrero pasado en el *Diario Oficial de la Federación*, y también se negaron a impedir la aplicación de las evaluaciones, de las que dependerá la permanencia de los mentores.

Los jueces federales fijaron para el próximo 22 de abril las audiencias incidentales, en las cuales se resolverá si se concede la suspensión definitiva.

Este tipo de recursos implica que si un profesor reprueba una evaluación no dejará de devengar su salario como integrante del magisterio ni tampoco de impartir clases hasta que no se dicte una sentencia definitiva en su amparo.

En sus demandas colectivas de amparo, elaboradas por el abogado Pérez Saucedo, los maestros alegaron violaciones constitucionales y citaron diversos tratados internacionales en materia de derechos laborales para que los jueces les concedan la protección de la justicia federal.

En ese contexto, de acuerdo con el litigante, no se descarta que en los próximos días aumenten hasta 300 mil las suspensiones que protejan a docentes.

LOS RECURSOS FUERON RESUELTOS POR TRES JUZGADORES DE CHOLULA, PUEBLA

En entrevista, el abogado Eduardo Pérez Saucedo informó que esos recursos de amparo son resueltos por José Luis Zayas Roldán, Carlos Alfredo Soto Morales y Pedro Arroyo Soto, jueces tercero, sexto y séptimo, respectivamente, del Centro Auxiliar de la Segunda Región en Cholula, Puebla.

El litigante indicó que los maestros del país que deseen sumarse a las demandas de amparo podrán hacerlo en las oficialías de parte de los juzgados federales de distrito ubicadas en todas las entidades del país, para que después sean turnadas a Cholula.

La semana pasada los tres jueces emitieron un resolutivo judicial, en el cual señalaron: "En relación con la evaluación obligatoria para la permanencia en el servicio profesional de los trabajadores de la educación, se niega la suspensión. Ahora, respecto de la posible afectación de los derechos laborales de los aquí quejosos, se concede la suspensión provisional, con el fin de que las cosas permanezcan en el estado en que se encuentran; esto es, que no se afecten sus derechos laborales hasta en tanto se resuelve la suspensión definitiva".

Paga tus impuestos en Banorte, de forma cómoda, fácil y segura.

Realiza el pago oportuno del Impuesto Sobre Nómina, ISR, IVA, IMSS e INFONAVIT, así como pago de Tenencia, Agua y Predial.

Pagando en:

Las más de 1100 Sucursales Banorte y en las oficinas recaudadoras de cada estado*

Portal de Internet de las oficinas recaudadoras y de Banorte*

Utiliza tus tarjetas de Débito y Crédito Banorte*

VISA

*Consulta los impuestos y formas de pago de tu localidad en www.banorte.com

BANORTE
EL BANCO FUERTE DE MEXICO

■ Su salud es "endeble", advierte el diputado del Panal y nieto de la profesora

Advierte Fujiwara que en el proceso de Gordillo se cometieron varias "torpezas"

■ Esas irregularidades "pueden ser algo ilegítimo o ilegal" y se irán esclareciendo, señala

Pese a que Elba Esther Gordillo Morales ha sido "bien tratada" en el penal de Tepepan, donde se haya internada, su salud "es sensible", señaló René Fujiwara Montelongo, diputado federal por el Partido Nueva Alianza (Panal) y nieto de la maestra, quien además indicó que en el proceso judicial contra la ex lideresa del magisterio "se cometieron ciertas torpezas que pueden ser malinterpretadas como algo ilegítimo o ilegal".

Al participar en un acto del mencionado instituto político con motivo del Día Internacional de la Salud, el legislador detalló que el estado físico de la ex dirigente del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (SNTE) es "endeble", pues sufre de hipertensión y problemas renales.

En opinión de Fujiwara, las "torpezas" cometidas en el proceso "se irán esclareciendo", y solicitó a las autoridades ser imparciales y no convertir este asunto en un "juicio mediático".

Expresó que se han tenido "consideraciones" ante la salud de la ex dirigente magisterial, sin embargo, no ha recibido "ningún trato preferencial. Las condiciones en las que se encuentra internada son las que tendría cualquier persona de su edad en su situación", precisó.

Respecto del proceso que se le sigue a Gordillo Morales, el diputado del Panal se mostró confiado en que la justicia mexicana se impartirá de forma imparcial, aunque dijo que le gustaría "que fuera más ágil, pues ya todos sabemos que ésta se aplica de manera paulatina".

MARIANA SUÁREZ

■ Anuncian cascada de amparos contra la reforma educativa

Críticas de maestros a Graco Ramírez

CUERNAVACA, MOR., 7 DE ABRIL.

Ante el gobierno "represor" que encabeza el priísta Enrique Peña Nieto, y el hecho de que en Morelos no hay un gobierno de izquierda, sino el encabezado por "el chuchista" Graco Ramírez, los integrantes del Movimiento Magisterial de Bases (MMB) comenzaron a amparase contra la reforma educativa y advirtieron que "desobedecerán" esta disposición, porque elimina sus derechos como trabajadores y acabará con la educación pública en México.

Nicanor Pérez, vocero del MMB, informó que a partir de este lunes se intensificará la campaña para que los alrededor de 20 mil maestros morelenses interpongan amparos en contra de la enmienda.

Por su parte, el gobernador Graco Ramírez escribió en Twitter: "Mi respaldo a gobernadores @angelaguirregro y @GabinoCue. Nunca han estado en favor de privatizar educación. Mienten las coordinadoras".

RUBICELA MORELOS CRUZ, CORRESPONSAL

DINERO

Pemex llega tarde a China ◗ Desplazan asiáticos a Estados Unidos ◗ El reparto de nuevos canales de Tv

ENRIQUE GALVÁN OCHOA

Hace 40 años se realizó la primera visita de un presidente de México

R: "Tiembla porque nos movemos", dice *Chayito,* la movidosa jefa de la men-

POR ESTO!

Dignidad, Identidad y Soberanía.

Director General: Mario R. Menéndez Rodríguez

Mérida, Yucatán, México, miércoles 27 de febrero del 2013

Año 22 No. 8001

Presa

Elba Esther Gordillo fue arrestada ayer en el Aeropuerto de Toluca y desde anoche se encuentra en la cárcel de Santa Martha Acatitla, en la Ciudad de México, acusada de operar con recursos de procedencia ilícita, de acuerdo con denuncia presentada por la Unidad de Fiscalización de la Secretaría de Hacienda

Página 2 a 9

EL Procurador Jesús Murillo Karam informó que Elba Esther malversó 2 mil millones de pesos montando un complejo sistema de ingeniería financiera, desviando los fondos sindicales al través de cuentas personales para después hacer depósitos en bancos de Suiza y Liechtenstein.- (Cuartoscuro)

La República POR ESTO!

A la cárcel

La noticia de la detención de Elba Esther Gordillo, líder vitalicia del SNTE, acusada del desvío de más de 2 mil millones de pesos del magisterio, se regó como pólvora y causó conmoción y alegría entre los usuarios de redes sociales y gran parte de la sociedad. Algunos recibieron la noticia con sorpresa, otros con beneplácito, varios más con incredulidad y pidieron al gobierno congruencia y hacer lo mismo con el líder del sindicato de Pemex, Carlos Romero Deschamps. (El Universal)

Finalmente después de un proceso de agudización de las contradicciones entre la "maestra" Elba Esther Gordillo y el gobierno de Enrique Peña Nieto, la presidenta vitalicia del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (SNTE) fue arrestada por el presunto delito de operación con recursos de procedencia ilícita / El titular de la PGR, Jesús Murillo Karam, informó en rueda de prensa que Gordillo Morales fue detenida por elementos federales en ejecución de la orden de aprehensión que emitió un juez federal / La operación derivó de una denuncia que interpuso Hacienda luego de detectar movimientos irregulares en cuentas referentes al SNTE y provenientes de las cuotas sindicales

POR ESTO!

Dignidad, Identidad y Soberanía.

Director General: Mario Renato Menéndez Rodríguez
Subdirector General: Hernán R. Menéndez Rodríguez (+)
Gerente General: Raúl Ancona Araujo
Gerente de Comercialización: Ileana Menéndez Cámara

Subdirector de Información: Rafael Arenas Rosas
Coordinador de Publicidad: Jorge Chan Sierra
Relaciones Públicas: Alicia Figueroa González de Menéndez

Coordinador de Por Esto! en Chiapas: Juan Balboa Cuesta
Coordinador de Por Esto! en Campeche: Daniel Sánchez Barrientos
Coordinador de Por Esto! en Chetumal: Francisco Xavier Hernández

Contralor General: Mario Menéndez Cámara
Director de Sistemas de Computación: Ing. Didier Montero Ávila
Dirección, Redacción y Talleres: Calle 73 No. 499 x 58 y 60.

Teléfonos:

Conmutador: (999) 930-27-60 (con 15 líneas directas), Redacción: (999) 930-27-67, fax: (999) 930-27-65, Publicidad: (999) 930-27-82 y 930-27-71, fax: (999) 930-27-83, Oportunos: (999) 930-27-87, Suscripciones: (999) 930-27-94.

Señor Suscriptor

Si tiene algún problema con la entrega de su ejemplar favor de reportarlo a los teléfonos:

930-27-94 y 930-27-60 ext. 138

Entérese de la lucha contra las drogas

The Narco News Bulletin

Página Web: **http://www.narconews.com**

LA INFORMACIÓN DE LA DETENCIÓN DE LA REPUDIADA DIRIGENTE SINDICAL SE EXTENDIÓ POR REDES SOCIALES Y SUSCITÓ DIVERSOS COMENTARIOS / ANDRÉS MANUEL LÓPEZ OBRADOR CALIFICÓ LA DECISIÓN DEL GOBIERNO FEDERAL, NO DE UN ACTO DE JUSTICIA, SINO DE UN "QUINAZO" PROPICIADO POR LA NECESIDAD DE LEGITIMACIÓN DE ENRIQUE PEÑA NIETO

MÉXICO, D.F., 26 de febrero (NOTIMEXUNIVERSAL/AFP/REUTERS/AP/SIN EMBARGO/APRO).- La Procuraduría General de la República (PGR) informó que fue cumplimentada una orden de aprehensión en contra de Elba Esther Gordillo Morales, presidenta vitalicia del SNTE, por el presunto delito de operación con recursos de procedencia ilícita.

En rueda de prensa el titular de la PGR, Jesús Murillo Karam, informó que Gordillo Morales fue detenida hoy por elementos policiales federales, en ejecución de la orden de aprehensión que emitió un juez federal.

"La Maestra" Gordillo fue detenida en el Aeropuerto de Toluca, de acuerdo con los primeros informes. Con ella, están presas otras tres personas.

"De 2008 al 2011 se desviaron recursos de cuentas de trabajadores de la educación a cuentas de personas físicas", dijo Murillo, quien precisó que se hallaron cuentas beneficiadas a nombre de Nora Guadalupe Ugarte, Isaías Gallardo y José Manuel Díaz Flores.

Se concluyó la participación de la señora Gordillo en los delitos de operaciones de procedencia ilícita, aseguró Murillo Karam. Confirmó la participación de Gordillo en una operación con recursos ilícitos en cuentas del SNTE.

"La Maestra" fue detenida alrededor de las 6 de la tarde de este martes cuando aterrizaba en su avión privado en el Aeropuerto de Toluca, Estado de México.

El 23 de febrero pasado se ejerció la acción penal contra Gordillo Morales y ese mismo día se giró orden de aprehensión que hace unos momentos se ejecutó, planteó el titular de la PGR.

Alfredo Castillo, subprocurador de Coordinación regional, dijo que Gordillo realizó una triangulación de recursos a través de terceras personas.

Confirmó que Gordillo fue detenida en el aeropuerto de Toluca, y que en este momento se dirige con su abogado.

Esto es sólo una ramificación de los recursos que se han venido desviando y que iremos investigando, dijo Castillo Cervantes, al explicar el mapa del fraude.

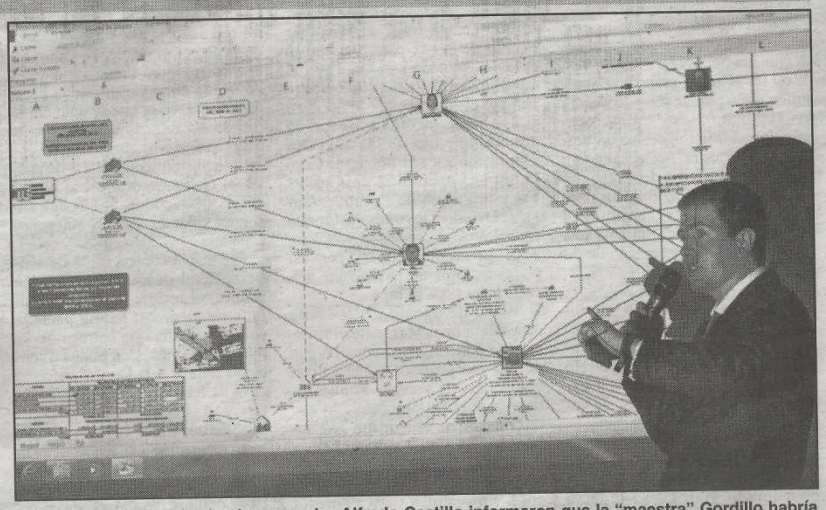
Como el ex Presidente Carlos Salinas de Gortari hizo con Joaquín Hernández Galicia, alias "La Quina", el líder del Sindicato de Trabajadores Petroleros de la República Mexicana (STPRM) el 10 de enero de 1989, cuando recién comenzaba su sexenio, ahora el Presidente Enrique Peña Nieto descabeza también a la "líder moral" del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (SNTE), quien tenía más de 23 años al frente de ese organismo magisterial.

Cuestionada por la opinión pública y también temida, odiada y respetada por gran parte del ámbito político pese a las acusaciones que recaen sobre ella, Gordillo Morales se convirtió en uno de los personajes más poderosos y polémicos de México, luego de sus 24 años al frente del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (SNTE).

Dentro y fuera del PRI se le ha acusado de operar con todo tipo de prácticas que la favorezcan para conseguir sus metas. "La Maestra", como se le llama aunque nunca obtuvo tal título o grado escolar, empezó a dar clases cuando era una adolescente de 15 años en su natal Chiapas, rodeada de pobreza.

Desde 1960 es miembro del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (SNTE) y en 1989, gracias al apoyo del entonces presidente Carlos Salinas de Gortari, asumió la dirección de esa organización, de la que ahora es líder es vitalicia.

Gordillo Morales nació el 6 de febrero de 1945 en Comitán, Chiapas. Ocupó el puesto de Secretaria General de la CNOP (1996-2002) y del Comité Ejecutivo Nacional del Partido Revolucionario Institucional. Es fundadora y miembro del Partido Nueva Alianza (PANAL).



Jesús Murillo Karam y el subprocurador Alfredo Castillo informaron que la "maestra" Gordillo habría malversado 2 mil millones de pesos montando un complejo sistema de ingeniería financiera desviando los fondos sindicales a través de cuentas personales para después hacer depósitos en bancos en Suiza y Liechtenstein y realizar adquisiciones en la lujosa tienda departamental Neiman Marcus, donde lograron verificarse pagos por 2.7 millones de dólares entre 2009 y 2012. (El Universal)

Hoy, 26 de febrero de 2013, es detenida en el Aeropuerto Internacional de Toluca por una orden de aprehensión girada por la PGR a partir de una denuncia de la Unidad de Inteligencia Financiera de la Secretaría de Hacienda y Crédito Público acusándola de un desvío de recursos por más de 2 mil millones de peso.

La primera noche

Elba Esther Gordillo, dirigente nacional del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (SNTE) pasó la noche en el penal de mujeres de Santa Martha Acatitla, después de que a las 18:00 horas de ayer fue detenida por la Procuraduría General de la República (PGR) en el Aeropuerto de Toluca.

Está acusada del supuesto delito de operación con recursos de procedencia ilícita mediante la desviación de recursos de cuentas de trabajadores de la educación a las de personas físicas.

La detención de la lideresa –que consiguió ser presidenta vitalicia del sindicato más grande de Latinoamérica y quien jamás ocultó una vida ostentosa- fue calificada por analistas políticos de diversas instituciones académicas como resultado del rompimiento del gobierno de Enrique Peña Nieto, que escribe los nuevos días del Partido Revolucionario Institucional en el poder.

El lunes, durante la promulgación de la Reforma Educativa, el paradero de la lideresa se desconocía. En las siguientes horas tampoco apareció, no obstante que ayer en Guadalajara, Jalisco, se efectuaba la 36 Reunión Extraordinaria del SNTE.

Desde Palacio Nacional, durante la reforma al artículo Tercero Constitucional, que implica evaluación a los docentes, el Secretario de Educación y con lo que el Estado retoma un papel rector, Emilio Chuayffet Chemor, le dirigió a Elba Esther un mensaje sin nombrarla. En esa hora, se ponía distancia entre el gobierno federal y la lideresa.

"A pesar de ello, contra la reforma, se han propalado rumores falsos que se acompañan por la ignorancia, cuando no, por la mala fe. Se dice que gracias a la reforma, la escuela dejará de ser gratuita, y que, por virtud de ella, se sacrificarán derechos adquiridos de los profesores. Aquí, en el centro de la República, en la sede del Poder Ejecutivo Federal, afirmamos: nada es más falso. Frente a los nuevos vientos de la transparencia y de la calidad que inspira la reforma, hay quienes izan por intereses particulares las banderas de la confusión", dijo.

Cuatro días antes, el SNTE había enviado un comunicado en el que manifestó su repudio a la reforma educativa y anunciaba paros indefinidos en algunos estados.

Una de las últimas apariciones de Elba Esther Gordillo fue el 6 de febrero cuando se retrató con integrantes de la sección 36 del SNTE en Los Reyes Ixtacala, Tlalnepantla. El 15 de febrero, Televisa transmitió una entrevista con Adela Micha, en la que la dirigente pidió no ser maltratada cuando la conductora le señaló que era "la más odiada de México".

Dinero para ella...

Nacida en Comitán, Chiapas, el 6 de febrero de 1945, Elba Esther Gordillo Morales, quien provenía de una familia pobre, nunca se tentó el corazón para exhibirse como una mujer de mundo.

En sus 23 años de liderazgo en el SNTE, "La Maestra" se pródigo en mostrar su riqueza, ya fuera en su lujosa casa de Polanco, en la Ciudad de México, o en la de San Diego, California, que son las que la prensa ha descrito con mayor detalle. Esta última, por ejemplo, la compró en 1995 y le costó 1.6 millones de dólares, de acuerdo con una investigación de Proceso.

En octubre de 2012, la Secretaría de Educación Pública reveló el salario mensual de Gordillo Morales: 31 mil pesos mensuales. Aun así, la lideresa magisterial era una clienta asidua de tiendas como Channel, Prada, Escada, Louis Vuitton, Hermés, Cartier, St. John y Diane Von Fürstenberg, lo mismo en la Ciudad de México que en Paris o San Diego.

Apenas el pasado 6 de febrero día de su cumpleaños elba Esther Gordillo acompañada entre otros por el gobernador del Estado de México, Eruviel Avila, dio un discurso en el que levantó el puño y gritó "Ni amenazas, ni nada me van a intimidar. Para morir nací. Quiero morir con un epitafio: Aquí yace una guerrera; como guerrera murió". Pero no fue la muerte, como creía, sino un movimiento político injudicial del gobierno prísta de Enrique Peña Nieto el que parece poner fin a su carrera. (Cuartoscuro)

El gusto de Gordillo por la buena ropa, los viajes, las joyas, ha sido materia de abiertas críticas, particularmente por las condiciones en que se encuentra el sistema educativo en México y los sueldos de la mayoría de los maestros.

En mayo de 2012, la revista Quién dio a conocer que la lideresa vitalicia del SNTE "llega a vestir en un sólo día prendas y accesorios cuyo precio sumado supera los 100,000 pesos". En esa ocasión, la publicación revisó un outfit de "la maestra", consistente en un saco de alrededor de 40 mil pesos, una blusa de 6 mil, un pantalón de 8 mil y unos zapatos de 7 mil, a los que se les sumaba una bolsa con valor aproximado de 44 mil pesos.

Y dinero para todos

A Elba Esther Gordillo Morales le gustó siempre el lujo. No ocultaba el dinero. Desde sus inicios en el SNTE, la lideresa se caracterizó por ser ostentosa.

Algunos de sus lujos eran sólo para ella; sin embargo, pero le gusta compartir. "La Maestra" ha obsequiado viajes, camionetas Hummer, laptops, iPads. Eso a la tropa, porque no se sabe quiénes de los líderes estén involucrados con el desvío de recursos.

El 19 de diciembre de 2006, un grupo de maestros y líderes del SNTE desembarcaron en Honolulu, Hawai, después de efectuar un tour de una semana por aquel archipiélago a bordo del crucero "Pride of Hawaii". Gordillo y sus allegados navegaron en el Pacífico, se hospedaron en el Hilton Hawaiian Village Hotel. El grupo estaba integrado por 125 maestros, líderes y familiares.

Una cabina para dos pasajeros en el crucero costaba al menos mil 500 dólares. La noche en el Hilton valía, en ese entonces, unos 200 dólares por habitación.

En octubre de 2008, una noticia causó sorpresa e indignación: Gordillo regaló 59 Hummers de lujo 2009 –con una inversión de 21 millones 830 mil pesos– a los líderes seccionales, porque "un buen carro protege la vida". Gordillo indicó luego que los automóviles serían rifados.

"Las Hummer se van a rifar para que las secciones puedan donar lo que cuesta lo de la Hummer más lo de la rifa para mejorar 10 escuelas en cada entidad", dijo el 13 de octubre de 2008. Nadie compró el argumento.

Diversos medios informaron después que una de las unidades rifadas fue ganada por Iraní Contreras, una niña de escasos recursos y originaria de Pochutla, Oaxaca. Debido a los altos costos que significaban conservar el vehículo, su madre decidió venderlo para así poder adquirir un terreno y edificarle una casa a su hija.

El 30 de agosto de 2012, la asociación civil Mexicanos Primero reveló el sindicato contaba con 45 mil 753 profesores que no dan clases en aula y están comisionados en puestos sindicales, lo que representó un gasto de mil 727 millones 767 mil pesos en 2011.

El 14 de septiembre, el sindicato reveló que ese número era poca cosa. En realidad, hay alrededor de 167 mil maestros comisionados.

El 24 de febrero de 2012, Juan Carlos Rulfo y Carlos Loret de Mola lanzaron el documental "De panzazo", que denunciaba la precaria condición de la educación en México.

Pues el SNTE anunció el 28 de mayo siguiente que, con todos los recursos, presentaría un documental en respuesta. Bajo el nombre "Afán educativo", la cinta se difundiría como material didáctico y, según la dirigencia nacional, como "muestra de la realidad de lo que hacen los maestros en la escuela".

El 28 de septiembre de 2012, en medio de protestas de tres mil maestros jubilados que reclamaban el pago de 25 millones de pesos por concepto de prima de antigüedad, la sección 19 del SNTE rifó 20 automóviles y 20 iPads en una fiesta en Cuernavaca, Morelos.

Los beneficiados fueron jefes de sector, supervisores, secretarios delegacionales y maestros en activo.

Pero no era la primera que vez docentes afiliados al SNTE eran premiados con vehículos. Antes, el 15 de agosto, el Gobernador de Tamaulipas, Egidio Torre Cantú, regaló 14 autos Tiida, un número indeterminado de plazas y 120 millones de pesos en bonos a los maestros en el marco del cumpleaños del entonces líder de la Sección 30 del SNTE, Arnulfo Rodríguez Treviño.

Por los autos modelo 2012, el Jefe del Ejecutivo estatal erogó del presupuesto tamaulipeco una suma aproximada de 2 millones 100 mil pesos.

Algo parecido ocurrió en Colima el 22 de septiembre –días antes de lo sucedido en Morelos–, cuando en un festejo atrasado por el Día del Maestro el gobierno estatal regaló vehículos a profesores de la Sección 39 del SNTE. Los hechos tuvieron lugar durante un desayuno en el Casino de la Feria de Colima, en la que se anunció la rifa de 10 vehículos con valor de más de 95 mil pesos cada uno.

Y anteriormente, el 15 de mayo, el Gobierno de Colima regaló cuatro autos compactos Dodge i10 con un valor de 116 mil 500 pesos cada uno.

De nueva cuenta, el 13 de septiembre, el gobierno de Colima anunció el recorte de personal por falta de recursos, habría pactado con el magisterio la entrega de 19 millones de pesos en bonos a maestros para ir a la Feria y celebrar el 14 de febrero.

"¡Elba, Elba, te queremos!"

Durante el Sexto Congreso Nacional de Educación realizado el 19 de octubre pasado, el SNTE repartió laptops a los delegados magisteriales, justo el día en que Gordillo se reelegiría seis años más al frente del magisterio.

En la reunión celebrada en Cancún, Quintana Roo, alrededor de 3 mil 500 laptops HP de 14 pulgadas fueron entregadas a los maestros encargados de elegir al nuevo Comité Ejecutivo Nacional y las reformas al estatuto sindical.

Estos regalos fueron otorgados con el fin de que los asistentes al Congreso realizaran "sus trabajos de análisis durante el tiempo de su estadía en el foro".

El costo del obsequio osciló entre los seis mil y siete mil pesos por unidad, lo que daría una derrama de 23 millones de pesos.

"La Maestra" fue electa ese día como presidenta del Consejo General Sindical para el Fortalecimiento de la Educación Pública del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (SNTE) para el periodo 2012-2018 y hasta fue aclamada por los docentes, quienes le gritaron:

"¡Elba, Elba, te queremos!"

El VI Congreso Nacional Extraordinario realizado por Gordillo del 18 al 21 de octubre de 2012 fue en un exclusivo hotel de la Riviera Maya. Costó 153.3 millones de pesos, de acuerdo con el Comité Ejecutivo Nacional Democrático del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (CEND-SNTE).

El 25 de octubre, a través de un comunicado, el Comité desglosó los gastos que habría provocado la reelección de "La Maestra" Gordillo, quien se autonombró "Consejera Presidente" o "Jefa Suprema" para un nuevo periodo de seis años.

De acuerdo con el CEND-SNTE, la dirigente magisterial dispuso de los 153.3 millones de pesos para acoger a 3 mil 500 invitados y delegados en el Hotel Barceló Maya. También detallaron que se realizó un pago a 900 miembros de seguridad que habrían resguardado el evento de manifestaciones realizadas por docentes que no están de acuerdo con el liderazgo de Elba Esther.

Entre 2008 y 2012 se desviaron sistemáticamente recursos de cuentas del Sindicato y además pudieron comprobarse pagos realizados para adquirir una propiedad en San Diego por un millón de dólares y 17 mil dólares a clínicas de cirugía estética en Estados Unidos. (El Universal)

Después de 23 años como líder del Sindicato más grande de América Latina y con 68 años a cuestas Elba Esther Gordillo pasó su primera noche en el penal de Santa Martha Acatitla en la Ciudad de México. En la imagen, con su tutor Carlos Salinas de Gortari quien la impuso en lugar del anterior cacique del SNTE Carlos Junguitud. (El Universal)

La faraona de los sindicatos

De acuerdo con reportes periodísticos, el Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (SNTE) planeaba construir la "Ciudad de la Innovación" en un predio de cuatro hectáreas en Cuajimalpa. Durante el Congreso del Sindicato, el 19 de octubre pasado, "La Maestra" y el arquitecto Enrique Norten presentaron el proyecto sin detallar el costo.

La obra faraónica, que podría estar lista en dos años, contaría con la Universidad de la Educación, un hotel para hospedar a los delegados del magisterio y sus familias. Además de un Museo de la Educación, una réplica del teatro referido como "La Boca del Lobo", en Washington; una Biblioteca de la Mujer con miles de volúmenes sobre el tema, y seis lienzos pintados por Diego Rivera, presuntamente adquiridos por Gordillo de un mural en el Rockefeller Center de Nueva York.

También tendría un puente que, al mismo tiempo, sería una puerta, denominada "la puerta del futuro".

El 13 de diciembre de 2012 se dio a conocer que los líderes del SNTE realizarían un viaje todo pagado en un crucero que saldría de Miami a las islas caribeñas. Gordillo buscaba "reconocer la labor ejercida de los 50 miembros del Comité Ejecutivo y 54 secretarios más con sus vacaciones".

Los afortunados partirían rumbo a Miami, Estados Unidos, donde abordarían uno de los cruceros que visitaría los principales puertos caribeños, para luego regresar al punto de embarque. La lista de invitados del gremio incluía cerca de 100 personas más un acompañante.

Sin embargo, días antes "La Maestra" canceló el viaje. Informó que se realizaría su XXXV Sesión Extraordinaria del Consejo Nacional.

La presión crecía como para irse de viaje.

Se venían los días malos para la "guerrera" Elba Esther.

Ingresa a prisión

Un convoy de más de diez vehículos, que trasladaban a la maestra Elba Esther Gordillo, ingresó al penal femenil de Santa Martha Acatitla después de las 22:48 horas de este martes.

El grupo de autos estaba compuesto por patrullas de la Policía Federal, dos unidades móviles del Ministerio Público Federal, una ambulancia de la Cruz Roja y tres camionetas de la Secretaría de la Marina.

El ingreso del convoy no presentó incidentes, pues se instaló un operativo de seguridad en la entrada del penal y el acceso fue controlado a través de una pluma.

Dos vehículos de Policía Ministerial y tres en los que viajaban marinos y personal castrense con armas largas, acompañaron el traslado de Gordillo, quien fue recibida por la subsecretaria del Sistema Penitenciario, Mayela Montes, para luego ser certificado su estado de salud por un médico de la institución, y posteriormente indicarle su estancia de la zona de ingreso.

Se espera que mañana Gordillo sea trasladada a su primera audiencia al Juzgado de Distrito correspondiente, el cual se localiza en el Reclusorio Oriente, cerca del Periférico Oriente, en la delegación Iztapalapa, donde está el penal.

-La detención nos tomó por sorpresa: sección 47

El ex líder de la sección 47 del SNTE de Jalisco, José García Mora, dijo que la detención de la líder moral del sindicato, Elba Esther Gordillo, fue una sorpresa para todos los integrantes de la organización laboral.

"Nos tomó por sorpresa, no sé qué decir", opinó. Al llegar intempestivamente al hotel Fiesta Americana de La Minerva donde se realizará la asamblea extraordinaria del SNTE, el ahora miembro del consejo nacional, dijo que aún no "sabemos qué vamos a hacer, porque apenas estábamos organizándonos para la reunión y ahora tendremos que analizar la situación de la maestra".

El dirigente con el gafete mal puesto se introdujo a un lujoso salón fuertemente custodiado por personal de seguridad que alejaban a la prensa y prometió declarar a la salida, pero huyó por la puerta trasera.

Reacciones encontradas

Andrés Manuel López Obrador calificó la detención de Elba Esther gordillo como un acto de legitimación de Enrique Peña Nieto y afirmó que la medida es una forma de "afianzar el salinismo como política" / Para legisladores debe respetarse el proceso conforme a derecho para la dirigente vitalicia del SNTE / Los maestros democráticos dicen que se trata de una simulación

MEXICO, D.F., 26 de febrero (SIN EMBARGO/UNIVERSAL/NOTIMEX/APRO/AFP/AP/REUTERS).- Andrés Manuel López Obrador, Presidente del Consejo Nacional del Movimiento Regeneración Nacional (MORENA), escribió en su cuenta personal de Twitter que la detención de Elba Esther Gordillo Morales, líder del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación, corresponde a una legitimación del gobierno de Enrique Peña Nieto.

El ex candidato presidencial acusó que Peña Nieto recurrió a un Quinazo contra su "ex socia" para afianzar al "salinismo" como política.

López Obrador precisó: En busca de legitimidad el corrupto de EPN recurre al quinazo contra su exsocia. Es afianzar el salinismo como política. Son otros tiempos.

En el mismo sentido se pronunció Martí Batres, Presidente de Morena, al señalar a través de su cuenta de Twitter que el historial de corrupción de Elba Esther ya había sido denunciado por maestros, sociedad civil y dirigentes desde hace decadas.

La detención de la lideresa del Sindicato Nacional de Trabajadores del Educación (SNTE), Elba Esther Gordillo, por el delito de operaciones con recursos de procedencia ilícita no debe quedarse como un "quinazo", dijo el presidente nacional del PRD, Jesús Zambrano.

"Esperamos que en lugar de verse como un nuevo 'quinazo', que atenta contra derechos individuales, pues que se cuide el debido proceso para fincar las responsabilidades de Elba Esther Gordillo dentro del marco del estado de derecho", indicó en una entrevista.

Que no sea excepción

La detención de la lideresa del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (SNTE), Elba Esther Gordillo, generó reacciones en el Congreso de la Unión, donde varios legisladores emitieron sus comentarios y sus posturas en torno a esta aprehensión.

El coordinador de los diputados panistas, Luis Alberto Villarreal, se dijo a favor de la aplicación por igual de justicia.

"El PAN está a favor de que la justicia y la ley se aplique igual para todos. El caso de #ElbaEsther no debe ser la excepción.", escribió en la red social Twitter.

Ricardo Monreal Ávila, diputado federal por el Partido del Trabajo (PT), calificó de indefendible a la lideresa magisterial, pero acotó que el uso de la justicia para ajusticiamiento político tampoco merecía respeto.

"La lideresa del SNTE es moralmente indefendible, pero la utilización de la justicia con fines de ajustamiento político, lo es más", redactó.

Héctor Larios, senador por el Partido Acción Nacional (PAN) comparó la detención de la dirigente magisterial con las acciones realizadas por este gobierno sobre funcionarios estatales de Coahuila a causa de la deuda contraída por el ex gobernador Humberto Moreira.

"Con Moreira no le detectaron algún movimiento de 2.6 millones, que lo de Elba no quede en justicia selectiva", exigió.

En una posición similar se mostró el diputado por el Partido de la Revolución Democrática (PRD), Fernando Zárate, que en su cuenta de Twitter escribió: "Como integrante del Poder Legislativo exijo al Poder Ejecutivo ser respetuoso y apegarse a la ley en el caso Elba Esther Gordillo".

El diputado por el Partido Revolucionario Institucional (PRI), Abel Salgado Peña, se congratuló por las acciones de investigación realizadas por la Unidad de Inteligencia Financiera de la SHCP, y de la obligación de quienes manejan recursos públicos a trasparentar los mismos.

"Todos aquellos que reciban recursos públicos, y así lo dice la Ley, deben de ser públicos, y esto no debería de dejar fuera a los sindicatos", escribió.

Los senadores, por su parte, también destacaron en las declaraciones en este micrositio.

El panista Javier Corral aprovechó la noticia de la detención de Gordillo Morales para recomendar el libro "Los socios de Elba Esther", de Ricardo Raphael, colaborador de SUN.

Hasta la noche de este martes, ni los legisladores Mónica Arriola ni René Fujiwara, hija y nieto respectivamente de Gordillo Morales, habían manifestado sus posturas.

La dirigencia del SNTE convocó de manera urgente a todos sus delegados, quienes se prevé se reunirán en el hotel Fiesta Americana de Guadalajara, Jalisco, donde se habría de realizar la 36 Reunión Extraordinaria de la organización.

Para los dirigentes de MORENA la detención de Gordillo Morales, acusada de utilizar recursos de procedencia ilícita por más de 2,600 millones de pesos de las arcas sindicales, se da en condiciones diferentes a las de 1989 cuando Carlos Salinas ordenó la aprehensión de Joaquín Hernández Galicia "La Quina", acusado de homicidio y tráfico de armas.

Sergio Sarmiento

Jaque Mate

El Gordillazo

"Quiero morir con un epitafio. Aquí yace una guerrera, como guerrera murió."
Elba Esther Gordillo

Ha sido inevitable que se vea la detención ayer de la maestra Elba Esther Gordillo, líder del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación, como el equivalente del Quinazo que llevó a la cárcel al líder petrolero Joaquín Hernández Galicia el 10 de enero de 1989. Como la maestra, la Quina era considerado un baluarte del sistema sindical y político del país. Los dos eran tan poderosos que se pensaba que el gobierno no se atrevería a meterse con ellos. Tanto para Carlos Salinas de Gortari como para Enrique Peña Nieto estas detenciones fueron una forma de declarar una independencia ante el corrupto sistema sindical del país.

La maestra fue detenida con una orden de aprehensión girada por un juez. Éste no fue el caso de la Quina, a quien se le detuvo sin ninguna orden por supuesta posesión de armas y a quien aparentemente se le sembró un muerto. La acusación es por desvío de recursos del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación por un monto, hasta ahora, de 2 mil millones de pesos.

El consumo de la maestra era conspicuo y rebasaba con mucho los 80 mil pesos que declaró como ingreso mensual a Fernando del Collado de Milenio en 2011. Bolsas, ropa, cirugías, aviones privados, casas, apartamentos: todo era muy evidente. Dicen que el dinero no se puede esconder, pero la maestra ni siquiera trataba de hacerlo.

La gran pregunta ahora es si los miembros del SNTE le mantendrán la lealtad o si la abandonarán como lo hicieron con Carlos Jonguitud Barrios en mayo de 1989, cuando Salinas de Gortari desplazó al entonces líder de los maestros para encumbrar a Elba Esther. También es importante saber si la ausencia de la maestra fortalecerá a la Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación y la resistencia ante la reforma educativa. La sucesión en el SNTE se convierte en un tema de seguridad nacional.

La Procuraduría General de la República parece haber preparado bien el caso en contra de la maestra. Las presentaciones que se hicieron ayer en la PGR sobre las transacciones y cuentas sugieren que las autoridades hicieron bien su tarea. Habrá que ver en los próximos días si el gobierno está igualmente preparado para afrontar las consecuencias de esta acción.

Sería muy ingenuo no ver una relación entre la aprobación de la reforma educativa a nivel constitucional y la detención al día siguiente de Elba Esther. Las movilizaciones en contra de la reforma sin duda continuarán. Pero la reforma ya no tiene vuelta atrás. Más aún, el presidente Peña Nieto ha mostrado que no le tiembla la mano al enfrentar a personajes de poder. Las declaraciones de que el Estado retomaría la rectoría sobre la educación adquieren un nuevo sentido tras la detención de la presidenta del SNTE.

Así como es inevitable comparar el Gordillazo con el Quinazo, también lo es especular sobre las posibles acciones que pudieran realizarse en contra de otros líderes sindicales que han hecho gala de una gran riqueza personal. La atención se centra de inmediato sobre Carlos Romero Deschamps, el secretario general del sindicato petrolero. Claro que Elba Esther estaba en confrontación, aunque moderada, con el gobierno, mientras que Romero Deschamps es senador por el PRI y ha ofrecido todas las muestras necesarias de lealtad al presidente.

Pero si al Gordillazo no le siguen medidas en contra de otros presuntos responsables de corrupción, será inevitable concluir que la detención de la maestra tuvo como simple objeto quitarla de en medio porque era un problema para el gobierno.

DESAPARECIDOS

Más de 26 mil desaparecidos en el sexenio de Felipe Calderón según Lía Limón, la ex panista que es hoy subsecretaria de derechos humanos de la Secretaría de Gobernación. Es una cifra que habrá que añadir a las ya enormes que registran el número de homicidios dolosos y el de ejecuciones relacionadas con la guerra contra el narco.

Twitter: @sergiosarmient4

"Todo delito que no se convierte en escándalo, no existe para la sociedad".-
Heinrich Heine

Lilia Arellano

Estado de los ESTADOS

Elba Esther Gordillo, detenida

Cargos: desviación de 2 mil 600 mdp
Aparecen las tiendas de lujo y cirugías
80 cuentas bancarias de prestanombres
Sueldo de 80 mil pesos y un gran poder
Aparece su madre entre los involucrados
Herencia de FCH: 26,121 desaparecidos

La detención de Elba Esther Gordillo, la lideresa del SNTE, llevada a cabo al momento de descender de su avión privado en el Aeropuerto de Toluca, procedente de San Diego, California, lugar donde tiene una lujosa residencia, despertó de inmediato reacciones en todos los sectores y movilización tanto de quienes están a favor de que el gobierno de Peña Nieto diera "el quinazo" de su mandato, como de los seguidores y fieles de la también propietaria del Partido Nueva Alianza. Acusada, desde un inicio, por el desvío de más de 2 mil 600 millones de pesos sustraídos de las cuotas de aportación de los trabajadores de esa organización sindical y, según presentó detalladamente la PGR, el movimiento de todo ese dinero contó con la complicidad de tres personas que crearon toda una ingeniería financiera para tal fin. Ellos son: Nora Guadalupe Ugarte, Isaías Gallardo y José Manuel Díaz Flores. Los detenidos se encuentran en el reclusorio Oriente de la capital de la República. Doña Elba, en el reclusorio femenil de Santa Martha Acatitla, delegación de Iztapalapa, en el DF.

A las 19 horas con 25 minutos inició la conferencia de prensa a la que citara Jesús Murillo Karam, procurador General de la República, para confirmar lo que a esas horas ya no era un secreto: la detención de Elba Esther Gordillo. Según se informó, la Unidad de Inteligencia Financiera de Hacienda detectó una operación de dos mil millones de pesos en cuentas del SNTE, lo cual motivó que se profundizara en una investigación que, afirman, inició en diciembre y de la cual se desprende que del 2008 al 2011 se desviaron esos recursos a cuentas personales y morales. De ellos, se presentó todo un mapa que da cuenta de la ingeniería financiera utilizada. Por lo tanto, se concluyó la participación de la lideresa magisterial en los delitos de operaciones de procedencia ilícita.

El impacto de esta noticia no se hizo esperar, aunque había trascendido que el sábado 23 de febrero, se giró la orden de aprehensión que ayer, en la tarde-noche, fue ejecutada. Tal versión fue achacada al titular de Educación, como parte de las agresiones lanzadas al magisterio y particularmente a la chiapaneca. Emilio Chuayffet, ahora se asegura, conocía perfectamente que desde el rompimiento del PANAL con el PRI se pondría en marcha la estrategia que también la propia Gordillo sabía se operaría para eliminarla, tal y como se hizo con su antecesor o con Joaquín Hernández Galicia. Sin embargo, ahora las pruebas en su contra se acumulan y en ellas aparecen no sólo las cuentas bancarias, sino sus tarjetas de crédito y las comprobaciones de sus compras en tiendas de gran lujo por todo el mundo, además de costosas cirugías plásticas realizadas en Brasil y en Europa, aunque brilla por su ausencia la demanda de miembros del SNTE por la utilización de recursos sindicales.

En el Banco Santander de México, se detectaron dos de las 80 cuentas abiertas a diferentes nombres cuyos números son: 5637017000001663 y 563701000003516 pertenecientes al renglón desde el cual se realizan las transferencias inmediatas a otras cuentas. Sistemáticamente, reveló Murillo Karam, "los recursos de las cuentas de los trabajadores de la educación pasaron a cuentas de personas físicas que, posteriormente, fueron retiradas mediante cheques de caja y transferencias, triangulando recursos a cuentas de personas físicas y morales nacionales y extranjeras". Los más beneficiados son los que ya también se encuentran detenidos, quienes eran socios de la empresa "Gremio Inmobiliario El Profesor, Sociedad Anónima de Capital Variable".

Neiman Marcus es una de las tiendas más lujosas, cuentan con establecimientos en varios puntos de los Estados Unidos y hasta ahí llegaron transferencias realizadas por Ugarte Ramírez. 22 han sido las detectadas, por un total de dos millones 100 mil dólares, equiva-

☞

Una simulación

La Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación (CNTE) calificó como "una simulación" del gobierno de Enrique Peña Nieto la captura de Elba Esther Gordillo la tarde de este martes en Toluca, Estado de México por presunto lavado de dinero y malversación de los fondos sindicales por más de 2 mil millones de pesos.

El profesor César Mendoza Toro, de la Sección 10 del SNTE, manifestó su sospecha de que la acción sea un verdadero intento de "democratizar" al sindicato magisterial, luego de 24 años de cacicazgo gordillista.

Mendoza Toro admitió que la noticia los tomó por sorpresa, por lo que en una reunión posterior la CNTE dará a conocer una postura más detallada. Sin embargo, consideró, que se trata de un Quinazo, como se le conoce a la decisión del expresidente Carlos Salinas de Gortari de detener al entonces dirigente del Sindicato de Trabajadores Petroleros de la República Mexicana (STPRM), Joaquín Hernández Galicia La Quina, acusado de homicidio y tráfico de armas, por lo que estuvo preso aproximadamente nueve años.

A su vez, Artemio Ortiz, dirigente de la CNTE, pidió que se investiguen a fondo las irregularidades cometidas por Gordillo Morales en el SNTE y no sólo el presunto lavado de dinero por casi 2 mil 600 millones de pesos de las arcas sindicales, obtenidas de las cuotas del sindicato más grande de América Latina, que agrupa a alrededor de 1 millón 200 mil profesores.

La detención de Gordillo Morales fue anunciada un día después de que fuera notoria su ausencia durante la promulgación de la reforma educativa en el Palacio Nacional, y de que el SNTE protagonizara una serie de movilizaciones en diversas entidades contra la misma y declaró un paro de labores en Guerrero.

Ayer, durante una reunión con representantes del sindicato minero, el secretario del Trabajo, Alfonso Navarrete Prida, aseguró que "en el nuevo gobierno del PRI no habrá ningún ataque en contra de los sindicatos ni de sus dirigentes", porque era una instrucción precisa del presidente Enrique Peña Nieto.

Paralelamente, en Oaxaca, la Sección 22 del SNTE tomó con cautela la información y declinó hacer algún comentario sobre la detención de Elba Esther Gordillo

El dirigente de la Sección 2, Rubén Núñez Ginez, explicó que antes de emitir una opinión consultaría a la Comisión Política y al Comité Ejecutivo Seccional.

"Consideramos que los medios juegan un papel importante en la información pero a veces caemos en sus noticias que nada tienen que ver con la realidad", puntualizó.

En julio de 2011, el entonces líder de la Sección 22 del SNTE, Azael Santiago Chepe, advirtió que la CNTE presentaría una demanda por la vía legal en contra de Gordillo Morales por uso indebido de cuotas sindicales y enriquecimiento ilícito.

En esa fecha, Santiago Chepi precisó acudirían ante la PGR y a la Suprema Corte de Justicia de la Nación (SCJN). Consideró "inconcebible" que los trabajadores aporten alrededor de mil millones de pesos al mes y el sindicato no les rinda cuentas.

Semblanza de Elba Esther

MÉXICO, D.F., febrero 26 (EL UNIVERSAL).- La Procuraduría General de la República (PGR) informó que detuvo a Elba Esther Gordillo Morales, lideresa del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (SNTE), por el delito de operación con recursos de procedencia ilícita.

La lideresa magisterial fue detenida en el aeropuerto de Toluca, luego de una denuncia que presentó la Unidad de Fiscalización de la Secretaría de Hacienda.

Perfil de Gordillo Morales

Datos profesionales
Entidad: Distrito Federal
Delegación: Cuauhtémoc
Calle oficina: República de Venezuela
Número: 44, 5º piso
Colonia oficina: Centro
Correo electrónico: snte_presidencia@hotmail.com
Ciudad origen: Comitán, Chiapas
Cuenta Twitter: @ElbaEstherGM

Datos generales
Elba Esther Gordillo Morales
Presidenta vitalicia del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación.
Fecha de nacimiento: 6 de febrero de 1945
Hijos: Mónica Arriola Gordillo (secretaria general de Nueva Alianza)
Maricruz Montelongo Gordillo
Antecesor: Carlos Longitud Barrios

Estudios
Universidad: licenciatura en la especialidad de Historia.
Estudios Posgrado: Maestría en la especialidad de Historia.

Libros publicados:

Autora de dos libros: La construcción de un proyecto sindical (Editorial Taurus, México /1995) y El paseo de las Reformas, la batalla por México (Editorial Planeta, México 2005)

Historia partidista:
Fue miembro del PRI desde 1970 cuando, paralelamente, se integra al SNTE.

En 2005, tras una ruptura con Roberto Madrazo Pintado, funda el Partido Nueva Alianza.

Vida profesional: Dentro del SNTE ha ejercido los siguiente cargos:

En 1990 fue Secretaria General, elegida en el Primer Congreso Nacional Extraordinario del SNTE.

Durante 1998-2004 fue presidenta del Comité Nacional de Acción Política, y presidenta nacional de Comité Ejecutivo Nacional, cargo que desempeña actualmente y al que fue designada en el Congreso Nacional de marzo de 2004.

En 1970 se integra a las filas del PRI, paralelamente ingresa al Sindicato Nacional de Trabajadores, el cual se encontraba bajo la tutela del líder Carlos Jonguitud Barrios.

Los cargos que desempeño al interior del partido fueron: Secretaria de Organización del CEN del PRI (1986-1987), delegada política en la delegación Gustavo A. Madero; Delegada General del PRI en el estado de Chihuahua e integrante del Consejo Consultivo del CEN del partido.

Fue diputada federal en tres ocasiones: en las LI, LIII, LIX Legislaturas del Congreso de la Unión.

Durante la LIX Legislatura, fue Coordinadora del Grupo Parlamentario del PRI y presidenta de la Junta de Coordinación Política de la Cámara de Diputados.

En 1997-2000 fungió como senadora.

En 2002 llegó a la secretaria general del PRI (2002 - 2005).

1988-1994 asume la dirigencia del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación, cargo que ocupa por dos periodos.

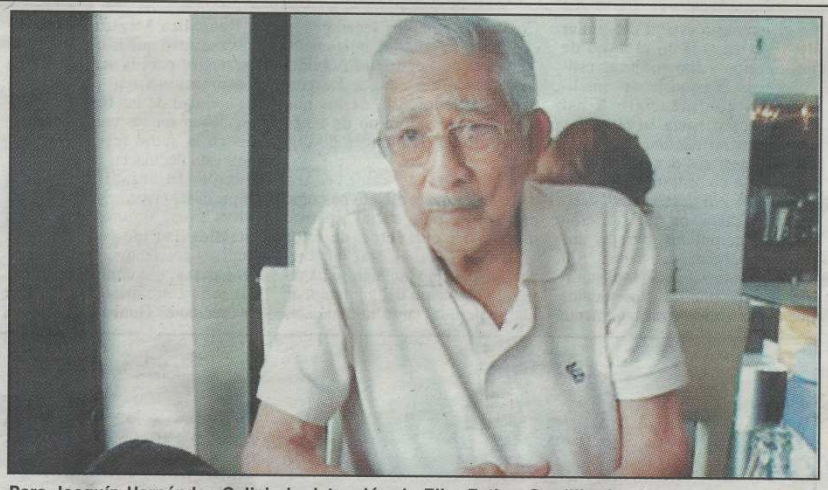
En julio de 2006, es expulsada del PRI y funda el partido Nueva Alianza.

lentes a 27 millones 267 mil pesos. Esas compras, las realizadas con todos esos millones, apenas sí cubrieron unas temporadas de su lujoso vestuario de marzo de 2009 a enero de 2012. En otras adquisiciones dentro de la misma cadena, aparecen transferencias de Isaías Gallardo por 900 mil dólares o sea, aproximadamente 12 millones 255 mil pesos para pagar la tarjeta 0479700004041 a nombre de la Gordillo.

La investigación de Hacienda llegó hasta Suiza y Liechtenstein, donde se encontró una serie de depósitos que alcanzan también los dos millones de dólares, a nombre de "Comercializadora TTS de México, S.A. de C.V." y la dueña del 99 por ciento de las acciones es la señora madre de doña Elba Esther (q.e.p.d.), quien también aparece como dueña de dos casas en la Isla de Coronado en San Diego, California, y otros bienes inmuebles. A otra empresa, Ademex, le enviaron 34 millones 540 mil pesos y se advierte que fue por compra de aeronaves ejecutivas de las cuentas de Ugarte Ramírez; de las de Gallardo Chávez fueron otros 9 millones. Con estas sumas, también se pagaron entrenamientos de pilotos, mantenimiento y refacciones de avión, hangares, todo ello para la aeronave propiedad de la chiapaneca.

Por la noche, en las instalaciones del SNTE todo era oscuridad. Dicen que varios líderes seccionales estuvieron preguntando, no sin temor, por el paradero de la señora Gordillo de quien, al cierre de estas líneas, se rumoraba sería enviada al penal en Tepic, Nayarit o al de Perote en Veracruz o al Reclusorio Oriente en la Ciudad de México, finalmente se decidieron por Santa Martha Acatitla. En tanto, los gobernadores recibieron llamadas del gobierno central para presentarse a una reunión de urgencia, con el fin de darles a conocer la estrategia a seguir para evitar que se realicen movilizaciones magisteriales a favor de la chiapaneca que provoquen inestabilidad. Todo indica que para llevar a cabo esta operación, se cuidaron minuciosamente muchos ángulos y que la Gordillo también ya tenía preparada una defensa por si ocurrían los hechos de hoy, por lo que en sus últimas participaciones no sólo habló de muerte sino de guerra.

En conocido hotel en Guadalajara, Jalisco, líderes de importantes secciones magisteriales mantuvieron, hasta casi la madrugada de hoy, una reunión a puerta cerrada, en la que sobresalió el fuerte dispositivo de seguridad. Como se recordará, se había programado que hoy iniciaría su Congreso Nacional y hasta el cierre de estas líneas no se había cancelado el evento que comenzaría a las 12 horas. La expectación en esa Ciudad es fuerte y no es menor en el centro del país, en la Ciudad de México, en la capital de la República. Las discusiones, según trascendió, se centraron en las violaciones cometidas contra la autonomía sindical, punto estratégico que impusieron líderes de otras organizaciones, entre ellas Romero Deschamps, el petrolero, en la reciente reforma laboral y que sentencia que sólo podrían ser investigados los manejos de las cuotas si existen y se da cabida a denuncias interpuestas por los afiliados.



Para Joaquín Hernández Galicia la detención de Elba Esther Gordillo de ninguna manera es un "Quinazo", sino lo que llamó un acto de justicia. Recordó que la "maestra" se hizo del control del SNTE a través de una traición ejecutada en contra del potosino Carlos Jongitud Barrios. Añadió que "yo tenía entendido que había dos personas en la delincuencia sindical, la 'maestra' y el tal Romero Deschamps, el del sindicato petrolero". Sin embargo alertó que a este último tal vez no se le castigue porque está en puerta la reforma de PEMEX y el líder sindical es incondicional del gobierno.

Los primeros en llegar a la Secretaría de Gobernación, adonde fueron citados momentos después de la detención de la Gordillo, fueron los mandatarios del Estado de México, de Tamaulipas, Chiapas y Veracruz. El encuentro con Miguel Ángel Osorio Chong tiene lugar en el salón Juárez del Palacio de Covián y se presenta después de que el funcionario se reunió con otros secretarios de Estado y miembros de su gabinete. Al cierre de estas líneas, 10 mandatarios estatales se habían presentado.

Y de que este es apenas un principio no queda duda. Mónica Arriola, senadora, una de las dirigentes más fuertes del PANAL e hija de la señora Gordillo, también se reunió con el hidalguense y se enteró de la detención de su madre, cuando estaba en las instalaciones del Senado de la República. Los resultados de esta charla se mantienen en absoluto secreto.

"NO SOY LA QUINA".

En una entrevista concedida en agosto del 2011 a Fernando del Collado, Elba Esther Gordillo aseveró saber qué hacer con el poder y para qué es, aunque consideró que el camino que ella seguía era doloroso. Consideró que lo que molesta a los "machos" mexicanos es que las mujeres les hablen al tú a tú, de igual a igual y en su caso, de poder a poder. Se autocalificó como excepcionalmente firme y congruente, y considera que hace falta mucha cultura democrática. Habló de un cambio estructural al SNTE y de lo que este aporta para la educación.

Consideró, como uno de sus principales errores, no haber tenido la fuerza y la capacidad para objetar a quienes nombraron secretarios de Educación. El periodista le preguntó: "¿Calculó con precisión el haber reconocido sus pactos con el presidente? –Las circunstancias en política son muy importantes y cuando hay ideologías definidas habría que garantizar lo que nos interesaba a uno y a otro-; "¿Quien golpea primero pega doble? –Muchas veces quien golpea puede seguir golpeando; "¿Pero vaya revire del presidente, no? –El responderá por sus hechos; "¿No siente maestra, que ya vienen por usted?" -¿Quién, la muerte tal vez, pero todo tiene su tiempo y su momento; "¿Hay manera de deshacerse políticamente de usted?" –Mientras sepa que lo que estoy haciendo vale la pena hacer, lo dudo; "¿No espera un quinazo?" -No soy La Quina.

Y más adelante habló de su sueldo: 80 mil pesos, que no tiene inmobiliarias, que no había prestanombres, que no tenía el dinero que decían, lo de bueno y lo malo que aprendió de Jongitud. Sostuvo que no tenía ningún acuerdo con Peña Nieto, ningún punto que la uniera con Hank Rhon, del "beso del diablo" otorgado a Marcelo Ebrard, de la ayuda a Beltrones manteniendo distancia, de su negativa a ser candidata presidencial. Hoy, esas palabras emitidas van en su contra.

Juan Pablo Becerra Acosta escribió, el 22 de noviembre del año pasado: "Elba Esther Gordillo ya no es la líder moral o vitalicia del sindicato de maestros. Eso ya no es lo de hoy; ahora es la presidenta del órgano superior de dirección del SNTE. Es la suprema. La mujer del costoso departamento en la calle de Galileo, en Polanco. La del hogar en La Joya, en San Diego. La de los bolsos, lentes y atuendos de precios prohibitivos para cualquier lideresa congruente. La dama que el sábado reconocía: "Hay compañeros que con trabajos alcanzas a devengar 300 pesos quincenales". Ella, quien suele viajar en aviones y helicópteros privados.." Eso, precisamente eso, es lo que hoy la tiene tras las rejas.

NO ES UNO, SON DOS

Para Joaquín Hernández Galicia, la detención de Elba Esther Gordillo de ninguna manera es un "quinazo", sino lo que llamó "un acto de justicia". Afirmó que la chiapaneca pudo hacerse del control magisterial a través una traición, de la ejecutada en contra del potosino Carlos Jongitud Barrios. [illegible] operar de la lideresa magisterial fue negociar la cuota de votos del sindicato con la política.

Ahora que, abundó, "yo tenía entendido que había dos personas en la delincuencia sindical, la maestra y el tal Romero Deschamps, el del sindicato petrolero. ¿Será el siguiente? ¿O en ese caso y dado que está sobre la mesa otra reforma, la energética, y dada también la complicidad sin límites con el gobierno, no importa que su hija acuda a las mismas tiendas de la Gordillo y que toda esa familia se gaste las cuotas de los petroleros y los préstamos que PEMEX les otorga en total secretismo? Para unos investigación a fondo y ¿para otros no? ¿Es esta una acción de justicia, una venganza o la forma de adquirir poder para ejercer acciones que terminarán causando tanto o más daño que el que se dice reparar?

Para AMLO, la detención de la chiapaneca es la forma en la que, al igual que Carlos Salinas, Peña Nieto pretende legitimarse. El ex presidente lo hizo encarcelando a Hernández Galicia y ahora, el mexiquense hace lo mismo con "su ex socia. Es afianzar el salinismo como política y ya son otros tiempos".

CALDERON Y MILES DE DESAPARECIDOS

Hablar de cuentas claras con el gobierno es como pedirle peras al olmo, sin que esto signifique, de manera alguna, una exageración. No les salen las que

El manoseo en las cifras de desaparecidos en el sexenio de Felipe Calderón continúa y ayer Lía Limón, ex panista enojada por no haber resultado electa candidata a diputada federal, lo cual motivó su renuncia al blanquiazul, y Eduardo Sánchez subsecretarios de Gobernación en asuntos jurídicos y normatividad y medios, dieron a conocer que hay 26 mil 121 personas desaparecidas y la cifra la obtuvieron en primer término basado en averiguaciones previas. (Cuartoscuro)

tienen que ver con los fondos públicos, con la entrada y salida de dinero de las arcas; tampoco las que se relacionan con empresas de suma importancia como lo es Pemex; tampoco están ciertos de cuántos aviadores son y de qué tantas dependencias y secretarías; han transcurrido más de 22 años y no sabemos cuántos quedaron enterrados bajo los escombros provocados por el terremoto de 1985 y en el presente, ayer mismo, tampoco tienen de manera clara el número de desaparecidos durante el mandato de Felipe Calderón. El brincoteo de cifras es espeluznante y lo es más aún, el reportado por la propia Secretaría de Gobernación.

Lía Limón —ex panista enojada por no haber resultado electa candidata a diputada federal, lo cual motivo su renuncia al blanquiazul- y Eduardo Sánchez, subsecretarios de Gobernación en Asuntos Jurídicos y Normatividad y Medios, dieron a conocer que hay 26 mil 121 personas desaparecidas y la cifra la obtuvieron en primer término, basados en las averiguaciones previas que los familiares han presentado en un primer paso como denuncias. El resto: 5 mil 206 son casos que están pendientes de oficializar y las razones pueden ser el tiempo transcurrido o los temores de los cercanos ante las venganzas de los grupos criminales, aunque también influye la decisión que tomaron los migrantes o las ausencias temporales de los jóvenes.

Hablaron, en rueda de prensa, que ya firmaron un acuerdo para comenzar lo que llaman "protocolos de búsqueda" y, tras no desacreditar ni descalificar las cifras que han presentado las Organizaciones No gubernamentales y otras dependencias, apoyaron la información en los reportes que, de uno en uno, fueron recibiendo de las procuradurías locales. Habrá un cruce de información con las listas de la Comisión Nacional de Derechos Humanos (CNDH) que señala, apenas sí, a unos cientos. Estos "protocolos" revelarán si sobre esta lista ya hay quienes retornaron a sus hogares, esa es una posibilidad, dicen, real.

En los antecedentes aparece el señalamiento de la Limón sobre la entrega que le hicieron de un disco compacto con los nombres de los cerca de 27 desaparecidos. Un día después, el titular de esa dependencia, el hidalguense Miguel Ángel Osorio Chong, sostuvo que esa relación no era oficial, aunque no desmintió que hubiese miles de personas de las que se desconocía su paradero. Al respecto, la organización internacional Human Rigths Watch dijo que documentaron al menos 149 casos de desapariciones forzadas y que contaban con otros 100 que podrían ser de la misma naturaleza, considerando que en por lo menos 60 de estos expedientes aparecía la complicidad de policías y/o militares con delincuentes para privar de la libertad a las personas.

El procurador General de la República, también nacido en Hidalgo y con la misma trayectoria en el gobierno estatal del titular de SEGOB, solicitó el disco de información y dijo que se investigaría bajo la etiqueta de "inteligencia y confidencial". Y así habrá de ser, hasta en tanto los familiares no decidan salir a la calle y hacer sus denuncia públicas porque no se trata sólo de los más de 26 mil desaparecidos, sino de la alteración que sufrieron familias completas, parejas, hijos, nietos, hermanos, padres. Ahí están, en esa referencia, el nombre de cada uno de ellos y datos que ayudan a localizar fácilmente a sus familiares, pero también se aprecia muy claramente que tales acciones ocurrieron durante el mandato de un hombre con nombre y apellido: Felipe Calderón y que esta desgracia es parte, sólo una parte, de esa herencia que le dejó a los ciudadanos mexicanos y que ha sido premiada por los Estados Unidos, al permitirle el ingreso a una de sus universidades, en franco y abierto pago a su complicidad en varios renglones.

En ese mismo tenor que abarca la seguridad, tanto la ciudadana como la nacional, otro subsecretario, Roberto Campa, de Prevención y Participación Ciudadana, pondrá en marcha en Cuernavaca, Morelos y en Monterrey, Nuevo León, el programa nacional para la prevención social de la violencia y la delincuencia. En lo que llaman una primera etapa de este proyecto, se incluye a 47 municipios, siete zonas metropolitanas y las delegaciones Gustavo A. Madero –de la que fue delegado la Gordillo- e Iztapalapa. Estos lugares suman, en conjunto, el 40 por ciento de los delitos cometidos en todo el país. Eso, si este manejo de cifras es correcto.

Así las cosas, eso de encontrar a los desaparecidos, de un programa que reúne decisiones de 9 secretarías de Estado en busca de brindar seguridad y de prevenir el delito, se escucha musical en todos los oídos; pero resulta que a ese mismo sentido, al auditivo, llegan otras expresiones como las de Mondragón y Kalb quien, pese a que existe una controversia constitucional en la Suprema Corte, esta tarde los senadores lo confirmaron como Comisionado Nacional de Seguridad Pública, sobre la proliferación de los grupos de autodefensa, de los que dice, no son sinónimo de ingobernabilidad. ¿Entonces de qué son?

Y al lanzar calificativos como el de "patología social", parece desconocer que detrás de estos grupos no sólo hay esa "ingobernabilidad", sino también se ha revelado el fracaso del gobierno, de los gobiernos, tanto municipales como estatales y el federal, para brindar a los ciudadanos la seguridad a la que unos tienen derecho y los otros obligación. Nada dice de la posibilidad de que enmascarados como están, representen una suerte de "guardias blancas" del propio gobierno y ni siquiera menciona la posibilidad de que sea otra de las estrategias del crimen organizado para apoderarse de lleno de comunidades, de regiones, de municipios. O, ¿ya saben quién les ha vendido las armas? ¿Los "cuernos de chivo"? ¿Parte de "rápido y furioso" o es otra de esas operaciones gringas de "alto impacto?

Otra de las destructivas herencias del michoacano se centra en lo económico, en el saqueo de más de 60 mil millones de dólares llevado a cabo por empresarios mexicanos que decidieron irse al extranjero, a invertir en otras naciones. La salida de capitales fue muy superior al ingreso de las divisas. La inseguridad fue un factor clave, un lastre para la llegada de inversiones extranjeras. De ahí que Calderón se dedicara a dar una gran protección a la inversión extranjera en renglones como la minería, el gas, las telecomunicaciones, la energía eléctrica. Habrá que tener muy presente la venta que se hizo de empresas que, durante décadas, permanecieron como puntales en la generación de empleos y que dieron fama mundial al país, un ejemplo está en las cerveceras.

DE LOS PASILLOS

La Confederación Patronal de la República Mexicana (Coparmex) sostuvo que la coordinación estratégica para la seguridad y la coordinación fiscal para la sustentabilidad de las finanzas locales, deben ser los temas prioritarios en la nueva relación federalista establecida en el Pacto por México. El organismo cúpula empresarial criticó que, en los últimos años, algunos gobiernos estatales han ido contando con recursos crecientes, pero en muchos casos, sin controles efectivos y de contrapesos, lo que ha favorecido el saqueo de las arcas estatales con total impunidad como ha sucedido en Tabasco, Coahuila, Tamaulipas, Chiapas, entre otras entidades.

Una mascarada sin duda es, ahora, la pretensión del coordinador del PVEM en el Senado, Jorge Emilio González, legislador malamente conocido como el "Niño Verde", quien impulsa un punto de acuerdo para exhortar a los gobiernos locales que aún no cuenten con algún programa como el de alcoholemia, lo implementen de manera permanente. Este junior de la política no sabe qué hacer para tapar su irresponsabilidad al conducir en estado de ebriedad, mentir a la autoridad y amenazar a los agentes del orden con "cesarlos" en caso de no dejarlo ir. Sus desmanes y prepotencia son por demás conocidos a nivel nacional. ¿Es cinismo, desvergüenza, prepotencia, infantilismo o todo junto más lo que se acumule en unos días?

El PRI está dispuesto a aprobar una reforma constitucional de fondo, en materia de telecomunicaciones, aseguró César Camacho, dirigente nacional de ese partido. El mexiquense confirmó que ha participado en la elaboración del proyecto que será enviado al congreso esta misma semana... El dirigente nacional del PAN, Gustavo Madero también mostró sus prisas por sacar adelante la reforma en materia de telecomunicaciones que, presuntamente, estará orientada a acabar con prácticas monopólicas de televisoras y compañías telefónicas... De acuerdo con el último borrador del proyecto, se plantea sustituir a la Cofetel por un Instituto Federal de Telecomunicaciones que licitará nuevas concesiones para dos cadenas nacionales de televisión en un plazo máximo de seis meses a partir de la publicación de la reforma... Para el senador panista Javier Corral, el contenido de la propuesta legislativa en la materia dejará claro si se quiere poner en orden a las televisoras o sólo acotar el poder del empresario Carlos Slim. El legislador chihuahuense señaló que "una reforma que profundice sólo en contra de Slim y que toque matizadamente a las televisoras, sería un engaño. Dijo que el peligro y la mayor amenaza para la democracia y para la vida institucional del país no es Slim, es el duopolio televisivo... Para el coordinador del PRD en el Senado, Miguel Barbosa, el Congreso resentirá presiones de los poderes fácticos en la discusión de la reforma al sector telecomunicaciones, por lo que ofreció que su bancada realizará un análisis con independencia.

El Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI) reportó que México registró, en enero, un déficit de 2 mil 192 millones de dólares en la balanza comercial por un avance de la moneda que afectó las exportaciones locales del periodo, y una menor demanda de bienes desde Estados Unidos. Las exportaciones locales, orientadas principalmente al vecino del norte, cayeron 4.89 por ciento en enero contra el mes previo, a 29 mil 653.4 millones de dólares, mientras que las importaciones subieron a 3.98 por ciento, a 31 mil 645.8 millones de dólares.

Parte de guerra: un comando armado ingresó, la madrugada de ayer, al penal de Miguel Alemán, Tamaulipas, sometió a los guardias y liberó a 12 internos. La procuraduría estatal inició la averiguación previa correspondiente, mientras que para la búsqueda de los evadidos, se movilizaron policías ministeriales, militares y acreditables, sin resultados hasta el cierre de estas líneas... Un taxista fue asesinado de varios disparos en el interior de su vehículo cuando circulaba por calles de la colonia Providencia, en Valle de Chalco, Estado de México... Lo invitamos a visitar nuestra página www.liliaarellano.com en donde podrá escuchar los programas radiofónicos de "Estado de los Estados", que se transmiten por Radio 620 de la Cadena Rasa, así como presenciar los programas televisivos peninsulares "Estado de los Estados" y "Fuego Cruzado", que se transmiten por canal 10 de Cancún y 100 en caja digital, canal 29 de Mérida y 117 en caja digital, y canal 9 de Campeche del sistema de cable. Esperamos también sus comentarios en el correo **lilia_arellano@yahoo.com; así también en Facebook con (Lilia Arellano) o twitter: @Lilia_arellano1.**

Los dirigentes del PRI, César Camacho e Ivonne Ortega se reunieron con los senadores emanados del tricolor con los que abordaron el tema de la eliminación de los candados que impedían la aprobación del IVA en alimentos y medicinas. También tocaron el tema de la reforma en telecomunicaciones. (El Universal)

***Mi Cuaderno de Trabajo de Primer Año*, Carmen Domínguez Aguirre et Enriqueta León González, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1960, p.189.**

DIGAMOS SIEMPRE LA VERDAD

Decir la verdad tiene importancia grande en la vida.

Muchos hombres han perdido su fama y su fortuna por no haberse acostumbrado desde niños a decir siempre la verdad.

¿Sabemos lo que pasó al pastorcito mentiroso? La fábula de Samaniego nos lo dice:

Apacentando un joven su ganado,
gritó desde la cima de un collado:
—¡Favor, que viene el lobo, labradores!
Éstos, abandonando sus labores,
acuden prontamente,
y hallan que es una chanza solamente.
Vuelve a llamar y temen la desgracia.
Segunda vez los burla, ¡linda gracia!
Pero, ¿qué le sucede la tercera?
Que vino en realidad la hambrienta fiera.
Entonces el zagal se desgañita,
y por más que patea, llora y grita,
no se mueve la gente escarmentada,
y el lobo le devora la manada.
¡Cuántas veces resulta de un engaño,
contra el engañador el mayor daño!

VOCABULARIO

cima — cumbre.
collado — cerro.
zagal — pastorcito.
chanza — broma.
desgañitarse — quedarse sin voz por tanto gritar.

***Mi Libro de Tercer Año, Historia y Civismo,* Jesús Cárabes Pedroza, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1960, p.109.**

Lección 71

LA MUJER MEXICANA

ELLA HACE DEL HOGAR LA BASE DE UNA NACIÓN GRANDE, FUERTE Y LIBRE.

ES HIJA DIGNA, ESPOSA ABNEGADA Y MADRE AMOROSA.

ES COMPAÑERA LABORIOSA DEL HOMBRE EN LAS TAREAS DEL CAMPO Y DE LA CIUDAD.

HA REALIZADO PROEZAS QUE LA HISTORIA EVOCA CON RESPETO.

SU DECISIÓN Y SU ENTEREZA HAN ESTIMULADO SIEMPRE A LOS PATRIOTAS.

LA MUJER MEXICANA ES AMOR EN EL HOGAR, ALIENTO Y FUERZA EN LA LUCHA POR LA LIBERTAD.

Yo puedo hacerlo, cartilla de alfabetización Lectura y escritura, **Dirección General de Educación Audiovisual, édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1966, p.141.**

La guerra despierta el deseo de independencia en las colonias

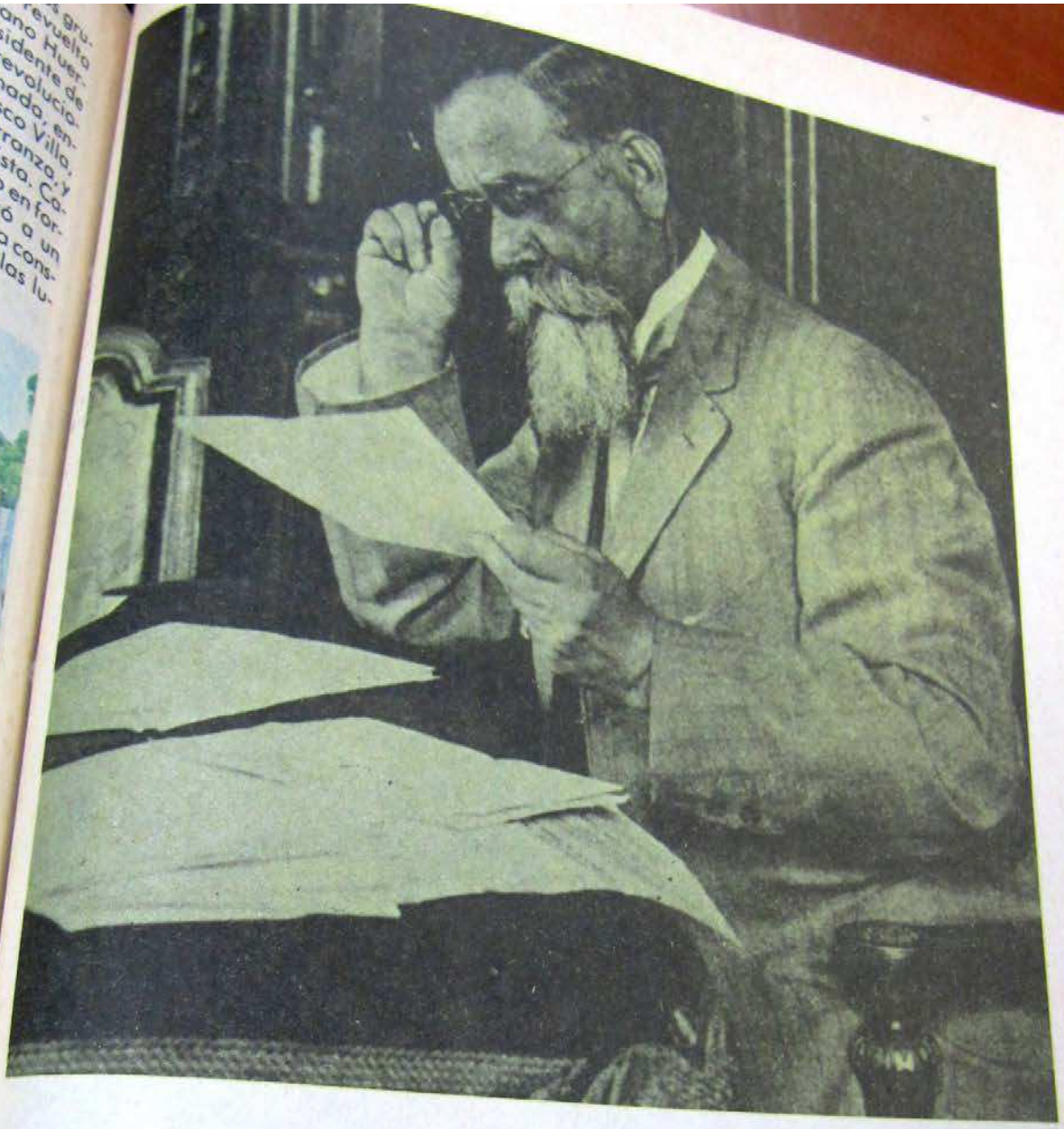
¿Has pensado que de muchas situaciones desagradables resultan, a veces, cosas buenas? Pues bien, eso fue lo que sucedió en el caso de las colonias de los países aliados durante la segunda guerra mundial. Las colonias sufrieron la guerra al igual que sus metrópolis y, sin tener nada que ver, se vieron invadidas por los países del Eje. Algunos países colonialistas, como Francia, estaban ocupados y la Gran Bretaña, por su parte, estaba tan preocupada luchando por sobrevivir que sus colonias tuvieron que dirigir su propia defensa. Los habitantes de las colonias organizaron guerrillas para defenderse. Las colonias que no fueron ocupadas por el enemigo tuvieron que luchar al lado de sus metrópolis. En esas luchas las colonias se dieron cuenta de que eran capaces de defenderse, y de que una metrópoli sojuzgada no podía defenderlas en un momento de peligro; por tanto su deseo de independencia se avivó.

Así pues, al terminar la guerra, se iniciaron "movimientos de liberación nacional" en muchos países coloniales de Asia y África.

¿Recuerdas los acontecimientos que permitieron que Hispanoamérica se independizara? Piensa en ellos y verás que encuentras algunas semejanzas.

Movimiento de liberación nacional: Argelia

Ciencias Sociales Sexto grado, **Josefina Vázquez de Knauth (coord.), édité à Mexico par la CONALITEG sous l'égide de la SEP, 1974, p. 166.**



La Constitución de 1917

El Congreso se reunió en la ciudad de Querétaro y el 5 de febrero de 1917 promulgó la nueva Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, vigente en la actualidad. En ella se garantizan las libertades individuales de pensamiento, creencias, expresión y asociación; es decir, la Constitución protege los derechos de cada mexicano a manifestar sus ideas, a profesar la religión que le agrade, a formar asociaciones y a reunirse pacíficamente. También prohíbe la reelección y establece el voto directo e individual de cada ciudadano para lograr un sufragio efectivo. Nuestra Carta Magna reconoce la voluntad del pueblo mexicano de formar una república representativa, democrática y federal; señala, asimismo, que todos los hombres y mujeres mayores de 18 años de edad que tienen un modo honesto de vida, deben votar en las elecciones y pueden ser elegidos para ocupar cargos de representación popular.

***Ciencias Sociales Sexto grado*, ouvrage collectif, édité à Mexico par la SEP, 1985, p.173.**

Madero gobernante

José Vasconcelos (1881-1959)

Nunca prometió Madero imposibles, por más que sus enemigos lo tacharon de demagogo. Desde sus primeros discursos a los obreros de Orizaba recordó que el secreto de la prosperidad está en el trabajo, no en la engañifa de sistemas que adulan a tal o cual clase de la población. Sin incitar al indio contra el blanco, inició la tarea de despertar a la raza vencida; sin proclamarse de derecha o de izquierda, estuvo siempre atento al mayor bien de los humildes, sin preocuparse por la hostilidad de los explotadores.

Su atención de estadista también vio más allá de lo económico. Durante su gobierno la educación pública recibió el primer gran impulso de difusión. En los mejores tiempos de la administración porfirista el presupuesto de Educación no alcanzó más de ocho millones de pesos. Madero elevó el presupuesto de Educación a doce millones y con el aumento estableció las primeras escuelas rurales sostenidas por la federación. Su empeño de difundir la enseñanza respondía al deseo de cimentar la democracia.

La Decena Trágica

Con el apoyo de algunos diplomáticos extranjeros, encabezados por el embajador de Estados Unidos, en febrero de 1913 tres antiguos militares porfiristas se rebelaron contra Madero en la Ciudad de México. Uno de ellos, Bernardo Reyes, murió cuando dirigía un ataque contra el Palacio Nacional. Los otros dos, Félix Díaz y Manuel Mondragón, se encerraron en la Ciudadela, un antiguo depósito de armas en el centro de la capital.

Madero hizo frente a la situación valerosamente. Para su desgracia, puso el mando de las tropas leales en manos de Huerta, que el año anterior había sometido a los orozquistas pero que ahora estaba de acuerdo con los sublevados.

Durante diez días ocurrieron distintos enfrentamientos que causaron un estado de enorme confusión. Hubo numerosos

Decena Trágica. Soldados sublevados en acción, 1913.

▼ 1912

ABRIL
• En su primer viaje, se hunde el trasatlántico *Titanic*

Historia, Cuarto grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère réimpression de 2008 de la 3ème édition de 2007. 1ère édition : 1994, p. 146.

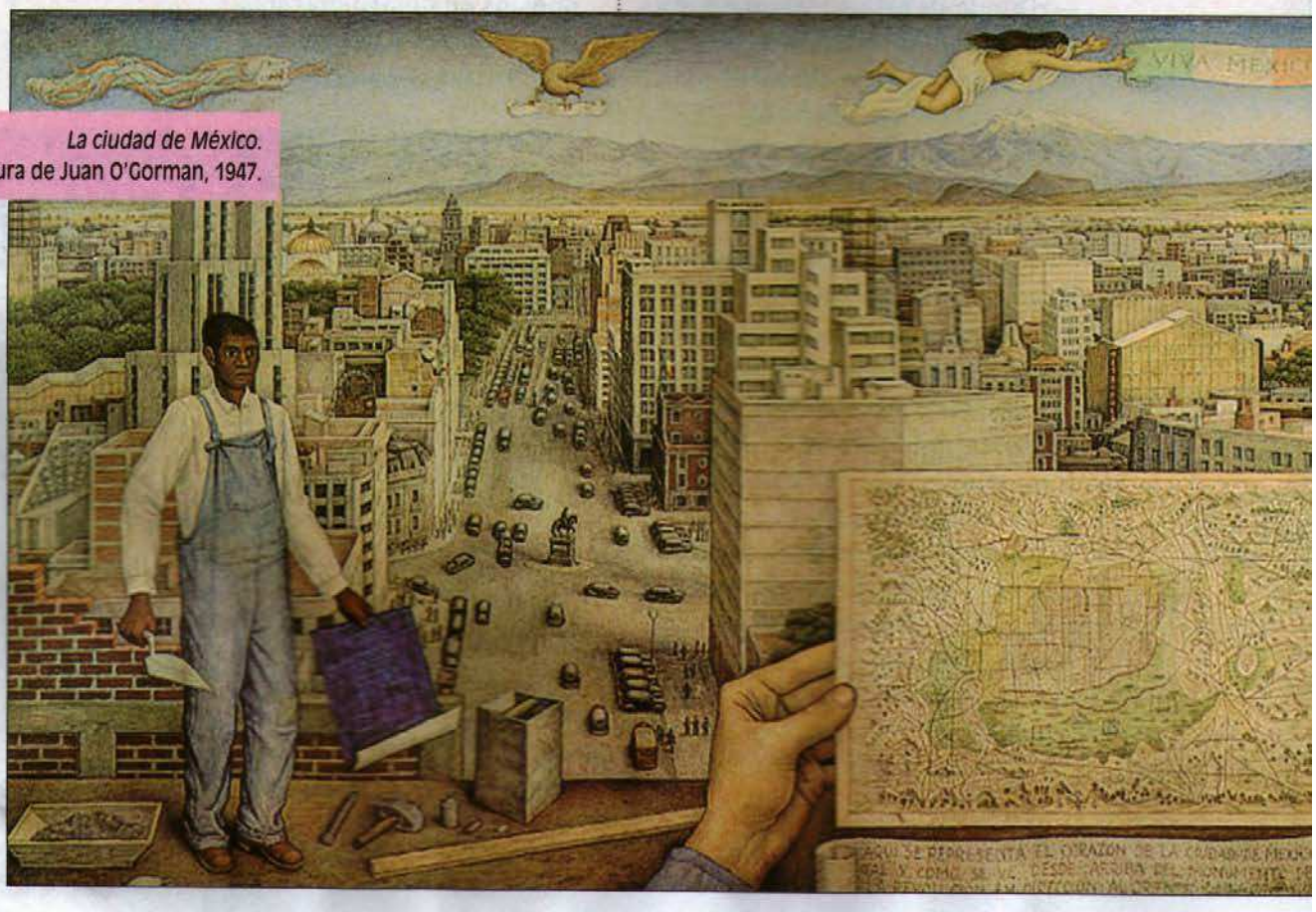
El siglo XX

La reconstrucción del país

LECCIÓN 7

La Constitución fue promulgada en 1917, pero en algunas regiones de México la guerra continuó hasta 1920. Cuando terminó, muchas cosas habían cambiado. El país quedó en manos de una nueva generación de hombres y mujeres fogueados en la Revolución.

Las huellas de la destrucción eran palpables en la agricultura, las minas, las fábricas y el comercio; los caminos, los puentes, las



La ciudad de México. Pintura de Juan O'Gorman, 1947.

▼ 1917

- 5 de febrero, se promulga la Constitución aún vigente
- Venustiano Carranza, presidente
- Alfonso Reyes publica el ensayo ..... *Visión de Anáhuac*

▼ 1918

- Manuel Gamio realiza investigaciones en Teotihuacan

Historia, Sexto grado, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 2ème édition révisée de 2001. 1ère édition : 1994, p.78.

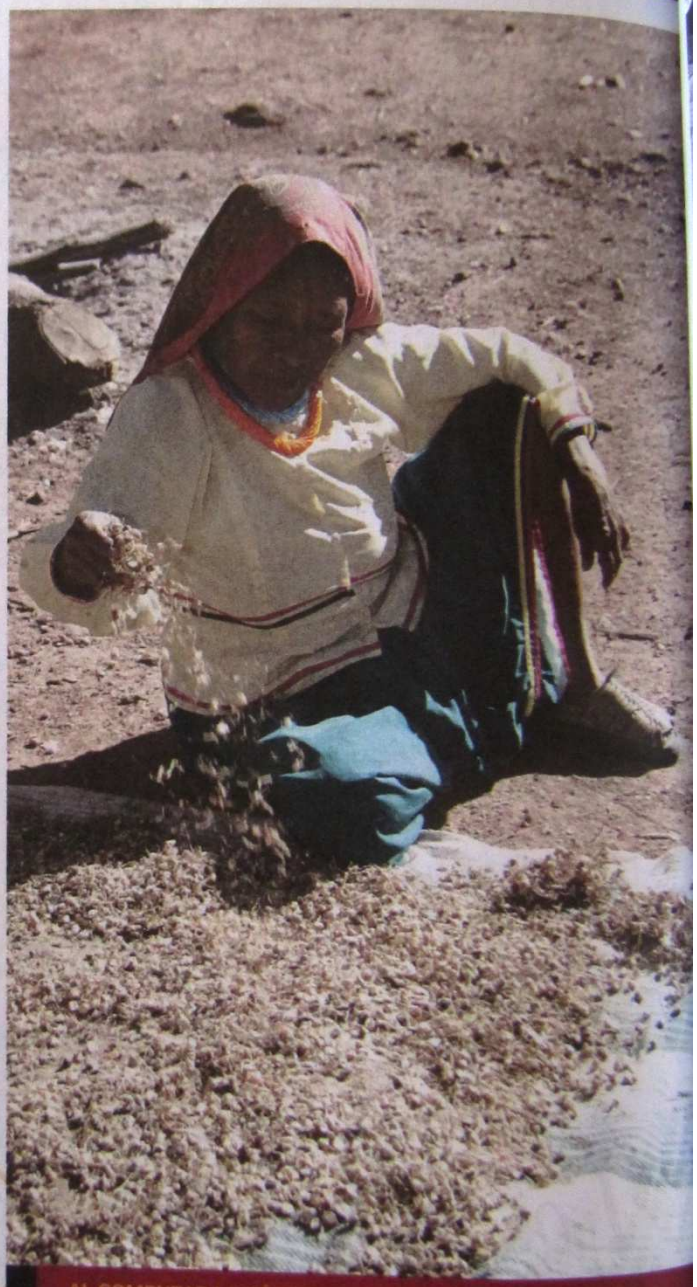
La deuda externa y la economía del país en el último tercio del siglo XX

Echeverría: Un Estado fuerte... ¡pero con una gran deuda!

Al comenzar la década de los setenta, Luis Echeverría Álvarez (1970-1976) subió a la Presidencia con la intención de fortalecer al Estado. El difícil final de la década de 1960 dejó al descubierto los problemas del modelo de desarrollo que no respondía a los cambios de la economía, y tampoco corregía los desequilibrios sociales. El gobierno buscó impulsar la actividad económica promoviendo las exportaciones y la inversión privada, y también amplió el gasto público. Pero como tampoco se trataba de cerrarnos las puertas al mercado internacional, parte del plan era otorgar permisos de importación y poner aranceles, esto es, dar oportunidad de traer productos extranjeros para ser vendidos en suelo nacional, pero pagando un impuesto para poder hacerlo.

Sin embargo, contrario a lo que se esperaba, entre 1971 y 1973 el crecimiento económico disminuyó y entró en algo que el gobierno dio en llamar atonía, es decir, que en lugar de que la economía se desarrollara, se mantuvo estancada.

En resumen, el país atravesó por un desequilibrio comercial porque los mexicanos compraban más de lo que vendían y las cosas de fuera salían más baratas.



AL COMENZAR LA DÉCADA DE 1970, la mitad de la población mexicana vivía en el campo, pero los precios favorecían a los habitantes de las ciudades. Las limitaciones y los desequilibrios existían a pesar de que había un Estado fuerte, pues el país tenía una gran deuda económica.

***Arma la Historia. Primaria II*, ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère édition de 2010, p.188.**

Aquí aprenderás a explicar la importancia de los ríos en el desarrollo de las culturas agrícolas.

Civilizaciones a lo largo de los ríos: Mesopotamia, Egipto, China e India

En algunas de las regiones del mundo en donde se empezó a practicar la agricultura (Mesopotamia, China, Egipto e India) existieron condiciones favorables para el desarrollo de las civilizaciones; es decir, había grandes extensiones de tierra fértil y ríos que proporcionaban agua para regar los cultivos y permitían que las cosechas crecieran en mejores condiciones y fueran más abundantes. Así, las civilizaciones agrícolas tuvieron una estrecha relación con los ríos; por ejemplo, Mesopotamia significa precisamente, "tierra entre dos ríos", pues estaba situada entre el Tigris y el Éufrates; en las ciudades que conformaron la civilización egipcia se utilizó el río Nilo no sólo para el riego, también para navegar; por otra parte, la civilización india se asentó en la ribera del río Indo y la china se estableció alrededor de los ríos Hoang-Ho y Yang-Tse-Kiang.

Para observadores

→ 1. Observa las imágenes de esta página y responde: ¿qué están haciendo las personas?, ¿en qué son parecidas sus actividades? Explica la importancia de estas tareas.

→ 2. Regresa al mapa superior de la página 41 y con ayuda del *Atlas de geografía universal* marca con color azul el cauce de los ríos en cuyas cercanías se asentaron las civilizaciones agrícolas y escribe sus nombres.

CONSULTA EN...

Si deseas conocer más sobre estas civilizaciones, en Explora haz clic en civilizaciones agrícolas o consúltalo en el portal HDT.

Izquierda: Grupo de trabajadores chinos.

Derecha: Mural egipcio que representa un matrimonio.

***Historia, Sexto grado,* ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère réimpression de 2012 de la 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010, p. 46.**

La Bandera Nacional

¿Cuál es el origen y significado del Escudo Nacional y de los colores de la Bandera?

Búscalo y lo sabrás.

Al investigar sobre el origen de la Bandera Nacional, Paola encontró lo siguiente: los colores de la Bandera tienen su origen en la Bandera Trigarante, con la que se declaró la independencia mexicana de España en 1821. En ese entonces se le dio el siguiente significado: el verde simbolizaba la independencia, el blanco la pureza y el rojo la unión de los mexicanos.

El Escudo Nacional Mexicano se inspira en una leyenda prehispánica, según la cual Huitzilopochtli, el más importante de los dioses mexicas, les dijo que encontrarían el lugar adecuado para fundar Tenochtitlan cuando hallaran un águila parada sobre un nopal devorando una serpiente.

Agustín de Iturbide

***Exploracion de la Naturaleza y la Sociedad, Segundo grado*,**
ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP, 1ère réimpression de 2012
de la 2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010, p.74.

Autoevaluación

Es momento de reflexionar y reconocer tus logros.
Marca con una ✔ lo que lograste.

En las actividades trabajé:

Individualmente ☐

En pareja ☐

En equipo ☐

Al elaborar mi álbum logré:

Reunir mis trabajos. ☐

Organizar la información. ☐

Presentar recomendaciones para el cuidado del cuerpo. ☐

Exploracion de la Naturaleza y la Sociedad, Primer grado,
ouvrage collectif édité à Mexico par la SEP,
2ème édition de 2011. 1ère édition : 2010, p.34.

Résumé du mémoire

Cette recherche se donne pour objectif de rendre compte des différents enjeux politiques et idéologiques que représentent les manuels scolaires gratuits des gouvernements mexicains de 1960 à 2013. Ce travail s'appuie sur les études historiques, les textes officiels et les articles de journaux en rapport avec l'éducation mexicaine ainsi que sur le contenu des manuels scolaires.

Le premier chapitre de ce mémoire retrace l'histoire générale du Mexique et de son système éducatif de 1821 à 1958, c'est-à-dire de l'Indépendance jusqu'au dernier sexennat avant la création des manuels scolaires gratuits du gouvernement. Il s'agit d'une étude des antécédents à la création des manuels officiels.

Le deuxième chapitre analyse les mêmes aspects de l'histoire éducative du Mexique mais pour la période de 1958 à 2013 : les réformes éducatives et le cadre légal font l'objet d'une analyse plus approfondie. De plus, ce chapitre comporte en parallèle une étude sur la création en 1960 des manuels officiels – toutes disciplines confondues- et leur évolution dans le temps.

Le troisième chapitre est centré sur les manuels d'histoire officiels : leur évolution au long de cinquante ans d'existence y est étudiée à travers les différentes réformes établies par les gouvernements successifs. Ce chapitre se termine par une étude de cas révélatrice du rôle idéologique des manuels officiels dans l'élaboration de l'Etat-nation : celle de la famille Serdán de Puebla, érigée en symbole héroïque du début de la Révolution mexicaine, qui illustre en effet le procédé d'édification de modèles pour susciter le patriotisme des élèves. L'évolution de la représentation des Serdán dans les différentes générations de manuels officiels y est analysée.

Mots-clefs :

Mexique, Histoire de l'éducation, XIXe XXe et XXIe siècles, réformes et cadre légal, nationalisme, manuels scolaires, représentations mythiques.